Ontario

MINISTÈRE DES FINANCES

# Comptes publics de l'ONTARIO

## 2004-2005

ÉTATS DES MINISTÈRES ET ANNEXES

Volume 1

106-00215/

Ontario

MINISTÈRE DES FINANCES

# Comptes publics de l'ONTARIO

## 2004-2005

ÉTATS DES MINISTÈRES ET ANNEXES

Volume 1

## TABLE DES MATIÈRES


Page

Guide d'interprétation des comptes publics ... iii
Sources de renseignements supplémentaires ... vi

**Section 1 — Annexes — Recettes et dépenses**

Détail des recettes ... 1-3
Sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale ... 1-16
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses ... 1-18
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses — Fonctionnement ... 1-20
Sommaire des dépenses par ministère et par catégorie de dépenses — Immobilisations ... 1-22

**Section 2 — États financiers des ministères**

Sommaire des crédits autorisés et des dépenses réelles et des actifs ... 2-2
Sommaire des crédits autorisés et des dépenses réelles et des actifs — Fonctionnement ... 2-4
Sommaire des crédits autorisés et des dépenses réelles et des actifs — Immobilisations ... 2-6
Affaires civiques et Immigration ... 2-9
Affaires intergouvernementales ... 2-23
Affaires municipales et Logement ... 2-31
Agriculture et Alimentation ... 2-45
Assemblée législative, Bureau de l' ... 2-57
Bureau du Conseil des ministres ... 2-65
Bureau du directeur général des élections ... 2-71
Bureau du lieutenant-gouverneur ... 2-77
Bureau du vérificateur général ... 2-81
Cabinet du Premier ministre ... 2-85
Culture ... 2-89
Développement du Nord et Mines ... 2-101
Développement économique et du Commerce ... 2-111
Éducation ... 2-121
Énergie ... 2-131
Environnement ... 2-139
Finances ... 2-157
Formation et des Collèges et Universités ... 2-177
Office des affaires francophones ... 2-189
Ombudsman Ontario ... 2-195
Procureur général ... 2-201
Renouvellement de l'infrastructure publique ... 2-221
Richesses naturelles ... 2-229
Santé et Soins de longue durée ... 2-245
Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario ... 2-271
Secrétariat du Conseil de gestion ... 2-277
Secrétariat du renouveau démocratique ... 2-297
Sécurité communautaire et Services correctionnels ... 2-301
Services à l'enfance et à la jeunesse ... 2-321
Services aux consommateurs et aux entreprises ... 2-331
Services sociaux et communautaires ... 2-345
Tourisme et Loisirs ... 2-353
Transports ... 2-365
Travail ... 2-383

## TABLE DES MATIÈRES (Suite)

**Section 3 — Annexes — Dette**


Produit de la dette ..... 3-3
Remboursements de la dette ..... 3-9
Sommaire de la dette contractée ..... 3-15
Encours de la dette contractée ..... 3-18
Opérations de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario ..... 3-48


**Section 4 — Autres annexes**


Prêts et investissements ..... 4-3
Fonds et autre passif ..... 4-8
Passif éventuel - Obligations garanties par la province de l'Ontario ..... 4-13
Créances exigibles de la Couronne ..... 4-16

# GUIDE D'INTERPRÉTATION DES COMPTES PUBLICS

## 1. La présentation des comptes publics

Les *Comptes publics* de la province de l'Ontario pour 2004-2005 comprennent le **Rapport annuel et États financiers** et sont présentés en trois volumes :

Le **volume 1** contient les annexes pertinentes au Trésor et les états des ministères. Les charges réelles y sont comparées aux crédits votés. Les activités financières des différents ministères gouvernementaux sont inscrites au Trésor selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Le **volume 2** contient les états financiers des principaux conseils, commissions et sociétés de la Couronne du gouvernement provincial qui font partie de l'entité comptable, ainsi que certains autres états financiers.

Le **volume 3** contient le détail des paiements faits à partir du Trésor par les ministères et versés aux fournisseurs et aux bénéficiaires de paiements de transfert. Il contient également les traitements divulgués en vertu de la *Loi de 1996 sur la divulgation des traitements dans le secteur public*.

## 2. Guide d'interprétation du Volume 1 des *Comptes publics*

### (1) Annexes — Recettes et dépenses

### (2) États financiers des ministères

Le lecteur trouvera dans l'introduction de cette section, aux pages 2-2 à 2-7, un sommaire des affectations et des crédits votés, charges législatives et actifs, présenté sous la forme d'un tableau regroupant tous les ministères provinciaux. Sous la rubrique « Autres comptes » on retrouvera le total par ministère des prêts et dotations en capital. Les prêts administrés par la Société ontarienne de financement au nom de la province ne sont pas inclus. Ces premiers chiffres sont suivis, aux pages 2-9 à 2-397, d'une présentation de l'activité financière de chacun des ministères. Dans chacun des cas, les six états financiers suivants peuvent être retenus :

**(a)** « État des dépenses et des actifs par programme »

Ce premier document recense l'ensemble des dépenses engagées par le ministère. En fait, il permet de comparer les crédits alloués à chaque programme et à chaque ministère, les sommes effectivement dépensées pendant l'exercice comptable et les dépenses de l'année précédente. Dans cette rubrique, on trouve également le total des dépenses ainsi que des prêts et dotations en capital.

**(b)** « État des dépenses et des actifs par programme et activité »

Ce document énumère les différentes activités de chaque programme ministériel. Il permet ainsi au lecteur de comparer, pour chaque poste, les dépenses effectivement engagées pendant l'année financière avec les crédits alloués dans le *Budget des dépenses* ou approuvés par le Conseil de gestion. Les paiements statutaires font l'objet d'une rubrique distincte. Les descriptions de programme fournies dans le *Budget des dépenses* sont destinées à donner au lecteur un aperçu général du contenu de chacun des programmes.

**(c)** « Détail des dépenses et des actifs par activité et par catégorie de dépenses »

Pour chaque programme ministériel, les dépenses engagées sont ventilées entre les différentes activités, d'une part, et en fonction des catégories de dépenses, d'autre part. S'il y a lieu, les montants statutaires sont indiqués séparément sous la catégorie de dépenses touchant chaque programme.

On trouvera ci-après un aperçu de la ventilation des dépenses et des actifs compris dans chacune des 11 catégories de dépenses :

DÉPENSES

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et les autres montants versés au personnel (permanent, stagiaire, non classifié ou autre) à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les traitements et indemnités versés aux membres de l'Assemblée législative, et les indemnités spéciales versées aux employés.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les contributions versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au régime des pensions du Canada, au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, au Régime de retraite des fonctionnaires, à la Caisse d'assurance-emploi, à la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des employés en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales (cas des pupilles de la province, par exemple); les coûts de réinstallation d'employés mutés ou recrutés; les frais de déménagement du mobilier et de matériel de bureau; les dépenses de transport de marchandises (exception faite du coût initial de la livraison); les frais d'affranchissement du courrier (ordinaire ou recommandé, par exemple); et les frais de communication (téléphone, télégrammes et transmission de données).

Services

Cette catégorie regroupe les services suivants : publicité et communications, notamment pour payer les services d'agences privées ou les campagnes médiatiques menées directement par les ministères; les services de location et les services extérieurs, de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; les services de traitement des données; les primes d'assurances; et les autres services professionnels et spéciaux.

Fourniture et matériel

Cette catégorie comprend les sommes affectées à l'achat de machines et de matériel, neufs ou d'occasion, incluant des véhicules et des ordinateurs, ainsi que les montants consacrés à l'achat de tous les matériaux et fournitures nécessaires ou au paiement des services publics.

Paiements de transfert

Cette catégorie regroupe les subventions, subsides et différents versements effectués à des particuliers, entreprises, organismes à but non lucratif ou organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, notamment bonifications d'intérêts et subsides; les garanties honorées; les subventions remboursables ainsi que les pertes sur prêts.

ACTIFS

Dépôts et charges payées d'avance

Cette catégorie comprend les paiements versés avant la réception des produits ou des services achetés, ou versés d'avance à des bénéficiaires de paiements de transfert; ces paiements seront inscrits dans une catégorie de dépenses ne faisant pas partie de l'actif au cours d'un prochain exercice.

Avances et montants récupérables

Cette catégorie comprend les montants versés à des bénéficiaires de paiements de transfert qui seront remboursés à la province au cours d'un prochain exercice.

Prêts et investissements

Cette catégorie comprend les paiements versés à des débiteurs en vertu de contrats de prêt et d'investissements dans les actions de sociétés de la Couronne ou d'autres entités comptables.

Immobilisations corporelles

Cette catégorie comprend l'acquisition et la construction de bâtiments et d'ouvrages et l'achat de terrains.

**(d)** « État des recettes »

Cet état financier présente, pour chaque ministère, l'ensemble des recettes perçues au cours de la période comptable, en établissant d'une part une comparaison avec les sommes reçues l'année précédente et, d'autre part, la répartition des recettes entre les différentes catégories de financement prévues dans les règles comptables de la province. Les montants globaux font l'objet, le cas échéant, d'une ventilation, à l'intérieur de chacune des sources envisagées. Toutes les recettes perçues sont déposées dans le Trésor. Les différents ministères sont, dans tous les cas, responsables de la perception des recettes qui figurent dans leur états financiers.

**(e)** « État des remboursements des prêts et investissements »

Dans cette partie, on trouve les chiffres relatifs aux remboursements de prêts ou aux recouvrements d'investissements enregistrés par le ministère, pendant l'exercice en cours et pendant l'exercice précédent. Le ministère qui fait état de ces sommes est responsable des mouvements liés aux prêts et investissements financés par le Trésor.

**(3) Annexes de la dette**

Cette partie fournit des précisions sur le produit et le remboursement de la dette, un sommaire de la dette contractée et des renseignements sur l'encours de la dette.

**(4) Annexes supplémentaires**

Cette partie fournit des renseignements sur les prêts et investissements des ministères, les fonds et autre passif, le passif éventuel et les obligations garanties par la province de l'Ontario.

## SOURCES DE RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

### Rapport annuel et États financiers de l'Ontario

Le gouvernement prépare un rapport annuel qui présente les principaux éléments financiers et économiques de la dernière année et qui fait des résultats obtenus en fonction des objectifs fixés dans le budget. Le rapport inclut une version sommaire des états financiers. Pour obtenir une version électronique du rapport annuel de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/french/index.html.

### Le budget de l'Ontario

Le gouvernement de l'Ontario présente un *Budget* chaque année, habituellement au début du printemps. Ce document renferme les prévisions de recettes et de dépenses pour l'exercice à venir. Pour obtenir une version électronique du budget de la province de l'Ontario, il suffit de visiter le site Web du ministère des Finances à www.fin.gov.on.ca/french/index.html et de cliquer sur « Budget ».

### Budget des dépenses de la province de l'Ontario

Après la présentation du budget de l'Ontario par le ministre des Finances, le Budget des dépenses du gouvernement pour l'exercice commençant le 1er avril est déposé devant l'Assemblée législative. Le Budget des dépenses donne les grandes lignes du programme de dépenses de chaque ministère que l'Assemblée législative est appelée à approuver par la *Loi sur les subsides à la Couronne*.

### Finances de l'Ontario

Finances de l'Ontario est un rapport trimestriel sur le budget du gouvernement pour l'exercice. Il suit l'évolution qui se produit au cours du trimestre et présente de nouvelles perspectives pour le reste de l'exercice.
Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/french/finances/2005/index.html.

### Comptes économiques de l'Ontario

Ce rapport trimestriel contient des données sur la composition de l'activité économique de l'Ontario.
Pour une version électronique, visitez le site Web www.fin.gov.on.ca/french/economy/ecaccts/index.html.

## NOTE

Ce document est publié en français et en anglais. On peut obtenir l'une ou l'autre de ces versions par la poste en écrivant au service des commandes postales de Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8; ou en téléphonant au 416 326-5300 ou, sans frais, 1 800 668-9938 (interurbain sans frais); On peut aller en chercher des exemplaires à la librairie Publications Ontario, située au 880, rue Bay, Toronto.

This publication is available in English and in French. Copies in either language may be obtained by mail from Publications Ontario Mail Order, 50 Grosvenor Street Toronto, Ontario, M7A 1N8; By calling 416 326-5300, toll-free 1-800-668-9938; or by visiting the Publications Ontario Bookstore at 880 Bay Street, Toronto. For other options including on-ligne ordering, please visit the Publications Ontario Web site at:
www.publications.gov.on.ca/french/index.html.

# section 1

# Annexes — Recettes et dépenses

## DÉTAILS DES RECETTES

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2005**

La présente annexe établit le sommaire des sources de recettes de la province par catégorie principale. On trouvera à la Section 2 du présent volume les annexes des recettes perçues par les différents ministères, au titre de chaque catégorie principale.

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| RECETTES FISCALES | | |
| Impôt sur le revenu des particuliers | 19 320 299 999 | 18 300 900 000 |
| Taxe de vente au détail | 14 855 423 719 | 14 258 458 134 |
| Impôt sur les sociétés | 9 883 000 000 | 6 657 935 000 |
| Impôt-santé des employeurs | 3 885 706 362 | 3 752 963 133 |
| Taxe sur l'essence | 2 277 010 784 | 2 264 177 221 |
| Contribution-santé de l'Ontario | 1 736 500 000 | - |
| Taxe sur le tabac | 1 452 932 448 | 1 349 772 691 |
| Droits de cession immobilière | 1 032 268 941 | 899 506 117 |
| Taxe sur les carburants | 729 921 588 | 680 592 098 |
| Impôt sur les dividendes privilégiés des corporations | 106 731 497 | 205 084 794 |
| *Loi de 1998 sur l'administration des successions* | 86 428 947 | 79 239 672 |
| Impôt sur les bénéfices miniers | 50 873 887 | 28 641 671 |
| Redevances sur les revenus bruts - Élément *impôt foncier* | 33 416 904 | 30 629 184 |
| Impôt foncier provincial | 11 174 346 | 9 701 108 |
| Taxe sur le pari mutuel | 5 795 071 | 6 000 000 |
| Impôt calculé sur la superficie en acres - *Loi sur les mines* | 1 728 098 | 1 868 950 |
| Droits de succession | 144 558 | (2 763 111) |
| Commission des sports professionnels | 61 629 | 41 077 |
| Paiements tenant lieu d'impôt (électricité) | 511 000 000 | 627 000 000 |
| Impôt sur les concentrations commerciales | (2 658 912) | (1 671 316) |
| **TOTAL DES RECETTES FISCALES** | **55 974 759 866** | **49 148 076 423** |

Le gouvernement fédéral perçoit des impôts sur le revenu des particuliers pour le compte de la province. Le montant que la province reçoit est net des crédits d'impôt de l'Ontario, qui totalisaient 998 346 295 $ en 2003-2004 et 1 034 612 207 $ en 2004-2005. Les recettes de l'Ontario provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers sont également nettes des frais d'administration facturés par le gouvernement fédéral, qui étaient de 8 346 847 $ en 2003-2004 et de 8 703 082 $ en 2004-2005.

Les taux d'imposition de l'Ontario en 2003 sont : de 6,05 % sur les revenus imposables de moins de 32 435 $; de 9,15 % sur les revenus imposables de 32 435 $ à 64 871 $; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 64 871 $. En 2004, les taux d'imposition de l'Ontario sont : de 6,05 % sur les revenus imposables de moins 33 375 $; de 9,15 % sur les revenus imposables de 33 375 $ à 66 752 $; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 66 752 $. En 2005, les taux d'imposition de l'Ontario sont : de 6,05 % sur les revenus imposables de moins 34 010 $; de 9,15 % sur les revenus imposables de 34 010 $ à 68 020 $; et de 11,16 % sur les revenus imposables supérieurs à 68 020 $. Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables tiennent compte des circonstances individuelles et familiales du contribuable (p. ex. le montant de base, la déduction relative au conjoint, les frais médicaux) et sont à raison de 6,05 % (11,16 % dans le cas des dons de bienfaisance excédant 200 $). Les crédits d'impôt de l'Ontario non remboursables sont indexés en 2003, 2004 et en 2005.

Les personnes à revenu plus élevé doivent payer une surtaxe. En 2003, cette surtaxe équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 3 747 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 727 $. En 2004, elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 3 856 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 864 $. En 2005 elle équivalait à 20 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 3 929 $, plus 36 % de l'impôt ontarien sur le revenu supérieur à 4 956 $.

**DÉTAILS DES RECETTES (suite)**

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2005**

Les particuliers ne paient pas d'impôt sur le revenu de l'Ontario en dessous d'un montant déterminant. Si l'impôt de l'Ontario à payer est supérieur au montant déterminant du déclarant, il se peut que le montant qu'il ait à payer en impôt de l'Ontario soit réduit. Pour 2003, le montant déterminant de base est de 181 $, auquel on ajoute 334 $ par personne handicapée à charge ou enfant à charge pour lequel le déclarant demande la réduction d'impôt. Pour 2004, le montant déterminant de base est de 186 $, auquel on ajoute 343 $ par personne handicapée à charge ou enfant à charge pour lequel le déclarant demande la réduction d'impôt. Pour 2005, le montant déterminant de base est de 190 $, auquel on ajoute 350 $ par personne handicapée à charge ou enfant à charge.

La taxe de vente au détail de l'Ontario est perçue pour la province par des vendeurs titulaires d'un permis sur la juste valeur des produits et services taxables, n'incluant pas la taxe sur les produits et services fédérale. La taxe équivaut à 8 % du prix de la plupart des biens meubles corporels et de certains services. Le taux de cette taxe est de 10 % pour les billets d'entrée d'une valeur supérieure à 4 $, de même que pour les boissons alcoolisées vendues dans les établissements titulaires d'un permis; il est de 12% pour les boissons alcoolisées vendues dans les points de vente au détail, et de 5 % pour les logements temporaires. Les primes d'assurance sont, en général, assujetties à une taxe de 8 %. Les primes d'assurance-vie individuelle et d'assurance-santé sont exemptées. Les réparations et les remplacements effectués en vertu d'une garantie ne sont plus assujettis à une taxe. Une taxe aux fins de conservation de carburant est également prélevée en vertu de la *Loi sur la taxe de vente au détail*. Un barème de taxe progressif est utilisé lors de l'achat de véhicules de tourisme et de véhicules sports utilitaires neufs en fonction de leur cote de consommation routière de carburant. Un crédit d'impôt de 100 $ est offert à l'acheteur d'un nouveau véhicule de tourisme dont la cote de consommation routière de carburant est de moins de 6 litres d'essence ou de carburant diesel aux 100 kilomètres. Les personnes qui fabriquent leur bière et leur vin dans l'établissement d'un vendeur sont tenues de payer une taxe de 0,13 $ le litre. Les personnes qui fabriquent d'autres biens meubles corporels pour leur consommation personnelle sont tenues de payer une taxe de 8 % sur la juste valeur. La *Loi sur la taxe de vente au détail* prévoit divers rabais et exonérations.

L'impôt sur les sociétés comprend trois catégories d'impôt prélevé sur les sociétés : l'impôt sur les bénéfices, l'impôt sur le capital et l'impôt sur les primes d'assurance. Les détails suivent.

Impôt sur les bénéfices : Le 1er janvier 2004, le taux d'imposition général sur les bénéfices des sociétés est passé de 12,5 % à 14 %. Les revenus provenant des entreprises minières, forestières, agricoles, de pêche et de fabrication et de transformation actives sont assujettis à un taux moindre (11 % à compter du 1er octobre 2001 et 12 % à compter du 1er janvier 2004). Les petites sociétés privées sous contrôle canadien sont également soumises à un taux d'imposition réduit. À compter du 1er janvier 2003, ce taux est passé de 6 % à 5,5 %. Le montant de cette déduction accordée aux petites entreprises est réduit graduellement à zéro lorsque le revenu imposable se situe entre 400 000 $ à compter du 1er janvier 2004 (320 000 $ avant cette date) et 1 128 519 $ à compter du 1er janvier 2004 (800 000 $ avant cette date). La province perçoit également un impôt minimum sur les sociétés (IMS) qui sert en fait de paiement par anticipation de l'impôt ordinaire sur les bénéfices des sociétés. L'IMS est calculé à un taux de 4 %. La province offre divers crédits d'impôt remboursables afin de stimuler certaines activités. Ces crédits varient de 10 % à 30 % des dépenses admissibles et comprennent les crédits d'impôt de l'Ontario pour (i) l'innovation, (ii) l'enseignement coopératif, (iii) la formation en apprentissage, (iv) la production cinématographique et télévisuelle, (v) les maisons d'édition, (vi) l'animation par ordinateur et les effets spéciaux, (vii) les entreprises parrainant les instituts de recherche, (viii) les services de production, (ix) les produits multimédias interactifs numériques et (x) l'enregistrement sonore. La province offre également des déductions pour l'achat de systèmes antipollution, de nouvelle technologie et d'autobus scolaires neufs, ainsi que pour la recherche-développement.

L'Ontario offre aux entreprises des incitatifs fiscaux pour la production d'électricité à partir de sources d'énergie renouvelable ou de remplacement, y compris une exonération supplémentaire du coût intégral d'acquisition des biens admissibles et une exemption de l'impôt sur le capital.

Impôt sur les primes d'assurance : Les compagnies d'assurance versent une taxe de 2 % sur les primes d'assurance-accident, d'assurance-maladie et d'assurance-vie, de 3 % sur les primes des autres types d'assurance et une taxe supplémentaire de 0,5 % sur les primes d'assurance de biens. D'autres sociétés sont également assujetties aux mêmes taux d'impôt sur les primes d'assurance versées aux assureurs non titulaires de permis. Toutes les sociétés doivent également verser une taxe de 2 % sur les primes d'assurance pour les versements afférents aux prestations des personnes non assurées.

**DÉTAILS DES RECETTES (suite)**

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2005**

Impôt sur le capital : Les sociétés sont généralement assujetties à un impôt de 0,3 % sur le capital utilisé en Ontario. Toutes les sociétés sont exemptées de l'impôt sur le capital pour la première tranche de 7,5 millions de dollars du capital imposable. Les compagnies d'assurance ne versent pas d'impôt ordinaire sur le capital. Toutefois, les compagnies d'assurance-vie paient un impôt supplémentaire spécial de 1,25 % sur leur capital utilisé en Ontario, sous réserve d'une exonération de 10 millions de dollars; l'impôt sur le revenu et l'IMS donnent également droit à un crédit sur cet impôt. L'impôt sur le capital des institutions financières comporte généralement deux paliers : il est de 0,6 % sur le capital versé imposable rajusté sur la première tranche de 400 millions de dollars et de 0,9 % sur tout montant qui dépasse cette tranche. L'impôt sur le capital des institutions financières qui ne recueillent pas de dépôts et dont le capital versé imposable dépasse 400 millions de dollars s'établit à 0,72 %. Les grandes institutions financières peuvent réduire leur impôt sur le capital en effectuant des investissements admissibles dans de petites entreprises de l'Ontario dans le cadre du crédit d'impôt à l'investissement dans les petites entreprises.

L'impôt-santé des employeurs est versé par les employeurs et est calculé sur leur masse salariale en Ontario. Les employeurs dont la masse salariale en Ontario est de 200 000 $ et moins remettent l'impôt à un taux de 0,98 %; les employeurs dont la masse salariale en Ontario varie de 200 000 $ à 400 000 $ versent l'impôt à raison d'un taux progressif variant de 0,98 % à 1,95 %; les employeurs dont la masse salariale en Ontario dépasse 400 000 $ versent l'impôt à raison d'un taux de 1,95 %. La première tranche de 400 000 $ de la masse salariale en Ontario pour les employeurs du secteur privé est exonérée de l'impôt-santé.

La taxe sur l'essence est perçue sur l'essence et le propane pour véhicules immatriculés et le carburant aviation. Le taux de taxe sur l'essence est de 14,7 cents le litre. Le taux de taxe sur le propane pour véhicules immatriculés est de 4,3 cents le litre. Le taux de taxe sur le carburant aviation est de 2,7 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes d'essence, de propane et de carburant aviation désignés par le ministère.

La taxe sur le tabac s'applique à tous les produits du tabac. Initialement, la taxe par cigarette, par gramme de tabac haché fin et pour tous les autres produits du tabac sauf les cigares était de 9,85 cents pour l'exercice. Ce taux a été porté à 11,1 cents le 19 mai 2004 puis à 11,725 cents le 19 janvier 2005. La taxe sur les cigares équivaut à 56,6 % du prix taxable. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes de tabac et de cigares désignés par le ministère.

Les droits de cession immobilière sont perçus lorsque des biens immobiliers sont cédés. Un taux de 0,5 % est perçu sur la valeur de contrepartie pour les actes de cession sur les premiers 55 000 $; de 1,0 % sur la valeur se situant entre 55 000 $ et 250 000 $; de 1,5 % sur la valeur dépassant les 250 000 $ puis, lorsque la valeur de contrepartie excède les 400 000 $ et qu'il s'agit d'un terrain pour immeubles d'habitation de un ou deux logements unifamiliaux, un taux de 0,5 % (en plus du 1,5 %) s'applique au montant excédant 400 000 $. Les achats de logements neufs par les personnes accédant à la propriété sont admissibles à une remise des droits de cession immobilière, jusqu'à concurrence de 1 725 $, et ce pour les logements achetés après le 7 mai 1996. La remise maximale des droits de cession est passée à 2 000 $ pour les logements faisant l'objet d'une convention d'achat conclue après le 31 mars 1999. En 2000, le programme de remise est devenu permanent.

Une taxe sur les carburants est perçue sur les combustibles de distillat moyen clairs utilisés dans des moteurs à combustion interne. Le taux de taxe sur les carburants est de 14,3 cents le litre, sauf dans le cas du carburant utilisé dans le matériel ferroviaire, auquel cas le taux est de 4,5 cents le litre. En majeure partie, la taxe est perçue pour le compte du gouvernement provincial par les grossistes désignés par le ministère.

Le gouvernement fédéral verse à la province 35 % des impôts nets qu'il perçoit sur les dividendes privilégiés payés par les sociétés faisant affaires en Ontario.

L'impôt sur l'administration des successions doit être payé par la succession d'une personne décédée lors de la délivrance d'une attestation de nomination de fiduciaire testamentaire par la Cour de l'Ontario. Le montant d'impôt à acquitter équivaut à 0,5 % de la première tranche de 50 000 $ de la valeur de la succession et à 1,5 % de la valeur de la succession excédant 50 000 $.

L'Ontario perçoit un impôt sur les bénéfices miniers qui dépassent 500 000 $ et qui découlent de l'extraction de minerais. Le 1er janvier 2003, le taux d'imposition est passé de 14 % à 12 %. À compter du 1er janvier 2004, le taux a été réduit à 10 %. Les mines éloignées sont admissibles à un taux réduit équivalent à 5 %.

**DÉTAILS DES RECETTES (suite)**

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2005**

Les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique doivent verser au ministère des Finances des redevances sur les revenus bruts (RRB). Depuis le 1er janvier 2001, les impôts fonciers et les redevances d'utilisation d'énergie hydraulique existants, payés par les propriétaires de centrales hydro-électriques et les titulaires d'un bail pour l'utilisation d'énergie hydraulique, ont été remplacés par des impôts et des redevances sur les revenus bruts de centrales hydro-électriques. L'élément *impôt foncier* est inclus dans les recettes fiscales de la province, et l'élément *utilisation d'énergie hydraulique* de la RRB est inclus à la rubrique Autres recettes - Redevances (page 1-12).

Dans les régions non constituées en municipalités, le gouvernement provincial perçoit un impôt foncier représentant 1,5 % de la valeur des biens immobiliers visés par l'avis de cotisation. Pour ce qui est de l'imposition des oléoducs et gazoducs, on retient les mêmes barèmes que ceux employés pour les impôts municipaux, énoncés dans la *Loi sur l'évaluation foncière*.

La taxe sur le pari mutuel, qui est perçue pour la province par les exploitants des pistes de courses, est de 0,5 % pour tous les paris.

Un impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière de 0,50 $ par acre par année est perçu sur les droits de brevet minier. Le paiement minimal est de 1 $ pour les territoires érigés en municipalités et de 4 $ pour les territoires non érigés en municipalités.

La *Succession Duty Act* est entrée en vigueur en juillet 1892. Même si elle a été abrogée en 1979 et que les droits successoraux ont été éliminés dans le cas des personnes décédées après le 10 avril 1979, les biens des personnes décédées le ou avant cette date sont demeurés assujettis aux termes de la *Succession Duty Act Supplementary Provisions Act*, 1980. À compter du 9 mai 2001, aucuns autres droits successoraux n'étaient payables, à part les montants qui étaient dus avant ce jour.

En vertu de la *Loi sur le contrôle des sports*, l'organisateur de toute compétition ou exhibition de boxe ou de lutte professionnelle doit verser au ministre une somme équivalant à au moins 1 % et au plus 5 % des recettes brutes de la compétition ou de l'exhibition.

À compter du 1er janvier 1990, un impôt sur les concentrations commerciales a été perçu afin d'aider au financement des améliorations de l'infrastructure routière proposée par le Programme d'immobilisations dans les transports. La taxe était acquittée par les propriétaires de biens à usage commercial au taux de 10,75 $ le mètre carré dans la région du grand Toronto; elle a été éliminée graduellement à partir du budget de 1993 pour 1994 et les années subséquentes.

## DÉTAILS DES RECETTES (suite)

### Pour l'exercice clos le 31 mars 2005

Le gouvernement de l'Ontario a instauré la Contribution-santé de l'Ontario en 2004, qui a généré 1 737 millions de dollars en 2004-2005.

En 2004-2005, les dépenses de fonctionnement du ministère de la Santé et des Soins de longue durée ont augmenté de 2 938 millions de dollars pour atteindre 30 975 millions de dollars. Les recettes tirées de la contribution ont appuyé cette augmentation. Le tableau ci-dessous illustre la hausse des dépenses clés du ministère.

| **Hausse sur 12 mois des principales dépenses de fonctionnement* du ministère de la Santé et des Soins de longue durée en 2004-2005** | **(En millions de dollars)** |
|---|---|
| Hôpitaux | 1 032 |
| Assurance-santé de l'Ontario | 620 |
| Établissements de soins de longue durée | 388 |
| Programmes de médicaments de l'Ontario | 230 |
| Soins à domicile, services communautaires et services de santé mentale | 149 |
| Santé publique et autres dépenses | 519 |
| **Total** | **2 938** |

* Excluent les dépenses liées au SRAS et les principaux coûts uniques en santé de 824 millions de dollars en 2003-2004.

En 2004-2005, les recettes tirées de la contribution représentaient 5,5 % des dépenses totales du ministère de la Santé et des Soins de longue durée. Le tableau ci-dessous indique la valeur monétaire de ce pourcentage dans les principaux secteurs de dépenses du ministère.

| **Part des dépenses du ministère de la Santé et des Soins de longue durée en 2004-2005** | **(En millions de dollars)** |
|---|---|
| Hôpitaux | 654 |
| Assurance-santé de l'Ontario | 412 |
| Établissements de soins de longue durée | 140 |
| Programmes de médicaments de l'Ontario | 137 |
| Soins à domiciles, services communautaires et services de santé mentale | 120 |
| Santé publique et autres dépenses | 274 |
| **Total** | **1 737** |

À compter de 2004, la Contribution-santé de l'Ontario est versée par les particuliers qui habitaient en Ontario le dernier jour de l'année d'imposition. Les montants à verser en 2004 équivalent à la moitié des montants à verser en 2005, selon le revenu imposable de 2004. Les montants de la Contribution-santé de l'Ontario pour 2005 sont les suivants : 0 $ si le revenu imposable est de 20 000 $ ou moins; 6 % du revenu imposable supérieur à 20 000 $ pour un revenu imposable entre 20 000 $ et 25 000 $; 300 $ pour un revenu imposable entre 25 000 $ et 36 000 $; 300 $ plus 6 % du revenu imposable supérieur à 36 000 $ pour un revenu imposable entre 36 000 $ et 38 500 $; 450 $ pour un revenu imposable entre 38 500 $ et 48 000 $; 450 $ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 48 000 $ pour un revenu imposable entre 48 000 $ et 48 600 $; 600 $ pour un revenu imposable entre 48 600 $ et 72 000 $; 600 $ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 72 000 $ pour un revenu imposable entre 72 000 $ et 72 600 $; 750 $ pour un revenu imposable entre 72 600 $ et 200 000 $; 750 $ plus 25 % du revenu imposable supérieur à 200 000 $ pour un revenu imposable entre 200 000 $ et 200 600 $; et 900 $ pour un revenu imposable de 200 600 $ ou plus. Des frais d'administration de 6 039 216 $ perçus par le gouvernement du Canada ont été déduits des recettes tirées de la Contribution-santé de l'Ontario en 2004-2005.

**DÉTAILS DES RECETTES (suite)**

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Transfert canadien en matière de santé | 5 057 529 000 | - |
| Transfert canadien en matière de programmes sociaux | 2 912 123 000 | - |
| Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) | - | 6 958 038 000 |
| Suppléments au titre du TCSPS | 775 131 332 | 577 000 000 |
| Fonds pour la réforme de la santé | 581 910 000 | 386 809 000 |
| Logement social | 521 567 844 | 522 491 092 |
| Compensation pour le SRAS | - | 330 000 000 |
| Fiducie pour l'acquisition d'équipement diagnostique et médical | 387 387 957 | 192 753 308 |
| Transfert pour la réduction des temps d'attente | 242 389 802 | - |
| Infrastructure | 209 495 213 | 156 115 213 |
| Services de bien-être destinés aux Autochtones | 153 802 765 | 155 702 843 |
| Système de justice pénale pour les adolescents | 68 080 039 | 72 836 787 |
| Expansion du bilinguisme | 66 952 045 | 57 592 395 |
| Entente sur le développement du marché du travail pour les personnes handicapées | 61 871 125 | 60 288 117 |
| Fonds pour l'adaptation des soins de santé primaires | 54 487 090 | 63 820 400 |
| Fonds pour la santé publique et l'immunisation | 50 463 273 | - |
| Aide juridique - affaires criminelles | 49 772 701 | 63 401 922 |
| Formation dans le cadre de l'assurance-emploi | 41 021 234 | 43 264 493 |
| Aide financière aux étudiants | 38 268 542 | 29 576 564 |
| Initiative fédérale relative à l'hépatite C | 22 100 000 | 16465000 |
| Accord - personnes gardées pour des raisons d'immigration | 12 367 133 | 15 203 475 |
| Autres | 576 128 722 | 191 684 500 |
| **TOTAL POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA** | **11 882 848 817** | **9 893 043 109** |

Le Transfert canadien en matière de santé (TCS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans les services de santé. En 2004-2005, 13,65 milliards de dollars y ont été affectés à l'échelle nationale. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCS, les provinces et les territoires doivent respecter les exigences de la *Loi canadienne sur la santé*.

Le Transfert canadien en matière de programmes sociaux (TCPS) est un financement global accordé par le gouvernement fédéral pour appuyer les dépenses des provinces et des territoires dans l'éducation postsecondaire, l'aide sociale et d'autres programmes sociaux, y compris le développement de la petite enfance, l'apprentissage durant les premières années d'études et la garde d'enfants. En 2004-2005, 7,9 milliards de dollars y ont été affectés à l'échelle nationale. Pour recevoir des paiements de transfert au titre du TCPS, les provinces et les territoires ne doivent pas imposer d'exigences en matière de résidence lorsqu'ils déterminent l'admissibilité à l'aide sociale.

Le 1er avril 2004, le TCS et le TCPS ont remplacé le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). Le gouvernement fédéral a dissous le TCSPS afin de créer le TCS, qui appuie les services de santé, et le TCPS, qui appuie l'éducation postsecondaire et les programmes sociaux.

Pour déterminer les paiements que les provinces et les territoires recevront au titre du TCS et du TCPS, le gouvernement fédéral utilise une formule tenant compte de la population et de la valeur des points d'impôt sur le revenu des particuliers et sur le revenu des sociétés transférés aux provinces en 1977-1978.

**DÉTAILS DES RECETTES (suite)**

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2005**

Le gouvernement fédéral a aussi créé un certain nombre de suppléments non renouvelables en matière de santé et de programmes sociaux en 2003 et 2004 pour couvrir une partie des dépenses des provinces et des territoires dans le secteur de la santé. Il a versé ces fonds dans un compte en fiducie de tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de perception fourni par le gouvernement fédéral.

Le fonds pour la réforme de la santé a été établi lors de la réunion des premiers ministres en février 2003. Il a été créé par le gouvernement fédéral pour assumer une partie des dépenses provinciales et territoriales dans les secteurs des services de santé primaires, des soins à domicile et de la couverture des médicaments onéreux. Le fonds était doté d'un budget national de 1,5 milliard de dollars en 2004-2005, réparti en fonction de la population.

Les remboursements en matière de logement social représentent la part fédérale du coût des subventions accordées aux programmes de logements à loyer modique. La province reçoit des fonds de la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour l'administration des programmes de logement social en Ontario.

Le Fonds pour l'équipement médical a été créé lors de la réunion des premiers ministres en février 2003 pour aider les provinces et les territoires à acheter de l'équipement médical et diagnostic neuf afin d'améliorer l'accès aux services de diagnostic financés par les deniers publics. Le gouvernement fédéral s'est engagé à accorder d'autres fonds pour l'équipement médical lors de la réunion des premiers ministres sur les services de santé qui a eu lieu en septembre 2004.

Le Transfert pour la réduction des temps d'attente a été créé lors de la rencontre des premiers ministres en septembre 2004 pour aider les provinces et les territoires à réduire les temps d'attente en investissant dans des activités clés portant sur l'embauche et la formation de professionnels de la santé, l'accroissement de la capacité des centres régionaux d'excellence et l'élimination des arriérés de travail.

Les fonds versés à l'Ontario au titre des infrastructures sont régis par un certain nombre d'ententes touchant la construction, le renouvellement, l'amélioration et l'expansion des infrastructures de la province, y compris les routes, les ponts, les services de transport en commun et les systèmes d'eau.

En vertu de l'Entente sur les services de bien-être destinés aux Autochtones, le gouvernement fédéral assume une partie du financement des services et programmes que la province met en oeuvre en vue de garantir aux habitants des réserves indiennes le même niveau d'aide sociale qu'aux résidents d'autres communautés.

Les programmes de paiements de transfert au titre du système de justice pour les adolescents sont des programmes permanents qui doivent être mis en oeuvre en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Le gouvernement fédéral paie une partie des dépenses liées aux services de justice pour les adolescents. L'entente la plus récente couvre les exercices 2000-2001 à 2004-2005.

Dans le cadre de son programme d'expansion du bilinguisme, le gouvernement fédéral rembourse à la province une partie des frais engagés pour assurer des services au public dans les deux langues officielles et des installations scolaires adéquates pour permettre l'apprentissage de la deuxième langue officielle. Le gouvernement fédéral contribue également au financement des initiatives prises par l'Ontario à l'égard des écoles de langue française, telles que l'établissement de structures administratives dans les nouveaux conseils scolaires de langue française, ainsi que des initiatives visant à améliorer le rendement des élèves de langue française.

En vertu de l'Entente sur le développement du marché du travail pour les personnes handicapées, le gouvernement fédéral verse des fonds à la province pour appuyer les mesures qui accroissent la participation des adultes en âge de travailler ayant un handicap au marché du travail en les aidant à se préparer à un emploi, ainsi qu'à décrocher et à conserver un emploi.

Le gouvernement fédéral a annoncé la création du fonds pour l'adaptation des soins de santé primaires en septembre 2000. Le fonds a pour but d'accélérer le renouvellement des services de santé dans les provinces et les territoires en assumant les coûts de transition liés aux initiatives de réforme.

**DÉTAILS DES RECETTES (suite)**

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2005**

Le Fonds pour la santé publique et l'immunisation a été annoncé dans le budget fédéral de 2004. Ce fonds, qui s'adresse aux provinces et aux territoires, a pour but d'appuyer la mise en oeuvre d'une stratégie nationale d'immunisation et de contribuer à accroître la capacité des gouvernements provinciaux et territoriaux en matière de santé publique. Le gouvernement fédéral a versé ces fonds dans un compte en fiducie de tiers et la province les a comptabilisés conformément au calendrier de perception fourni par le gouvernement fédéral.

Les paiements au titre de l'aide juridique sont les fonds que verse le gouvernement fédéral pour permettre aux personnes démunies sur le plan économique d'accéder aux services d'aide juridique lorsqu'elles sont aux prises avec des instances et des affaires criminelles graves en vertu de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. Ces fonds permettent également de s'assurer que des normes minimales d'aide juridique sont maintenues conformément à l'entente relative à l'aide juridique en matière pénale et dans les affaires qui relèvent de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* et qui ont trait aux réfugiés. En mars 2004, le gouvernement fédéral et celui de l'Ontario ont conclu une nouvelle entente de partage des coûts de trois ans, allant du 1er avril 2003 au 31 mars 2006. Cette entente comprendra du nouveau financement pour des projets novateurs.

Les versements destinés à la formation dans le cadre de l'assurance-emploi sont effectués en vertu d'une entente entre la province et le gouvernement fédéral qui stipule que le gouvernement fédéral rembourse les frais engagés par la province pour la formation de prestataires d'assurance-emploi admissibles. Le financement de cette formation fait partie des prestations d'emploi de la Commission de l'assurance-emploi du Canada et vise à développer les compétences des prestataires admissibles.

L'aide financière aux étudiants comprend la Subvention canadienne pour études, ainsi que l'administration du prêt canadien d'études et des Bourses d'études canadiennes du millénaire. La Subvention canadienne pour études est accordée aux étudiants ayant des personnes à charge, aux étudiants à temps partiel très nécessiteux, aux étudiants handicapés et aux femmes qui font des études de doctorat.

L'initiative fédérale relative à l'hépatite C a été mise de l'avant afin d'offrir de meilleurs soins aux personnes qui ont contracté l'hépatite C par le biais du système national d'approvisionnement en sang et de prévenir la transmission accrue de cette maladie. Les paiements à l'Ontario seront fournis par Santé Canada, dans le cadre de l'accord sur l'initiative relative à l'hépatite C.

Dans le cadre de l'accord concernant les personnes gardées pour des raisons d'immigration, le gouvernement fédéral rembourse à l'Ontario les coûts engagés pour garder les personnes en attendant un examen, une enquête de l'immigration ou la déportation.

Les autres paiements du gouvernement fédéral comprenaient les suivants :

a) 39 440 000 $ dans le cadre du Programme d'assurance du revenu de marché, qui contrebalance en partie les coûts du Programme ontarien de protection du revenu agricole en cas de catastrophe;

b) subsides annuels de 7 999 827 $ en vertu de la *Loi constitutionnelle de 1907* et des intérêts de 82 494 $ du fonds des écoles publiques;

c) 4 806 941 $ pour l'administration de la délivrance des permis en Ontario en vertu de la *Loi sur les armes à feu*; le Bureau du contrôleur des armes à feu assure la prestation du programme et le gouvernement fédéral paie tous les coûts engagés par la province;

d) 10 280 224 $ au titre du Projet des initiatives concernant la famille;

e) 5 973 988 $ pour l'Accord sur le bois d'oeuvre résineux.

## DÉTAILS DES RECETTES (suite)

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES | | |
| Société des loteries et des jeux de l'Ontario | 1 991 739 000 | 2 106 300 000 |
| Régie des alcools de l'Ontario | 1 146 810 000 | 1 045 428 000 |
| Hydro One Incorporated | 504 000 000 | 382 000 000 |
| Ontario Power Generation Incorporated | (60 000 000) | (399 000 000) |
| Autres entreprises publiques | (4 562 431) | (64 607 507) |
| **TOTAL DES RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES** | **3 577 986 569** | **3 070 120 493** |
| AUTRES RECETTES | | |
| Ventes et locations | 352 075 385 | 532 152 951 |
| Droits, permis et autorisations | | |
| Droits liés aux véhicules et aux conducteurs | 976 257 775 | 985 279 473 |
| *Loi sur les permis d'alcool* - recettes | 488 984 807 | 487 575 477 |
| Autres droits et permis | | |
| Greffiers locaux | 46 624 574 | 49 793 320 |
| Revenus tirés des jeux | 34 660 081 | 36 583 146 |
| Air pur Ontario | 33 163 242 | 33 782 425 |
| Constitutions en société | 26 093 364 | 23 608 167 |
| Enreg. des actes/*Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* | 18 936 036 | 22 787 568 |
| *Loi sur les assurances* | 14 781 231 | 14 725 775 |
| *Loi sur les sûretés mobilières* | 9 795 480 | 43 174 129 |
| Centrale nucléaire de Bruce | - | 60 897 390 |
| *Loi sur les valeurs mobilières* | (14 480 975) | 74 855 000 |
| Autres | 336 233 595 | 234 183 874 |
| | 1 971 049 210 | 2 067 245 744 |
| Redevances | | |
| Red. sur les revenus bruts - *utilisation d'énergie hydraulique* | 135 178 277 | 121 489 891 |
| Droits sur le bois de la Couronne | 111 967 216 | 104 492 746 |
| Teranet - Polaris Redevances | 14 997 562 | 9 997 562 |
| Autres | 15 630 292 | 11 463 510 |
| | 277 773 347 | 247 443 709 |
| Recouvrement de dépenses des années précédentes | 196 699 312 | 231 155 808 |
| Remboursement des dépenses | 1 240 550 977 | 1 205 895 552 |
| Amendes et pénalités | 25 349 720 | 37 814 831 |
| Redevance de liquidation de la dette (électricité) | 997 000 000 | 1 000 000 000 |
| Ventes d'électricité | 610 000 000 | 510 000 000 |
| Recettes de la Société indép. d'expl. du réseau d'électricité | 148 417 000 | 152 204 000 |
| Réduction nette des contrats d'achat d'électricité | 236 000 000 | 104 000 000 |
| Divers | 351 094 061 | 200 643 340 |
| **TOTAL DES AUTRES RECETTES** | **6 406 009 012** | **6 288 555 935** |

**DÉTAILS DES RECETTES (suite)**

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2005**

Les recettes des entreprises publiques représentent les montants que la province reçoit des entreprises publiques.

Au nom de la province, la Société des loteries et des jeux de l'Ontario organise des loteries et exploite des casinos commerciaux, des casinos de bienfaisance et des machines à sous installées dans 16 hippodromes de la province. La province soumet à la consolidation les gains nets tirés des loteries, des casinos de bienfaisance et des machines à sous situées dans les hippodromes. En plus des gains nets, la province touche également des revenus représentant 20 % des revenus que rapportent les machines à sous du casino de bienfaisance Great Blue Heron.

Les produits du jeu ont été distribués aux ministères et aux programmes suivants : 100 millions de dollars ont été versés à la Fondation Trillium de l'Ontario pour les organismes de bienfaisance; 21 millions de dollars ont été versés au ministère de la Santé et des Soins de longue durée aux fins de programmes de prévention, de recherche et de traitement en matière de jeu compulsif; et le reste a été imputé au fonctionnement des hôpitaux régis par le ministère de la Santé et des Soins de longue durée.

Les revenus de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario provenant des casinos sont générés de deux façons. La Société touche 20 % des revenus d'exploitation bruts issus des activités de jeu dans les trois casinos commerciaux de l'Ontario : Windsor, Niagara et Rama. Il y a de plus le revenu gagné net provenant du casino de Windsor et du casino de Niagara. Les gains nets du casino Rama sont affectés au Fonds des Premières nations et répartis entre les Premières nations de l'Ontario; ils ne sont pas compris dans le montant indiqué précédemment.

Les profits de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) sont issus de la marge bénéficiaire perçue sur les spiritueux, le vin et la bière. Les marges bénéficiaires varient selon le type de produit.

Les entreprises publiques Hydro One Incorporated (HOI) et Ontario Power Generation Incorporated (OPG) ont été mises sur pied pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. Les revenus nets de ces deux sociétés font l'objet d'une consolidation dans les finances de la province. Les revenus d'OPG proviennent principalement de la vente d'électricité à partir de ses centrales. Les revenus de HOI proviennent surtout de la transmission et de la distribution d'électricité.

Sous la rubrique « Ventes et locations », on trouve le produit des cessions de biens immobiliers, de fournitures, de matériel, de services et de biens produits dans des établissements provinciaux, incluant la vente de biens immobiliers aux sociétés de la Couronne, ainsi que les revenus provenant de la location immobilière et de la location des terres de la Couronne et du refinancement des éléments d'actif.

On entend par droits liés aux véhicules et aux conducteurs les droits d'immatriculation des véhicules et ceux associés aux permis des transporteurs et des conducteurs. Les droits d'immatriculation des véhicules ont pour but de permettre la circulation d'un véhicule sur la route publique. Pour les véhicules utilitaires et les autobus, les droits peuvent varier entre 66 $ et 2 722 $. Les droits pour les automobiles et les véhicules utilitaires pesant 3 000 kg ou moins et employés à des fins personnelles sont de 74 $ par année dans le Sud de l'Ontario et de 37 $ dans le Nord. Quant aux droits d'immatriculation des motocyclettes et des cyclomoteurs, ils sont respectivement de 42 $ et de 12 $ par année dans le Sud de l'Ontario et respectivement de 21 $ et de 12 $ dans le Nord de l'Ontario. Les droits d'obtention d'un permis de conduire proviennent surtout du renouvellement des permis de conduire.

La Commission des alcools et des jeux de l'Ontario recueille des droits pour divers permis, notamment : permis de vente d'alcool, permis *minibar*, avenants, permis de livraison d'alcool, permis de centre de brassage ou de vinification libre-service, permis de circonstance et permis de fabricant.

Les droits liés aux greffiers sont les droits perçus par la Cour de l'Ontario (Division générale) relativement à des questions de succession conformément au Règlement de l'Ontario 393/90 pris en application de la *Loi sur l'administration de la justice*. Ils se composent également des droits pour la délivrance, la signature et le dépôt des documents juridiques rattachés aux questions d'ordre civil.

**DÉTAILS DES RECETTES (suite)**

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2005**

Les droits liés au jeu prélevés par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario comprennent les droits d'enregistrement des fournisseurs commerciaux et des préposés au jeu pour des activités de bienfaisance, ainsi que ceux travaillant dans des casinos, des casinos de bienfaisance et des installations de machines à sous. Ils comprennent également les droits exigés pour mettre sur pied et administrer des loteries telles que les tombolas.

Les personnes qui font analyser les émissions de leur véhicule dans le cadre du programme Air pur Ontario doivent payer des droits. En outre, les garages qui souhaitent être reconnus comme des installations pouvant délivrer des certificats en vertu de ce programme doivent payer des droits d'accréditation, qui varient selon le type d'installation, et des droits de renouvellement annuels fixes.

Les droits de constitution en société comprennent les droits exigés pour l'enregistrement, les recherches et les certificats liés aux constitutions en société, aux sociétés en commandite et aux raisons sociales. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

Les droits perçus pour les services d'enregistrement immobilier comprennent les montants versés pour l'enregistrement et les recherches des titres et des grèvements touchant les biens immobiliers. Les droits d'enregistrement sont perçus par les bureaux d'enregistrement immobilier au moment de l'enregistrement.

Conformément au Règlement de l'Ontario 300/98, modifié, et à l'article 25 de la *Loi de 1997 sur la Commission des services financiers de l'Ontario*, L.R.O. 1997, chap. 28, la province recouvre tous les frais engagés par la Commission des services financiers de l'Ontario en ce qui a trait au secteur des assurances.

Les droits liés à l'enregistrement des sûretés mobilières sont versés pour l'enregistrement et la recherche de sûretés mobilières données en garantie pour obtenir un prêt. Ces droits sont perçus lors de l'enregistrement ou de la recherche.

La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario est l'organisme de réglementation chargé de surveiller l'industrie des valeurs mobilières de la province. La *Loi sur les valeurs mobilières* établit diverses exigences réglementaires qui doivent être respectées par les participants du marché. Les droits générés par la CVMO sont fondés sur les notions de « droits de participation » et de « droits d'activité ». Les droits de participation représentent l'avantage que tirent les participants de leur participation aux marchés financiers de l'Ontario. Les droits d'activité désignent le coût direct des ressources en personnel qu'assume la CVMO pour prendre une mesure précise ou fournir un certain service à la demande d'un participant du marché. Ce montant s'explique par les droits perçus par la CVMO et tient compte du retrait des débiteurs des dossiers du ministère.

Depuis le 1er janvier 2001, les personnes qui ont le droit, en vertu d'une entente, d'un bail ou d'un autre document, d'occuper des terres de la Couronne sont tenues d'acquitter des redevances relatives à l'utilisation d'énergie hydraulique, dont le taux est fixé à 9,5 % des revenus annuels bruts tirés de la centrale hydro-électrique. Ces redevances constituent l'élément *utilisation d'énergie hydraulique* de la RRB, dont il est fait mention à la page 1-6.

Les droits sur le bois de la Couronne sont des redevances versées pour la récolte du bois sur les terres de la Couronne. Les prix exigés sont calculés selon les essences, les produits manufacturés et le volume de la récolte. Les droits de base par mètre cube, révisés tous les ans, constituent le minimum. Les droits de base perçus pour la plus grande partie de la récolte de bois en 2004-2005 était de 3,60 $ le mètre cube. La province perçoit également des droits sur la valeur résiduelle du bois, calculés comme un pourcentage de la différence entre le coût de fabrication et le prix de vente des produits forestiers. Ces droits sont ajustés chaque mois et varient entre 0 $ et 20 $ le mètre cube, selon la conjoncture du marché. De plus, la province perçoit des frais aux fins de la régénération forestière.

La province a conclu la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet en 2003-2004. Dans le cadre de cette transaction, la province a accepté de suspendre les redevances de Teranet pendant 13,67 années, soit jusqu'au 31 mars 2017, en échange du versement d'un montant forfaitaire de 205 millions de dollars. Ce montant représente des redevances reportées que la province gagnera au cours des exercices ultérieurs et il est comptabilisé dans les comptes de la province à titre de revenu reporté, amorti sur la période au cours de laquelle les redevances sont suspendues.

## DÉTAILS DES RECETTES (fin)

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2005**

Les recouvrements de dépenses des années précédentes sont des sommes recouvrées à la suite de l'exercice financier pendant lequel les dépenses en question ont été engagées. Si ce n'avait été du moment où ils ont été réalisés, ces recouvrements auraient été classés comme des remboursements de dépenses engagées pendant l'exercice précédent.

Les remboursements des dépenses s'appliquent aux dépenses engagées par le gouvernement en vertu d'ententes, d'accords ou de protocoles précisant qu'elles seront recouvrées en totalité ou en partie.

La rubrique « Amendes et pénalités » est constituée de toutes les sommes perçues par la province au titre des infractions aux lois et règlements.

La redevance de liquidation de la dette (électricité) est payée par les consommateurs en fonction de la consommation d'électricité et sera maintenue jusqu'à ce que la dette insurmontable résiduelle découlant de la restructuration de l'ancienne société Ontario Hydro soit éliminée.

Les revenus tirés des ventes d'électricité découlent de la revente de l'électricité achetée par la SFIEO, le successeur légal d'Ontario Hydro, en vertu de contrats d'achat d'électricité qu'Ontario Hydro a conclus avec des producteurs indépendants.

La Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) a été créée en vertu de la *Loi de 2004 sur la restructuration du secteur de l'électricité*. Il s'agit d'une société autonome sans but lucratif. Titulaire d'un permis délivré par la Commission de l'énergie de l'Ontario (CEO), la SIERE rend des comptes à l'Assemblée législative par l'entremise du ministère de l'Énergie. La SIERE a remplacé la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité pour ce qui est de la gestion du réseau d'électricité de la province. Elle établit un équilibre entre l'offre et la demande d'électricité par l'entremise du marché de gros et dirige l'acheminement de l'électricité à l'aide du réseau de transport. Les revenus de la SIERE proviennent principalement des droits fondés sur les tarifs approuvés par la CEO pour chaque mégawatt d'électricité retiré du réseau dirigé par la SIERE.

La réduction nette des contrats d'électricité représente la baisse nette de la valeur des pertes prévues en vertu des contrats passés avec les producteurs indépendants. Ces variations sont attribuables à plusieurs facteurs : ajout d'un intérêt au passif, déduction des pertes prévues en cours d'exercice et comptabilisation d'un amortissement annuel pour le changement non réalisé de la réévaluation du passif lié à l'achat d'électricité.

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| **TOTAL DES RECETTES** | **77 841 604 264** | **68 399 795 960** |

Voir le sommaire des recettes par ministère et par catégorie principale, page 1-16.

## SOMMAIRE DES RECETTES PAR MINISTÈRE

**pour l'exercice clos**

| Ministère | Recettes fiscales | Gouvernement du Canada | Remboursements de dépenses | Droits, permis et autorisations | Amendes et pénalités |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | $ | $ |
| Affaires civiques et Immigration | | | | 271 | |
| Affaires intergouvernementales | | | | 140 | |
| Affaires municipales et Logement | | 630 175 105 | 139 565 715 | 10 829 650 | |
| Agriculture et Alimentation | | 43 816 250 | 13 398 | 420 432 | |
| Bureau de l'Assemblée législative | | | | 13 557 | |
| Bureau du Conseil des ministres | | | | 35 | |
| Bureau du directeur général des élections | | | | | |
| Culture | | 33 168 177 | | 82 | |
| Développement du Nord et Mines | 1 728 098 | 660 000 | | 1 433 653 | 1 180 |
| Développement économique et du Commerce | | 10 676 800 | 7 465 | 462 901 | |
| Éducation | | 56 449 614 | | 137 862 | |
| Énergie | | | | | |
| Environnement | | | 111 187 | 47 371 443 | |
| Finances | 55 461 970 053 | 10 015 016 686 | 78 811 000 | 160 621 246 | 109 777 |
| Formation, Collèges et Universités | | 104 967 030 | 418 322 | 8 825 589 | 472 |
| Office des affaires francophones | | 1 222 904 | | | |
| Ombudsman Ontario | | | | | |
| Procureur général | 86 | 62 346 092 | 33 151 204 | 68 728 938 | 23 226 011 |
| Renouvellement de l'infrastructure publique | | 31 696 041 | | | |
| Richesses naturelles | | 1 589 996 | 4 647 878 | 2 301 772 | 486 748 |
| Santé et Soins de longue durée | | 114 506 303 | 12 430 331 | 8 069 602 | 38 450 |
| Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario | | | | | |
| Secrétariat du Conseil de gestion | | | 132 618 | 884 617 | 5 000 |
| Sécurité communautaire et Services correctionnels | | 25 079 230 | 238 206 970 | 9 382 012 | |
| Services à l'enfance et à la jeunesse | | 150 006 842 | | 620 383 | |
| Services aux consommateurs et aux entreprises | 61 629 | 44 837 | | 617 551 288 | 4 000 |
| Services sociaux et communautaires | | 103 036 443 | 663 383 544 | 2 235 355 | |
| Tourisme et Loisirs | | 23 653 443 | | 1 550 407 | |
| Transports | | 12 346 116 | 178 117 | 979 331 851 | 460 365 |
| Travail | | 8 510 | 62 680 566 | 957 669 | 494 717 |
| Total des ministères | 55 463 759 866 | 11 420 466 419 | 1 233 738 315 | 1 921 730 755 | 24 826 720 |
| Redressements de consolidation et autres | 511 000 000 | 462 382 398 | 6 812 662 | 49 318 455 | 523 000 |
| **Selon les états financiers consolidés** | **55 974 759 866** | **11 882 848 817** | **1 240 550 977** | **1 971 049 210** | **25 349 720** |

## ET PAR CATÉGORIE PRINCIPALE

**le 31 mars 2005**

| Ventes et locations | Redevances | Recettes des entreprises publiques | Recouvrements de dépenses des années précédentes | Divers | Total des recettes |
|---|---|---|---|---|---|
| $ | $ | $ | $ | $ | $ |
| | | | 220 131 | | 220 402 |
| | | | | | 140 |
| 4 945 021 | | | 1 088 064 | 8 288 882 | 794 892 437 |
| 322 467 | 3 003 | | 16 005 883 | 1 321 089 | 61 902 522 |
| 140 206 | | | 13 770 | 64 136 | 231 669 |
| | | | | 1 356 | 1 391 |
| | | | | 689 962 | 689 962 |
| | | | 30 569 | | 33 198 828 |
| 388 420 | 3 501 746 | | 16 030 | 12 805 | 7 741 932 |
| | 1 839 176 | 3 105 595 850 | 328 207 | 2 796 000 | 3 121 706 399 |
| 163 165 | | | 632 176 | 634 022 | 58 016 839 |
| | | | | 4 824 701 | 4 824 701 |
| 104 349 | | | 69 519 | 2 211 | 47 658 709 |
| 129 721 | 14 997 562 | 273 765 000 | 6 600 326 | 13 408 726 | 66 025 430 097 |
| | | | 4 080 685 | ( 204 487) | 118 087 611 |
| | | | | | 1 222 904 |
| | | | 460 | 20 109 | 20 569 |
| 391 977 | | | 1 180 056 | 44 433 940 | 233 458 304 |
| | | | | | 31 696 041 |
| 11 962 590 | 256 882 280 | | 279 147 | 2 908 759 | 281 059 170 |
| 1 042 035 | | | 135 932 744 | 1 690 878 | 273 710 343 |
| | | | 21 309 | | 21 309 |
| 51 356 065 | 2 494 | | 491 029 | 20 326 559 | 73 198 382 |
| 1 170 612 | 275 526 | | | 338 301 | 274 452 651 |
| 196 | | | 1 045 742 | 920 | 151 674 083 |
| 160 491 | | | 657 974 | 81 565 | 618 561 784 |
| 125 693 | | | 2 682 424 | 1 203 186 | 772 666 645 |
| 95 428 | | | 309 361 | 123 191 | 25 731 830 |
| 46 803 207 | | | 22 680 206 | 1 332 935 | 1 063 132 797 |
| 113 405 | | | 60 207 | 499 873 | 64 814 947 |
| 119 415 048 | 277 501 787 | 3 379 360 850 | 194 426 019 | 104 799 619 | 74 140 025 398 |
| 232 660 337 | 271 560 | 198 625 719 | 2 273 293 | 2 237 711 442 | 3 701 578 866 |
| **352 075 385** | **277 773 347** | **3 577 986 569** | **196 699 312** | **2 342 511 061** | **77 841 604 264** |

## SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

**pour l'exercice clos**

| Ministère | Traitements et salaires | Avantages sociaux | Transports et communications | Services |
|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | $ |
| Affaires civiques et Immigration | 22 072 396 | 2 831 309 | 1 326 930 | 13 226 241 |
| Affaires intergouvernementales | 4 050 250 | 422 987 | 498 183 | 2 402 789 |
| Affaires municipales et Logement | 57 426 779 | 7 433 593 | 3 558 977 | 78 624 903 |
| Agriculture et Alimentation | 55 360 041 | 7 991 276 | 4 761 327 | 38 632 270 |
| Bureau de l'Assemblée législative | 59 493 109 | 11 206 188 | 6 054 552 | 25 785 029 |
| Bureau du Conseil des ministres | 10 577 067 | 1 004 962 | 423 698 | 2 518 204 |
| Bureau du directeur général des élections | 3 689 451 | 672 257 | 27 622 | 247 258 |
| Bureau du lieutenant-gouverneur | 562 520 | 59 436 | 39 088 | 183 634 |
| Bureau du vérificateur général | 6 038 714 | 1 146 165 | 289 964 | 1 891 636 |
| Cabinet du Premier ministre | 2 311 687 | 282 999 | 282 958 | 103 352 |
| Culture | 6 091 108 | 743 875 | 366 560 | 1 805 026 |
| Développement du Nord et Mines [2] | 27 648 908 | 3 856 478 | 2 153 907 | 34 641 452 |
| Développement économique et du Commerce | 29 524 415 | 3 449 229 | 2 773 482 | 34 362 400 |
| Éducation | 79 248 138 | 10 875 945 | 7 812 046 | 55 259 449 |
| Énergie | 7 945 852 | 837 312 | 463 763 | 8 423 804 |
| Environment | 132 858 885 | 16 850 000 | 7 772 177 | 103 293 423 |
| Finances | 232 146 252 | 34 198 314 | 21 444 023 | 103 165 618 |
| Formation, Collèges et Universités | 37 358 909 | 5 102 740 | 4 037 454 | 26 623 876 |
| Office des affaires francophones | 1 168 319 | 119 790 | 85 860 | 1 976 629 |
| Ombudsman Ontario | 5 668 829 | 1 094 354 | 390 929 | 1 496 346 |
| Procureur général | 462 324 100 | 51 998 975 | 28 179 682 | 209 304 400 |
| Renouvellement de l'infrastructure publique | 8 180 889 | 916 617 | 279 472 | 5 678 775 |
| Richesses naturelles | 183 024 538 | 28 171 521 | 16 105 136 | 125 369 034 |
| Santé et Soins de longue durée | 402 015 596 | 64 681 359 | 52 864 522 | 241 962 794 |
| Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario | 3 948 272 | 449 310 | 371 160 | 2 061 798 |
| Secrétariat du Conseil de gestion | 172 574 398 | 901 426 834 | 36 847 343 | 69 273 319 |
| Secrétariat du renouveau démocratique | 1 741 459 | 171 995 | 127 714 | 237 696 |
| Sécurité communautaire et Services correctionnels | 982 082 680 | 133 450 596 | 53 800 955 | 322 156 229 |
| Services à l'enfance et à la jeunesse | 139 757 879 | 21 808 636 | 6 651 139 | 46 017 353 |
| Services aux consommateurs et aux entreprises | 99 133 739 | 14 912 066 | 7 602 210 | 75 833 162 |
| Services sociaux et communautaires | 251 322 504 | 41 031 564 | 30 328 042 | 96 413 272 |
| Tourisme et Loisirs | 14 920 848 | 1 991 312 | 835 964 | 13 209 952 |
| Transports [2] | 189 726 955 | 30 074 845 | 14 661 431 | 353 832 139 |
| Travail | 75 773 212 | 9 667 503 | 8 749 992 | 33 077 918 |
| | 3 767 768 698 | 1 410 932 342 | 321 968 262 | 2 129 181 180 |
| Reclassification des dépenses** | 85 203 497 | 7 702 015 | 40 746 959 | ( 143 374 816) |
| Total avant la consolidation | 3 852 972 195 | 1 418 634 357 | 362 715 221 | 1 985 806 364 |
| Redressements de consolidation et autres | 451 831 221 | 299 124 060 | 56 003 112 | 525 959 406 |
| **Selon les états financiers consolidés** | **4 304 803 416** | **1 717 758 417** | **418 718 333** | **2 511 765 770** |

*On trouvera (p. iii-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.
Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

**Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Groupement de l'économie et des affaires - technologie de l'information (ministère du Travail), Services de vérification interne intégrés, Services d'information et de technologie de l'information, Services opérationnels (Secrétariat du Conseil de gestion) et Information et technologie de l'information pour les organismes centraux (ministère des Finances).

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2004-2005 a été publié.

2. Aux fins des états financiers consolidés, des charges de 111 millions de dollars ont été transférées du ministère du Développement du Nord et des Mines (MDNM) au ministère des Transports en raison de la capitalisation des routes financées par le MDNM et pour tenir compte de la charge d'amortissement des routes du Nord inscrite au poste du MDNM.

## PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES*

**le 31 mars 2005**

| Fournitures et matériel | Paiements de transfert | Autres opérations | Total avant la consolidation[1] | Redressements de consolidation et autres | Selon les états financiers consolidés |
|---|---|---|---|---|---|
| $ | $ | $ | $ | $ | $ |
| 1 657 736 | 15 132 922 | | 56 447 536 | ( 350 502) | 56 297 034 |
| 265 699 | 5 121 031 | | 12 850 939 | | 12 850 939 |
| 4 284 756 | 1 001 467 056 | 300 000 | 1 153 096 064 | ( 113 495 563) | 1 039 600 501 |
| 2 594 503 | 497 321 655 | 4 818 399 | 571 479 471 | 523 302 024 | 1 094 781 495 |
| 10 463 534 | 202 000 | | 113 204 412 | ( 2 709 716) | 110 494 696 |
| 374 879 | | | 14 898 810 | | 14 898 810 |
| 4 555 | | 11 691 812 | 16 332 955 | ( 233 460) | 16 099 495 |
| 72 455 | | 120 800 | 1 037 933 | | 1 037 933 |
| 296 985 | 50 000 | | 9 713 464 | ( 452 100) | 9 261 364 |
| 45 977 | | | 3 026 973 | | 3 026 973 |
| 236 312 | 323 918 329 | | 333 161 210 | 10 571 880 | 343 733 090 |
| 3 450 636 | 105 661 554 | 248 992 178 | 426 405 113 | ( 106 651 580) | 319 753 533 |
| 1 542 387 | 273 660 908 | 170 097 | 345 482 918 | 2 698 821 | 348 181 739 |
| 10 863 858 | 10 615 896 800 | 4 439 052 | 10 784 395 288 | ( 185 589) | 10 784 209 699 |
| 235 686 | 437 210 | | 18 343 627 | 175 169 073 | 193 512 700 |
| 24 137 233 | 14 649 673 | 1 307 884 | 300 869 475 | 6 089 900 | 306 959 375 |
| 26 509 989 | 1 180 161 151 | 8 380 611 888 | 9 898 237 235 | 2 278 074 322 | 12 176 311 557 |
| 1 310 562 | 4 531 344 409 | 58 704 299 | 4 664 482 249 | 26 239 702 | 4 690 721 951 |
| 85 118 | | | 3 435 716 | | 3 435 716 |
| 373 980 | | | 9 024 438 | ( 22 277) | 9 002 161 |
| 28 255 066 | 323 048 232 | 128 392 896 | 1 231 503 351 | ( 22 402 704) | 1 209 100 647 |
| 1 352 116 | 45 139 218 | | 61 347 087 | | 61 347 087 |
| 44 399 683 | 35 292 833 | 12 517 544 | 444 880 289 | 118 297 690 | 563 177 979 |
| 77 963 162 | 30 680 617 669 | 15 989 081 | 31 456 094 183 | 54 364 743 | 31 510 458 926 |
| 113 768 | 13 611 257 | | 20 555 565 | | 20 555 565 |
| 40 770 431 | 112 200 | 9 518 444 | 1 230 522 969 | ( 115 091 074) | 1 115 431 895 |
| 72 033 | | | 2 350 897 | | 2 350 897 |
| 142 919 089 | 95 823 489 | 17 989 678 | 1 748 222 716 | 1 691 224 | 1 749 913 940 |
| 10 171 048 | 2 610 082 815 | 541 405 | 2 835 030 275 | | 2 835 030 275 |
| 3 062 608 | | 3 611 000 | 204 154 785 | 10 876 000 | 215 030 785 |
| 17 158 431 | 5 933 836 170 | 19 095 000 | 6 389 184 983 | ( 86 114) | 6 389 098 869 |
| 2 436 229 | 159 224 382 | | 192 618 687 | 38 255 965 | 230 874 652 |
| 79 100 442 | 639 135 050 | 557 129 056 | 1 863 659 918 | ( 33 004 191) | 1 830 655 727 |
| 1 791 494 | 55 000 | | 129 115 119 | | 129 115 119 |
| 538 172 442 | 58 981 203 213 | 9 395 940 513 | 76 545 166 650 | 2 851 146 474 | 79 396 313 124 |
| 9 722 345 | | | | | |
| 547 894 787 | 58 981 203 213 | 9 395 940 513 | 76 545 166 650 | 2 851 146 474 | 79 396 313 124 |
| 178 399 508 | ( 951 564 718) | 2 291 393 485 | | | |
| **726 294 295** | **58 029 638 895** | **11 687 333 998** | | | **79 396 313 124** |

## SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

**pour l'exercice clos**

| Ministère | Traitements et salaires | Avantages sociaux | Transports et communications | Services |
|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | $ |
| Affaires civiques et Immigration | 22 072 396 | 2 831 309 | 1 326 930 | 13 226 241 |
| Affaires intergouvernementales | 4 050 250 | 422 987 | 498 183 | 2 492 789 |
| Affaires municipales et Logement | 57 426 779 | 7 433 593 | 3 558 977 | 78 624 903 |
| Agriculture et Alimentation | 55 360 041 | 7 991 276 | 4 761 327 | 35 833 924 |
| Bureau de l'Assemblée législative | 59 493 109 | 11 206 188 | 6 054 552 | 25 785 029 |
| Bureau du Conseil des ministres | 10 577 067 | 1 004 962 | 423 698 | 2 518 204 |
| Bureau du directeur général des élections | 3 689 451 | 672 257 | 27 622 | 247 258 |
| Bureau du lieutenant-gouverneur | 562 520 | 59 436 | 39 088 | 183 634 |
| Bureau du vérificateur général | 6 038 714 | 1 146 165 | 289 964 | 1 891 636 |
| Cabinet du Premier ministre | 2 311 687 | 282 999 | 282 958 | 103 352 |
| Culture | 6 091 108 | 743 875 | 366 560 | 1 805 026 |
| Développement du Nord et Mines | 27 648 908 | 3 856 478 | 2 118 300 | 15 593 513 |
| Développement économique et du Commerce | 29 524 415 | 3 449 229 | 2 773 482 | 34 362 400 |
| Éducation | 79 248 138 | 10 875 945 | 7 812 046 | 55 259 449 |
| Énergie | 7 945 852 | 837 312 | 463 763 | 8 423 804 |
| Environment | 132 858 885 | 16 850 000 | 7 772 177 | 102 445 279 |
| Finances | 232 146 252 | 34 198 314 | 21 444 023 | 103 165 618 |
| Formation, Collèges et Universités | 37 358 909 | 5 102 740 | 4 037 454 | 26 623 876 |
| Office des affaires francophones | 1 168 319 | 119 790 | 85 860 | 1 976 629 |
| Ombudsman Ontario | 5 668 829 | 1 094 354 | 390 929 | 1 496 346 |
| Procureur général | 462 324 100 | 51 998 975 | 28 179 682 | 209 304 400 |
| Renouvellement de l'infrastructure publique | 8 180 889 | 916 617 | 279 472 | 5 678 775 |
| Richesses naturelles | 183 024 538 | 28 171 521 | 16 105 136 | 84 206 936 |
| Santé et Soins de longue durée | 402 015 596 | 64 681 359 | 52 864 522 | 241 962 794 |
| Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario | 3 948 272 | 449 310 | 371 160 | 2 061 798 |
| Secrétariat du Conseil de gestion | 172 574 398 | 901 426 834 | 36 847 343 | 51 787 899 |
| Secrétariat du renouveau démocratique | 1 741 459 | 171 995 | 127 714 | 237 696 |
| Sécurité communautaire et Services correctionnels | 982 082 680 | 133 450 596 | 53 800 955 | 290 440 901 |
| Services à l'enfance et à la jeunesse | 139 757 879 | 21 808 636 | 6 651 139 | 46 017 353 |
| Services aux consommateurs et aux entreprises | 99 133 739 | 14 912 066 | 7 602 210 | 72 054 652 |
| Services sociaux et communautaires | 251 322 504 | 41 031 564 | 30 328 042 | 96 413 272 |
| Tourisme et Loisirs | 14 920 848 | 1 991 312 | 835 964 | 10 735 843 |
| Transports | 145 392 137 | 21 048 765 | 11 615 403 | 332 871 722 |
| Travail | 75 773 212 | 9 667 503 | 8 749 992 | 33 077 918 |
| | 3 723 433 880 | 1 401 906 262 | 318 886 627 | 1 988 910 869 |
| Reclassification des dépenses** | 85 203 497 | 7 702 015 | 40 746 959 | ( 143 374 816) |
| Total avant la consolidation | 3 808 637 377 | 1 409 608 277 | 359 633 586 | 1 845 536 053 |
| Redressements de consolidation et autres | 451,831,221 | 299,124,060 | 56,003,112 | 621,930,406 |
| **Selon les états financiers consolidés** | **4 260 468 598** | **1 708 732 337** | **415 636 698** | **2 467 466 459** |

*On trouvera (p. iii-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.
Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.
**Les charges sont reclassées pour les recouvrements liés à ce qui suit : Services juridiques détachés (ministère du Procureur général), Groupement de l'économie et des affaires - technologie de l'information (ministère du Travail), Services de vérification interne intégrés, Services d'information et de technologie de l'information, Services opérationnels (Secrétariat du Conseil de gestion) et Information et technologie de l'information pour les organismes centraux (ministère des Finances).
1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2004-2005 a été publié.

## PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - FONCTIONNEMENT*

**le 31 mars 2005**

| Fournitures et matériel | Paiements de transfert | Autres opérations | Total avant la consolidation[1] | Redressements de consolidation et autres | Selon les états financiers consolidés |
|---|---|---|---|---|---|
| $ | $ | $ | $ | $ | $ |
| 1 657 738 | 15 332 922 | | 56 447 536 | ( 150 502) | 56 297 034 |
| 265 699 | 5 121 031 | | 12 850 939 | | 12 850 939 |
| 4 284 756 | 728 862 047 | | 880 191 055 | ( 113 495 563) | 766 695 492 |
| 2 594 503 | 457 321 655 | 4 818 399 | 568 681 125 | 522 384 024 | 1 091 065 149 |
| 10 463 534 | 202 000 | | 113 204 412 | ( 2 709 716) | 110 494 696 |
| 374 879 | | | 14 898 810 | | 14 898 810 |
| 4 555 | | 11 691 812 | 16 332 955 | ( 233 460) | 16 099 495 |
| 72 455 | | 120 800 | 1 037 933 | | 1 037 933 |
| 296 985 | 50 000 | | 9 713 464 | ( 452 100) | 9 261 364 |
| 45 977 | | | 3 026 973 | | 3 026 973 |
| 236 312 | 243 139 874 | | 252 382 755 | 27 051 534 | 279 434 289 |
| 2 506 581 | 25 415 224 | | 77 139 004 | 554 013 | 77 693 017 |
| 1 542 387 | 197 161 191 | 170 097 | 268 983 201 | 2 698 821 | 271 682 022 |
| 10 863 858 | 10 571 696 627 | | 10 735 756 063 | ( 252 589) | 10 735 503 474 |
| 235 686 | 437 210 | | 18 343 627 | 122 666 073 | 141 009 700 |
| 24 137 233 | 10 228 020 | | 294 291 594 | 6 089 900 | 300 381 494 |
| 26 509 989 | 1 180 161 151 | 8 280 334 888 | 9 877 960 235 | 2 273 634 322 | 12 151 594 557 |
| 1 310 562 | 4 114 083 422 | 58 704 299 | 4 247 221 262 | 21 920 702 | 4 269 141 964 |
| 85 118 | | | 3 435 716 | | 3 435 716 |
| 208 805 | | | 8 859 263 | ( 22 277) | 8 836 986 |
| 28 255 066 | 323 048 232 | 98 097 842 | 1 201 208 297 | ( 25 997 704) | 1 175 210 593 |
| 1 152 116 | 372 454 | | 16 580 323 | | 16 580 323 |
| 30 026 923 | 24 021 979 | 370 218 | 365 927 251 | 118 297 690 | 484 224 941 |
| 77 963 162 | 30 082 578 169 | 5 989 100 | 30 928 054 702 | 46 797 571 | 30 974 852 273 |
| 113 768 | 12 011 257 | | 18 955 565 | | 18 955 565 |
| 40 770 431 | 112 200 | 9 518 444 | 1 213 037 549 | ( 100 411 074) | 1 112 626 475 |
| 72 033 | | | 2 350 897 | | 2 350 897 |
| 142 738 866 | 95 823 489 | 17 989 678 | 1 716 327 165 | 1 691 224 | 1 718 018 389 |
| 10 171 048 | 2 606 288 146 | | 2 830 694 201 | | 2 830 694 201 |
| 3 062 608 | | 3 611 000 | 200 376 275 | 10 745 000 | 211 121 275 |
| 17 158 431 | 5 913 693 818 | 19 095 000 | 6 369 042 631 | ( 86 114) | 6 368 956 517 |
| 1 545 393 | 102 889 991 | | 132 919 351 | 33 153 937 | 166 073 288 |
| 65 828 198 | 176 538 129 | 824 804 | 754 119 158 | 94 118 809 | 848 237 967 |
| 1 791 494 | 55 000 | | 129 115 119 | | 129 115 119 |
| 508 347 149 | 56 886 645 238 | 8 511 336 381 | 73 339 466 406 | 3 037 992 521 | 76 377 458 927 |
| 9 722 345 | | | | | |
| 518 069 494 | 56 886 645 238 | 8 511 336 381 | 73 339 466 406 | 3 037 992 521 | 76 377 458 927 |
| 178 399 508 | ( 986 564 318) | 2 417 268 532 | | | |
| **696 469 002** | **55 900 080 920** | **10 928 604 913** | | | **76 377 458 927** |

## SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR MINISTÈRE ET

**pour l'exercice clos**

| Ministère | Traitements et salaires | Avantages sociaux | Transports et communications | Services |
|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | $ |
| Affaires municipales et Logement | | | | |
| Agriculture et Alimentation | | | | 2 798 346 |
| Culture | | | | |
| Développement du Nord et Mines [2] | | | 35 607 | 19 047 939 |
| Développement économique et du Commerce | | | | |
| Éducation | | | | |
| Énergie | | | | |
| Environment | | | | 848 144 |
| Finances | | | | |
| Formation, Collèges et Universités | | | | |
| Ombudsman Ontario | | | | |
| Procureur général | | | | |
| Renouvellement de l'infrastructure publique | | | | |
| Richesses naturelles | | | | 41 162 098 |
| Santé et Soins de longue durée | | | | |
| Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario | | | | |
| Secrétariat du Conseil de gestion | | | | 17 485 420 |
| Sécurité communautaire et Services correctionnels | | | | 31 715 328 |
| Services à l'enfance et à la jeunesse | | | | |
| Services aux consommateurs et aux entreprises | | | | 3 778 510 |
| Services sociaux et communautaires | | | | |
| Tourisme et Loisirs | | | | 2 474 109 |
| Transports [2] | 44 334 818 | 9 026 080 | 3 046 028 | 20 960 417 |
| Total avant la consolidation | 44 334 818 | 9 026 080 | 3 081 635 | 140 270 311 |
| Redressements de consolidation et autres | | | | ( 95 971 000) |
| **Selon les états financiers consolidés** | **44 334 818** | **9 026 080** | **3 081 635** | **44 299 311** |

*On trouvera (p. iiii-v) un exposé de la classification par catégorie des dépenses. Les charges législatives ont été affectées aux postes correspondants.
Le recouvrement des charges par compte type est ramené à la valeur nette au niveau des ministères de façon à refléter la structure du budget des dépenses.

1. Les charges totales-Trésor désignent les charges assujetties aux affectations de crédits selon la structure des ministères qui existait au moment où le budget des dépenses de 2004-2005 a été publié.
2. Aux fins des états financiers consolidés, des charges de 111 millions de dollars ont été transférées du ministère du Développement du Nord et des Mines (MDNM) au ministère des Transports en raison de la capitalisation des routes financées par le MDNM et pour tenir compte de la charge d'amortissement des routes du Nord inscrite au poste du MDNM.

## PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES - IMMOBILISATIONS*

**le 31 mars 2005**

| Fournitures et matériel | Paiements de transfert | Autres opérations | Total avant la consolidation[1] | Redressements de consolidation et autres | Selon les états financiers consolidés |
|---|---|---|---|---|---|
| $ | $ | $ | $ | $ | $ |
| | 272 605 009 | 300 000 | 272 905 009 | | 272 905 009 |
| | | | 2 798 346 | 918 000 | 3 716 346 |
| | 80 778 455 | | 80 778 455 | ( 16 479 654) | 64 298 801 |
| 944 055 | 80 246 330 | 248 992 178 | 349 266 109 | ( 107 205 593) | 242 060 516 |
| | 76 499 717 | | 76 499 717 | | 76 499 717 |
| | 44 200 173 | 4 439 052 | 48 639 225 | 67 000 | 48 706 225 |
| | | | | 52 503 000 | 52 503 000 |
| | 4 421 853 | 1 307 884 | 6 577 881 | | 6 577 881 |
| | | 20 277 000 | 20 277 000 | 4 440 000 | 24 717 000 |
| | 417 260 987 | | 417 260 987 | 4 319 000 | 421 579 987 |
| 165 175 | | | 165 175 | | 165 175 |
| | | 30 295 054 | 30 295 054 | 3 595 000 | 33 890 054 |
| | 44 766 764 | | 44 766 764 | | 44 766 764 |
| 14 372 760 | 11 270 854 | 12 147 326 | 78 953 038 | | 78 953 038 |
| | 518 039 500 | 9 999 981 | 528 039 481 | 7 567 172 | 535 606 653 |
| | 1 600 000 | | 1 600 000 | | 1 600 000 |
| | | | 17 485 420 | ( 14 680 000) | 2 805 420 |
| 180 223 | | | 31 895 551 | | 31 895 551 |
| | 3 794 669 | 541 405 | 4 336 074 | | 4 336 074 |
| | | | 3 778 510 | 131 000 | 3 909 510 |
| | 20 142 352 | | 20 142 352 | | 20 142 352 |
| 890 836 | 56 334 391 | | 59 699 336 | 5 102 028 | 64 801 364 |
| 13 272 244 | 462 596 921 | 556 304 252 | 1 109 540 760 | ( 127 123 000) | 982 417 760 |
| 29 825 293 | 2 094 557 975 | 884 604 132 | 3 205 700 244 | ( 186 846 047) | 3 018 854 197 |
| | 35 000 000 | ( 125 875 047) | | | |
| **29 825 293** | **2 129 557 975** | **758 729 085** | | | **3 018 854 197** |

Compte - Immobilisations

| | |
|---|---|
| Solde d'ouverture au 1er avril 2004 | 39 390 443 451 |
| Solde de clôture au 31 mars 2005 | 42 596 143 695 |

# section 2

# États financiers des ministères

## SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS POUR DES DÉPENSES ET ACTIFS - FONCTIONNEMENT ET IMMOBILISATIONS

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2005**

| | CRÉDITS AUTORISÉS | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | DÉPENSES | | | ACTIFS | | |
| Ministère | Votés | Législatifs | Total | Votés | Législatifs | Total |
| | $ | $ | $ | $ | $ | $ |
| Affaires civiques et Immigration | 61 579 600 | 48 246 | 61 627 846 | | | |
| Affaires intergouvernementales | 13 602 400 | 12 189 | 13 614 589 | | | |
| Affaires municipales et Logement | 1 164 305 500 | 147 624 | 1 164 453 124 | 3 056 700 | 500 000 | 3 556 700 |
| Agriculture et Alimentation | 574 399 200 | 79 246 | 574 478 446 | 200 000 | 11 800 000 | 12 000 000 |
| Bureau de l'Assemblée législative | 120 343 200 | | 120 343 200 | | | |
| Bureau du Conseil des ministres | 15 322 800 | | 15 322 800 | | | |
| Bureau du directeur général des élections | 9 846 600 | | 9 846 600 | 2 000 | | 2 000 |
| Bureau du lieutenant-gouverneur | 1 077 100 | | 1 077 100 | | | |
| Bureau du vérificateur général | 10 984 800 | 117 000 | 11 101 800 | | | |
| Cabinet du Premier ministre | 2 980 100 | 79 784 | 3 059 884 | | | |
| Culture | 349 212 700 | 48 246 | 349 260 946 | | | |
| Développement du Nord et Mines | 440 348 300 | 49 246 | 440 397 546 | | | |
| Développement économique et du Commerce | 360 997 800 | 49 246 | 361 047 046 | 14 272 000 | | 14 272 000 |
| Éducation | 10 579 950 000 | 359 048 246 | 10 938 998 246 | 750 000 | | 750 000 |
| Énergie | 30 973 400 | 48 246 | 31 021 646 | | | |
| Environnement | 295 664 800 | 50 246 | 295 715 046 | | | |
| Finances | 1 727 474 900 | 10 387 074 446 | 12 114 549 346 | 3 800 000 | | 3 800 000 |
| Formation, Collèges et Universités | 4 625 374 900 | 63 326 246 | 4 688 701 146 | 264 255 000 | | 264 255 000 |
| Office des affaires francophones | 3 660 600 | | 3 660 600 | | | |
| Ombudsman Ontario | 9 263 700 | | 9 263 700 | 1 000 | | 1 000 |
| Procureur général | 1 157 957 200 | 5 350 246 | 1 163 307 446 | 3 483 000 | | 3 483 000 |
| Renouvellement de l'infrastructure publique | 78 560 100 | 48 246 | 78 608 346 | | | |
| Richesses naturelles | 456 822 000 | 3 494 846 | 460 316 846 | 12 882 000 | | 12 882 000 |
| Santé et Soins de longue durée | 31 577 133 800 | 5 365 435 | 31 582 499 235 | 116 244 700 | | 116 244 700 |
| Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario | 21 684 300 | | 21 684 300 | | | |
| Secrétariat du Conseil de gestion | 1 326 799 600 | 693 246 | 1 327 492 846 | 763 300 | | 763 300 |
| Sécurité communautaire et Services correctionnels | 1 775 271 300 | 1 251 246 | 1 776 522 546 | 2 062 700 | | 2 062 700 |
| Services à l'enfance et à la jeunesse | 2 866 595 000 | 48 246 | 2 866 643 246 | 2 100 000 | | 2 100 000 |
| Services aux consommateurs et aux entreprises | 212 580 100 | 65 246 | 212 645 346 | | | |
| Services sociaux et communautaires | 6 394 156 100 | 20 448 246 | 6 414 604 346 | 22 450 000 | | 22 450 000 |
| Tourisme et Loisirs | 194 653 300 | 48 246 | 194 701 546 | | | |
| Secrétariat du renouveau démocratique | 2 532 800 | 12 189 | 2 544 989 | | | |
| Transports | 1 383 855 400 | 524 341 146 | 1 908 196 546 | 707 757 000 | | 707 757 000 |
| Travail | 133 250 100 | 48 246 | 133 298 346 | | | |
| **Total des ministères** | **67 979 213 500** | **11 371 393 087** | **79 350 606 587** | **1 154 079 400** | **12 300 000** | **1 166 379 400** |

## SOMMAIRE DES DÉPENSES RÉELLES ET ACTIFS - FONCTIONNEMENT ET IMMOBILISATIONS

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2005**

| | DÉPENSES RÉELLES | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | DÉPENSES | | | ACTIFS | | |
| Ministère | Votés | Législatifs | Total | Votés | Législatifs | Total |
| | $ | $ | $ | $ | $ | $ |
| Affaires civiques et Immigration | 56 394 613 | 52 923 | 56 447 536 | | | |
| Affaires intergouvernementales | 12 838 750 | 12 189 | 12 850 939 | | | |
| Affaires municipales et Logement | 1 152 968 141 | 127 923 | 1 153 096 064 | 2 157 306 | 21 100 | 2 178 406 |
| Agriculture et Alimentation | 566 621 210 | 4 858 261 | 571 479 471 | 1 792 100 | 3 903 500 | 5 695 600 |
| Bureau de l'Assemblée législative | 113 204 412 | | 113 204 412 | | | |
| Bureau du Conseil des ministres | 14 898 810 | | 14 898 810 | | | |
| Bureau du directeur général des élections | 8 766 314 | 7 566 641 | 16 332 955 | | | |
| Bureau du lieutenant-gouverneur | 1 037 933 | | 1 037 933 | | | |
| Bureau du vérificateur général | 9 656 112 | 57 352 | 9 713 464 | | | |
| Cabinet du Premier ministre | 2 961 271 | 65 702 | 3 026 973 | | | |
| Culture | 333 120 476 | 40 734 | 333 161 210 | | | |
| Développement du Nord et Mines | 426 364 379 | 40 734 | 426 405 113 | | | |
| Développement économique et du Commerce | 345 349 954 | 132 964 | 345 482 918 | 5 021 300 | | 5 021 300 |
| Éducation | 10 544 624 002 | 239 771 286 | 10 784 395 288 | 653 056 | | 653 056 |
| Énergie | 18 302 893 | 40 734 | 18 343 627 | | | |
| Environnement | 287 631 688 | 13 237 787 | 300 869 475 | | | |
| Finances | 1 597 584 613 | 8 300 652 622 | 9 898 237 235 | 2 135 266 | | 2 135 266 |
| Formation, Collèges et Universités | 4 605 737 217 | 58 745 032 | 4 664 482 249 | 258 998 009 | | 258 998 009 |
| Office des affaires francophones | 3 435 716 | | 3 435 716 | | | |
| Ombudsman Ontario | 9 024 438 | | 9 024 438 | | | |
| Procureur général | 1 133 364 775 | 98 138 576 | 1 231 503 351 | | | |
| Renouvellement de l'infrastructure publique | 61 306 353 | 40 734 | 61 347 087 | | | |
| Richesses naturelles | 442 288 043 | 2 592 246 | 444 880 289 | 7 930 545 | | 7 930 545 |
| Santé et Soins de longue durée | 31 435 365 149 | 20 729 034 | 31 456 094 183 | 76 445 057 | | 76 445 057 |
| Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario | 20 555 565 | | 20 555 565 | | | |
| Secrétariat du Conseil de gestion | 1 229 585 414 | 937 555 | 1 230 522 969 | 761 300 | | 761 300 |
| Secrétariat du renouveau démocratique | 2 338 708 | 12 189 | 2 350 897 | | | |
| Sécurité communautaire et Services correctionnels | 1 730 192 304 | 18 030 412 | 1 748 222 716 | 2 048 723 | | 2 048 723 |
| Services à l'enfance et à la jeunesse | 2 835 018 086 | 12 189 | 2 835 030 275 | | | |
| Services aux consommateurs et aux entreprises | 200 503 051 | 3 651 734 | 204 154 785 | | | |
| Services sociaux et communautaires | 6 370 043 019 | 19 141 964 | 6 389 184 983 | 20 397 000 | | 20 397 000 |
| Tourisme et Loisirs | 192 577 953 | 40 734 | 192 618 687 | | | |
| Transports | 1 346 345 314 | 517 314 604 | 1 863 659 918 | 669 529 615 | | 669 529 615 |
| Travail | 129 074 385 | 40 734 | 129 115 119 | | | |
| **Total des ministères** | **67 239 081 061** | **9 306 085 589** | **76 545 166 650** | **1 047 869 277** | **3 924 600** | **1 051 793 877** |

## SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS POUR DES DÉPENSES ET ACTIFS - FONCTIONNEMENT

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2005**

| | CRÉDITS AUTORISÉS | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | DÉPENSES | | | ACTIFS | | |
| Ministère | Votés | Législatifs | Total | Votés | Législatifs | Total |
| | $ | $ | $ | $ | $ | $ |
| Affaires civiques et Immigration | 61 579 600 | 48 246 | 61 627 846 | | | |
| Affaires intergouvernementales | 13 602 400 | 12 189 | 13 614 589 | | | |
| Affaires municipales et Logement | 891 243 000 | 147 624 | 891 390 624 | 3 056 700 | 500 000 | 3 556 700 |
| Agriculture et Alimentation | 568 279 700 | 79 246 | 568 358 946 | 200 000 | 11 800 000 | 12 000 000 |
| Bureau de l'Assemblée législative | 120 343 200 | | 120 343 200 | | | |
| Bureau du Conseil des ministres | 15 322 800 | | 15 322 800 | | | |
| Bureau du directeur général des élections | 9 845 600 | | 9 845 600 | 1 000 | | 1 000 |
| Bureau du lieutenant-gouverneur | 1 077 100 | | 1 077 100 | | | |
| Bureau du vérificateur général | 10 612 000 | 117 000 | 10 729 000 | | | |
| Cabinet du Premier ministre | 2 980 100 | 79 784 | 3 059 884 | | | |
| Culture | 253 762 600 | 48 246 | 253 810 846 | | | |
| Développement du Nord et Mines | 79 540 500 | 49 246 | 79 589 746 | | | |
| Développement économique et du Commerce | 284 225 800 | 49 246 | 284 275 046 | 14 272 000 | | 14 272 000 |
| Éducation | 10 528 260 000 | 359 048 246 | 10 887 308 246 | 750 000 | | 750 000 |
| Énergie | 30 973 400 | 48 246 | 31 021 646 | | | |
| Environnement | 286 714 800 | 50 246 | 286 765 046 | | | |
| Finances | 1 727 474 900 | 10 387 074 446 | 12 114 549 346 | 3 800 000 | | 3 800 000 |
| Formation, Collèges et Universités | 4 208 113 900 | 63 326 246 | 4 271 440 146 | 264 255 000 | | 264 255 000 |
| Office des affaires francophones | 3 660 600 | | 3 660 600 | | | |
| Ombudsman Ontario | 8 931 600 | | 8 931 600 | 1 000 | | 1 000 |
| Procureur général | 1 125 158 100 | 5 350 246 | 1 130 508 346 | 3 483 000 | | 3 483 000 |
| Renouvellement de l'infrastructure publique | 30 782 200 | 48 246 | 30 830 446 | | | |
| Richesses naturelles | 375 437 000 | 53 246 | 375 490 246 | 2 720 000 | | 2 720 000 |
| Santé et Soins de longue durée | 31 049 094 300 | 5 365 435 | 31 054 459 735 | 116 244 700 | | 116 244 700 |
| Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario | 20 084 300 | | 20 084 300 | | | |
| Secrétariat du Conseil de gestion | 1 299 626 400 | 693 246 | 1 300 319 646 | 763 300 | | 763 300 |
| Secrétariat du renouveau démocratique | 2 532 800 | 12 189 | 2 544 989 | | | |
| Sécurité communautaire et Services correctionnels | 1 735 200 600 | 1 251 246 | 1 736 451 846 | 2 062 700 | | 2 062 700 |
| Services à l'enfance et à la jeunesse | 2 857 517 800 | 48 246 | 2 857 566 046 | 2 100 000 | | 2 100 000 |
| Services aux consommateurs et aux entreprises | 204 528 500 | 65 246 | 204 593 746 | | | |
| Services sociaux et communautaires | 6 373 056 100 | 20 448 246 | 6 393 504 346 | 22 450 000 | | 22 450 000 |
| Tourisme et Loisirs | 133 582 600 | 48 246 | 133 630 846 | | | |
| Transports | 756 075 800 | 51 246 | 756 127 046 | 4 000 | | 4 000 |
| Travail | 133 250 100 | 48 246 | 133 298 346 | | | |
| **Total des ministères** | **65 202 470 200** | **10 843 661 587** | **76 046 131 787** | **436 163 400** | **12 300 000** | **448 463 400** |

## SOMMAIRE DES DÉPENSES RÉELES ET ACTIFS - FONCTIONNEMENT

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2005**

| | DÉPENSES RÉELLES | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | DÉPENSES | | | ACTIFS | | |
| Ministère | Votés | Législatifs | Total | Votés | Législatifs | Total |
| | $ | $ | $ | $ | $ | $ |
| Affaires civiques et Immigration | 56 394 613 | 52 923 | 56 447 536 | | | |
| Affaires intergouvernementales | 12 838 750 | 12 189 | 12 850 939 | | | |
| Affaires municipales et Logement | 880 063 132 | 127 923 | 880 191 055 | 2 157 306 | 21 100 | 2 178 406 |
| Agriculture et Alimentation | 563 822 864 | 4 858 261 | 568 681 125 | 1 792 100 | 3 903 500 | 5 695 600 |
| Bureau de l'Assemblée législative | 113 204 412 | | 113 204 412 | | | |
| Bureau du Conseil des ministres | 14 898 810 | | 14 898 810 | | | |
| Bureau du directeur général des élections | 8 766 314 | 7 566 641 | 16 332 955 | | | |
| Bureau du lieutenant-gouverneur | 1 037 933 | | 1 037 933 | | | |
| Bureau du vérificateur général | 9 656 112 | 57 352 | 9 713 464 | | | |
| Cabinet du Premier ministre | 2 961 271 | 65 702 | 3 026 973 | | | |
| Culture | 252 342 021 | 40 734 | 252 382 755 | | | |
| Développement du Nord et Mines | 77 098 270 | 40 734 | 77 139 004 | | | |
| Développement économique et du Commerce | 268 850 237 | 132 964 | 268 983 201 | 5 021 300 | | 5 021 300 |
| Éducation | 10 495 984 777 | 239 771 286 | 10 735 756 063 | 653 056 | | 653 056 |
| Énergie | 18 302 893 | 40 734 | 18 343 627 | | | |
| Environnement | 281 053 807 | 13 237 787 | 294 291 594 | | | |
| Finances | 1 597 584 613 | 8 280 375 622 | 9 877 960 235 | 2 135 266 | | 2 135 266 |
| Formation, Collèges et Universités | 4 188 476 230 | 58 745 032 | 4 247 221 262 | 258 998 009 | | 258 998 009 |
| Office des affaires francophones | 3 435 716 | | 3 435 716 | | | |
| Ombudsman Ontario | 8 859 263 | | 8 859 263 | | | |
| Procureur général | 1 103 069 721 | 98 138 576 | 1 201 208 297 | | | |
| Renouvellement de l'infrastructure publique | 16 539 589 | 40 734 | 16 580 323 | | | |
| Richesses naturelles | 365 516 299 | 410 952 | 365 927 251 | 260 001 | | 260 001 |
| Santé et Soins de longue durée | 30 907 325 668 | 20 729 034 | 30 928 054 702 | 76 445 057 | | 76 445 057 |
| Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario | 18 955 565 | | 18 955 565 | | | |
| Secrétariat du Conseil de gestion | 1 212 099 994 | 937 555 | 1 213 037 549 | 761 300 | | 761 300 |
| Secrétariat du renouveau démocratique | 2 338 708 | 12 189 | 2 350 897 | | | |
| Sécurité communautaire et Services correctionnels | 1 698 296 753 | 18 030 412 | 1 716 327 165 | 2 048 723 | | 2 048 723 |
| Services à l'enfance et à la jeunesse | 2 830 682 012 | 12 189 | 2 830 694 201 | | | |
| Services aux consommateurs et aux entreprises | 196 724 541 | 3 651 734 | 200 376 275 | | | |
| Services sociaux et communautaires | 6 349 900 667 | 19 141 964 | 6 369 042 631 | 20 397 000 | | 20 397 000 |
| Tourisme et Loisirs | 132 878 617 | 40 734 | 132 919 351 | | | |
| Transports | 753 253 424 | 865 734 | 754 119 158 | 10 479 000 | | 10 479 000 |
| Travail | 129 074 385 | 40 734 | 129 115 119 | | | |
| **Total des ministères** | **64 572 287 981** | **8 767 178 425** | **73 339 466 406** | **381 148 118** | **3 924 600** | **385 072 718** |

## SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS POUR DES DÉPENSES ET ACTIFS - IMMOBILISATIONS

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2005**

| | CRÉDITS AUTORISÉS | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | DÉPENSES | | | ACTIFS | | |
| Ministère | Votés | Législatifs | Total | Votés | Législatifs | Total |
| | $ | $ | $ | $ | $ | $ |
| Affaires municipales et Logement | 273 062 500 | | 273 062 500 | | | |
| Agriculture et Alimentation | 6 119 500 | | 6 119 500 | | | |
| Bureau du directeur général des élections | 1 000 | | 1 000 | 1 000 | | 1 000 |
| Bureau du vérificateur général | 372 800 | | 372 800 | | | |
| Culture | 95 450 100 | | 95 450 100 | | | |
| Développement du Nord et Mines | 360 807 800 | | 360 807 800 | | | |
| Développement économique et du Commerce | 76 772 000 | | 76 772 000 | | | |
| Éducation | 51 690 000 | | 51 690 000 | | | |
| Environnement | 8 950 000 | | 8 950 000 | | | |
| Finances | 0 | | 0 | | | |
| Formation, Collèges et Universités | 417 261 000 | | 417 261 000 | | | |
| Ombudsman Ontario | 332 100 | | 332 100 | | | |
| Procureur général | 32 799 100 | | 32 799 100 | | | |
| Renouvellement de l'infrastructure publique | 47 777 900 | | 47 777 900 | | | |
| Richesses naturelles | 81 385 000 | 3 441 600 | 84 826 600 | 10 162 000 | | 10 162 000 |
| Santé et Soins de longue durée | 528 039 500 | | 528 039 500 | | | |
| Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario | 1 600 000 | | 1 600 000 | | | |
| Secrétariat du Conseil de gestion | 27 173 200 | | 27 173 200 | | | |
| Sécurité communautaire et Services correctionnels | 40 070 700 | | 40 070 700 | | | |
| Services à l'enfance et à la jeunesse | 9 077 200 | | 9 077 200 | | | |
| Services aux consommateurs et aux entreprises | 8 051 600 | | 8 051 600 | | | |
| Services sociaux et communautaires | 21 100 000 | | 21 100 000 | | | |
| Tourisme et Loisirs | 61 070 700 | | 61 070 700 | | | |
| Transports | 627 779 600 | 524 289 900 | 1 152 069 500 | 707 753 000 | | 707 753 000 |
| **Total des ministères** | **2 776 743 300** | **527 731 500** | **3 304 474 800** | **717 916 000** | **0** | **717 916 000** |

## SOMMAIRE DES DÉPENSES RÉELLES ET ACTIFS - IMMOBILISATIONS

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2005**

| | DÉPENSES RÉELLES | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | DÉPENSES | | | ACTIFS | | |
| Ministère | Votés | Législatifs | Total | Votés | Législatifs | Total |
| | $ | $ | $ | $ | $ | $ |
| Affaires municipales et Logement | 272 805 009 | | 272 805 009 | | | |
| Agriculture et Alimentation | 2 798 346 | | 2 798 346 | | | |
| Bureau du directeur général des élections | 0 | | 0 | | | |
| Bureau du vérificateur général | 0 | | 0 | | | |
| Culture | 80 778 455 | | 80 778 455 | | | |
| Développement du Nord et Mines | 349 266 109 | | 349 266 109 | | | |
| Développement économique et du Commerce | 76 499 717 | | 76 499 717 | | | |
| Éducation | 48 639 225 | | 48 639 225 | | | |
| Environnement | 6 577 881 | | 6 577 881 | | | |
| Finances | 0 | 20 277 000 | 20 277 000 | | | |
| Formation, Collèges et Universités | 417 260 987 | | 417 260 987 | | | |
| Ombudsman Ontario | 165 175 | | 165 175 | | | |
| Procureur général | 30 295 054 | | 30 295 054 | | | |
| Renouvellement de l'infrastructure publique | 44 766 764 | | 44 766 764 | | | |
| Richesses naturelles | 76 771 744 | 2 181 294 | 78 953 038 | 7 670 544 | | 7 670 544 |
| Santé et Soins de longue durée | 528 039 481 | | 528 039 481 | | | |
| Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario | 1 600 000 | | 1 600 000 | | | |
| Secrétariat du Conseil de gestion | 17 485 420 | | 17 485 420 | | | |
| Sécurité communautaire et Services correctionnels | 31 895 551 | | 31 895 551 | | | |
| Services à l'enfance et à la jeunesse | 4 336 074 | | 4 336 074 | | | |
| Services aux consommateurs et aux entreprises | 3 778 510 | | 3 778 510 | | | |
| Services sociaux et communautaires | 20 142 352 | | 20 142 352 | | | |
| Tourisme et Loisirs | 59 699 336 | | 59 699 336 | | | |
| Transports | 593 091 800 | 516 448 870 | 1 109 540 760 | 659 050 615 | | 659 050 615 |
| **Total des ministères** | **2 666 793 080** | **538 907 164** | **3 205 700 244** | **666 721 159** | **0** | **666 721 159** |

# MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-10

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 2-11

AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION ..... 2-13

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO ..... 2-15

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO ..... 2-17

SERVICES RÉGIONAUX ..... 2-19

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-12

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-21

## MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

## SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 19 221 210 | Administration du ministère | 20 324 846 | 19 917 697 |
| 15 092 244 | Affaires civiques et de l'Immigration | 15 366 800 | 14 984 570 |
| 10 337 138 | Direction générale de la condition féminine de l'Ontario | 16 690 900 | 12 419 687 |
| 1 580 156 | Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario | 2 237 300 | 2 237 209 |
| 6 873 388 | Services régionaux | 7 008 000 | 6 888 373 |
| **53 104 136** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE** | **61 627 846** | **56 447 536** |

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **601 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** | |
| 1 | 18 517 200 | 1 759 400 | 20 276 600 | Administration du ministère | 19 864 774 |
| L | 36 057 | | 36 057 | Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 28 545 |
| L | 12 189 | | 12 189 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 24 378 |
| | 18 565 446 | 1 759 400 | 20 324 846 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 19 917 697 |

**Description du programme:**

Le programme d'administration du ministère assure la prestation efficace et efficiente des services administratifs aux cadres, notamment des services de planification stratégique des activités et des ressources pour réaliser les objectifs du ministère et du gouvernement. Le programme offre des services généraux à trois ministères : Affaires civiques et Immigration; Culture; et Tourisme et Loisirs.

## MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

## PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 601

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 8 810 086 |
| Avantages sociaux | | 1 067 437 |
| Transports et communications | | 407 690 |
| Services | | 8 450 487 |
| Fournitures et matériel | | 1 129 074 |
| | | 19 864 774 |
| *Bureau principal* | | |
| Traitements et salaires | 1 242 357 | |
| Avantages sociaux | 133 920 | |
| Transports et communications | 76 578 | |
| Services | 125 706 | |
| Fournitures et matériel | 26 058 | |
| | | 1 604 619 |
| *Services financiers et administratifs* | | |
| Traitements et salaires | 1 930 006 | |
| Avantages sociaux | 290 211 | |
| Transports et communications | 49 426 | |
| Services | 3 890 016 | |
| Fournitures et matériel | 5 579 | |
| | | 6 165 238 |
| *Ressources humaines* | | |
| Traitements et salaires | 1 301 198 | |
| Avantages sociaux | 150 177 | |
| Transports et communications | 26 195 | |
| Services | 582 064 | |
| Fournitures et matériel | 16 580 | |
| | | 2 076 214 |
| *Services de communication* | | |
| Traitements et salaires | 1 653 375 | |
| Avantages sociaux | 195 976 | |
| Transports et communications | 29 883 | |
| Services | 556 013 | |
| Fournitures et matériel | 22 100 | |
| | | 2 457 347 |
| *Analyse et planification* | | |
| Traitements et salaires | 331 489 | |
| Avantages sociaux | 40 468 | |
| Transports et communications | 3 785 | |
| Services | 14 213 | |
| Fournitures et matériel | 6 069 | |
| | | 396 024 |
| *Services juridiques* | | |
| Transports et communications | 13 431 | |
| Services | 1 826 298 | |
| Fournitures et matériel | 27 543 | |
| | | 1 867 272 |
| *Systèmes informatiques* | | |
| Traitements et salaires | 2 351 661 | |
| Avantages sociaux | 256 685 | |
| Transports et communications | 208 391 | |
| Services | 1 456 178 | |
| Fournitures et matériel | 1 025 145 | |
| | | 5 298 060 |
| Crédits législatifs | | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 28 545 |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 24 378 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | | 19 917 697 |

## MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **602 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION** | |
| 1 | 17 966 000 | (2 599 200) | 15 366 800 | Affaires civiques et Immigration ..... | 14 984 570 |
| | 17 966 000 | (2 599 200) | 15 366 800 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION | 14 984 570 |

**Description du programme:**

Le programme des Affaires civiques et de l'Immigration est responsable de l'accessibilité, de l'immigration et du bénévolat. Son rôle est d'améliorer l'accessibilité des personnes handicapées et de mieux sensibiliser le public aux avantages de l'accessibilité pour tous; de s'assurer que les immigrants puissent participer pleinement à la vie socio-économique de la province; et d'encourager davantage d'Ontariens et d'Ontariennes, notamment de jeunes, à faire du bénévolat dans leurs communautés.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION**

**PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION--CRÉDIT 602**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Affaires civiques et Immigration (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 5 152 776 |
| Avantages sociaux | | 688 398 |
| Transports et communications | | 281 032 |
| Services | | 2 540 714 |
| Fournitures et matériel | | 232 719 |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour l'établissement et l'intégration | 5 814 974 | |
| Initiatives de bénévolat | 98 430 | |
| Projets de partenariat | 175 527 | |
| | | 6 088 931 |
| | | 14 984 570 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION | | 14 984 570 |

## MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | par le Conseil | Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **603 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO** | |
| 1 | 16 690 900 | | 16 690 900 | Direction générale de la condition féminine de l'Ontario | 12 419 687 |
| | 16 690 900 | | 16 690 900 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO | 12 419 687 |

**Description du programme:**

La Direction générale de la condition féminine de l'Ontario travaille à prévenir la violence à l'égard des femmes et des enfants; et encourage l'autonomie financière des femmes afin que les jeunes filles et les femmes puissent faire les choix judicieux qui leur permettront de réussir leur vie et leur carrière.

## MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

## PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO--CRÉDIT 603

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Direction générale de la condition féminine de l'Ontario (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 1 829 631 |
| Avantages sociaux | | 226 071 |
| Transports et communications | | 76 491 |
| Services | | 1 218 234 |
| Fournitures et matériel | | 45 004 |
| Paiements de transfert | | |
| Initiatives de prévention de la violence | 4 168 336 | |
| Initiatives de promotion de l'autonomie financière | 4 855 920 | 9 024 256 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA DIRECTION GÉNÉRALE DE LA CONDITION FÉMININE DE L'ONTARIO | | 12 419 687 |

## MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **604 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO** | |
| 1 | 1 485 100 | 752 200 | 2 237 300 | Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario ..... | 2 237 209 |
| | 1 485 100 | 752 200 | 2 237 300 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO . | 2 237 209 |

**Description du programme:**

Le Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario entreprend ou appuie les initiatives provinciales qui améliorent la qualité de vie des personnes âgées; les campagnes d'éducation du public visant les personnes âgées de l'Ontario.

## MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

## PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO--CRÉDIT 604

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| | |
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Secrétariat aux affaires des personnes âgées de l'Ontario (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 1 159 562 |
| Avantages sociaux | 133 895 |
| Transports et communications | 78 305 |
| Services | 604 016 |
| Fournitures et matériel | 41 696 |
| Paiements de transfert | |
| Initiatives du Secrétariat aux affaires des personnes âgées | 219 735 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES DES PERSONNES ÂGÉES DE L'ONTARIO | 2 237 209 |

MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **605 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX** | |
| 1 | 6 920 400 | 87 600 | 7 008 000 | Services régionaux . . . . . | 6 888 373 |
| | 6 920 400 | 87 600 | 7 008 000 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES RÉGIONAUX . . . . . | 6 888 373 |

**Description du programme:**

Les Services régionaux s'occupent, à l'échelle de la province, de la prestation des programmes et services de base qui appuient les activités du ministère de la Culture; du ministère du Tourisme et des Loisirs; et du ministère des Affaires civiques et de l'Immigration.

## MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

## PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX–CRÉDIT 605

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Services régionaux (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 5 067 418 |
| Avantages sociaux | 715 508 |
| Transports et communications | 483 412 |
| Services | 412 790 |
| Fournitures et matériel | 209 245 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES RÉGIONAUX | 6 888 373 |

## MINISTÈRE DES AFFAIRES CIVIQUES ET DE L'IMMIGRATION

### ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | 0 | 2 244 |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | 0 | 4 179 |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | 271 | 42 |
| RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Recouvrements de dépenses des années précédentes | 220 131 | 391 104 |
| DIVERS | | |
| Divers | 0 | 487 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **220 402** | **398 056** |

# MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-24

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 2-25

RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES ..... 2-27

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-26

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-29

**MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES**

**SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 1 770 905 | Administration du ministère | 1 895 489 | 1 660 300 |
| 4 373 098 | Relations intergouvernementales | 11 719 100 | 11 190 639 |
| **6 144 003** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE** | **13 614 589** | **12 850 939** |

## MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1501 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** | |
| 1 | 1 883 300 | | 1 883 300 | Administration du ministère | 1 648 111 |
| L | 12 189 | | 12 189 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 12 189 |
| | 1 895 489 | | 1 895 489 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 1 660 300 |

**Description du programme:**

Le programme d'administration du ministère comporte deux volets distincts. Le premier a trait aux activités des bureaux du ministre et du sous-ministre. Ces bureaux offrent une orientation et des conseils stratégiques pour soutenir et faire progresser les priorités intergouvernementales de l'Ontario. Le deuxième concerne les services administratifs venant appuyer le mandat du ministère.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES**

**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1501**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 774 707 |
| Avantages sociaux | | 76 826 |
| Transports et communications | | 91 324 |
| Services | | 663 928 |
| Fournitures et matériel | | 41 326 |
| | | 1 648 111 |
| *Bureau principal* | | |
| Traitements et salaires | 669 116 | |
| Avantages sociaux | 67 781 | |
| Transports et communications | 75 299 | |
| Services | 53 826 | |
| Fournitures et matériel | 29 143 | |
| | | 895 165 |
| *Coordination administrative et technologie de l'information* | | |
| Traitements et salaires | 105 591 | |
| Avantages sociaux | 9 045 | |
| Transports et communications | 16 025 | |
| Services | 610 102 | |
| Fournitures et matériel | 12 183 | |
| | | 752 946 |
| Crédits législatifs | | |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 12 189 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | | 1 660 300 |

## MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1502 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES** | |
| 1 | 6 719 100 | 5 000 000 | 11 719 100 | Conseils stratégiques intergouvernementaux . | 11 190 639 |
| | 6 719 100 | 5 000 000 | 11 719 100 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES . . . . . | 11 190 639 |

**Description du programme:**

Le programme conseille l'Ontario sur les questions fédérales-provinciales, interprovinciales et internationales. Il administre aussi le Bureau du protocole et les activités internationales du premier ministre, des hauts fonctionnaires et du lieutenant-gouverneur.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES**

**PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES--CRÉDIT 1502**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Conseils stratégiques intergouvernementaux (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 3 263 354 |
| Avantages sociaux | | 346 161 |
| Transports et communications | | 406 859 |
| Services | | 1 828 861 |
| Fournitures et matériel | | 224 373 |
| Paiements de transfert | | |
| Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes | 93 031 | |
| Institut des relations intergouvernementales | 28 000 | |
| Programme international de secours en cas de catastrophe | 5 000 000 | 5 121 031 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES | | 11 190 639 |

## MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES

## ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Autres | 140 | 420 |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | 376 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **140** | **796** |

# MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-32

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 2-33

ADMINISTRATIONS LOCALES ET AFFAIRES URBAINES ..... 2-35

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT ..... 2-37

LOGEMENT ..... 2-39

DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES ..... 2-41

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-34, 2-36, 2-40

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-43

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS ..... 2-44

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT**

**SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 31 876 450 | Administration du ministère | 32 006 924 | 31 081 622 |
| 43 353 157 | Administrations locales et affaires urbaines | 72 170 800 | 69 623 075 |
| 675 394 903 | Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment | 53 168 100 | 52 663 190 |
| | Logement | 666 955 500 | 660 710 252 |
| 30 097 693 | Développement des collectivités rurales | 67 089 300 | 66 112 916 |
| **780 722 203** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE** | **891 390 624** | **880 191 055** |
| | **Actif** | | |
| 17 600 | Administrations locales et affaires urbaines | 600 000 | 21 100 |
| 1 129 350 | Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment | 2 956 700 | 2 157 306 |
| **1 146 950** | **TOTAL (ACTIF) DU MINISTÈRE** | **3 556 700** | **2 178 406** |
| | **IMMOBILISATIONS** | | |
| 30 212 704 | Administrations locales et affaires urbaines | 61 965 160 | 61 963 000 |
| 752 930 | Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment | | |
| 1 607 159 | Logement | 8 762 500 | 8 762 500 |
| 173 051 827 | Développement des collectivités rurales | 202 334 900 | 202 179 509 |
| **205 624 620** | **TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE** | **273 062 500** | **272 905 009** |

## MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1901 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** | |
| 1 | 34 218 600 | (2 284 300) | 31 934 300 | Administration du ministère . . . . . | 31 028 699 |
| L | 36 057 | | 36 057 | Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* . . . . . | 28 545 |
| L | 36 567 | | 36 567 | Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* . | 24 378 |
| | 34 291 224 | (2 284 300) | 32 006 924 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 31 081 622 |

**Description du programme:**

Les objectifs de ce programme sont les suivants : administrer, orienter, coordonner et contrôler l'ensemble des programmes et activités du ministère; offrir des services efficaces de communication et de soutien à la gestion des grands dossiers; fournir au ministère, de façon efficace et efficiente, des conseils stratégiques, des services de planification des activités et des ressources, et le soutien nécessaire à la prestation des services; mettre en place des mécanismes de contrôle et de vérification des dépenses, des normes en matière de rapports et de gestion, et des méthodes d'évaluation des résultats; surveiller l'utilisation que fait le ministère de ses ressources humaines, financières, informatiques et matérielles. Le programme offre également des services de gestion et de soutien opérationnel aux organismes, conseils et commissions du ministère.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT**

**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1901**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 13 244 878 |
| Avantages sociaux | | 1 533 321 |
| Transports et communications | | 551 006 |
| Services | | 12 972 957 |
| Fournitures et matériel | | 2 726 537 |
| | | 31 028 699 |
| *Bureau principal* | | |
| Traitements et salaires | 1 798 075 | |
| Avantages sociaux | 170 675 | |
| Transports et communications | 117 091 | |
| Services | 121 656 | |
| Fournitures et matériel | 29 928 | |
| | | 2 237 425 |
| *Services de communication* | | |
| Traitements et salaires | 2 608 660 | |
| Avantages sociaux | 328 309 | |
| Transports et communications | 86 944 | |
| Services | 933 920 | |
| Fournitures et matériel | 88 263 | |
| | | 4 046 096 |
| *Services financiers et administratifs* | | |
| Traitements et salaires | 3 594 109 | |
| Avantages sociaux | 423 361 | |
| Transports et communications | 116 632 | |
| Services | 6 973 686 | |
| Fournitures et matériel | 124 100 | |
| | | 11 231 888 |
| *Ressources humaines* | | |
| Traitements et salaires | 1 647 239 | |
| Avantages sociaux | 201 470 | |
| Transports et communications | 51 532 | |
| Services | 487 676 | |
| Fournitures et matériel | 61 456 | |
| | | 2 449 373 |
| *Services juridiques* | | |
| Traitements et salaires | 46 632 | |
| Avantages sociaux | | |
| Transports et communications | 35 588 | |
| Services | 2 965 993 | |
| Fournitures et matériel | 72 566 | |
| | | 3 120 779 |
| *Services de vérification* | | |
| Transports et communications | 98 | |
| Services | 697 938 | |
| | | 698 036 |
| *Systèmes informatiques* | | |
| Traitements et salaires | 3 550 163 | |
| Avantages sociaux | 409 506 | |
| Transports et communications | 143 121 | |
| Services | 792 087 | |
| Fournitures et matériel | 2 350 225 | |
| | | 7 245 102 |
| Crédits législatifs | | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 28 545 |
| Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 24 378 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | | 31 081 622 |

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1902 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES ET AFFAIRES URBAINES** | |
| 4 | 15 619 000 | (1 700 100) | 13 918 900 | Services de soutien - Affaires municipales et urbaines | 13 169 242 |
| 5 | 15 681 500 | 42 570 400 | 58 251 900 | Services de relations avec les administrations locales | 56 453 833 |
| | 31 300 500 | 40 870 300 | 72 170 800 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATIONS LOCALES ET AFFAIRES URBAINES | 69 623 075 |
| **Actif** | | | | | |
| 6 | 100 000 | | 100 000 | Aide spéciale aux municipalités - Prêts | |
| L | 500 000 | | 500 000 | Prêts du Programme d'aide aux propriétaires riverains, *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* | 21 100 |
| | 600 000 | | 600 000 | TOTAL (ACTIF) POUR L'ADMINISTRATIONS LOCALES ET AFFAIRES URBAINES | 21 100 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 3 | 49 002 000 | 12 963 100 | 61 965 100 | Administrations locales et affaires urbaines | 61 963 000 |
| | 49 002 000 | 12 963 100 | 61 965 100 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATIONS LOCALES ET AFFAIRES URBAINES | 61 963 000 |

**Description du programme:**

L'objectif de ce programme est de fournir aux administrations locales les outils nécessaires pour être plus autonomes et améliorer la prestation des services locaux; atteindre une solvabilité durable; contenir les coûts; prendre les mesures nécessaires face aux catastrophes locales et situations d'urgence. Le ministère poursuit cet objectif par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes; l'offre de conseils, d'éducation et de formation; et par le biais d'activités qui encouragent la concertation et la coopération avec les municipalités et les autres intervenants.

## MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

## PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES ET AFFAIRES URBAINES–CRÉDIT 1902

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Services de soutien – Affaires municipales et urbaines (Poste 4) | | |
| Traitements et salaires | | 4 391 884 |
| Avantages sociaux | | 520 218 |
| Transports et communications | | 114 953 |
| Services | | 8 047 923 |
| Fournitures et matériel | | 94 264 |
| | | 13 169 242 |
| Services de relations avec administrations locales (Poste 5) | | |
| Traitements et salaires | | 4 692 841 |
| Avantages sociaux | | 606 665 |
| Transports et communications | | 290 125 |
| Services | | 2 214 183 |
| Fournitures et matériel | | 161 866 |
| Paiements de transfert | | |
| Équité salariale dans les municipalités | 2 148 406 | |
| Secours aux victimes de catastrophes | 6 580 105 | |
| Aide aux municipalités en cas de catastrophes | 5 069 071 | |
| Paiements en vertu de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités* | 55 868 922 | |
| Impôts sur les propriétés provinciales louées en vertu de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités* | 8 786 738 | |
| Aide au Conseil de la zone de développement de Moosonee | 1 146 000 | |
| Fonds de restructuration des municipalités | 240 807 | |
| Fonds d'aide à la transition pour les municipalités du Nord | 13 798 | |
| Aide spéciale aux municipalités et aux organisations municipales | 33 289 967 | 113 143 814 |
| | | 121 109 494 |
| Moins: Recouvrements | | 64 655 661 |
| | | 56 453 833 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES ET AFFAIRES URBAINES | | 69 623 075 |

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **Actif** | | |
| Crédits législatifs | | |
| Prêts et investissements | | |
| Prêts du Programme d'aide aux propriétaires riverains, *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* | | 21 100 |
| | | 21 100 |
| TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES ET AFFAIRES URBAINES | | 21 100 |
| **IMMOBILISATIONS** | | |
| Administrations locales et affaires urbaines (Poste 3) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Aide spéciale aux municipalités et aux organisations municipales | 700 000 | |
| Aide aux municipalités en cas de catastrophes | 24 163 000 | |
| Partenariats du millénaire | 27 500 000 | |
| Partenariats du millénaire – Contribution au Programme d'infrastructures Canada – Ontario | 9 600 000 | 61 963 000 |
| | | 61 963 000 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES ADMINISTRATIONS LOCALES ET AFFAIRES URBAINES | | 61 963 000 |

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1983** | | | | **AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT** | |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | | |
| 7 | 17 692 500 | 35 475 600 | 53 168 100 | Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment | 52 663 190 |
| | 17 692 500 | 35 475 600 | 53 168 100 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT | 52 663 190 |
| **Actif** | | | | | |
| 3 | 2 956 700 | | 2 956 700 | Société d'aménagement de North Pickering | 2 157 306 |
| | 2 956 700 | | 2 956 700 | TOTAL (ACTIF) POUR AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT | 2 157 306 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 8 | 15 000 000 | (15 000 000) | 0 | Aménagement du territoire - Immobilisations | 0 |
| | 15 000 000 | (15 000 000) | 0 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT | 0 |

**Description du programme:**

L'objectif de ce programme est de créer des communautés bien planifiées et dynamiques qui offrent une meilleure qualité de vie en administrant judicieusement la croissance de façon à préserver les espaces verts, tout en tenant compte de la croissance démographique et de la croissance de l'emploi. Pour atteindre cet objectif, le programme assure la sécurité des bâtiments grâce à des politiques et un processus d'approbation efficaces en matière de construction. Il doit aussi disposer d'un cadre législatif et administratif approprié pour l'aménagement du territoire qui permette d'administrer judicieusement la croissance. Tout ce travail repose sur la participation et la consultation fructueuses des intervenants.

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT**

**PROGRAMME DU AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT--CRÉDIT 1903**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Aménagement du territoire et réglementation du bâtiment (Poste 4) | | |
| Traitements et salaires | | 9 210 244 |
| Avantages sociaux | | 1 146 463 |
| Transports et communications | | 490 603 |
| Services | | 5 988 627 |
| Fournitures et matériel | | 307 399 |
| Paiements de transfert | | |
| Aide aux conseils d'aménagement | 349 918 | |
| Paiements à la Fondation de la ceinture de verdure | 25 000 000 | |
| Le remboursement du prêt de la Société de développement de North Pickering | 12 338 292 | 37 688 210 |
| | | 54 831 546 |
| Moins: Recouvrements | | 2 168 356 |
| | | 52 663 190 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT | | 52 663 190 |
| **Actif** | | |
| Société d'aménagement de North Pickering (Poste 3) | | |
| Prêts et investissements | | |
| Avances à la Société d'aménagement de North Pickering | | 2 157 306 |
| | | 2 157 306 |
| TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET RÉGLEMENTATION DU BÂTIMENT | | 2 157 306 |

## MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1904 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DU LOGEMENT** | |
| 2 | 642 350 900 | (1 180 700) | 641 170 200 | Logement social et logement du marché privé | 636 027 754 |
| 3 | 27 887 700 | (2 177 400) | 25 710 300 | Location à usage d'habitation | 24 607 498 |
| L | 75 000 | | 75 000 | Créances irrécouvrables des collectivités rurales et autochtones, *Loi sur l'administration financière* | 75 000 |
| | 670 313 600 | (3 358 100) | 666 955 500 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU LOGEMENT | 660 710 252 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 4 | 8 762 500 | | 8 762 500 | Logement - Immobilisations | 8 762 500 |
| | 8 762 500 | | 8 762 500 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DU LOGEMENT | 8 762 500 |

**Description du programme:**

L'objectif de ce programme est d'offrir des logements adéquats et abordables aux familles de l'Ontario. Le programme fournit un vaste éventail de services, notamment l'élaboration de politiques et de programmes; la conception et la prestation de programmes; ainsi que l'administration des programmes et des finances des logements sociaux et abordables. Le programme apporte son soutien aux intervenants indépendants, tels que les municipalités et les fournisseurs de logements, pour les aider à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de logement; il appuie aussi l'élaboration de politiques et d'un cadre réglementaire régissant les relations entre propriétaires et locataires dans la province.

## MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

## PROGRAMME DU LOGEMENT–CRÉDIT 1904

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Logement social et logement du marché privé (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 7 047 820 |
| Avantages sociaux | | 1 015 364 |
| Transports et communications | | 304 736 |
| Services | | 43 757 430 |
| Fournitures et matériel | | 113 849 |
| Paiements de transfert | | |
| Paiements pour l'exploitation de logements à but non lucratif | 17 172 314 | |
| Paiements aux gestionnaires de services | 454 862 998 | |
| Paiements à la Société de logement de l'Ontario | 115 058 557 | |
| Programme de logement abordable | 1 189 979 | 588 283 848 |
| | | 640 523 047 |
| Moins: Recouvrements | | 4 495 293 |
| | | 636 027 754 |
| Crédits législatifs | | |
| Autres opérations | | |
| Créances irrecouvrables des collectivités rurales et autochtones, *Loi sur l'administration financière* | | 75 000 |
| | | 75 000 |
| Location à usage d'habitation (Poste 3) | | |
| Traitements et salaires | | 15 096 240 |
| Avantages sociaux | | 2 151 876 |
| Transports et communications | | 1 376 856 |
| Services | | 5 252 046 |
| Fournitures et matériel | | 730 480 |
| | | 24 607 498 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU LOGEMENT | | 660 710 252 |

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **IMMOBILISATIONS** | | |
| Logement - Immobilisations (Poste 4) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Dépenses en immobilisations - Société de logement de l'Ontario | 500 000 | |
| Réparations - Logement en milieux rural et autochtone - Propriétaires | 300 000 | |
| Paiements pour les réparations - logements sans but lucratif | 7 662 500 | 8 462 500 |
| Autres opérations | | |
| Investissements dans les immobilisations - Réparations - Logement en milieux rural et autochtone | | 300 000 |
| | | 8 762 500 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DU LOGEMENT | | 8 762 500 |

## MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1907 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES** | |
| 1 | 52 891 300 | 14 198 000 | 67 089 300 | Services pour le développement des collectivités rurales | 66 112 916 |
| | 52 891 300 | 14 198 000 | 67 089 300 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES | 66 112 916 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 2 | 161 302 000 | 41 032 900 | 202 334 900 | Développement des collectivités rurales - Immobilisations | 202 179 509 |
| | 161 302 000 | 41 032 900 | 202 334 900 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES | 202 179 509 |

**Description du programme:**

Le Programme de développement des collectivités rurales a une stratégie pluri-annuelle pour honorer l'engagement du gouvernement de développer les régions rurales et de créer des collectivités dynamiques. Le mandat de ce programme est de promouvoir la création de collectivités fortes et dynamiques dans les régions rurales et le Nord de la province en favorisant un climat social sain et en protégeant l'environnement. Le programme ouvre des débouchés économiques dans les petites localités et collectivités rurales et les aide à répondre à leurs besoins en matière d'infrastructure. Il investit aussi dans la prospérité future de l'Ontario rural en augmentant la capacité de développement économique durable des collectivités et les activités de perfectionnement de la main-d'oeuvre.

## MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

## PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES–CRÉDIT 1907

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

### FONCTIONNEMENT

Services pour le développement des collectivités rurales (Poste 1)

| | $ | $ |
|---|---|---|
| Traitements et salaires | | 4 918 883 |
| Avantages sociaux | | 602 660 |
| Transports et communications | | 465 494 |
| Services | | 2 809 344 |
| Fournitures et matériel | | 217 265 |
| Paiements de transfert | | |
| Initiative « Développement des collectivités rurales et des petites localités de l'Ontario » | 41 075 339 | |
| Autres programmes d'aide aux collectivités rurales | 15 080 000 | |
| Emplois d'été pour les jeunes en milieu rural | 2 741 789 | |
| | | 58 897 128 |
| | | 67 910 774 |
| Moins: Recouvrements | | 1 797 858 |
| | | 66 112 916 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES | | 66 112 916 |

### IMMOBILISATIONS

Développement des collectivités rurales - Immobilisations (Poste 2)

| | $ | $ |
|---|---|---|
| Paiements de transfert | | |
| Infrastructure des petites localités et des collectivités rurales de l'Ontario | 95 543 900 | |
| Infrastructure des petites localités et des collectivités rurales de l'Ontario - Contribution au Programme Canada-Ontario des travaux d'infrastructure | 105 799 577 | |
| Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario | 418 016 | |
| Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario du gouvernement fédéral | 418 016 | |
| | | 202 179 509 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS RURALES | | 202 179 509 |

## MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

### ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Remboursements de dépenses pour logements sans but lucratifs | 512 516 202 | 513 439 488 |
| Canada Ontario Infrastructure Program (COIP) - Millenium | 9 639 580 | 8 600 578 |
| Régime Canada/Ontario de construction de logements locatifs | 898 124 | 256 404 |
| Canada Ontario Infrastructure Program (COIP) - OSTAR | 106 703 183 | 75 944 698 |
| Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario (FIMRCO) | 418 016 | |
| | 630 175 105 | 598 241 168 |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | | |
| Programme de revitalisation des centres-villes | 4 518 370 | 724 012 |
| Rénovation urbaine | 46 060 | 122 395 |
| Subventions des années précédentes | 283 897 | 957 344 |
| Subventions des années précédentes - tempête de verglas | 13 050 | |
| Logements locatifs en milieux rural et autochtone | 4 274 856 | 4 754 723 |
| Particuliers résidant dans des territoires non érigés en municipalités | 29 710 | 5 940 |
| Programme de rénovation des logements de l'Ontario - Municipalités | 582 020 | 749 659 |
| Remaniement des services locaux | 10 498 528 | 20 684 754 |
| Particuliers résidant dans des territoires non érigés en municipalités - Windown | 1 268 | 64 109 |
| Logements locatifs en milieux rural et autochtone - Mainlevée d'hypothèques | | 2 639 635 |
| Intérêt sur la dette publique | 17 771 299 | 17 936 626 |
| Remboursement obtenu des GSMR pour le paiement de la dette de la SDLO | 97 478 742 | 97 539 215 |
| Remboursement - SDLO - prêts pour le logement étudiant et intérêts | 696 818 | 287 567 |
| Autres Remboursements des Dépenses | 3 371 097 | |
| | 139 565 715 | 146 465 979 |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Évaluation de matériaux de construction | 15 400 | 19 200 |
| Droits relatifs aux autorisations d'aménagement | 146 250 | 144 357 |
| Droits - Tribunal du logement de l'Ontario | 9 445 873 | 9 557 691 |
| Frais pour chèques refusés - FAA | 35 | 105 |
| Droits - Formation, adm. du code du bâtiment | 219 744 | 108 705 |
| Droits relatifs aux autorisations d'aménagement | 81 170 | 50 133 |
| Droits - Qualification, code du bâtiment, droit prévus dans les règlements | 921 178 | 195 401 |
| | 10 829 650 | 10 075 592 |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Services de révision des loyers - ORHT | 56 458 | 75 194 |
| Services de révision des loyers - CBO et Guide | 162 027 | 205 599 |
| Services de révision des loyers - Autres | 32 563 | |
| Logement locatifs en milieux rural et autochtone - Rentals | 4 113 443 | 4 126 414 |
| Logement locatifs en milieux rural et autochtone - Property Sales | | 304 911 |
| Société de logement de l'Ontario - Hypothèque différée | 580 000 | 530 479 |
| Ventes et Locations - Publications, Maps etc. | 530 | 1 569 |
| | 4 945 021 | 5 244 166 |
| RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Recouvrement de Dépenses des années précédentes | 1 088 064 | 29 284 681 |

## MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

### ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| DIVERS | | |
| Sociétés d'hypothèques de l'Ontario - Revenu net | 830 000 | 863 783 |
| Intérêts gagnés sur prêts | 5 150 380 | 2 029 820 |
| Pénalités - intérêts | 824 | 1 510 |
| Autres | 2 307 678 | 23 060 |
| | 8 288 882 | 2 918 173 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **794 892 437** | **792 229 759** |

## MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT

### ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* | 210 590 | 72 544 |
| Crédits d'impôts pour les écoles | 45 074 | 70 944 |
| Société d'aménagement de North Pickering | 12 338 292 | |
| Remboursements Prêts-ville de Toronto | 5 080 658 | 8 498 216 |
| **TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS** | **17 674 614** | **8 641 704** |

# MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIF

SOMMAIRE ..... 2-46

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 2-47

AGRICULTURE, RECHERCHE ET TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE ..... 2-49

INVESTISSEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS ..... 2-51

GESTION DES RISQUES ..... 2-53

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-48, 2-50, 2-52, 2-54

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-55

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS ..... 2-55

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION**

**SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 16 920 794 | Administration du ministère | 16 075 846 | 15 861 453 |
| 136 234 872 | Agriculture, recherche et transfert de la technologie | 112 014 000 | 110 407 207 |
| 10 412 212 | Investissement et développement des marchés | 10 460 500 | 10 445 826 |
| 279 165 741 | Gestion des risques | 429 808 600 | 431 966 639 |
| **442 733 619** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE** | **568 358 946** | **568 681 125** |
| | **Actif** | | |
| 2 612 700 | Agriculture, recherche et transfert de la technologie | 12 000 000 | 3 935 600 |
| | Gestion des risques | | 1 760 000 |
| **2 612 700** | **TOTAL (ACTIF) DU MINISTÈRE** | **12 000 000** | **5 695 600** |
| | **IMMOBILISATIONS** | | |
| 193 680 | Agriculture, recherche et transfert de la technologie | 6 119 500 | 2 798 346 |
| **193 680** | **TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE** | **6 119 500** | **2 798 346** |

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **101 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** | |
| 1 | 16 027 600 | | 16 027 600 | Administration du ministère . . . . . | 15 820 719 |
| L | 36 057 | | 36 057 | Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* . . . . . | 28 545 |
| L | 12 189 | | 12 189 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* . . . . | 12 189 |
| | 16 075 846 | | 16 075 846 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 15 861 453 |

**Description du programme:**

Ce programme assure la coordination du processus de planification axé sur les résultats par l'entremise de la haute direction; il fournit aussi les services essentiels de soutien opérationnel et stratégique nécessaires à la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère.

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

## PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 101

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| *Administration du ministère (Poste 1)* | | |
| Traitements et salaires | | 8 260 411 |
| Avantages sociaux | | 1 185 070 |
| Transports et communications | | 925 856 |
| Services | | 5 067 764 |
| Fournitures et matériel | | 586 988 |
| | | 16 026 109 |
| Moins : Recouvrements | | 205 390 |
| | | 15 820 719 |
| *Bureau principal* | | |
| Traitements et salaires | 1 189 481 | |
| Avantages sociaux | 96 337 | |
| Transports et communications | 166 545 | |
| Services | 496 360 | |
| Fournitures et matériel | 15 231 | |
| | | 1 963 954 |
| *Services financiers et administratifs* | | |
| Traitements et salaires | 2 589 732 | |
| Avantages sociaux | 350 392 | |
| Transports et communications | 484 064 | |
| Services | 2 208 216 | |
| Fournitures et matériel | 382 108 | |
| | 6 014 512 | |
| Moins : Recouvrements | 104 235 | |
| | | 5 910 277 |
| *Ressources humaines* | | |
| Traitements et salaires | 646 391 | |
| Avantages sociaux | 218 037 | |
| Transports et communications | 20 167 | |
| Services | 90 681 | |
| Fournitures et matériel | 13 036 | |
| | | 988 312 |
| *Services de communication* | | |
| Traitements et salaires | 1 618 135 | |
| Avantages sociaux | 198 455 | |
| Transports et communications | 82 426 | |
| Services | 388 828 | |
| Fournitures et matériel | 64 371 | |
| | 2 352 215 | |
| Moins : Recouvrements | 21 155 | |
| | | 2 331 058 |
| *Services juridiques* | | |
| Transports et communications | 10 492 | |
| Services | 1 537 168 | |
| Fournitures et matériel | 21 981 | |
| | 1 569 641 | |
| Moins : Recouvrements | 80 000 | |
| | | 1 489 641 |
| *Services de vérification* | | |
| Services | 232 026 | |
| | | 232 026 |
| *Systèmes informatiques* | | |
| Traitements et salaires | 2 216 671 | |
| Avantages sociaux | 323 851 | |
| Transports et communications | 162 162 | |
| Services | 114 506 | |
| Fournitures et matériel | 90 261 | |
| | | 2 905 451 |
| Crédits législatifs | | |
| Traitement versé au ministre en vertu de *la Loi sur le Conseil exécutif* | | 28 545 |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 32 160 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | | 15 861 453 |

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **102 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE AGRICULTURE, RECHERCHE ET TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE** | |
| 1 | 137 112 000 | (25 099 000) | 112 013 000 | Agriculture, recherche et transfert de la technologie | 110 407 207 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Paiements au titre de prêts bancaires garantis, *Loi sur l'administration financière* | 0 |
| | 137 113 000 | (25 099 000) | 112 014 000 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DE AGRICULTURE, RECHERCHE ET TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE | 110 407 207 |
| **Actif** | | | | | |
| 3 | 200 000 | | 200 000 | Agriculture, recherche et transfert de la technologie | 32 100 |
| L | 11 800 000 | | 11 800 000 | Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux, *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* | 3 903 500 |
| | 12 000 000 | | 12 000 000 | TOTAL (ACTIF) POUR DE AGRICULTURE, RECHERCHE ET TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE | 3 935 600 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 4 | 6 119 500 | | 6 119 500 | Éducation, recherche et laboratoires | 2 798 346 |
| | 6 119 500 | | 6 119 500 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR DE AGRICULTURE, RECHERCHE ET TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE | 2 798 346 |

**Description du programme:**

Le programme offre des services aux exploitants agricoles et aux entreprises agro-alimentaires de l'Ontario et travaille en collaboration avec l'industrie, les entreprises agricoles, les chercheurs et d'autres organismes gouvernementaux au règlement de questions provinciales. Il offre l'expertise nécessaire pour résoudre les questions clés auxquelles sont confrontées les collectivités rurales de l'Ontario, telles que la gestion des terres, de l'air et de l'eau. Il est responsable de l'orientation stratégique, du financement et de l'administration des cours menant à un diplôme, de la recherche et des essais diagnostiques en laboratoire dans le secteur agro-alimentaire. Le personnel veille à ce que les chefs d'exploitations agricoles de l'Ontario aient accès à l'information et aux outils les plus perfectionnés pour prendre leur décisions.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE AGRICULTURE, RECHERCHE ET TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE—CRÉDIT 102

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Agriculture, recherche et transfert de la technologie (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 20 318 862 |
| Avantages sociaux | | 2 837 105 |
| Transports et communications | | 1 528 744 |
| Services | | 18 028 948 |
| Fournitures et matériel | | 746 355 |
| Paiements de transfert | | |
| Université de Guelph | 50 500 000 | |
| Canaux de drainage municipaux | 7 433 218 | |
| Amélioration génétique du bétail | 3 240 100 | |
| Recherche concurrentielle | 1 350 000 | |
| Sociétés agricoles et horticoles | 1 116 197 | |
| Développement du leadership | 776 000 | |
| Partenariats stratégiques | 656 260 | |
| Éducation agro-alimentaire de l'Ontario | 400 000 | |
| Association pour l'amélioration des sols et des récoltes de l'Ontario | 642 000 | |
| Ontario Beekeepers' Association | 115 000 | |
| Royal Agricultural Winter Fair | 140 000 | |
| Association pour la sécurité à la ferme inc. | 120 000 | |
| Farmers' Markets Ontario | 90 000 | |
| Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage de bovins d'engraissement | 30 271 | |
| Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités | 53 775 | |
| Autre aide au titre de l'agriculture, de la recherche et du transfert de la technologie | 283 500 | 66 946 321 |
| Autres opérations | | |
| Taxes municipales sur les propriétés détenues en vertu d'ARDA | | 872 |
| | | 110 407 207 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE AGRICULTURE, RECHERCHE ET TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE | | 110 407 207 |

| | $ |
|---|---|
| **Actif** | |
| Agriculture, recherche et transfert de la technologie (Poste 3) | |
| Prêts et investissements | |
| Prêts pour le drainage au moyen de tuyaux dans les territoires non érigés en municipalités | 32 100 |
| | 32 100 |
| Crédits législatifs | |
| Prêts et investissements | |
| Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux, *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* | 3 903 500 |
| | 3 903 500 |
| TOTAL (ACTIF) POUR LE AGRICULTURE, RECHERCHE ET TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE | 3 935 600 |
| **IMMOBILISATIONS** | |
| Éducation, recherche et laboratoires (Poste 4) | |
| Services | 2 798 346 |
| | 2 798 346 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE AGRICULTURE, RECHERCHE ET TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE | 2 798 346 |

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **103 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE L'INVESTISSEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS** | |
| 1 | 10 455 500 | | 10 455 500 | Investissement et développement des marchés | 10 433 438 |
| L | 5 000 | | 5 000 | Créances irrécouvrables. *Loi sur l'administration financière* | 12 388 |
| | 10 460 500 | | 10 460 500 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'INVESTISSEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS | 10 445 826 |

**Description du programme:**

Ce programme contribue à la croissance et à la viabilité du système agro-alimentaire de l'Ontario en assurant la compétitivité des entreprises de transformation des produits alimentaires et des distributeurs d'aliments de la province et en cherchant à attirer et à conserver les investissements dans ce secteur. Il offre aussi des programmes visant le développement et l'expansion des marchés nationaux et internationaux pour les produits alimentaires frais et transformés de l'Ontario. En outre, le programme offre des services et des programmes au secteur agro-alimentaire par le biais d'organismes du ministère qui supervisent la commercialisation collective des produits agricoles et entendent les appels de décisions visant la commercialisation et la délivrance de permis.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

PROGRAMME DE L'INVESTISSEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS--CRÉDIT 103

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Investissement et développement des marchés (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 3 622 185 |
| Avantages sociaux | 491 678 |
| Transports et communications | 530 550 |
| Services | 5 718 262 |
| Fournitures et matériel | 228 995 |
| | 10 591 670 |
| Moins : Recouvrements | 158 232 |
| | 10 433 438 |
| Crédits législatifs | |
| Autres opérations | |
| Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | 12 388 |
| | 12 388 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE L'INVESTISSEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS | 10 445 826 |

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **104 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE GESTION DES RISQUES** | |
| 1 | 151 823 600 | 277 960 000 | 429 783 600 | Gestion des risques | 427 161 500 |
| L | 25 000 | | 25 000 | Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | 4 805 139 |
| | 151 848 600 | 277 960 000 | 429 808 600 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE GESTION DES RISQUES | 431 966 639 |
| **Actif** | | | | | |
| 2 | | | | Gestion des risques* | 1 760 000 |
| | | | | TOTAL (ACTIF) POUR LE GESTION DES RISQUES | 1 760 000 |

**Description du programme:**

Ce programme offre des services et des programmes au secteur agro-alimentaire et aux collectivités rurales par le biais d'organismes et de directions du ministère qui assurent et coordonnent l'évaluation et l'analyse des risques; les services statistiques; les programmes de gestion des risques financiers offerts par le ministère; et autres aides financières accordées au secteur agro-alimentaire et aux collectivités rurales. Ce programme joue aussi un rôle de premier plan dans l'élaboration des politiques de salubrité des aliments et la prestation des programmes de réglementation.

* Conformément au paragraphe 11.5 (2) de la *Loi sur l'administration financière*, le paiement des montants dépassant l'affectation de crédits est autorisé en vertu de l'affectation relative au poste 1 ci-dessus.

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

## PROGRAMME DE GESTION DES RISQUES—CRÉDIT 104

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Gestion des risques (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 23 120 649 |
| Avantages sociaux | | 3 478 123 |
| Transports et communications | | 1 776 639 |
| Services | | 7 502 718 |
| Fournitures et matériel | | 1 029 643 |
| Paiements de transfert | | |
| Programme canadien de stabilisation du revenu agricole | 169 300 000 | |
| Assurance-production et autres aides | 199 708 688 | |
| AgriCorp | 6 450 460 | |
| Salubrité des aliments | 500 000 | |
| Programme d'indemnisation contre la rage | 14 580 | |
| Reprise - encéphalopathie spongiforme bovine | 9 510 513 | |
| Ramassage de cadavres d'animaux | 4 000 000 | |
| Autre aide à la gestion des risques | 921 093 | 390 405 334 |
| | | 427 313 106 |
| Moins : Recouvrements | | 151 606 |
| | | 427 161 500 |
| Crédits législatifs | | |
| Autres opérations | | |
| Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | | 4 805 139 |
| | | 4 805 139 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RISQUES | | 431 966 639 |

| | $ |
|---|---|
| **Actif** | |
| Gestion des risques (Poste 2) | |
| Dépôts et charges payées d'avance | 1 760 000 |
| | 1 760 000 |
| TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RISQUES | 1 760 000 |

## MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

### ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| EI Eligible Non-Apprentices | 39 440 000 | 0 |
| Administration du Programme ontarien de protection du revenue agricole en cas de catastrophe | 224 465 | 1 613 682 |
| Programme canadien de stabilisation du revenu agricole | 572 082 | 640 946 |
| Programme d'indemnisation contre la rage | 5 909 | 2 210 |
| Divers | 3 573 794 | 934 432 |
| | 43 816 250 | 3 191 270 |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | 13 398 | 45 403 |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | 420 432 | 272 891 |
| REDEVANCES | 3 003 | 2 977 |
| VENTES ET LOCATIONS | 322 467 | 398 373 |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | 16 005 883 | 6 640 727 |
| DIVERS | | |
| Autres | 1 321 089 | 4 448 742 |
| **TOTAL DES RECETTES DU MINISTÈRE** | **61 902 522** | **15 000 383** |

### ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux | 6 945 600 | 7 535 432 |
| Débentures pour le drainage au moyen de tuyaux au Nord de l'Ontario | 21 519 | 36 780 |
| **TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS** | **6 967 119** | **7 572 212** |

# BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES ET ACTIFS

SOMMAIRE ..... 2-58

BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE ..... 2-59

DES COMMISSAIRES ..... 2-62

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-64

## BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

## SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 106 882 861 | Bureau de l'Assemblée législative | 106 701 000 | 100 711 877 |
| 11 074 858 | Des commissaires | 13 642 200 | 12 492 535 |
| **117 957 719** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE** | **120 343 200** | **113 204 412** |

Pour cette entité, les crédits autorisés et les dépenses réelles sont présentés selon la méthode de la comptabilité de caisse modifiée.

## BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par la commission de régie interne | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **201 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE** | |
| 1 | 506 400 | | 506 400 | Présidence | 410 475 |
| 2 | 741 000 | | 741 000 | Bureau du greffier | 683 399 |
| 3 | 11 487 000 | | 11 487 000 | Services parlementaires | 10 565 076 |
| 4 | 6 227 400 | | 6 227 400 | Bibliothèque de l'Assemblée législative | 5 910 910 |
| 5 | 6 397 900 | | 6 397 900 | Services administratifs | 5 784 765 |
| 6 | 21 906 700 | | 21 906 700 | Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire | 21 409 557 |
| 7 | 3 334 600 | | 3 334 600 | Systèmes informatiques de l'Assemblée législative | 3 331 408 |
| 8 | 10 303 100 | | 10 303 100 | Services de soutien aux groupes parlementaires | 9 675 963 |
| 9 | 13 772 800 | | 13 772 800 | Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés | 13 320 583 |
| 10 | 31 746 100 | | 31 746 100 | Services de soutien aux bureaux des députés | 29 365 688 |
| 11 | 202 000 | | 202 000 | Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario | 202 000 |
| 12 | 76 000 | | 76 000 | Appartements du lieutenant-gouverneur | 52 053 |
| | 106 701 000 | | 106 701 000 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE | 100 711 877 |

**Description du programme:**

Ce programme englobe les traitements et les allocations, ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée.

## BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

## PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE--CRÉDIT 201

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| **Présidence (Poste 1)** | |
| Traitements et salaires | 59 151 |
| Avantages sociaux | 9 634 |
| Transports et communications | 96 192 |
| Services | 219 034 |
| Fournitures et matériel | 26 464 |
| | 410 475 |
| **Bureau du greffier (Poste 2)** | |
| Traitements et salaires | 405 494 |
| Avantages sociaux | 61 164 |
| Transports et communications | 4 561 |
| Services | 198 881 |
| Fournitures et matériel | 13 299 |
| | 683 399 |
| **Services parlementaires (Poste 3)** | |
| Traitements et salaires | 6 618 637 |
| Avantages sociaux | 1 292 330 |
| Transports et communications | 436 206 |
| Services | 1 185 421 |
| Fournitures et matériel | 1 129 242 |
| | 10 661 836 |
| Moins : Recouvrements | 96 760 |
| | 10 565 076 |
| **Bibliothèque de l'Assemblée législative (Poste 4)** | |
| Traitements et salaires | 4 032 848 |
| Avantages sociaux | 719 919 |
| Transports et communications | 49 374 |
| Services | 320 088 |
| Fournitures et matériel | 790 681 |
| | 5 912 910 |
| Moins : Recouvrements | 2 000 |
| | 5 910 910 |
| **Services administratifs (Poste 5)** | |
| Traitements et salaires | 3 151 156 |
| Avantages sociaux | 657 380 |
| Transports et communications | 668 437 |
| Services | 549 580 |
| Fournitures et matériel | 758 212 |
| | 5 784 765 |
| **Sergent d'armes et locaux de l'enceinte parlementaire (Poste 6)** | |
| Traitements et salaires | 5 577 828 |
| Avantages sociaux | 1 207 008 |
| Transports et communications | 54 775 |
| Services | 11 748 878 |
| Fournitures et matériel | 2 830 148 |
| | 21 418 637 |
| Moins : Recouvrements | 9 080 |
| | 21 409 557 |
| **Systèmes informatiques de l'Assemblée législative (Poste 7)** | |
| Traitements et salaires | 1 803 324 |
| Avantages sociaux | 314 978 |
| Transports et communications | 112 031 |
| Services | 576 933 |
| Fournitures et matériel | 524 142 |
| | 3 331 408 |
| **Services de soutien aux groupes parlementaires (Poste 8)** | |
| Traitements et salaires | 4 736 160 |
| Avantages sociaux | 774 355 |
| Transports et communications | 627 085 |
| Services | 2 690 389 |
| Fournitures et matériel | 847 974 |
| | 9 675 963 |

**BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE--CRÉDIT 201**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **Indemnités et allocations de déplacement versées aux députés (Poste 9)** | |
| Traitements et salaires | 9 148 084 |
| Avantages sociaux | 1 726 103 |
| Transports et communications | 1 355 448 |
| Services | 1 019 454 |
| Fournitures et matériel | 71 494 |
| | 13 320 583 |
| **Services de soutien aux bureaux des députés (Poste 10)** | |
| Traitements et salaires | 16 141 444 |
| Avantages sociaux | 2 960 762 |
| Transports et communications | 2 292 985 |
| Services | 5 201 438 |
| Fournitures et matériel | 2 769 059 |
| | 29 365 688 |
| **Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario (Poste 11)** | |
| Paiements de transfert | |
| Programme de stages à l'Assemblée législative de l'Ontario | 202 000 |
| | 202 000 |
| **Appartements du lieutenant-gouverneur (Poste 12)** | |
| Services | 52 053 |
| | 52 053 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE | 100 711 877 |

**BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par la Commission de régie interne | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **202 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES COMMISSAIRES** | |
| 1 | 2 030 300 | | 2 030 300 | Commissaire à l'environnement | 2 029 504 |
| 2 | 10 758 600 | | 10 758 600 | Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée | 9 829 848 |
| 3 | 853 300 | | 853 300 | Bureau du commissaire à l'intégrité | 633 183 |
| | 13 642 200 | | 13 642 200 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DES COMMISSAIRES | 12 492 535 |

**Description du programme:**

Ce Bureau accueille le Commissaire à l'environnement, chargé de l'application de *la Charte des droits environnementaux*; le Commissaire à l'information et la protection de la vie privée/Ontario, chargé de l'application de la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée;* et le Bureau du commissaire à l'intégrité, chargé de l'application de la *Loi de 1994 sur l'intégrité des députés* et de la *Loi de 1998 sur l'enregistrement des lobbyistes.*

**BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**PROGRAMME DES COMMISSAIRES--CRÉDIT 202**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Commissaire à l'environnement (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 1 161 663 |
| Avantages sociaux | 197 926 |
| Transports et communications | 83 313 |
| Services | 530 492 |
| Fournitures et matériel | 56 110 |
| | 2 029 504 |
| Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (Poste 2) | |
| Traitements et salaires | 6 270 287 |
| Avantages sociaux | 1 235 140 |
| Transports et communications | 238 881 |
| Services | 1 349 473 |
| Fournitures et matériel | 736 067 |
| | 9 829 848 |
| Bureau du commissaire à l'intégrité (Poste 3) | |
| Traitements et salaires | 387 033 |
| Avantages sociaux | 49 489 |
| Transports et communications | 35 264 |
| Services | 142 915 |
| Fournitures et matériel | 18 482 |
| | 633 183 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES COMMISSAIRES | 12 492 535 |

## BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

## ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | 13 557 | 11 476 |
| VENTES ET LOCATIONS | 140 206 | 107 253 |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | 13 770 | 60 707 |
| DIVERS | 64 136 | 202 571 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **231 669** | **382 007** |

# BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-66

BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES ..... 2-67

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-69

**BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**

**SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 16 988 012 | Bureau du conseil des ministres | 15 322 800 | 14 898 810 |
| **16 988 012** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES** | **15 322 800** | **14 898 810** |

## BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **401 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES** | |
| 1 | 14 994 500 | | 14 994 500 | Bureau principal | 14 597 051 |
| 2 | 328 300 | | 328 300 | Leader parlementaire du gouvernement | 301 759 |
| | 15 322 800 | | 15 322 800 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES | 14 898 810 |

**Description du programme:**

Le Bureau du Conseil des ministres est l'organisme central qui aide le premier ministre, le Conseil des ministres et ses comités à établir les grandes orientations stratégiques et priorités gouvernementales et à fixer le programme législatif. Il gère les structures de prise de décisions au sein du gouvernement, coordonne les initiatives en matière de politiques et de communications, et surveille les stratégies clés ainsi que les résultats obtenus. Il offre aussi son appui au premier ministre et au Conseil des ministres dans les domaines suivants : nominations par décrets; services de correspondance; demandes d'accès à l'information; et autres questions administratives.

Le Bureau du Conseil des ministres fournit également un soutien administratif et opérationnel au Cabinet du Premier ministre et au Bureau du leader parlementaire du gouvernement.

**BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES**

**PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES--CRÉDIT 401**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Bureau principal (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 10 317 504 |
| Avantages sociaux | 976 283 |
| Transports et communications | 421 245 |
| Services | 2 514 000 |
| Fournitures et matériel | 368 019 |
| | 14 597 051 |
| Leader parlementaire du gouvernement (Poste 2) | |
| Traitements et salaires | 259 563 |
| Avantages sociaux | 28 679 |
| Transports et communications | 2 453 |
| Services | 4 204 |
| Fournitures et matériel | 6 860 |
| | 301 759 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES | 14 898 810 |

## BUREAU DU CONSEIL DES MINISTRES

## ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Autres | 35 | |
| RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| DIVERS | | |
| Autres | 1 356 | |
| **TOTAL DES RECETTES** | **1 391** | |

# BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-72

BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS ..... 2-73

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-74

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-75

**BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**

**SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 63 846 460 | Bureau du directeur général des élections | 9 845 600 | 16 332 955 |
| **63 846 460** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS** | **9 845 600** | **16 332 955** |
| | **Actif** | | |
| | Bureau du directeur général des élections | 1 000 | 0 |
| | **TOTAL (ACTIF) POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS** | **1 000** | **0** |
| | **IMMOBILISATIONS** | | |
| | Bureau du directeur général des élections | 1 000 | 0 |
| | **TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS** | **1 000** | **0** |
| | **Actif** | | |
| | Bureau du directeur général des élections | 1 000 | 0 |
| | **TOTAL (ACTIF) POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS** | **1 000** | **0** |

## BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par la Commission de régie interne | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **501 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS** | |
| 1 | 4 076 300 | | 4 076 300 | Administration des élections | 3 831 399 |
| 2 | 5 769 300 | | 5 769 300 | Administration du financement des élections | 4 934 915 |
| L | | | | *Loi électorale* | 7 566 641 |
| | 9 845 600 | | 9 845 600 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS | 16 332 955 |
| **Actif** | | | | | |
| 3 | 1 000 | | 1 000 | Administration du financement des élections | 0 |
| | 1 000 | | 1 000 | TOTAL (ACTIF) POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS | 0 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 4 | 1 000 | | 1 000 | Administration du financement des élections | 0 |
| | 1 000 | | 1 000 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS | 0 |
| **Actif** | | | | | |
| 5 | 1 000 | | 1 000 | Administration du financement des élections | 0 |
| | 1 000 | | 1 000 | TOTAL (ACTIF) POUR LE BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS | 0 |

**Description du programme:**

Le Bureau du directeur général des élections organise les élections générales et les élections partielles des membres de l'Assemblée législative, effectue des recherches et donne des renseignements généraux et des conseils sur les politiques en rapport avec le processus électoral. Le Bureau assure aussi la formation, la direction et la supervision des directeurs et directrices du scrutin des 103 circonscriptions électorales de l'Ontario.

La Section de l'application de la *Loi sur le financement des élections* veille à l'application de la *Loi sur le financement des élections*. Plus de 500 associations de circonscription et 11 partis politiques inscrits doivent fournir une déclaration annuelle et informer Élections Ontario de tout changement apporté aux renseignements concernant leur inscription. Élections Ontario vérifie toutes les formules qui lui sont remises pour s'assurer de leur conformité à la *Loi sur le financement des élections*.

Le Bureau administre aussi les référendums en vertu de la *Loi de 1999 sur la protection des contribuables*.

En dehors des périodes électorales, le Bureau du directeur général des élections offre ses services aux ministères, aux organismes du gouvernement et au public sous forme de recherches historiques et comparatives, de conseils stratégiques et de renseignements généraux sur le processus électoral.

**BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**

**PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS--CRÉDIT 501**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Administration des élections (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 3 239 890 |
| Avantages sociaux | 591 509 |
| | 3 831 399 |
| Administration du financement des élections (Poste 2) | |
| Traitements et salaires | 449 561 |
| Avantages sociaux | 80 748 |
| Transports et communications | 27 622 |
| Services | 247 258 |
| Fournitures et matériel | 4 555 |
| Autres opérations | |
| Subventions des dépenses électorales en vertu de la *Loi sur le financement des élections* | 4 197 293 |
| | 5 007 037 |
| Moins: Recouvrements | 72 122 |
| | 4 934 915 |
| Crédits législatifs | |
| Autres opérations | |
| *Loi électorale* | 7 566 641 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS | 16 332 955 |

## BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

## ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| DIVERS | | |
| Divers | 689 962 | 2 266 465 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **689 962** | **2 266 465** |

# BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-78

BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR ..... 2-79

**BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**

**SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 987 119 | Bureau du lieutenant-gouverneur | 1 077 100 | 1 037 933 |
| **987 119** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR** | **1 077 100** | **1 037 933** |

## BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1701 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR** | |
| 1 | 1 077 100 | | 1 077 100 | Bureau du lieutenant - gouverneur ..... | 1 037 933 |
| | 1 077 100 | | 1 077 100 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU LIEUTENANT - GOUVERNEUR ..... | 1 037 933 |

**Description du programme:**

Le programme fournit les services dont a besoin le lieutenant-gouverneur pour s'aquitter de ses fonctions constitutionnelles et communautaires, et de représentant officiel de la Reine. Dans son rôle constitutionnel, le lieutenant-gouverneur fait prêter serment aux membres du Conseil exécutif; annonce les plans du gouvernement dans le Discours du Trône; accorde la sanction royale aux projets de loi afin qu'ils deviennent lois; approuve les décrets et les nominations recommandées par le Conseil des ministres; et proroge ou dissous chaque session de l'Assemblée législative. Dans son rôle communautaire, le lieutenant-gouverneur représente la population de l'Ontario; il est l'hôte officiel de la province et accueille les chefs d'État et diplomates étrangers. Il anime ou participe à des centaines d'événements communautaires aux quatre coins de l'Ontario, où il dénonce souvent le racisme et les tabous associés à la maladie mentale, et appuie les initiatives en faveur des jeunes autochtones. Il remet des distinctions et prix aux Ontariens et Ontariennes d'exception et, lorsqu'on le lui demande, envoie des messages pour marquer les célébrations spéciales, et adresse ses félicitations à l'occasion d'anniversaires de naissance (à partir de 90 ans) et d'anniversaires de mariage (à partir de 50 ans).

**BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR**

**PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR–CRÉDIT 1701**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Bureau du lieutenant-gouverneur (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 562 520 |
| Avantages sociaux | 59 436 |
| Transports et communications | 39 088 |
| Services | 183 634 |
| Fournitures et matériel | 72 455 |
| Autres opérations | |
| Allocation discrétionnaire | 120 800 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR | 1 037 933 |

# BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-82

BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL ..... 2-83

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-84

**BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

**SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 9 461 308 | Bureau du vérificateur général | 10 729 000 | 9 713 464 |
| **9 461 308** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL** | **10 729 000** | **9 713 464** |
| | **IMMOBILISATIONS** | | |
| 0 | Bureau du vérificateur général | 372 800 | 0 |
| **0** | **TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL** | **372 800** | **0** |

## BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par la Commission de régie interne | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2501 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL** | |
| 1 | 10 612 000 | | 10 612 000 | Bureau du vérificateur général | 9 656 112 |
| L | 117 000 | | 117 000 | *Loi sur le vérificateur général* | 57 352 |
| | 10 729 000 | | 10 729 000 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL | 9 713 464 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 2 | 372 800 | | 372 800 | Bureau du vérificateur général | 0 |
| | 372 800 | | 372 800 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL | 0 |

**Description du programme:**

En vertu de la *Loi sur le vérificateur général*, ce dernier effectue des vérifications et des examens indépendants et remplit les tâches spéciales qui lui sont confiées afin de fournir des renseignements, des recommandations et des conseils objectifs à l'Assemblée législative, au Comité permanent des comptes publics ou à un ministre de la Couronne du chef de l'Ontario. Conformément à la Loi et à diverses autres mesures législatives, le vérificateur général effectue des vérifications indépendantes portant sur les programmes gouvernementaux et les institutions du secteur parapublic qui reçoivent des subventions du gouvernement. De plus, il examine l'exactitude des états financiers de la province et de plusieurs organismes de la Couronne. Ce faisant, le Bureau du vérificateur général favorise la reddition de comptes et l'optimisation des opérations du gouvernement et des organismes du secteur parapublic.

En outre, en vertu de la *Loi de 2004 sur la publicité gouvernementale*, le vérificateur général doit passer en revue certains types de publicités, d'imprimés et de messages sujets à examen proposés par les bureaux du gouvernement pour déterminer s'ils sont conformes aux exigences de la Loi.

En vertu de ces deux lois, le vérificateur général rend des comptes directement à l'Assemblée législative.

## BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

## PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL--CRÉDIT 2501

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Bureau du vérificateur général (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 5 986 968 |
| Avantages sociaux | 1 146 165 |
| Transports et communications | 289 964 |
| Services | 1 886 030 |
| Fournitures et matériel | 296 985 |
| Paiements de transfert | |
| CCAF - FCVI Inc. | 50 000 |
| | 9 656 112 |
| Crédits législatifs | |
| *Loi sur la vérification général* | 57 352 |
| | 57 352 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU BUREAU DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL | 9 713 464 |

# CABINET DU PREMIER MINISTRE

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-86

CABINET DU PREMIER MINISTRE ..... 2-87

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-88

**CABINET DU PREMIER MINISTRE**

**SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 5 392 121 | Cabinet du Premier ministre | 3 059 884 | 3 026 973 |
| **5 392 121** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE** | **3 059 884** | **3 026 973** |

## CABINET DU PREMIER MINISTRE

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2401 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE** | |
| 1 | 2 980 100 | | 2 980 100 | Cabinet du Premier ministre | 2 961 271 |
| L | 67 595 | | 67 595 | Traitement versé au premier ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 53 513 |
| L | 12 189 | | 12 189 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 12 189 |
| | 3 059 884 | | 3 059 884 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE CABINET DU PREMIER MINISTRE | 3 026 973 |

**Description du programme:**

Le programme a pour objet d'assurer le fonctionnement et l'administration du Cabinet du Premier ministre, ainsi que les services permettant au premier ministre de s'acquitter de son rôle de chef du gouvernement.

## CABINET DU PREMIER MINISTRE

## PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE--CRÉDIT 2401

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Cabinet du Premier ministre (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | 2 245 985 | |
| Avantages sociaux | 282 999 | |
| Transports et communications | 282 958 | |
| Services | 103 352 | |
| Fournitures et matériel | 45 977 | |
| | 2 961 271 | |
| Crédits législatifs | | |
| Traitement versé au premier ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 53 513 | |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 12 189 | |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU CABINET DU PREMIER MINISTRE | 3 026 973 | |

## ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | (690 300) |
| **TOTAL DES RECETTES** | | **(690 300)** |

# MINISTÈRE DE LA CULTURE

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-90

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 2-91

CULTURE ..... 2-93

FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO ..... 2-95

IMMOBILISATIONS CULTURELLES ..... 2-97

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-92

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-99

**MINISTÈRE DE LA CULTURE**

**SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 1 260 913 | Administration du ministère | 1 738 046 | 1 583 535 |
| 148 210 452 | Culture | 157 571 800 | 156 299 220 |
| 100 000 000 | Fondation Trillium de l'Ontario | 94 501 000 | 94 500 000 |
| **249 471 365** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE** | **253 810 846** | **252 382 755** |
| | **IMMOBILISATIONS** | | |
| 28 722 604 | Immobilisations culturelles | 95 450 100 | 80 778 455 |
| **28 722 604** | **TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE** | **95 450 100** | **80 778 455** |

## MINISTÈRE DE LA CULTURE

## ÉTAT DES DÉPENSES PAR ET DES ACTIFS PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2801 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** | |
| 1 | 1 689 800 | | 1 689 800 | Administration du ministère . . . . . | 1 542 801 |
| L | 36 057 | | 36 057 | Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* . . . . | 28 545 |
| L | 12 189 | | 12 189 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* . . . . | 12 189 |
| | 1 738 046 | | 1 738 046 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE . | 1 583 535 |

**Description du programme:**

Le programme d'administration du ministère comprend le Bureau du ministre et le Bureau du sous-ministre. Il est responsable des opérations et des politiques du ministère.

## MINISTÈRE DE LA CULTURE

### PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 2801

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Administration du ministère (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 1 023 555 |
| Avantages sociaux | 105 172 |
| Transports et communications | 119 737 |
| Services | 245 566 |
| Fournitures et matériel | 48 771 |
| | 1 542 801 |
| Crédits législatifs | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 28 545 |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 12 189 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 1 583 535 |

## MINISTÈRE DE LA CULTURE

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2802 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE LA CULTURE** | |
| 1 | 149 956 900 | 7 614 900 | 157 571 800 | Culture | 156 299 220 |
| | 149 956 900 | 7 614 900 | 157 571 800 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA CULTURE | 156 299 220 |

**Description du programme:**

Le programme de la culture encourage et soutient l'industrie des arts et de la culture; protège le patrimoine de l'Ontario; veille au développement du réseau de bibliothèques publiques; et aide les organismes culturels pour optimiser leur contribution à l'édification de communautés dynamiques et d'une économie florissante.

## MINISTÈRE DE LA CULTURE

## PROGRAMME DE LA CULTURE--CRÉDIT 2802

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Culture (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 5 026 819 |
| Avantages sociaux | | 638 703 |
| Transports et communications | | 246 823 |
| Services | | 1 559 460 |
| Fournitures et matériel | | 187 541 |
| Paiements de transfert | | |
| Soutien au secteur des arts | 3 406 186 | |
| Soutien au secteur du patrimoine | 3 861 766 | |
| Soutien au secteur des bibliothèques | 29 848 975 | |
| Soutiens aux organismes culturels | 2 048 500 | |
| Musée des beaux-arts de l'Ontario | 11 182 500 | |
| Collection McMichael d'art canadien | 3 640 800 | |
| Conseil des arts de l'Ontario | 39 997 900 | |
| Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario | 8 843 200 | |
| Fondation du patrimoine ontarien | 3 300 100 | |
| Centre des sciences de l'Ontario | 17 031 347 | |
| Jardins botaniques royaux | 2 658 500 | |
| Musée royal de l'Ontario | 19 833 800 | |
| Science Nord | 2 986 300 | 148 639 874 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA CULTURE | | 156 299 220 |

**MINISTÈRE DE LA CULTURE**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2803 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO** | |
| 1 | 94 501 000 | | 94 501 000 | Fondation Trillium de l'Ontario ..... | 94 500 000 |
| | 94 501 000 | | 94 501 000 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO | 94 500 000 |

**Description du programme:**

La Fondation Trillium de l'Ontario travaille avec des organisations communautaires à but non lucratif du monde des arts et de la culture, des sports et des loisirs, des services humains et sociaux, et de l'environnement, pour faire des investissements stratégiques et bâtir des communautés saines, accueillantes et prospères en Ontario.

**MINISTÈRE DE LA CULTURE**

**PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO--CRÉDIT 2803**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Fondation Trillium de l'Ontario (Poste 1) | |
| Paiements de transfert | |
| Fondation Trillium de l'Ontario ..... | 94 500 000 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA FONDATION TRILLIUM DE L'ONTARIO ..... | 94 500 000 |

MINISTÈRE DE LA CULTURE

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2804 IMMOBILISATIONS** | | | | **PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES** | |
| 1 | 86 140 100 | 9 310 000 | 95 450 100 | Immobilisations culturelles ..... | 80 778 455 |
| | 86 140 100 | 9 310 000 | 95 450 100 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LES IMMOBILISATIONS CULTURELLES | 80 778 455 |

**Description du programme:**

Le programme d'immobilisations culturelles veille à la préservation et à la promotion des investissements de l'Ontario dans l'infrastructure culturelle, notamment dans les organismes du ministère.

**MINISTÈRE DE LA CULTURE**

**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES--CRÉDIT 2804**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **IMMOBILISATIONS** | | |
| Immobilisations culturelles (Poste 1) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions d'immobilisations pour la culture | 10 400 000 | |
| Partenariat du millénaire | 534 367 | |
| Réparations et rénovations des organismes culturels | 8 310 000 | |
| Partenariats pour les sports, la culture et le tourisme | 29 485 361 | |
| Partenaires pour les sports, la culture et le tourisme - Contribution au Programme d'infrastructures Canada Ontario | 32 048 727 | 80 778 455 |
| | | 80 778 455 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS CULTURELLES | | 80 778 455 |

## MINISTÈRE DE LA CULTURE

## ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Entente Canada-Ontario sur l'infrastructure - quote-part du gouvernement fédéral | 32 048 526 | 15 990 164 |
| Recouvrements | | 347 300 |
| Historic Places Initiatives | 1 057 789 | |
| Programme d'accès communautaire pour les bibliothèques | 61 862 | 3 402 873 |
| | 33 168 177 | 19 740 337 |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Autres | 82 | 24 |
| RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Recouvrements de dépenses des années précédentes | 30 569 | 53 793 |
| DIVERS | | |
| Autres | | 5 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **33 198 828** | **19 794 159** |

# MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- SOMMAIRE ..... 2-102
- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 2-103
- DÉVELOPPEMENT DU NORD ..... 2-105
- MINES ET DES MINÉRAUX ..... 2-107
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-104

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-109

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES**

**SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 9 854 790 | Administration du ministère | 10 340 546 | 9 795 495 |
| 42 526 487 | Développement du Nord | 43 029 200 | 41 800 074 |
| 26 117 145 | Mines et des minéraux | 26 220 000 | 25 543 435 |
| **78 498 422** | **TOTAL ( FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE** | **79 589 746** | **77 139 004** |
| | **IMMOBILISATIONS** | | |
| 299 370 819 | Développement du Nord | 349 472 500 | 339 301 511 |
| 9 811 323 | Mines et des minéraux | 11 335 300 | 9 964 598 |
| **309 182 142** | **TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE** | **360 807 800** | **349 266 109** |

## MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2201 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** | |
| 1 | 10 291 300 | | 10 291 300 | Administration du ministère . . . . . | 9 754 761 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* . . . . . | |
| L | 36 057 | | 36 057 | Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* . . . . . | 28 545 |
| L | 12 189 | | 12 189 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* . . . | 12 189 |
| | 10 340 546 | | 10 340 546 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 9 795 495 |

**Description du programme:**

Ce programme offre son leadership, ainsi que des services de planification stratégique des activités et des ressources pour assurer la prestation efficace et efficiente des programmes du ministère. Le programme appuie les objectifs du ministère et du gouvernement en administrant de façon judicieuse les ressources du ministère (ressources humaines et financières; information et technologie de l'information); et en offrant son leadership en matière de politiques, de finances et de communications.

## MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

## PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2201

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 5 460 760 |
| Avantages sociaux | | 641 357 |
| Transports et communications | | 592 422 |
| Services | | 8 187 232 |
| Fournitures et matériel | | 312 725 |
| | | 15 194 496 |
| Moins: Recouvrements | | 5 439 735 |
| | | 9 754 761 |
| *Bureau principal* | | |
| Traitements et salaires | 1 333 099 | |
| Avantages sociaux | 147 382 | |
| Transports et communications | 230 701 | |
| Services | 103 748 | |
| Fournitures et matériel | 83 900 | |
| | | 1 898 830 |
| *Services financiers et administratifs* | | |
| Traitements et salaires | 1,109 253 | |
| Avantages sociaux | 150 009 | |
| Transports et communications | 159 496 | |
| Services | 6 501 979 | |
| Fournitures et matériel | 52 795 | |
| | 7 973 532 | |
| Moins : Recouvrements d'autres activités | 5 057 700 | |
| | | 2 915 832 |
| *Ressources humaines* | | |
| Traitements et salaires | 692 800 | |
| Avantages sociaux | 78 966 | |
| Transports et communications | 50 076 | |
| Services | 22 589 | |
| Fournitures et matériel | 19 361 | |
| | | 863 792 |
| *Services de communication* | | |
| Traitements et salaires | 858 521 | |
| Avantages sociaux | 99 189 | |
| Transports et communications | 44 839 | |
| Services | 129 812 | |
| Fournitures et matériel | 68 114 | |
| | | 1 200 475 |
| *Analyse et planification* | | |
| Traitements et salaires | 679 356 | |
| Avantages sociaux | 71 453 | |
| Transports et communications | 33 370 | |
| Services | 37 126 | |
| Fournitures et matériel | 19 774 | |
| | | 841 079 |
| *Services juridiques* | | |
| Transports et communications | 9 989 | |
| Services | 693 601 | |
| Fournitures et matériel | 21 279 | |
| | | 724 869 |
| *Services de vérification* | | |
| Services | 145 000 | |
| | | 145 000 |
| *Systèmes informatiques* | | |
| Traitements et salaires | 787 731 | |
| Avantages sociaux | 94 358 | |
| Transports et communications | 63 951 | |
| Services | 553 377 | |
| Fournitures et matériel | 47 502 | |
| | 1 546 919 | |
| Moins : Recouvrements d'autres activités | 382 035 | |
| | | 1 164 884 |
| Crédits législatifs | | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 28 545 |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 12 189 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | | 9 795 495 |

## MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2202** | | | | | |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD** | |
| 1 | 37 824 200 | 5 205 000 | 43 029 200 | Développement économique du Nord ..... | 41 800 074 |
| | 37 824 200 | 5 205 000 | 43 029 200 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE DÉVELOPPEMENT DU NORD .... | 41 800 074 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 2 | 360 937 500 | (11 465 000) | 349 472 500 | Développement économique du Nord ..... | 339 301 511 |
| | 360 937 500 | (11 465 000) | 349 472 500 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE DÉVELOPPEMENT DU NORD .... | 339 301 511 |

**Description du programme:**

Ce programme aide à stimuler l'économie du Nord de l'Ontario et à y bâtir des collectivités plus dynamiques et plus fortes. Le ministère dirige l'élaboration et la coordination des initiatives provinciales de développement économique dans le Nord grâce au Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, qui en est la pierre angulaire. Le ministère concentre ses efforts sur la création d'emplois; les investissements stratégiques dans l'infrastructure, comme le Programme des routes du Nord; le développement d'économies locales diversifiées; et la création de débouchés pour les jeunes. Le programme aide aussi les entreprises et industries du Nord à concourir sur les marchés internationaux et fait la promotion, dans le monde entier, des avantages et des possibilités que présente le Nord de l'Ontario. Le programme offre aux Nord-Ontariens l'accès aux programmes et services du gouvernement à travers son réseau de centres d'information et ses équipes régionales. Grâce à ce réseau, à ses politiques coordonnées, à ses activités de planification, et à ses conseils de développement du Nord, ce programme permet également aux Nord-Ontariens de s'exprimer sur les programmes et services du gouvernement qui affectent leur région.

## MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

## PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD--CRÉDIT 2202

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

### FONCTIONNEMENT

Développement économique du Nord (Poste 1)

| | $ | $ |
|---|---|---|
| Traitements et salaires | | 10 235 097 |
| Avantages sociaux | | 1 558 369 |
| Transports et communications | | 670 676 |
| Services | | 3 914 449 |
| Fournitures et matériel | | 421 363 |
| Paiements de transfert | | |
| Services communautaires | 613 286 | |
| Développement économique | 1 718 524 | |
| Services d'emplois d'été | 3 561 546 | |
| InvestiNord | 500 000 | |
| Commission de transport Ontario Northland | 21 560 435 | |
| Owen Sound Transportation Company | 1 023 000 | 28 976 791 |
| | | 45 776 745 |
| Moins: Recouvrements | | 3 976 671 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD | | 41 800 074 |

### IMMOBILISATIONS

Développement économique du Nord (Poste 2)

| | $ | $ |
|---|---|---|
| Services | | 10 063 003 |
| Paiements de transfert | | |
| Programme des routes d'hiver | 3 486 726 | |
| Commission de transport Ontario Northland | 10 191 000 | |
| Owen Sound Transportation Company | 2 373 604 | |
| Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario | 60 000 000 | |
| Fonds des Partenariats du millénaire | 2 875 000 | |
| Partenariats du millénaire | 660 000 | |
| Partenariats du millénaire - Contribution au Programme d'infrastructures Canada - Ontario | 660 000 | 80 246 330 |
| Autre opérations | | |
| Contribution du gouvernement fédéral à l'infrastructure routière | 14 349 421 | |
| Autre - Routes du Nord | 234 642 757 | 248 992 178 |
| | | 339 301 511 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DU NORD | | 339 301 511 |

## MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2203** | | | | | |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX** | |
| 1 | 25 339 300 | 880 700 | 26 220 000 | Compétitivité du secteur minier ..... | 25 543 435 |
| | 25 339 300 | 880 700 | 26 220 000 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES MINES ET LES MINÉRAUX ..... | 25 543 435 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 2 | 11 500 000 | (164 700) | 11 335 300 | Compétitivité du secteur minier ..... | 9 964 598 |
| | 11 500 000 | (164 700) | 11 335 300 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LES MINES ET LES MINÉRAUX ..... | 9 964 598 |

**Description du programme:**

Ce programme aide à bâtir un secteur minier provincial dynamique et durable qui contribue à la prospérité de l'ensemble de l'Ontario. Les relevés cartographiques géologiques et l'accès 24 heures sur 24, sept jours par semaine, aux données géoscientifiques de la province; les services de marketing international; et les conseils des experts des bureaux régionaux des quatre coins de la province donnent un avantage concurrentiel à l'Ontario, en permettant à l'industrie mondiale de l'exploration d'évaluer le potentiel minier de la province et en encourageant les investissements, l'exploration et le développement des ressources minières en Ontario.

Les compétences géoscientifiques du programme appuient aussi d'autres priorités du gouvernement, telles que la cartographie des eaux souterraines dans le cadre de la protection de l'eau potable; et la recherche de nouvelles possibilités de développement industriel et énergétique.

Le programme administre la *Loi sur les mines* de l'Ontario pour assurer le développement durable et responsable des ressources minières de la province. Pour y parvenir, il offre au public l'accès équitable aux droits miniers de la Couronne; gère équitablement et efficacement les terrains miniers de l'Ontario; assure la sécurité et le respect de l'environnement en matière d'exploitation des minéraux; et la remise en valeur des terrains miniers.

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES**

**PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX--CRÉDIT 2203**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Compétitivité du secteur minier (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 12 315 777 |
| Avantages sociaux | | 1 705 541 |
| Transports et communications | | 977 839 |
| Services | | 9 338 327 |
| Fournitures et matériel | | 1 841 759 |
| | | 26 179 243 |
| Moins: Recouvrements | | 635 808 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX | | 25 543 435 |
| **IMMOBILISATIONS** | | |
| Compétitivité du secteur minier (Poste 2) | | |
| Transports et communications | | 35 607 |
| Services | | |
| Contribution des partenaires - Programme de réhabilitation des mines abandonnées | 224 215 | |
| Autre | 8 760 721 | |
| | | 8 984 936 |
| Fournitures et matériel | | 944 055 |
| | | 9 964 598 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES MINES ET DES MINÉRAUX | | 9 964 598 |

## MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES

## ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| RECETTES FISCALES | | |
| Impôt sur les zones affectées à l'exploitation minière - *Loi sur les mines* | 1 728 098 | 1 868 950 |
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Paiement du gouvernement fédéral | 660 000 | 5 940 000 |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Droits d'exploitation minière (*Loi sur les mines*) | 1 433 618 | 1 455 837 |
| Médecins résidents | | 109 |
| Frais pour chèques refusés | 35 | 245 |
| | 1 433 653 | 1 456 191 |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | | |
| Frais de confiscations | 1 180 | 1 030 |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Ventes et locations | 388 420 | 481 524 |
| REDEVANCES | 3 501 746 | 2 194 013 |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | 16 030 | 11 094 |
| DIVERS | | |
| Autres | 12 805 | 301 149 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **7 741 932** | **12 253 951** |

# MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-112

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 2-113

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE ..... 2-115

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-114

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-119

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS ..... 2-120

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE**

**SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 13 811 467 | Administration du ministère | 13 224 746 | 12 926 233 |
| 238 025 214 | Développement économique et Commerce | 271 050 300 | 256 056 968 |
| **251 836 681** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE** | **284 275 046** | **268 983 201** |
| | **Actif** | | |
| 11 790 000 | Développement économique et Commerce | 14 272 000 | 5 021 300 |
| **11 790 000** | **TOTAL (ACTIF) DU MINISTÈRE** | **14 272 000** | **5 021 300** |
| | **IMMOBILISATIONS** | | |
| 31 483 580 | Développement économique et Commerce | 76 772 000 | 76 499 717 |
| **31 483 580** | **TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE** | **76 772 000** | **76 499 717** |

## MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **901 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** | |
| 1 | 14 925 500 | (1 750 000) | 13 175 500 | Administration du ministère | 12 793 269 |
| L | 36 057 | | 36 057 | Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 28 545 |
| L | 12 189 | | 12 189 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 18 419 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | 86 000 |
| | 14 974 746 | (1 750 000) | 13 224 746 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 12 926 233 |

**Description du programme:**

Ce programme offre des services administratifs et juridiques, des services d'information et de planification, et d'autres services de soutien aux programmes du ministère et à certains de ses organismes. Il fournit aussi des services de soutien au ministère des Affaires intergouvernementales.

## MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

## PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 901

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 6 210 469 |
| Avantages sociaux | | 723 483 |
| Transports et communications | | 237 901 |
| Services | | 5 419 239 |
| Fournitures et matériel | | 202 177 |
| | | 12 793 269 |
| *Bureau principal* | | |
| Traitements et salaires | 1 698 469 | |
| Avantages sociaux | 221 695 | |
| Transports et communications | 140 607 | |
| Services | 569 000 | |
| Fournitures et matériel | 49 818 | |
| | | 2 679 589 |
| *Planification et finances* | | |
| Traitements et salaires | 889 769 | |
| Avantages sociaux | 83 075 | |
| Transports et communications | 12 366 | |
| Services | 632 748 | |
| Fournitures et matériel | 22 908 | |
| | | 1 640 866 |
| *Ressources humaines* | | |
| Traitements et salaires | 1 816 589 | |
| Avantages sociaux | 195 777 | |
| Transports et communications | 38 776 | |
| Services | 837 645 | |
| Fournitures et matériel | 66 152 | |
| | | 2 954 939 |
| *Services de communication* | | |
| Traitements et salaires | 1 805 642 | |
| Avantages sociaux | 222 936 | |
| Transports et communications | 39 728 | |
| Services | 680 129 | |
| Fournitures et matériel | 48 081 | |
| | | 2 796 516 |
| *Services juridiques* | | |
| Transports et communications | 6 424 | |
| Services | 1 121 698 | |
| Fournitures et matériel | 11 619 | |
| | | 1 139 741 |
| *Services de vérification* | | |
| Services | 383 756 | |
| Fournitures et matériel | 791 | |
| | | 384 547 |
| *Systèmes informatiques* | | |
| Services | 1 194 263 | |
| Fournitures et matériel | 2 808 | |
| | | 1 197 071 |
| Crédits législatifs | | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 28 545 |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 18 419 |
| Autres opérations | | |
| Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | | 86 000 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | | 12 926 233 |

## MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **902 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE** | |
| 1 | 31 453 200 | (8 580 000) | 22 873 200 | Développement de la compétitivité et des entreprises | 22 590 675 |
| 2 | 98 921 300 | (72 490 000) | 26 431 300 | Investissements | 21 913 945 |
| 3 | 26 848 400 | (16 995 000) | 9 853 400 | Commerce | 9 314 992 |
| 4 | 14 083 500 | (3 680 000) | 10 403 500 | Entrepreneuriat et services régionaux | 10 106 073 |
| 5 | 226 317 000 | (25 915 000) | 200 402 000 | Développement des sciences et de la technologie | 191 211 201 |
| 6 | 1 201 900 | (115 000) | 1 086 900 | La Société de développement de l'Ontario | 920 082 |
| | 398 825 300 | (127 775 000) | 271 050 300 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE | 256 056 968 |
| **Actif** | | | | | |
| 8 | 14 272 000 | | 14 272 000 | Innovation, compétences et recherche-développement | 5 021 300 |
| | 14 272 000 | | 14 272 000 | TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE | 5 021 300 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 7 | 38 792 000 | 37 980 000 | 76 772 000 | Recherche et développement | 76 499 717 |
| | 38 792 000 | 37 980 000 | 76 772 000 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE | 76 499 717 |

**Description du programme:**

Ce programme appuie la croissance économique et la création d'emplois en Ontario. Pour y parvenir, il dirige l'élaboration de politiques en matière d'économie, de sciences et de technologie et de commercialisation à travers tout le gouvernement; il encourage l'innovation et l'esprit d'entreprise; il soutient le développement communautaire, sectoriel et industriel; il fait la promotion de l'Ontario comme lieu privilégié où investir; il aide les investisseurs qui souhaitent s'installer dans la province et y développer leurs entreprises; il stimule les exportations internationales de l'Ontario en aidant les petites et moyennes entreprises de la province à exporter sur les marchés mondiaux; il rehausse le profil international de l'Ontario en représentant la province sur les principaux marchés mondiaux; il permet aux petites entreprises d'accéder aux services du gouvernement à partir d'un guichet unique afin d'éliminer les obstacles et de multiplier les débouchés; il sensibilise la population de l'Ontario aux sciences et à la recherche et investit dans l'infrastructure scientifique et technologique de la province; il administre les politiques régissant la vente d'alcool et les jeux et supervise les activités de la Régie des alcools de l'Ontario et de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario. Le programme gère également les engagements financiers en cours de la Société de développement de l'Ontario.

## MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

## PROGRAMME DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE--CRÉDIT 902

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Développement de la compétitivité et des entreprises (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 7 164 907 |
| Avantages sociaux | | 808 220 |
| Transports et communications | | 329 960 |
| Services | | 2 932 280 |
| Fournitures et matériel | | 258 933 |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour le développement des entreprises | 490 510 | |
| Investissement dans les compétences stratégiques | 9 010 898 | |
| Fonds pour les petites entreprises de brassage de l'Ontario | 580 000 | |
| Fonds de la Stratégie vinicole de l'Ontario | 200 000 | |
| Groupe d'étude sur la compétitivité | 1 000 000 | 11 281 408 |
| | | 22 775 708 |
| Moins : Recouvrements | | 185 033 |
| | | 22 590 675 |
| Investissements (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires | | 4 535 057 |
| Avantages sociaux | | 585 968 |
| Transports et communications | | 792 578 |
| Services | | 13 659 239 |
| Fournitures et matériel | | 492 875 |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour le développement des investissements | 5 241 | |
| Fonds d'investissements stratégiques dans des grands projets | 1 467 987 | |
| Société de développement du transport urbain | 375 000 | 1 848 228 |
| | | 21 913 945 |
| Commerce (Poste 3) | | |
| Traitements et salaires | | 3 612 115 |
| Avantages sociaux | | 403 791 |
| Transports et communications | | 855 649 |
| Services | | 4 103 649 |
| Fournitures et matériel | | 284 288 |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour le développement du commerce | | 55 500 |
| | | 9 314 992 |
| Entrepreneuriat et services régionaux (Poste 4) | | |
| Traitements et salaires | | 3 872 725 |
| Avantages sociaux | | 498 255 |
| Transports et communications | | 354 495 |
| Services | | 5 018 885 |
| Fournitures et matériel | | 167 593 |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour le développement des entreprises | 109 712 | |
| Expérience d'entrepreneuriat pour les étudiants - Mon entreprise d'été | 541 740 | 651 452 |
| Autres opérations | | |
| Garanties honorées - programme « Entrepreneuriat Jeunesse - Mon entreprise » | | 84 097 |
| | | 10 647 502 |
| Moins: Recouvrements | | 541 429 |
| | | 10 106 073 |

## MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

## PROGRAMME DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE--CRÉDIT 902

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **Développement des sciences et de la technologie (Poste 5)** | | |
| Traitements et salaires | | 4 011 523 |
| Avantages sociaux | | 392 853 |
| Transports et communications | | 196 308 |
| Services | | 2 610 529 |
| Fournitures et matériel | | 133 956 |
| Paiements de transfert | | |
| Programme d'innovation en biotechnologie pour le développement des partenariats régionaux | 3 180 662 | |
| Canada Bioprocesses Institute | 116 000 | |
| Centre d'excellence | 32 296 000 | |
| Programme de développement des piles à combustible | 76 558 | |
| Subventions pour le développement des sciences et de la technologie | 179 476 | |
| Programme des technologies de la santé | 1 500 000 | |
| Réseau ontarien de recherche sur le cancer | 14 695 556 | |
| Fonds ontarien d'encouragement à la recherche-développement | 72 268 229 | |
| Fonds pour la recherche en Ontario | 32 258 521 | |
| Perimeter Institute | 5 000 000 | |
| Bourses du premier ministre pour l'excellence en recherche | 3 994 000 | |
| Programme de sensibilisation aux sciences et à la technologie | 406 630 | |
| Programme de partenariat et de sensibilisation aux sciences et à la technologie | 1 394 400 | |
| Sciences médicales et connexes | 16 500 000 | |
| | | 183 866 032 |
| | | 191 211 201 |
| **La Société de développement de l'Ontario (Poste 6)** | | |
| Traitements et salaires | | 187 552 |
| Avantages sociaux | | 60 686 |
| Transports et communications | | 6 591 |
| Services | | 662 688 |
| Fournitures et matériel | | 2 565 |
| | | 920 082 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE | | 256 056 968 |
| **Actif** | | |
| **Innovation, compétences et recherche - développement (Poste 8)** | | |
| Dépôts et charges payées d'avance | | |
| Centres d'excellence | 1 296 000 | |
| Réseau ontarien de recherche sur le cancer | 1 254 675 | |
| Fonds ontarien d'encouragement à la recherche-développement | 879 900 | |
| Initiative « Investissement dans les compétences stratégiques » | 1 590 725 | 5 021 300 |
| | | 5 021 300 |
| TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE | | 5 021 300 |

**MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE**

**PROGRAMME DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE–CRÉDIT 902**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **IMMOBILISATIONS** | | |
| Recherche et développement (Poste 7) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Fonds pour les centres de commercialisation de la biotechnologie | 5 662 788 | |
| Accès régional à large bande | 1 303 492 | |
| L'Ontario branché | 4 991 313 | |
| Sciences médicales et connexes | 5 000 000 | |
| Partenariats du millénaire | 4 770 062 | |
| Partenariats du millénaire - - Contribution au Programme d'infrastructures Canada-Ontario | 4 770 062 | |
| Réseau optique de recherche et d'innovation de l'Ontario | 2 230 000 | |
| McMaster Research and Technology Park | 10 000 000 | |
| Projet de recherche sur la nano-technologie - McMaster | 3 500 000 | |
| St. Michael's Research Center | 13 000 000 | |
| Fonds pour la recherche en Ontario | 21 272 000 | 76 499 717 |
| | | 76 499 717 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET COMMERCE | | 76 499 717 |

## MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

## ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Accord sur le bois d'oeuvre | 4 702 812 | 2 540 809 |
| Partenriats du millénaire | 5 973 988 | |
| | 10 676 800 | 2 540 809 |
| REMBOURSEMENTS | | |
| Subventions - Années précédentes | 7 465 | |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Droits d'inscription à des conférences et colloques | 61 212 | 14 567 |
| Prix d'excellence en commerce international/Journées du commerce | 162 270 | 214 755 |
| Foire aux idées | 233 935 | 135 010 |
| Autres | 5 484 | 1 295 |
| | 462 901 | 365 627 |
| REDEVANCES | | |
| Dehavilland - redevances | 1 839 176 | 135 529 |
| | 1 839 176 | 135 529 |
| RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES | | |
| Bénéfices de la Régie des alcools de l'Ontario | 1 110 000 000 | 1 035 000 000 |
| Bénéfices des loteries | 696 278 854 | 608 154 880 |
| Bénéfices des slot machines | 656 194 570 | 573 143 831 |
| Société des loteries de l'Ontario - profits de bienfaisance | 132 129 676 | 115 406 789 |
| Taxe sur les recettes des casinos | 347 382 569 | 348 771 009 |
| Recettes des casinos | 163 610 181 | 236 780 360 |
| | 3 105 595 850 | 2 917 256 869 |
| RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Prêts accordés aux jeunes entrepreneurs | 55 174 | 70 329 |
| Prêts accordés aux étudiants entrepreneurs | 0 | 11 289 |
| « Jeunes entrepreneurs programme » | 0 | 15 621 |
| « Jeunes entrepreneurs programme - Mon entreprise » | 84 415 | 43 708 |
| Recouvrements de dépenses des années précédentes - Subventions | 132 657 | 235 654 |
| Recouvrements de dépenses des années précédentes | 55 961 | 200 848 |
| | 328 207 | 577 449 |
| DIVERS | | |
| Société de développement de l'Ontario - Dividendes | 0 | 1 000 000 |
| Société Bombardier - Intérêts | 2 744 000 | 3 087 000 |
| Autres | 52 000 | 828 484 |
| | 2 796 000 | 4 915 484 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **3 121 706 399** | **2 925 791 767** |

## MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE

## ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| Pertes sur prêts, Société ontarienne de l'aérospatiale | 4 900 000 | 4 900 000 |
| Palladium Corporation | 0 | 1 249 619 |
| **TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS** | **4 900 000** | **6 149 619** |

# MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-122

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 2-123

D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE ..... 2-126

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-125, 2-127

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-128

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS ..... 2-129

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**

**SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 21 703 028 | Administration du ministère | 22 383 346 | 20 494 638 |
| 9 888 232 098 | D'éducation élémentaire et secondaire | 10 864 924 900 | 10 715 261 425 |
| **9 909 935 126** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE** | **10 887 308 246** | **10 735 756 063** |
| | **Actif** | | |
| 450 607 | D'éducation élémentaire et secondaire | 750 000 | 653 056 |
| **450 607** | **TOTAL (ACTIF) DU MINISTÈRE** | **750 000** | **653 056** |
| | **IMMOBILISATIONS** | | |
| 14 721 755 | D'éducation élémentaire et secondaire | 51 690 000 | 48 639 225 |
| **14 721 755** | **TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE** | **51 690 000** | **48 639 225** |

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1001 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** | |
| 1 | 22 546 200 | (211 100) | 22 335 100 | Administration du ministère . . . . . | 20 447 674 |
| L | 36 057 | | 36 057 | Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* . . . . . | 28 545 |
| L | 12 189 | | 12 189 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* . . . | 18 419 |
| | 22 594 446 | (211 100) | 22 383 346 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE . | 20 494 638 |

**Description du programme:**

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de l'Éducation d'atteindre ses objectifs; et offrir les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes du ministère.

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**

**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1001**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 14 405 683 |
| Avantages sociaux | | 2 107 591 |
| Transports et communications | | 887 574 |
| Services | | 10 638 119 |
| Fournitures et matériel | | 1 162 607 |
| | | 29 201 574 |
| Moins: Recouvrements | | 8 753 900 |
| | | 20 447 674 |
| *Bureau principal* | | |
| Traitements et salaires | 1 450 573 | |
| Avantages sociaux | 133 703 | |
| Transports et communications | 117 444 | |
| Services | 146 138 | |
| Fournitures et matériel | 29 455 | |
| | | 1 877 313 |
| *Services financiers et administratifs* | | |
| Traitements et salaires | 2 955 462 | |
| Avantages sociaux | 831 810 | |
| Transports et communications | 89 451 | |
| Services | 4 403 992 | |
| Fournitures et matériel | 219 389 | |
| | 8 500 104 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères | 3 137 400 | |
| | | 5 362 704 |
| *Ressources humaines* | | |
| Traitements et salaires | 2 204 976 | |
| Avantages sociaux | 215 670 | |
| Transports et communications | 35 702 | |
| Services | 767 774 | |
| Fournitures et matériel | 40 682 | |
| | 3 264 804 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères | 1 344 300 | |
| | | 1 920 504 |
| *Services de communication* | | |
| Traitements et salaires | 3 914 527 | |
| Avantages sociaux | 521 355 | |
| Transports et communications | 93 419 | |
| Services | 712 102 | |
| Fournitures et matériel | 85 202 | |
| | 5 326 605 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères | 1 602 000 | |
| | | 3 724 605 |
| *Services juridiques* | | |
| Transports et communications | 30 885 | |
| Services | 20 051 | |
| Fournitures et matériel | 1 991 048 | |
| Traitements et salaires | 64 324 | |
| | 2 106 308 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères | 577 400 | |
| | | 1 528 908 |

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION**

**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1001**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| *Services de vérification* | | |
| Transports et communications | 2 636 | |
| Services | 947 017 | |
| Fournitures et matériel | 119 | |
| | 949 772 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères | 174 600 | |
| | | 775 172 |
| *Systèmes informatiques* | | |
| Traitements et salaires | 3 849 260 | |
| Avantages sociaux | 405 053 | |
| Transports et communications | 528 871 | |
| Services | 1 670 048 | |
| Fournitures et matériel | 723 436 | |
| | 7 176 668 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères | 1 918 200 | |
| | | 5 258 468 |
| Crédits législatifs | | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 28 545 |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 18 419 |
| | | 46 964 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | | 20 494 638 |

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1002 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE** | |
| 1 | 10 539 562 100 | (103 526 200) | 10 436 035 900 | Politiques et prestation des programmes .... | 10 408 436 862 |
| 2 | 67 004 500 | 2 884 500 | 69 889 000 | Activités éducatives ..... | 67 100 241 |
| L | 359 000 000 | | 359 000 000 | Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario ..... | 239 724 322 |
| | 10 965 566 600 | (100 641 700) | 10 864 924 900 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE ..... | 10 715 261 425 |
| **Actif** | | | | | |
| 4 | 750 000 | | 750 000 | Politiques et prestation des programmes .... | 653 056 |
| | 750 000 | | 750 000 | TOTAL (ACTIF) POUR L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE .... | 653 056 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 3 | 26 690 000 | 25 000 000 | 51 690 000 | Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire ..... | 48 639 225 |
| | 26 690 000 | 25 000 000 | 51 690 000 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE ..... | 48 639 225 |

**Description du programme:**

Le programme fournit une orientation en matière de politiques et de programmes, ainsi qu'un soutien financier aux écoles élémentaires et secondaires et aux organismes de l'Ontario afin d'encourager la mise en place et le maintien d'un système d'éducation de qualité pour tous les élèves de la province, quel que soit leur lieu de résidence. Le programme cherche à atteindre trois objectifs fondamentaux : excellence du rendement scolaire; préparation de tous les élèves au succès dans leurs études, au travail et dans la vie communautaire; amélioration de la compétitivité de l'Ontario sur la scène internationale.

Les éléments-clés du programme sont les suivants : appuyer la mise en oeuvre d'un curriculum rigoureux, favoriser l'apprentissage des élèves, maintenir des normes de rendement élevées et appuyer l'excellence de l'enseignement; assurer le financement d'un système d'éducation rationalisé et efficace mettant l'accent sur l'enseignement et l'apprentissage en salle de classe, la responsabilité du financement de l'éducation élémentaire et secondaire et le fonctionnement des écoles provinciales accueillant des élèves sourds, aveugles, sourds et aveugles, ou ayant des difficultés d'apprentissage.

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

## PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE--CRÉDIT 1002

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Politiques et prestation des programmes (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 30 280 109 |
| Avantages sociaux | | 3 405 743 |
| Transports et communications | | 5 783 438 |
| Services | | 38 669 904 |
| Fournitures et matériel | | 4 806 438 |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions de fonctionnement aux conseils scolaires | 9 982 689 772 | |
| Programmes d'éducation-Autres | 305 138 648 | |
| Office de la qualité et de la responsabilité en éducation | 30 802 960 | |
| Association canadienne d'éducation | 168 558 | |
| Centre franco-ontarien de ressources pédagogiques | 453 900 | |
| Conseil des ministres de l'éducation (Canada) | 827 010 | |
| Fédération des associations du sport scolaire de l'Ontario | 45 000 | |
| Projets des langues officielles | 1 800 000 | |
| Royal Conservatory | 1 854 000 | |
| Centre animation - jeunesse de l'Ontario | 174 300 | |
| Jeunes voyageurs de l'Ontario | 273 502 | |
| Projet de l'entité comptable | 1 143 780 | |
| Autres subventions | 119 800 | 10 325 491 230 |
| | | 10 408 436 862 |
| Activités éducatives (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires | | 38 537 582 |
| Avantages sociaux | | 5 971 065 |
| Transports et communications | | 1 168 094 |
| Services | | 10 027 318 |
| Fournitures et matériel | | 4 915 107 |
| Paiements de transfert | | |
| Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités | 60 375 | |
| Office de la télécommunication éducative de l'Ontario | 6 420 700 | |
| | | 6 481 075 |
| | | 67 100 241 |
| Crédits législatifs | | |
| Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario | | |
| Paiements de transfert | | |
| Prestations prises en charge par le gouvernement, *Loi sur le régime de retraite des enseignants* | | 239 724 322 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE | | 10 715 261 425 |
| **Actif** | | |
| Politiques et prestation des programmes (Poste 4) | | |
| Dépôts et charges payées d'avance | 653 056 | |
| | | 653 056 |
| TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE | | 653 056 |
| **IMMOBILISATIONS** | | |
| Soutien à l'éducation élémentaire et secondaire (Poste 3) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Initiative de renouvellement de l'équipement et des programmes - Études technologiques | | 44 200 173 |
| Autres opérations | | |
| Investissements dans les immobilisations | | 4 439 052 |
| | | 48 639 225 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION ÉLÉMENTAIRE ET SECONDAIRE | | 48 639 225 |

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

## ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Langues officielles dans l'enseignement - Infrastructure | 31 507 168 | 31 843 000 |
| Langues officielles dans l'enseignement - Complémentaire | 6 393 613 | 6 701 000 |
| Gestion des écoles de langue française de l'Ontario | 18 174 190 | 9 800 000 |
| Autres | 374 643 | 23 923 |
| | 56 449 614 | 48 367 923 |
| REMBOURSEMENTS | | |
| Salaires et avantages | 0 | (3 061) |
| | 0 | (3 061) |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Inspection des écoles secondaires et des écoles privées | 137 792 | 151 283 |
| Frais pour chèques refusés | 70 | 175 |
| | 137 862 | 151 458 |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | | |
| Amendes et pénalités | 0 | 9 450 |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Locaux mis en location | 48 256 | 47 965 |
| Avantages, accessoires | 69 039 | 72 440 |
| Ventes de ressources aux conseils scolaires | 3 717 | 3 425 |
| Autres | 42 153 | 44 574 |
| | 163 165 | 168 404 |
| RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Fournisseurs | 534 052 | 394 274 |
| Subventions remboursées - Autres | 98 124 | 26 104 586 |
| Autres | | 500 |
| | 632 176 | 28 499 360 |
| DIVERS | | |
| Écoles provinciales | 543 579 | 390 364 |
| Intérêts bancaires | 23 622 | |
| Autres | 66 821 | 44 903 |
| | 634 022 | 435 267 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **58 016 839** | **75 628 801** |

## MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

## ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| Remboursements faits par les municipalités relatifs aux conseils scolaires ..... | | 6 530 016 |
| **TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS** ..... | | **6 530 016** |

# MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-132

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 2-133

TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE ..... 2-136

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-135

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-138

**MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE**

**SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 6 050 685 | Administration du ministère | 6 073 346 | 5 761 540 |
| 27 781 588 | Transformation du secteur de l'énergie | 24 948 300 | 12 582 087 |
| **33 832 273** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE** | **31 021 646** | **18 343 627** |

## MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2901 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** | |
| 1 | 6 025 100 | | 6 025 100 | Administration du ministère | 5 720 806 |
| L | 36 057 | | 36 057 | Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 28 545 |
| L | 12 189 | | 12 189 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 12 189 |
| | 6 073 346 | | 6 073 346 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 5 761 540 |

**Description du programme:**

Ce programme fournit toute une gamme de services : services financiers et administratifs, vérification, élaboration des politiques ministérielles et planification opérationnelle, soutien au personnel et développement des systèmes. Il offre également des services juridiques et de communication.

## MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

### PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2901

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 3 472 753 |
| Avantages sociaux | | 382 440 |
| Transports et communications | | 254 808 |
| Services | | 2 398 882 |
| Fournitures et matériel | | 106 923 |
| | | 6 615 806 |
| Moins : Recouvrements | | 895 000 |
| | | 5 720 806 |
| *Bureau principal* | | |
| Traitements et salaires | 1 655 679 | |
| Avantages sociaux | 168 689 | |
| Transports et communications | 145 806 | |
| Services | 103 581 | |
| Fournitures et matériel | 47 683 | |
| | | 2 121 438 |
| *Services financiers et administratifs* | | |
| Services | 794 899 | |
| Moins : Recouvrements d'autres postes | 410 000 | |
| | | 384 899 |
| *Ressources humaines* | | |
| Services | 112 154 | |
| | | 112 154 |
| *Services de communication* | | |
| Traitements et salaires | 910 788 | |
| Avantages sociaux | 113 649 | |
| Transports et communications | 31 491 | |
| Services | 319 869 | |
| Fournitures et matériel | 24 466 | |
| | | 1 400 263 |
| *Analyse et planification* | | |
| Traitements et salaires | 906 286 | |
| Avantages sociaux | 100 102 | |
| Transports et communications | 77 511 | |
| Services | 75 368 | |
| Fournitures et matériel | 34 774 | |
| | | 1 194 041 |
| *Services juridiques* | | |
| Services | 464 611 | |
| Moins : Recouvrements d'autres postes | 200 000 | |
| | | 264 611 |
| *Services de vérification* | | |
| Services | 54 600 | |
| | | 54 600 |
| *Systèmes informatiques* | | |
| Services | 473 800 | |
| Moins : Recouvrements d'autres postes | 285 000 | |
| | | 188 800 |

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2901

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| Crédits législatifs | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 28 545 |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 12 189 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 5 761 540 |

## MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2902 FONCTIONNEMENT** | | | | **TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE** | |
| 1 | 19 948 300 | 5 000 000 | 24 948 300 | Politiques et programmes | 12 582 087 |
| | 19 948 300 | 5 000 000 | 24 948 300 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE | 12 582 087 |

**Description du programme:**

Ce programme est chargé de l'élaboration des politiques énergétiques de l'Ontario qui sont essentielles pour bâtir une économie vigoureuse et propère. Il apporte son leadership et son soutien au secteur de l'énergie pour disposer d'un approvisionnement énergétique diversifié, écologiquement viable, à des prix concurrentiels. Ce programme encourage la conservation et le rendement énergétiques, et le développement des énergies renouvelables.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE--CRÉDIT 2902

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Politiques et programmes (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 4 647 567 |
| Avantages sociaux | 481 470 |
| Transports et communications | 208 955 |
| Services | 6 919 922 |
| Fournitures et matériel | 128 763 |
| Paiements de transfert | |
| Plan d'économie d'énergie | 437 210 |
| | 12 823 887 |
| Moins : Recouvrements | 241 800 |
| | 12 582 087 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE TRANSFORMATION DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE | 12 582 087 |

## MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE

## ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | | |
| Évaluation des coûts de la CEO | | 964 219 |
| Coûts d'audience de la CEO | | 76 202 |
| | | 1 040 421 |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Droits, permis et autorisations | | 52 003 |
| | | 52 003 |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | | |
| Sanctions administratives de la CEO | | 232 500 |
| RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Autres | | 46 700 |
| DIVERS | | |
| Autres | 4 824 701 | 14 616 230 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **4 824 701** | **15 987 854** |

# MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-140

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 2-141

D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR ..... 2-144

D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU ..... 2-147

GESTION DES DÉCHETS ..... 2-152

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-143, 2-151

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-156

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**

**SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 63 065 068 | Administration du ministère | 57 009 946 | 56 613 919 |
| 48 976 241 | D'assainissement de l'air | 50 050 200 | 48 359 888 |
| 97 871 432 | D'assainissement de l'eau | 137 400 500 | 147 549 700 |
| 42 376 893 | Gestion des déchets | 42 304 400 | 41 768 087 |
| **252 289 634** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE** | **286 765 046** | **294 291 594** |
| | **IMMOBILISATIONS** | | |
| 2 982 277 | D'assainissement de l'eau | 5 950 000 | 5 593 400 |
| 1 333 871 | Gestion des déchets | 3 000 000 | 984 481 |
| **4 316 148** | **TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE** | **8 950 000** | **6 577 881** |

## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1101 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** | |
| 1 | 57 096 800 | (135 100) | 56 961 700 | Soutien à la gestion stratégique | 56 574 856 |
| L | 36 057 | | 36 057 | Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 28 545 |
| L | 12 189 | | 12 189 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 10 518 |
| | 57 145 046 | (135 100) | 57 009 946 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 56 613 919 |

**Description du programme:**

Ce programme offre ses conseils stratégiques et son aide en matière de politiques ministérielles, de planification axée sur les résultats et de planification financière, de contrôle financier, de ressources humaines, d'administration, de vérification et de systèmes d'information et de technologie. Il assure aussi la prestation de services juridiques et de communications efficaces, la gestion des connaissances et propose des pratiques exemplaires innovatrices en gestion environnementale pour atteindre les activités et objectifs clés du ministère.

## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

## PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1101

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Soutien à la gestion stratégique (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | 24 752 360 | |
| Avantages sociaux | 3 224 266 | |
| Transports et communications | 1 996 620 | |
| Services | 23 460 973 | |
| Fournitures et matériel | 3 582 637 | |
| | 57 016 856 | |
| Moins : Recouvrements | 442 000 | |
| | 56 574 856 | |
| *Bureau principal* | | |
| Traitements et salaires | 1 508 315 | |
| Avantages sociaux | 202 747 | |
| Transports et communications | 108 591 | |
| Services | 87 924 | |
| Fournitures et matériel | 38 492 | |
| | | 1 946 069 |
| *Planification et contrôle financier* | | |
| Traitements et salaires | 3 699 955 | |
| Avantages sociaux | 522 868 | |
| Transports et communications | 495 029 | |
| Services | 2 737 676 | |
| Fournitures et matériel | 821 418 | |
| | | 8 276 946 |
| *Ressources humaines* | | |
| Traitements et salaires | 2 167 458 | |
| Avantages sociaux | 356 499 | |
| Transports et communications | 24 434 | |
| Services | 864 201 | |
| Fournitures et matériel | 65 038 | |
| | 3 477 630 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères | 101 400 | |
| | | 3 376 230 |
| *Gestion de l'information et services de technologie* | | |
| Traitements et salaires | 6 612 381 | |
| Avantages sociaux | 834 300 | |
| Transports et communications | 218 333 | |
| Services | 531 969 | |
| Fournitures et matériel | 1 741 136 | |
| | 9 938 119 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères | 94 600 | |
| | | 9 843 519 |
| *Communications* | | |
| Traitements et salaires | 2 674 574 | |
| Avantages sociaux | 322 647 | |
| Transports et communications | 171 343 | |
| Services | 319 862 | |
| Fournitures et matériel | 91 929 | |
| | | 3 580 355 |

## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

## PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1101

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| *Services juridiques* | | |
| Traitements et salaires | 141 418 | |
| Avantages sociaux | 224 680 | |
| Services | 2 833 757 | |
| Fournitures et matériel | 118 948 | |
| | 3 318 803 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères | 236 200 | |
| | | 3 082 603 |
| *Services de vérification* | | |
| Services | 435 579 | |
| | | 435 579 |
| *Commissions et comités* | | |
| Traitements et salaires | 1 059 219 | |
| Avantages sociaux | 126 200 | |
| Transports et communications | 85 613 | |
| Services | 163 910 | |
| Fournitures et matériel | 179 807 | |
| | | 1 614 749 |
| *Locaux* | | |
| Transports et communications | 71 089 | |
| Services | 13 380 740 | |
| Services | 51 174 | |
| | 13 503 003 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères | 9 800 | |
| | | 13 493 203 |
| *Innovation environnementale* | | |
| Traitements et salaires | 2 605 136 | |
| Avantages sociaux | 320 401 | |
| Transport et communications | 110 571 | |
| Services | 1 059 338 | |
| Fournitures et matériel | 132 984 | |
| | | 4 228 430 |
| *Soutien à la gestion des programmes* | | |
| Traitements et salaires | 4 283 904 | |
| Avantages sociaux | 538 604 | |
| Transports et communications | 486 937 | |
| Services | 1 046 017 | |
| Fournitures et matériel | 341 711 | |
| | | 6 697 173 |
| Crédits législatifs | | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 28 545 |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 10 518 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | | 56 613 919 |

## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1106 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR** | |
| 1 | 28 410 000 | | 28 410 000 | Smog et toxiques atmosphériques | 28 395 180 |
| 2 | 21 310 000 | (322 600) | 20 987 400 | Air pur | 19 369 503 |
| 3 | 1 100 000 | (447 200) | 652 800 | Changement climatique | 595 205 |
| | 50 820 000 | (769 800) | 50 050 200 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR | 48 359 888 |

**Description du programme:**

Ce programme appuie l'objectif d'améliorer l'air que respirent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes pour lutter contre la pollution atmosphérique ayant des retombées locales, régionales et/ou mondiales. Ce programme est également chargé de surveiller la qualité de l'air et d'assurer la conformité avec les règlements ministériels.

## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

## PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR--CRÉDIT 1106

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Smog et toxiques atmosphériques (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 18 165 826 |
| Avantages sociaux | | 2 296 136 |
| Transports et communications | | 1 004 843 |
| Services | | 3 219 531 |
| Fournitures et matériel | | 2 921 644 |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour les partenariats environnementaux | | 787 200 |
| | | 28 395 180 |
| *Conformité, application des lois et intervention* | | |
| Traitements et salaires | 4 917 128 | |
| Avantages sociaux | 679 097 | |
| Transports et communications | 633 656 | |
| Services | 751 525 | |
| Fournitures et matériel | 421 072 | |
| | | 7 402 478 |
| *Sciences et normes* | | |
| Traitements et salaires | 4 597 477 | |
| Avantages sociaux | 607 914 | |
| Transports et communications | 135 483 | |
| Services | 1 446 828 | |
| Fournitures et matériel | 1 209 691 | |
| | | 7 997 393 |
| *Autorisations* | | |
| Traitements et salaires | 3 113 435 | |
| Avantages sociaux | 340 600 | |
| Transports et communications | 18 617 | |
| Services | 70 052 | |
| Fournitures et matériel | 132 071 | |
| | | 3 674 775 |
| *Surveillance environnementale* | | |
| Traitements et salaires | 4 109 440 | |
| Avantages sociaux | 516 087 | |
| Transports et communications | 165 656 | |
| Services | 794 733 | |
| Fournitures et matériel | 1 129 682 | |
| | | 6 715 598 |
| *Élaboration des politiques et programmes* | | |
| Traitements et salaires | 1 428 346 | |
| Avantages sociaux | 152 438 | |
| Transports et communications | 51 431 | |
| Services | 156 393 | |
| Fournitures et matériel | 29 128 | |
| | | 1 817 736 |
| *Prestation des programmes* | | |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour les partenariats environnementaux | 787 200 | |
| | | 28 395 180 |

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR--CRÉDIT 1106

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| *Air pur (Poste 2)* | | |
| Traitements et salaires | | 3 343 612 |
| Avantages sociaux | | 434 255 |
| Transports et communications | | 157 410 |
| Services | | 15 285 602 |
| Fournitures et matériel | | 148 624 |
| | | 19 369 503 |
| *Conformité, application des lois et intervention* | | |
| Traitements et salaires | 1 438 212 | |
| Avantages sociaux | 217 807 | |
| Transports et communications | 84 068 | |
| Services | 615 265 | |
| Fournitures et matériel | 103 735 | |
| | | 2 459 087 |
| *Élaboration des politiques et programmes* | | |
| Traitements et salaires | 990 880 | |
| Avantages sociaux | 111 149 | |
| Transports et communications | 54 967 | |
| Services | 442 960 | |
| Fournitures et matériel | 44 365 | |
| | | 1 644 321 |
| *Prestation des programmes* | | |
| Traitements et salaires | 914 520 | |
| Avantages sociaux | 105 299 | |
| Transports et communications | 18 375 | |
| Services | 14 227 377 | |
| Fournitures et matériel | 524 | |
| | | 15 266 095 |
| Changement climatique (Poste 3) | | |
| Traitements et salaires | | 385 647 |
| Avantages sociaux | | 44 557 |
| Transports et communications | | 7 342 |
| Services | | 156 311 |
| Fournitures et matériel | | 1 348 |
| | | 595 205 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'AIR | | 48 359 888 |

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1107 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU** | |
| 1 | 105 339 000 | (1 845 400) | 103 493 600 | Assainissement de l'eau | 101 919 479 |
| 2 | 32 200 000 | (5 500 000) | 26 700 000 | Protection des sources | 26 583 936 |
| 3 | 10 500 000 | (3 294 100) | 7 205 900 | Gestion des éléments nutritifs | 5 847 561 |
| L | | | | Assainissement de l'eau | 13 198 724 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | |
| | 148 040 000 | (10 639 500) | 137 400 500 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU | 147 549 700 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 4 | 10 400 000 | (4 450 000) | 5 950 000 | Immobilisations - Eau | 5 593 400 |
| | 10 400 000 | (4 450 000) | 5 950 000 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU | 5 593 400 |

**Description du programme:**

Ce programme appuie l'objectif de protéger l'eau que boivent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes; en surveillant la qualité de l'eau; et en appliquant les règlements pour assurer la protection de l'eau potable de la source au robinet et la protection et la conservation des ressources en eau de l'Ontario.

## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

## PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU--CRÉDIT 1107

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Assainissement de l'eau (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 48 150 142 |
| Avantages sociaux | | 5 894 764 |
| Transports et communications | | 2 566 801 |
| Services | | 24 263 855 |
| Fournitures et matériel | | 14 348 344 |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour l'eau potable | 300 000 | |
| Subventions pour les partenariats environnementaux | 1 577 626 | |
| Subventions pour le Fonds de protection du patrimoine des eaux | 5 000 000 | 6 877 626 |
| | | 102 101 532 |
| Moins: Recouvrements | | 182 053 |
| | | 101 919 479 |
| *Conformité, application des lois et intervention* | | |
| Traitements et salaires | 27 536 477 | |
| Avantages sociaux | 3 336 963 | |
| Transports et communications | 1 725 895 | |
| Services | 6 229 262 | |
| Fournitures et matériel | 1 390 923 | |
| | | 40 219 520 |
| *Sciences et normes* | | |
| Traitements et salaires | 10 073 795 | |
| Avantages sociaux | 1 321 269 | |
| Transports et communications | 356 410 | |
| Services | 617 588 | |
| Fournitures et matériel | 1 712 193 | |
| | | 14 081 255 |
| *Autorisations* | | |
| Traitements et salaires | 4 775 689 | |
| Avantages sociaux | 556 765 | |
| Transports et communications | 215 219 | |
| Services | 1 524 995 | |
| Fournitures et matériel | 2 989 985 | |
| | | 10 062 653 |
| *Surveillance environnementale* | | |
| Traitements et salaires | 2 647 974 | |
| Avantages sociaux | 289 335 | |
| Transports et communications | 117 719 | |
| Services | 5 937 115 | |
| Fournitures et matériel | 927 436 | |
| | | 9 919 579 |
| *Élaboration des politiques et programmes* | | |
| Traitements et salaires | 731 232 | |
| Avantages sociaux | 77 630 | |
| Transports et communications | 61 246 | |
| Services | 409 586 | |
| Fournitures et matériel | 44 710 | |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour l'eau potable | 300 000 | |
| | | 1 624 404 |

## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

## PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU–CRÉDIT 1107

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| *Prestation des programmes* | | |
| Traitements et salaires | 2 384 975 | |
| Avantages sociaux | 312 802 | |
| Transports et communications | 73 919 | |
| Services | 999 561 | |
| Fournitures et matériel | 52 336 | |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour les partenariats environnementaux | 1 577 626 | |
| | 5 401 219 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères | 182 053 | |
| | | 5 219 166 |
| *Organismes* | | |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour le Fonds de protection du patrimoine des eaux | 5 000 000 | |
| | | 5 000 000 |
| *Aide aux programmes spécialisés* | | |
| Transports en communication | 16 393 | |
| Services | 8 545 748 | |
| Fournitures et matériel | 7 230 761 | |
| | | 15 792 902 |
| Protection des sources (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires | | 9 307 398 |
| Avantages sociaux | | 1 172 119 |
| Transports et communications | | 444 129 |
| Services | | 12 275 587 |
| Fournitures et matériel | | 1 483 009 |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour la protection des sources | 30 000 | |
| Subventions pour l'assainissement des Grands Lacs | 1 871 694 | 1 901 694 |
| | | 26 583 936 |
| *Sciences et normes* | | |
| Traitements et salaires | 2 976 594 | |
| Avantages sociaux | 398 860 | |
| Transports et communications | 64 202 | |
| Services | 766 043 | |
| Fournitures et matériel | 869 441 | |
| | | 5 075 140 |
| *Autorisations* | | |
| Traitements et salaires | 438 018 | |
| Avantages sociaux | 61 495 | |
| Transports et communication | 13 431 | |
| Services | 6 586 | |
| Fournitures et matériel | 3 380 | |
| | | 522 910 |

## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

## PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU–CRÉDIT 1107

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| *Surveillance environnementale* | | |
| Traitements et salaires | 3 203 833 | |
| Avantages sociaux | 374 059 | |
| Transports et communications | 209 985 | |
| Services | 2 122 214 | |
| Fournitures et matériel | 230 583 | |
| | | 6 140 674 |
| Élaboration des politiques et programmes | | |
| Traitements et salaires | 1 784 318 | |
| Avantages sociaux | 227 511 | |
| Transports et communications | 96 764 | |
| Services | 1 108 019 | |
| Fournitures et matériel | 142 453 | |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour la protection des sources | 30 000 | |
| | | 3 389 065 |
| *Partenariat fédéral-provincial* | | |
| Traitements et salaires | 904 635 | |
| Avantages sociaux | 110 194 | |
| Transports et communications | 59 747 | |
| Services | 8 272 725 | |
| Fournitures et matériel | 237 152 | |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour l'assainissement des Grands Lacs | 1 871 694 | |
| | | 11 456 147 |

| | $ | $ |
|---|---|---|
| Gestion des éléments nutritifs (Poste 3) | | |
| Traitements et salaires | | 1 935 947 |
| Avantages sociaux | | 305 266 |
| Transports et communications | | 219 627 |
| Services | | 2 532 057 |
| Fournitures et matériel | | 337 664 |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour les partenariats de gestion des éléments nutritifs | | 517 000 |
| | | 5 847 561 |
| *Conformité, application des lois et intervention* | | |
| Traitements et salaires | 626 089 | |
| Avantages sociaux | 68 586 | |
| Transports et communications | 97 382 | |
| Services | 1 228 577 | |
| Fournitures et matériel | 56 695 | |
| | | 2 077 329 |
| *Sciences et normes* | | |
| Traitements et salaires | 586 212 | |
| Avantages sociaux | 126 312 | |
| Transports et communications | 87 835 | |
| Services | 588 261 | |
| Fournitures et matériel | 234 745 | |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour les partenariats de gestion des éléments nutritifs | 517 000 | |
| | | 2 140 365 |

## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

## PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU--CRÉDIT 1107

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| *Autorisations* | | |
| Traitements et salaires | 147 136 | |
| Avantages sociaux | 17 749 | |
| | | 164 885 |
| *Surveillance environnementale* | | |
| Traitements et salaires | 576 510 | |
| Avantages sociaux | 92 618 | |
| Transports et communications | 29 749 | |
| Services | 706 397 | |
| Fournitures et matériel | 46 224 | |
| | | 1 451 498 |
| *Élaboration des politiques et programmes* | | |
| Transports et communications | 4 661 | |
| Services | 8 823 | |
| | | 13 484 |

| | $ | $ |
|---|---|---|
| Crédits législatifs | | |
| Assainissement de l'eau | | |
| Services | | 13 198 724 |
| | | 13 198 724 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU | | 147 549 700 |
| **IMMOBILISATIONS** | | |
| Immobilisations - Eau (Poste 4) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Fonds provincial de protection des eaux | 1 694 023 | |
| Subventions pour les projets d'assainissement des Grands Lacs | 151 230 | |
| Protection des sources d'eau à l'échelles des bassins versants | 2 550 000 | |
| Grants for Nutrient Management Infrastructure | 26 600 | |
| | | 4 421 853 |
| Autres opérations | | |
| Investissements dans les immobilisations | | 1 171 547 |
| | | 5 593 400 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DE L'EAU | | 5 593 400 |

## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1108 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS** | |
| 1 | 18 420 000 | | 18 420 000 | Réduction des déchets non dangereux | 18 341 419 |
| 2 | 16 119 000 | (735 600) | 15 383 400 | Gestion des déchets dangereux | 15 211 193 |
| 3 | 8 500 000 | | 8 500 000 | Restauration des sols | 8 215 475 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | 0 |
| | 43 040 000 | (735 600) | 42 304 400 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS | 41 768 087 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 4 | 3 000 000 | | 3 000 000 | Immobilisations - gestion des déchets | 984 481 |
| | 3 000 000 | | 3 000 000 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS | 984 481 |

**Description du programme:**

Ce programme appuie l'objectif de réduire, de réutiliser et de recycler les déchets que produisent les Ontariens et les Ontariennes en élaborant des lois, politiques et programmes et en les faisant respecter pour améliorer la gestion des déchets dangereux et non dangereux et restaurer la qualité des terres par la biorestauration des sites contaminés.

## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

## PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS--CRÉDIT 1108

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Réduction des déchets non dangereux (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 12 358 836 |
| Avantages sociaux | | 1 668 462 |
| Transports et communications | | 752 172 |
| Services | | 2 717 779 |
| Fournitures et matériel | | 699 670 |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour les partenariats environnementaux | | 144 500 |
| | | 18 341 419 |
| *Conformité, application des lois et intervention* | | |
| Traitements et salaires | 8 980 369 | |
| Avantages sociaux | 1 276 148 | |
| Transports et communications | 604 914 | |
| Services | 2 205 747 | |
| Fournitures et matériel | 577 030 | |
| | | 13 644 208 |
| *Sciences et normes* | | |
| Traitements et salaires | 690 040 | |
| Avantages sociaux | 81 570 | |
| Transports et communications | 69 943 | |
| Fournitures et matériel | 42 457 | |
| | | 884 010 |
| *Autorisations* | | |
| Traitements et salaires | 1 763 429 | |
| Avantages sociaux | 204 622 | |
| Transports et communications | 17 612 | |
| Services | 22 663 | |
| Fournitures et matériel | 4 072 | |
| | | 2 012 398 |
| *Élaboration des politiques et programmes* | | |
| Traitements et salaires | 924 998 | |
| Avantages sociaux | 106 122 | |
| Transports et communications | 59 703 | |
| Services | 489 369 | |
| Fournitures et matériel | 76 111 | |
| | | 1 656 303 |
| *Prestation des programmes* | | |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour les partenariats environnementaux | 144 500 | |
| | | 144 500 |

## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

## PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS–CRÉDIT 1108

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| Gestion des déchets dangereux (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires | | 10 559 996 |
| Avantages sociaux | | 1 357 662 |
| Transports et communications | | 547 413 |
| Services | | 2 286 763 |
| Fournitures et matériel | | 459 359 |
| | | 15 211 193 |
| *Conformité, application des lois et intervention* | | |
| Traitements et salaires | 6 010 743 | |
| Avantages sociaux | 730 118 | |
| Transports et communication | 398 222 | |
| Services | 1 138 078 | |
| Fournitures et matériel | 321 885 | |
| | | 8 599 046 |
| *Sciences et normes* | | |
| Traitements et salaires | 1 094 753 | |
| Avantages sociaux | 136 647 | |
| Transports et communication | 109 703 | |
| Services | 348 709 | |
| | | 1 689 812 |
| *Autorisations* | | |
| Traitements et salaires | 1 270 102 | |
| Avantages sociaux | 178 901 | |
| Transports et communications | 7 067 | |
| Services | 14 716 | |
| Fournitures et matériel | 7 613 | |
| | | 1 478 399 |
| *Surveillance environnementale* | | |
| Traitements et salaires | 850 818 | |
| Avantages sociaux | 124 576 | |
| Transports et communication | 24 809 | |
| Services | 660 156 | |
| Fournitures et matériel | 124 500 | |
| | | 1 784 859 |
| *Élaboration des politiques et programmes* | | |
| Traitements et salaires | 1 333 580 | |
| Avantages sociaux | 187 420 | |
| Transports et communication | 7 612 | |
| Services | 125 104 | |
| Fournitures et matériel | 5 361 | |
| | | 1 659 077 |
| Restaurations des sols (Poste 3) | | |
| Traitements et salaires | | 3 870 943 |
| Avantages sociaux | | 452 513 |
| Transports et communications | | 75 820 |
| Services | | 3 675 336 |
| Fournitures et matériel | | 154 934 |
| | | 8 229 546 |
| Moins : Recouvrements | | 14 071 |
| | | 8 215 475 |
| *Conformité, application des lois et intervention* | | |
| Traitements et salaires | 427 291 | |
| Avantages sociaux | 48 978 | |
| Transports et communications | 11 411 | |
| Services | 248 557 | |
| Fournitures et matériel | 1 499 | |
| | 737 736 | |
| Moins: Recouvrements | 14 070 | |
| | | 723 666 |

**MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**

**PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS–CRÉDIT 1108**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| *Sciences et normes* | | |
| Traitements et salaires | 959 981 | |
| Avantages sociaux | 122 630 | |
| Transports et communications | 14 677 | |
| Services | 450 779 | |
| Fournitures et matériel | 52 156 | |
| | | 1 600 223 |
| *Autorisations* | | |
| Traitements et salaires | 103 632 | |
| Avantages sociaux | 13 773 | |
| Transports et communications | 1 834 | |
| Services | 8 345 | |
| Fournitures et matériel | 3 453 | |
| | | 131 037 |
| *Surveillance environnementale* | | |
| Traitements et salaires | 434 483 | |
| Avantages sociaux | 52 719 | |
| Transports et communication | 14 970 | |
| Services | 370 015 | |
| Fournitures et matériel | 59 584 | |
| | | 931 771 |
| *Élaboration des politiques et du programme* | | |
| Traitements et salaires | 1 904 201 | |
| Avantages sociaux | 210 322 | |
| Transports et communications | 32 535 | |
| Services | 423 151 | |
| Fournitures et matériel | 8 840 | |
| | | 2 579 049 |
| *Prestation du programme* | | |
| Traitements et salaires | 41 354 | |
| Avantages sociaux | 4 091 | |
| Transports et communications | 393 | |
| Services | 2 174 489 | |
| Fournitures et matériel | 29 402 | |
| | | 2 249 729 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS | | 41 768 087 |

**IMMOBILISATIONS**

Immobilisations - Gestion des déchets (Poste 4)

| | |
|---|---|
| Services | 848 144 |
| Autres opérations | |
| Investissements dans les immobilisations | 136 337 |
| | 984 481 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES DÉCHETS | 984 481 |

## MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

## ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | | |
| External Reference Service | 3 526 | 2 340 |
| Autres | 107 661 | |
| | 111 187 | 2 340 |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Droits, permis et autorisations | 1 000 002 | 1 098 603 |
| Certificats d'autorisation | 7 196 562 | 7 047 357 |
| Frais liés aux déchets dangereux | 6 011 638 | 6 236 994 |
| Frais pour chèques refusés | 0 | 25 |
| Air pur Ontario | 33 163 242 | 33 782 425 |
| | 47 371 444 | 48 165 404 |
| VENTES ET LOCATIONS | 104 349 | 63 848 |
| RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Subventions | 4 269 | 9 028 |
| Autres | 65 250 | 43 048 |
| | 65 619 | 52 076 |
| DIVERS | | |
| Autres | 2 211 | 1 926 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **47 658 710** | **48 285 594** |

# MINISTÈRE DES FINANCES

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-158

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 2-159

POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES RECETTES ..... 2-162

POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES ..... 2-165

RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS ..... 2-167

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES ORGANISMES CENTRAUX ..... 2-169

TRÉSOR ..... 2-171

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-161, 2-164, 2-172

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-173

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS ..... 2-175

## MINISTÈRE DES FINANCES

## SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 85 833 359 | Administration du ministère | 93 382 646 | 86 699 760 |
| 485 081 224 | Politiques fiscales, du budget et de l'administration des recettes | 550 652 000 | 534 997 699 |
| 912 432 909 | Politiques économiques, budgétaires et financières | 1 092 877 700 | 991 653 372 |
| 40 336 405 | Réglementation de l'industrie des services financiers | 47 783 000 | 44 100 944 |
| 823 819 | Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux | 832 000 | 828 403 |
| 8 494 493 542 | Trésor | 10 329 022 000 | 8 219 680 057 |
| **10 019 001 258** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE** | **12 114 549 346** | **9 877 960 235** |
| | **Actif** | | |
| 3 401 000 | Politiques fiscales, du budget et de l'administration des recettes | 3 800 000 | 2 135 266 |
| 1 000 000 000 | Trésor | - | - |
| **1 003 401 000** | **TOTAL (ACTIF) DU MINISTÈRE** | **3 800 000** | **2 135 266** |
| | **IMMOBILISATIONS** | | |
| 576 176 | Trésor | - | 20 277 000 |
| **576 176** | **TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE** | **-** | **20 277 000** |

## MINISTÈRE DES FINANCES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1201 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** | |
| 1 | 103 482 200 | (10 147 800) | 93 334 400 | Administration du ministère | 86 659 026 |
| L | 36 057 | | 36 057 | Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 28 545 |
| L | 12 189 | | 12 189 | Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 12 189 |
| | 103 530 446 | (10 147 800) | 93 382 646 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 86 699 760 |

**Description du programme:**

Ce programme, qui comprend le Bureau du ministre et du sous-ministre des Finances, s'occupe des fonctions de planification, de consultation et de contrôle et assure la direction et la gestion des programmes conformément aux stratégies politiques et législatives du gouvernement. Il fournit aussi des services ministériels de soutien, notamment la collecte de données et la gestion de l'encaisse aux fins de perception en vertu des lois fiscales administrées par le ministère. Le programme administre également les volets services et responsabilité, en collaboration avec la Division de la vérification interne du Secrétariat du Conseil de gestion et le Bureau des services communs; veille à ce que le ministère et ses groupes clients reçoivent un niveau de soutien approprié; et gère stratégiquement les engagements du ministère en matière de services de qualité.

## MINISTÈRE DES FINANCES

## PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1201

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 38 452 088 |
| Avantages sociaux | | 5 512 072 |
| Transports et communications | | 5 159 619 |
| Services | | 34 840 354 |
| Fournitures et matériel | | 5 816 626 |
| | | 89 780 759 |
| Moins: Recouvrements | | 3 121 733 |
| | | 86 659 026 |
| *Bureau principal* | | |
| Traitements et salaires | 1 751 666 | |
| Avantages sociaux | 205 816 | |
| Transports et communications | 148 761 | |
| Services | 195 205 | |
| Fournitures et matériel | 84 712 | |
| | | 2 386 160 |
| *Services financiers et administratifs* | | |
| Traitements et salaires | 2 764 248 | |
| Avantages sociaux | 521 116 | |
| Transports et communications | 194 810 | |
| Services | 11 770 907 | |
| Fournitures et matériel | 233 288 | |
| | | 15 484 369 |
| *Ressources humaines* | | |
| Traitements et salaires | 3 860 718 | |
| Avantages sociaux | 539 469 | |
| Transports et communications | 90 666 | |
| Services | 1 162 910 | |
| Fournitures et matériel | 141 385 | |
| | | 5 795 148 |
| *Services de communication* | | |
| Traitements et salaires | 2 216 577 | |
| Avantages sociaux | 288 782 | |
| Transports et communications | 152 094 | |
| Services | 1 139 325 | |
| Fournitures et matériel | 129 996 | |
| | | 3 926 774 |
| *Analyse et planification* | | |
| Traitements et salaires | 1 827 453 | |
| Avantages sociaux | 251 886 | |
| Transports et communications | 24 822 | |
| Services | 196 525 | |
| Fournitures et matériel | 102 402 | |
| | | 2 403 088 |
| *Services juridiques* | | |
| Traitements et salaires | 108 986 | |
| Transports et communications | 57 231 | |
| Services | 4 085 476 | |
| Fournitures et matériel | 199 626 | |
| | | 4 451 319 |

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 1201

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| *Services de vérification* | | |
| Services | 960 216 | |
| | | 960 216 |
| *Systèmes informatiques* | | |
| Traitements et salaires | 13 963 571 | |
| Avantages sociaux | 1 744 436 | |
| Transports et communications | 4 143 327 | |
| Services | 13 066 633 | |
| Fournitures et matériel | 4 411 977 | |
| | | 37 329 944 |
| *Administration des recettes et services à la clientèle* | | |
| Traitements et salaires | 11 958 869 | |
| Avantages sociaux | 1 960 567 | |
| Transports et communications | 347 908 | |
| Services | 2 263 157 | |
| Fournitures et matériel | 513 240 | |
| | 17 043 741 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères | 3 121 733 | |
| | | 13 922 008 |

| | $ | $ |
|---|---|---|
| Crédits législatifs | | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 28 545 |
| Traitements versés aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 12 189 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | | 86 699 760 |

**MINISTÈRE DES FINANCES**

**ÉTAT DES DÉPENSES PAR ET DES ACTIFS PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1202 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES RECETTES** | |
| 1 | 14 185 200 | | 14 185 200 | Budget et politiques fiscales | 11 576 584 |
| 2 | 501 287 300 | (22 824 700) | 478 462 600 | Recettes fiscales | 462 766 284 |
| L | 58 004 200 | | 58 004 200 | Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | 60 654 831 |
| | 573 476 700 | (22 824 700) | 550 652 000 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES FISCALES, LE BUDGET ET L'ADMINISTRATION DES RECETTES | 534 997 699 |
| **Actif** | | | | | |
| 3 | 3 800 000 | | 3 800 000 | Actif | 2 135 266 |
| | 3 800 000 | | 3 800 000 | TOTAL (ACTIF) POUR LES POLITIQUES FISCALES, LE BUDGET ET L'ADMINISTRATION DES RECETTES | 2 135 266 |

**Description du programme:**

Ce programme comprend deux volets : le budget et les politiques fiscales, et les recettes fiscales. Le volet relatif au budget et aux politiques fiscales conseille et aide le ministre des Finances et le gouvernement à élaborer les politiques budgétaires de l'Ontario, y compris les politiques fiscales, la conception et la rédaction des lois fiscales, les politiques financières fédérales-provinciales, et les politiques en matière de régimes de retraite et de sécurité du revenu; il prépare le Budget de l'Ontario et d'autres documents importants de nature économique et financière; il supervise l'élaboration des politiques de la province en matière de fiscalité, de finances intergouvernementales et d'autres questions connexes; il coordonne les activités de recherche afin de prévoir les retombées économiques, fiscales et budgétaires des tendances et développements spécifiques et nouveaux.

Le volet relatif aux recettes fiscales administre les lois fiscales de l'Ontario. Pour maintenir l'intégrité des systèmes fiscaux d'autocotisation de la province, on encourage l'observation de la loi en offrant des services d'information au contribuable et en procédant à l'examen indépendant des contestations, tout en décourageant la fraude et l'évasion fiscale par le recouvrement des sommes dues, les vérifications et les contrôles fiscaux. Le programme administre également divers programmes de crédits d'impôts et d'avantages fiscaux.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES RECETTES--CRÉDIT 1202

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Budget et politiques fiscales (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 8 390 250 |
| Avantages sociaux | | 1 044 518 |
| Transports et communications | | 247 508 |
| Services | | 1 694 532 |
| Fournitures et matériel | | 199 776 |
| | | 11 576 584 |
| Recettes fiscales (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires | | 136 345 531 |
| Avantages sociaux | | 19 579 630 |
| Transports et communications | | 9 914 557 |
| Services | | 26 524 949 |
| Fournitures et matériel | | 4 516 855 |
| Paiements de transfert | | |
| Supplément de revenu pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants | 168 639 998 | |
| Régime de revenu annuel garanti | 97 244 764 | |
| | | 265 884 762 |
| | | 462 766 284 |
| *Orientation stratégique* | | |
| Traitements et salaires | 913 667 | |
| Avantages sociaux | 116 708 | |
| Transports et communications | 21 403 | |
| Services | 294 533 | |
| Fournitures et matériel | 48 349 | |
| | | 1 394 660 |
| *Taxes de vente au détail et autres taxes et impôts* | | |
| Traitements et salaires | 12 644 768 | |
| Avantages sociaux | 1 804 781 | |
| Transports et communications | 1 762 530 | |
| Services | 1 247 905 | |
| Fournitures et matériel | 493 704 | |
| | | 17 953 688 |
| *Impôts des corporations et autres taxes et impôts* | | |
| Traitements et salaires | 22 482 439 | |
| Avantages sociaux | 3 372 670 | |
| Transports et communications | 2 651 607 | |
| Services | 2 830 340 | |
| Fournitures et matériel | 493 869 | |
| | | 31 830 925 |
| *Programmes liés à l'impôt sur le revenu* | | |
| Traitements et salaires | 13 114 738 | |
| Avantages sociaux | 1 820 501 | |
| Transports et communications | 1 122 759 | |
| Services | 15 908 349 | |
| Fournitures et matériel | 595 769 | |
| Paiements de transfert | | |
| Supplément de revenu pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants | 168 639 998 | |
| Régime de revenu annuel garanti | 97 244 764 | |
| | | 298 446 878 |

## MINISTÈRE DES FINANCES

## PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES RECETTES--CRÉDIT 1202

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| *Taxes sur les carburants et autres taxes et impôts* | | |
| Traitements et salaires | 8 402 047 | |
| Avantages sociaux | 1 319 368 | |
| Transports et communications | 465 487 | |
| Services | 1 327 249 | |
| Fournitures et matériel | 1 111 397 | |
| | | 12 625 548 |
| *Perception et observation fiscale* | | |
| Traitements et salaires | 9 545 858 | |
| Avantages sociaux | 1 503 969 | |
| Transports et communications | 200 379 | |
| Services | 537 183 | |
| Fournitures et matériel | 140 950 | |
| | | 11 928 339 |
| *Appels en matière fiscale* | | |
| Traitements et salaires | 5 575 529 | |
| Avantages sociaux | 664 902 | |
| Transports et communications | 50 566 | |
| Services | 288 638 | |
| Fournitures et matériel | 140 225 | |
| | | 6 699 860 |
| *Enquêtes spéciales* | | |
| Traitements et salaires | 3 495 665 | |
| Avantages sociaux | 428 359 | |
| Transports et communications | 218 244 | |
| Services | 472 437 | |
| Fournitures et matériel | 305 786 | |
| | | 4 920 491 |
| *Bureau fiscaux régionaux* | | |
| Traitements et salaires | 60 170 820 | |
| Avantages sociaux | 8 568 372 | |
| Transports et communications | 3 421 582 | |
| Services | 3 618 315 | |
| Fournitures et matériel | 1 186 806 | |
| | | 76 965 895 |
| Crédits législatifs | | |
| Autres opérations | | |
| Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | | 60 654 831 |
| | | 60 654 831 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES RECETTES | | 534 997 699 |

**Actif**

| | | |
|---|---|---|
| Actif (Poste 3) | | |
| Dépôts et charges payées d'avance | | |
| Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants | | 731 020 |
| Avances et montants récupérables | | |
| Supplément de revenu de l'Ontario pour les familles travailleuses ayant des frais de garde d'enfants | | 1 404 246 |
| | | 2 135 266 |
| TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES FISCALES, DU BUDGET ET DE L'ADMINISTRATION DES RECETTES | | 2 135 266 |

## MINISTÈRE DES FINANCES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1203 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES** | |
| 1 | 7 491 800 | | 7 491 800 | Politiques économiques | 7 311 383 |
| 2 | 78 258 600 | (12 995 100) | 65 263 500 | Politiques budgétaires et financières | 34 228 190 |
| 3 | 49 400 000 | | 49 400 000 | Projet Système intégré de gestion de l'information financière | 45 334 958 |
| 5 | 11 017 000 | (2 000 000) | 9 017 000 | Secrétariat des relations provincial - municipales en matière de finances | 5 976 119 |
| 6 | 671 892 500 | 227 500 000 | 899 392 500 | Stratégie de réinvestissement communautaire | 898 802 722 |
| 7 | 327 500 000 | (265 187 100) | 62 312 900 | Fonds pour le changement Restructuration du secteur de l'électricité de l'Ontario | 0 |
| | 1 145 559 900 | (52 682 200) | 1 092 877 700 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES | 991 653 372 |

**Description du programme:**

Ce programme élabore et met en œuvre des stratégies économiques et budgétaires ingénieuses pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois; il prévoit, surveille et rend compte de la performance économique de l'Ontario; il élabore les politiques et le cadre législatif régissant l'industrie des services financiers de l'Ontario; il conçoit et met en oeuvre le cadre de gestion budgétaire et financière de la fonction publique de l'Ontario; il met en place un système d'information financière intégrée pour le gouvernement de l'Ontario; il élabore et surveille le plan financier de la province et rend compte de ses résultats; il se charge des politiques et de la formation et offre ses conseils aux clients, responsables et décideurs sur les questions de comptabilité et de gestion budgétaire et financière; il encourage une plus grande responsabilité et intégrité financière dans la fonction publique de l'Ontario. Le programme surveille aussi les rapports financiers entre le gouvernement provincial et les municipalités, et administre le Fonds pour le changement qui offre des investissements ponctuels pour les projets de transformation afin d'aider le gouvernement à mettre en oeuvre son programme de réforme et d'amélioration des services publics de l'Ontario.

## MINISTÈRE DES FINANCES

## PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES--CRÉDIT 1203

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Politiques économiques (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 5 284 290 |
| Avantages sociaux | | 591 977 |
| Transports et communications | | 144 831 |
| Services | | 971 318 |
| Fournitures et matériel | | 197 578 |
| Paiements de transfert | | |
| Economic Policy | 1 389 | |
| Subventions pour la recherche dans le domaine des politiques en matière de services financiers et économiques | 120 000 | 121 389 |
| | | 7 311 383 |
| Politiques budgétaires et financières (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires | | 8 367 784 |
| Avantages sociaux | | 1 082 308 |
| Transports et communications | | 254 151 |
| Services | | 8 739 563 |
| Fournitures et matériel | | 432 106 |
| Paiements de transfert | | |
| Partenariats avec le secteur parapublic | 11 868 278 | |
| Property Entity Project | 3 484 000 | 15 352 278 |
| | | 34 228 190 |
| Projet Système intégré de gestion de l'information financière (Poste 3) | | |
| Traitements et salaires | | 7 769 932 |
| Avantages sociaux | | 819 597 |
| Transports et communications | | 327 628 |
| Services | | 22 410 631 |
| Fournitures et matériel | | 14 007 170 |
| | | 45 334 958 |
| Secrétariat des relations provinciales - municipales en matière de finances (Poste 5) | | |
| Traitements et salaires | | 2 943 489 |
| Avantages sociaux | | 344 503 |
| Transports et communications | | 122 183 |
| Services | | 2 483 297 |
| Fournitures et matériel | | 82 647 |
| | | 5 976 119 |
| Stratégie de réinvestissement communautaire (Poste 6) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Fonds de réinvestissement communautaire | 858 944 011 | |
| Autres subventions aux municipalités | 39 858 711 | 898 802 722 |
| | | 898 802 722 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, BUDGÉTAIRES ET FINANCIÈRES | | 991 653 372 |

## MINISTÈRE DES FINANCES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1204 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS** | |
| 1 | 46 919 800 | | 46 919 800 | Commission des services financiers de l'Ontario | 44 100 944 |
| 2 | 863 200 | | 863 200 | Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles | 0 |
| | 47 783 000 | | 47 783 000 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS | 44 100 944 |

**Description du programme:**

La Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) assure la réglementation du secteur de l'assurance, des régimes de retraite, des compagnies de prêt et de fiducie, des crédits unions et des caisses populaires, des courtiers en hypothèques et des coopératives, grâce à des services de réglementation efficients et efficaces qui protègent les consommateurs de services financiers et soutiennent une industrie fiable, dynamique et compétitive. La CSFO fait aussi des recommandations au ministre sur les questions touchant les secteurs réglementés. Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles indemnise les personnes blessées, en Ontario, dans un accident d'automobile causé par un véhicule non assuré, non identifié ou volé, lorsqu'il n'existe aucune autre assurance pour prendre en charge la demande d'indemnisation.

En Ontario, la réglementation des valeurs mobilières relève de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO). Depuis le 1er novembre 1997, la CVMO est un organisme financièrement autonome qui finance ses activités à partir des droits qu'elle perçoit.

## MINISTÈRE DES FINANCES

## PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS--CRÉDIT 1204

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Commission des services financiers de l'Ontario (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 25 911 836 |
| Avantages sociaux | 5 839 103 |
| Transports et communications | 614 235 |
| Services | 10 795 757 |
| Fournitures et matériel | 1 538 360 |
| | 44 699 291 |
| Moins: Recouvrements | 598 347 |
| | 44 100 944 |
| Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles (Poste 2) | |
| Traitements et salaires | 1 108 641 |
| Avantages sociaux | 156 975 |
| Transports et communications | 32 071 |
| Services | 4 177 915 |
| Fournitures et matériel | 57 897 |
| | 5 533 499 |
| Moins: Recouvrements | 5 533 499 |
| | 0 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE DES SERVICES FINANCIERS | 44 100 944 |

**MINISTÈRE DES FINANCES**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1206 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES ORGANISMES CENTRAUX** | |
| 1 | 832 000 | | 832 000 | Information et technologie de l'information pour les organismes centraux | 828 403 |
| | 832 000 | | 832 000 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES ORGANISMES CENTRAUX | 828 403 |

**Description du programme:**

Le programme Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les organismes centraux assure la prestation et la gestion des services d'information et de technologie de l'information (ITI) destinés à ses clients du Secrétariat du Conseil de gestion, du Bureau du Conseil des ministres et du ministère des Finances. Le Groupement veille à ce que les organismes centraux soient équipés comme il faut pour pouvoir utiliser les services d'ITI rapidement, efficacement et économiquement et atteindre les objectifs de leurs programmes.

MINISTÈRE DES FINANCES

PROGRAMME DE GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES ORGANISMES CENTRAUX--CRÉDIT 1206

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| | Information et technologie de l'information pour les organismes centraux (Poste 1) |
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Traitements et salaires | 9 084 082 |
| Avantages sociaux | 978 106 |
| Transports et communications | 9 680 780 |
| Services | 21 146 934 |
| Fournitures et matériel | 1 060 487 |
| | 41 950 389 |
| Moins: Recouvrements | 41 121 986 |
| | 828 403 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES ORGANISMES CENTRAUX | 828 403 |

## MINISTÈRE DES FINANCES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| L | | | | **FONCTIONNEMENT** | |
| | | | | **PROGRAMME DU TRÉSOR** | |
| L | 10 329 022 000 | | 10 329 022 000 | Intérêts sur la dette | 8 219 680 057 |
| | 10 329 022 000 | | 10 329 022 000 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE TRÉSOR | 8 219 680 057 |
| | | | | **IMMOBILISATIONS** | |
| L | | | | Mainlevée du prêt, *Décret # 482/2005** | 20 277 000 |
| | | | | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE TRÉSOR | 20 277 000 |

**Description du programme:**

Ce programme assure l'élaboration, la formulation, l'orientation et l'application des politiques de gestion des liquidités de la province, de ses investissements, de sa dette, de ses finances, de sa cote de crédit, de ses relations avec les investisseurs, de ses transactions bancaires et autres activités de gestion financière. Il s'occupe d'informer les investisseurs et le public de la situation financière de la province afin d'encourager l'emprunt; il analyse le passif réel et éventuel de la province et prend les mesures nécessaires, et surveille les retombées financières du secteur de l'électricité et des initiatives financières du gouvernement et du secteur parapublic, à qui il fournit ses conseils; il gère les garanties accordées par la province et les prêts consentis aux sociétés de la Couronne et organismes gouvernementaux; il agit à titre de gardien et d'agent financier des valeurs mobilières de la province et de certains de ses organismes, comme la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario. Le programme est aussi responsable de l'émission des Obligations d'épargne de l'Ontario.

* Conformément au décret 482/2005, la province de l'Ontario a donné son approbation pour que l'Office ontarien de financement (OOF) soit libéré de ses obligations à l'égard de la province aux termes du prêt à l'OOF et pour que ce dernier libère la Commission de transport Ontario Northland (CTON) de ses obligations à l'égard de l'OOF aux termes de l'accord de prêt principal de la CTON à compter du 31 mars 2005.

## MINISTÈRE DES FINANCES

## PROGRAMME DU TRÉSOR--CRÉDIT LÉGISLATIFS

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Crédits législatifs | |
| Intérêts sur la dette | |
| Intérêts sur les valeurs mobilières de l'Ontario | |
| À des fins générales | 5 635 164 697 |
| Fonds de placement du Régime de pensions du Canada | 570 487 338 |
| Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario | 1 046 999 711 |
| Régime de retraite des fonctionnaires | 357 153 372 |
| Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique l'Ontario | 169 667 357 |
| Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario | 10 017 492 |
| Société de logement de l'Ontario | 102 149 233 |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement | 18 141 765 |
| Régime de retraite des employés de Ryerson | 483 332 |
| Caisse de retraite des collèges d'arts appliqués et de la technologie | 1 817 148 |
| Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants | 5 339 731 |
| Dette indirecte des conseils scolaires de l'Ontario | 52 569 000 |
| | 7 969 990 176 |
| Autres paiements à titre d'intérêts, de déports, d'escomptes et de commissions | 70 157 704 |
| | 8 040 147 880 |
| Moins : Intérêts sur les investissements | 340 590 462 |
| | 7 699 557 418 |
| Redressements reflétant les frais d'intérêt nets de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario et d'autres organismes | 520 122 639 |
| | 8 219 680 057 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR | 8 219 680 057 |

| | $ |
|---|---|
| **IMMOBILISATIONS** | |
| Crédits législatifs | |
| *Décret 482/2005* | |
| Mainlevée du prêt en faveur de la Commission de transport Ontario Northland | 20 277 000 |
| | 20 277 000 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DU TRÉSOR | 20 277 000 |

## MINISTÈRE DES FINANCES

## ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| RECETTES FISCALES | | |
| Entente sur la perception de l'impôt sur le revenu des particuliers | 20 319 330 889 | 19 328 316 467 |
| Crédit d'impôt | (998 346 295) | (1 027 416 467) |
| Taxe de vente au détail | 14 855 423 719 | 14 258 409 126 |
| Impôt des sociétés | 9 883 000 001 | 6 657 935 000 |
| Impôt - santé des employeurs | 3 885 527 099 | 3 752 589 652 |
| Impôt - santé des autonomes | 179 263 | 373 481 |
| Impôt sur les bénéfices miniers | 50 873 887 | 28 641 671 |
| Taxe sur l'essence | 2 277 010 784 | 2 264 177 221 |
| Taxe sur les carburants | 726 921 588 | 680 592 098 |
| Taxe sur le tabac | 1 452 932 447 | 1 349 772 691 |
| Droits de cession immobilière | 1 031 086 534 | 899 506 117 |
| Impôt foncier provincial | 12 356 753 | 9 701 108 |
| Taxe sur le pari mutuel | 5 795 071 | 6 000 000 |
| Impôt sur les dividendes des actions privilégiées des corporations | 106 731 497 | 205 084 794 |
| Redevances sur les revenus bruts - Élément *impôt foncier* | 33 416 904 | 30 629 184 |
| Impôt sur les concentrations commerciales | (2 658 998) | (1 671 316) |
| Droits de succession | 144 558 | (2 763 111) |
| *Loi de 1998 sur l'administration des successions* | 86 428 947 | 79 239 672 |
| Remboursements des Obligations d'épargne de l'Ontario | (684 595) | |
| Contribution-santé de l'Ontario | 1 736 500 000 | |
| | 55 461 970 053 | 48 519 117 388 |
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux | 8 356 604 231 | 7 535 038 000 |
| Compensation pour le SRAS | | 330 000 000 |
| Subvention annuelle par personne, *Loi de 1907 sur l'Amérique du Nord Britannique* | 7 999 827 | 7 999 827 |
| Fonds pour la réforme de la santé | 581 910 000 | 386 809 000 |
| Fiducie pour l'acquisition d'équipement diagnostique et médical | 387 387 957 | 192 753 308 |
| Intérêts sur les Fonds des écoles communes | 82 494 | 82 494 |
| Autres | 681 032 177 | |
| | 10 015 016 686 | 8 452 682 629 |
| RECETTES DES ENTREPRISES PUBLIQUES | | |
| Hydro One Inc. | 212 323 750 | 258 765 000 |
| Ontario Power Generation Incorporated | 61 441 250 | |
| | 273 765 000 | 258 765 000 |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | | |
| Remboursements des dépenses - Oshawa | | 4 411 620 |
| Remboursements généraux | (5 965 537) | |
| Remboursements des dépenses - Autres | 30 209 | 320 |
| Remboursements des dépenses - Autres | 3 087 323 | |
| Évaluation des coûts de système de santé-subrogation d'OHIP Commission d'assurance de l'Ontario | 80 504 970 | 80 203 034 |
| Cotisations de base | 1 154 035 | 16 559 060 |
| | 78 811 000 | 101 174 034 |

## MINISTÈRE DES FINANCES

## ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Droits, permis et autorisations | 24 149 | 57 406 |
| *Loi sur les valeurs mobilières* * | (14 480 975) | 14 480 975 |
| *Loi sur les assurances* | 14 781 231 | 14 725 775 |
| *Loi sur les régimes de retraite* | 13 467 465 | 11 978 718 |
| *Loi sur les sociétés de prêt et de fiducie* | 29 115 | 6 230 |
| *Loi sur les courtiers en hypothèques* | 842 196 | 922 907 |
| *Loi sur les sociétés coopératives* | 13 965 | 10 648 |
| *Loi sur les caisses populaires et les credit unions* | 195 425 | 328 236 |
| Droits de administration | 408 462 | 25 740 |
| Frais pour chèques refusés | 3 355 | 4 935 |
| Droits de garantie - Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario | 137 776 858 | 134 151 879 |
| Droits de garantie - Ontario Power Generation | 7 550 000 | 5 072 980 |
| Droits de garantie - autres | 10 000 | 10 000 |
| | 160 621 246 | 181 776 429 |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | | |
| Centrale nucléaire de Bruce | | 60 897 390 |
| Amendes et pénalités - Toronto | 109 777 | 29 157 |
| | 109 777 | 60 926 547 |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Vente de la Caisse d'épargne de l'Ontario - produit brut | | 165 009 232 |
| Ventes et locations | 129 721 | 2 978 374 |
| | 129 721 | 167 987 606 |
| REDEVANCES | | |
| Teranet Polaris Redevances | 14 997 562 | 9 997 562 |
| RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Recouvrement de dépenses des années précédentes | 4 331 039 | 11 009 753 |
| Société de développement de l'Ontario | 2 269 287 | 5 914 899 |
| | 6 600 326 | 16 924 652 |
| DIVERS | | |
| Réserve pour le transfert des chèques en circulation | 1 566 840 | 1 858 778 |
| Dons - Fonds ontarien d'initiative | 198 995 | 159 794 |
| Autre revenu - Oshawa | 6 813 076 | 383 996 |
| Autre revenu - Toronto | 4 829 815 | 6 005 393 |
| | 13 408 726 | 8 407 961 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **66 025 430 097** | **57 777 759 808** |

## MINISTÈRE DES FINANCES

## ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| Commission de transport Ontario Northland | | 24 000 000 |
| Office ontarien de financement - financement non fondé sur prêts | 111 798 520 | 3 337 273 |
| Office ontarien de financement - Mainlevée du prêt en faveur de la CTON | 20 277 000 | |
| Société d'hypothèques de l'Ontario : Société canadienne d'hypothèques et de logement | | 28 675 |
| Office ontarien de financement - Société ontarienne d'aménagement municipal | 6 000 | 5 000 |
| Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario | 155 200 000 | 88 900 000 |
| **TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS** | **287 281 520** | **116 270 948** |

# MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-178

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 2-179

ÉDUCATION POSTSECONDAIRE ..... 2-181

FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI ..... 2-184

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-180, 2-182, 2-185

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-186

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS ..... 2-187

**MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS**

**SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 9 863 277 | Administration du ministère | 10 536 146 | 10 245 855 |
| 3 486 429 061 | Éducation Postsecondaire | 3 864 730 300 | 3 844 345 356 |
| 369 381 128 | Formation et de préparation à l'emploi | 396 173 700 | 392 630 051 |
| **3 865 673 466** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE** | **4 271 440 146** | **4 247 221 262** |
| | **Actif** | | |
| 241 831 795 | Éducation Postsecondaire | 249 930 000 | 247 066 009 |
| 11 681 500 | Formation et de préparation à l'emploi | 14 325 000 | 11 932 000 |
| **253 513 295** | **TOTAL (ACTIF) DU MINISTÈRE** | **264 255 000** | **258 998 009** |
| | **IMMOBILISATIONS** | | |
| 106 801 799 | Éducation Postsecondaire | 397 261 000 | 397 261 000 |
| 10 000 000 | Formation et de préparation à l'emploi | 20 000 000 | 19 999 987 |
| **116 801 799** | **TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE** | **417 261 000** | **417 260 987** |

## MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **3001 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** | |
| 1 | 10 487 900 | | 10 487 900 | Administration du ministère | 10 205 122 |
| L | 36 057 | | 36 057 | Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 28 544 |
| L | 12 189 | | 12 189 | Traitement versé a l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 12 189 |
| | 10 536 146 | | 10 536 146 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 10 245 855 |

**Description du programme:**

Fournir l'orientation générale requise pour permettre au ministère de la Formation et des Collèges et Universités d'atteindre ses objectifs; et assurer les services d'administration et de soutien nécessaires à la prestation des programmes de fonctionnement du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

**MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS**

**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 3001**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 1 046 155 |
| Avantages sociaux | | 247 202 |
| Transports et communications | | 68 143 |
| Services | | 8 816 629 |
| Fournitures et matériel | | 26 993 |
| | | 10 205 122 |
| *Bureau principal* | | |
| Traitements et salaires | 1 046 155 | |
| Avantages sociaux | 247 202 | |
| Transports et communications | 68 143 | |
| Services | 58 506 | |
| Fournitures et matériel | 26 993 | |
| | | 1 446 999 |
| *Services financiers et administratifs* | | |
| Services | 3 137 400 | |
| | | 3 137 400 |
| *Ressources humaines* | | |
| Services | 1 344 300 | |
| | | 1 344 300 |
| *Services de communication* | | |
| Services | 1 606 223 | |
| | | 1 606 223 |
| *Services juridiques* | | |
| Services | 577 400 | |
| | | 577 400 |
| *Services de vérification* | | |
| Services | 174 600 | |
| | | 174 600 |
| *Systèmes informatiques* | | |
| Services | 1 918 200 | |
| | | 1 918 200 |
| Crédits législatifs | | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 28 544 |
| Traitement versé a l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 12 189 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | | 10 245 855 |

**MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **3002** | | | | | |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE** | |
| 1 | 3 296 692 500 | 163 843 300 | 3 460 535 800 | Collèges et universités | 3 459 100 726 |
| 2 | 372 640 400 | (31 575 900) | 341 064 500 | Soutien aux étudiants | 326 688 331 |
| L | 63 130 000 | | 63 130 000 | Créances irrécouvrables - Prêts aux étudiants - *Loi sur l'administration financière* | 58 556 299 |
| | 3 732 462 900 | 132 267 400 | 3 864 730 300 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE | 3 844 345 356 |
| **Actif** | | | | | |
| 4 | 175 661 000 | 328 000 | 175 989 000 | Collèges et universités | 175 028 111 |
| 5 | 73 941 000 | | 73 941 000 | Soutien aux étudiants | 72 037 898 |
| | 249 602 000 | 328 000 | 249 930 000 | TOTAL (ACTIF) POUR L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE | 247 066 009 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 3 | 157 261 000 | 240 000 000 | 397 261 000 | Soutien à l'éducation postsecondaire | 397 261 000 |
| | 157 261 000 | 240 000 000 | 397 261 000 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE | 397 261 000 |

**Description du programme:**

Le programme fournit une orientation en matière de politiques et de programmes et un soutien financier pour aider les établissements d'enseignement postsecondaire de l'Ontario à remplir les objectifs stratégiques économiques et sociaux du gouvernement et offrir une éducation postsecondaire de qualité supérieure, responsable, adaptée aux besoins et accessible.

Les éléments-clés du programme consistent, notamment, à gérer le Régime d'aide financière aux étudiantes et étudiants de l'Ontario; à administrer les paiements de transfert aux collèges et universités; à élaborer des politiques et programmes liés au financement, à la gouvernance et aux programmes des collèges et universités; à réglementer les collèges et les écoles privées de formation professionnelle conformément aux lois applicables; et à encourager l'expansion des programmes d'attribution de grades universitaires par les établissements privés et de grades d'études appliqués par les collèges selon les recommandations de la Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire.

## MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

## PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE--CRÉDIT 3002

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Collèges et universités (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 8 877 562 |
| Avantages sociaux | | 1 070 578 |
| Transports et communications | | 435 703 |
| Services | | 5 415 400 |
| Fournitures et matériel | | 186 742 |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour les coûts de fonctionnement des collèges | 834 222 980 | |
| Subventions pour les coûts de fonctionnement des universités | 2 313 063 581 | |
| Subventions d'aide à la transition - Baccalauréat en sciences infirmières | 50 458 493 | |
| Groupe d'étude sur les programmes d'aide à l'apprentissage | 6 912 979 | |
| Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités | 34 913 025 | |
| Programme d'accès aux perspectives d'avenir | 69 200 001 | |
| Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) | 327 432 | |
| Subventions diverses | 20 100 | |
| Fonds pour l'assurance de la qualité dans les collèges | 59 643 000 | |
| Fonds pour l'assurance de la qualité dans les universités | 74 598 001 | 3 443 359 592 |
| | | 3 459 345 577 |
| Moins : Recouvrements | | 244 851 |
| | | 3 459 100 726 |
| Soutien aux étudiants (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires | | 4 407 850 |
| Avantages sociaux | | 652 778 |
| Transports et communications | | 653 932 |
| Services | | 3 856 454 |
| Fournitures et matériel | | 454 450 |
| Paiements de transfert | | |
| Programmes de soutien aux étudiants | 265 531 617 | |
| Bourses d'échange Ontario-Québec | 64 000 | |
| Programmes de langue seconde | 1 067 250 | |
| Fonds fiduciaire d'initiative pour les étudiantes et étudiants de l'Ontario II | 50 000 000 | 316 662 867 |
| | | 326 688 331 |
| Crédits législatifs | | |
| Autres opérations | | |
| Créances irrécouvrables - Prêts aux étudiants - *Loi sur l'administration financière* | | 58 556 299 |
| | | 58 556 299 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE | | 3 844 345 356 |
| **Actif** | | |
| Collèges et Universités (Poste 4) | | |
| Dépôts et charges payées d'avance | | |
| Subventions pour les collèges | 3 551 757 | |
| Subventions pour les universités | 171 476 354 | 175 028 111 |
| | | 175 028 111 |

MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005

| | $ | $ |
|---|---|---|
| Soutien aux étudiants (Poste 5) | | |
| Avances et montants récupérables | | 72 037 898 |
| | | 72 037 898 |
| TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE | | 247 066 009 |
| **IMMOBILISATIONS** | | |
| Soutien à l'éducation postsecondaire (Poste 3) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions d'immobilisations Éducation postsecondaire | 347 261 000 | |
| Subventions d'immobilisations – Fonds d'amélioration du matériel et des ressources dans les collèges | 50 000 000 | 397 261 000 |
| | | 397 261 000 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE | | 397 261 000 |

## MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **3003 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI** | |
| 1 | 55 012 200 | (2 014 500) | 52 997 700 | Politiques et relations intergouvernementales | 52 444 143 |
| 2 | 225 123 800 | (2 388 800) | 222 735 000 | Préparation à l'emploi | 221 255 452 |
| 3 | 143 690 000 | (23 397 000) | 120 293 000 | Services d'apprentissage et de formation | 118 782 456 |
| L | 148 000 | | 148 000 | Créances irrécouvrables - Prêts pour l'acquisition d'outils de travail - *Loi sur l'administration financière* | 148 000 |
| | 423 974 000 | (27 800 300) | 396 173 700 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA FORMATION ET LA PRÉPARATION À L'EMPLOI | 392 630 051 |
| **Actif** | | | | | |
| 5 | 4 925 000 | | 4 925 000 | Préparation à l'emploi | 4 925 000 |
| 6 | 9 400 000 | | 9 400 000 | Services d'apprentissage et de formation | 7 007 000 |
| | 14 325 000 | | 14 325 000 | TOTAL (ACTIF) POUR LA FORMATION ET LA PRÉPARATION À L'EMPLOI | 11 932 000 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 4 | 10 000 000 | 10 000 000 | 20 000 000 | Services d'apprentissage et de formation | 19 999 987 |
| | 10 000 000 | 10 000 000 | 20 000 000 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LA FORMATION ET LA PRÉPARATION À L'EMPLOI | 19 999 987 |

**Description du programme:**

Le programme appuie la prestation de programmes et de services visant plusieurs objectifs : accroître la population active pour soutenir la croissance économique; travailler avec les partenaires pour élaborer des normes et encourager les employeurs à appuyer un système d'apprentissage dynamique et adaptable; travailler avec les organismes de réglementation, les employeurs, les groupes d'immigrants, les fournisseurs de programmes de formation, et d'autres intervenants pour permettre aux personnes formées à l'étranger d'exercer leurs métiers ou professions; préparer les Ontariens, surtout les jeunes, qui sont sans emploi à joindre ou à réintégrer le monde du travail; aider les étudiants à trouver un emploi d'été; améliorer le niveau d'alphabétisation et la formation de base pour faciliter l'entrée sur le marché du travail ou la réinsertion professionnelle; fournir des services de reconversion aux entreprises et communautés aux prises avec une crise économique; appuyer l'éducation permanente par l'entremise de l'Office de la télécommunication éducative de l'Ontario; et offrir son leadership en matière de politiques, de planification, de recherche et d'évaluation sur les questions liées au marché du travail et à la formation.

## MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

## PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI--CRÉDIT 3003

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Politiques et relations intergouvernementales (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 3 014 713 |
| Avantages sociaux | | 359 654 |
| Transports et communications | | 121 365 |
| Services | | 828 074 |
| Fournitures et matériel | | 80 237 |
| Paiements de transfert | | |
| Office de la télécommunication éducative de l'Ontario | | 48 040 100 |
| | | 52 444 143 |
| Préparation à l'emploi (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires | | 5 509 582 |
| Avantages sociaux | | 706 260 |
| Transports et communications | | 393 015 |
| Services | | 1 956 098 |
| Fournitures et matériel | | 65 755 |
| Paiements de transfert | | |
| Préparation au milieu de travail | 188 082 658 | |
| Service d'emplois d'été | 24 542 084 | 212 624 742 |
| | | 221 255 452 |
| Services d'apprentissage et de formation (Poste 3) | | |
| Traitements et salaires | | 14 462 314 |
| Avantages sociaux | | 2 066 268 |
| Transports et communications | | 2 365 296 |
| Services | | 5 996 072 |
| Fournitures et matériel | | 496 385 |
| Paiements de transfert | | |
| Soutien aux milieux de travail | | 93 396 121 |
| | | 118 782 456 |

| | $ | $ |
|---|---|---|
| Crédits législatifs | | |
| Autres opérations | | |
| Créances irrécouvrables - Prêts pour l'acquisition d'outils de travail - *Loi sur l'administration financière* | | 148 000 |
| | | 148 000 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI | | 392 630 051 |
| **Actif** | | |
| Préparation à l'emploi (Poste 5) | | |
| Dépôts et charges payées d'avance | | |
| Préparation au milieu de travail | 4 025 000 | |
| Emplois d'été | 900 000 | 4 925 000 |
| | | 4 925 000 |
| Services d'apprentissage et de formation (Poste 6) | | |
| Dépôts et charges payées d'avance | 4 800 000 | |
| Prêts et investissements | | |
| Prêts pour l'acquisition d'outils de travail | | 2 207 000 |
| | | 7 007 000 |
| TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI | | 11 932 000 |
| **IMMOBILISATIONS** | | |
| Services d'apprentissage et de formation (Poste 4) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Fonds pour l'amélioration des installations d'apprentissage | | 19 999 987 |
| | | 19 999 987 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE FORMATION ET DE PRÉPARATION À L'EMPLOI | | 19 999 987 |

## MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

### ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Langues officielles dans l'enseignement - Complémentaire | 6 103 370 | 2 291 375 |
| Gestion des écoles de langue française de l'Ontario | 2 800 000 | 3 650 000 |
| Programme canadien de prêts aux étudiants | 3 417 312 | 1 855 971 |
| Subventions spéciales à des étudiants ayant des handicaps permanent | 34 176 230 | 25 452 237 |
| Financement des services aux étudiants handicapés au niveau postsecondaire | | 13 136 380 |
| Contribution fédérale - admissibilité à l'assurance-emploi | 26 599 634 | 32 695 893 |
| Contribution fédérale - admissibilité à l'assurance-emploi - Non Apprentices | 14 421 600 | 10 568 600 |
| Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées | 16 773 884 | |
| Frais administratifs des Bourses d'études canadiennes du millénaire | 675 000 | 624 327 |
| | 104 967 030 | 90 274 783 |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | | |
| Salaires et avantages sociaux | | (15 689) |
| Formation d'étudiants en optométrie - Université de Waterloo | 418 322 | 435 770 |
| | 418 322 | 420 081 |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| CEI, à l'extérieur de la province | 1 161 | |
| Inspection des écoles secondaires et des écoles privées | 684 390 | 696 616 |
| Système de réponse téléphonique automatisé | | 2 969 |
| Droits des dépôts des demandes RAFEO | 75 241 | 102 017 |
| Frais pour chèques refusés | 27 761 | 21 760 |
| Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire | 136 005 | 165 581 |
| Gens de métiers et apprentis | 7 901 031 | 7 964 760 |
| Autres | | 385 |
| | 8 825 589 | 8 954 088 |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | | |
| Autres | 472 | |
| RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Fournisseurs | 3 374 940 | 251 420 |
| Subventions remboursées - Autres | 705 745 | 200 141 |
| | 4 080 685 | 451 561 |
| DIVERS | | |
| Intérêt sur les prêts (RAFEO)* | (205 249) | 1 731 940 |
| Autres | 762 | 2 151 |
| | (204 487) | 1 734 091 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **118 087 611** | **101 834 604** |

* Nota : Diminution de l'intérêt sur les prêts aux étudiants (RAFEO), moins les commissions de recouvrement.

## MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS

## ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| Remboursement - Prêts pour l'acquisition d'outils de travail Remboursement | 556 186 | 861 930 |
| Remboursement - Sheridan College | 2 000 000 | 2 000 000 |
| **TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS** | **2 556 186** | **2 861 930** |

# OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-190

AFFAIRES FRANCOPHONES ..... 2-191

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-193

**OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES**

**SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 3 072 998 | Affaires francophones | 3 660 600 | 3 435 716 |
| **3 072 998** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES** | **3 660 600** | **3 435 716** |

## OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1301 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES** | |
| 1 | 3 530 500 | 130 100 | 3 660 600 | Coordination des affaires francophones . . . . . | 3 435 716 |
| | 3 530 500 | 130 100 | 3 660 600 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES AFFAIRES FRANCOPHONES . . . . | 3 435 716 |

**Description du programme:**

Ce programme donne des conseils au gouvernement, aux ministères et aux organismes gouvernementaux sur les questions en rapport avec les affaires francophones et la prestation des services en français. Il élabore les politiques et les programmes liés aux services en français du gouvernement. Il veille à l'application de la *Loi sur les services en français* dans les ministères et formule des recommandations sur la désignation d'organismes de paiements de transfert en vertu de la Loi. Il évalue aussi la qualité; le volume; et la pertinence des services fournis par les ministères à la population francophone; et fournit des renseignements, des conseils d'experts et de l'aide à la communauté francophone.

**OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES**

**PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES--CRÉDIT 1301**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Coordination des affaires francophones (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 1 168 319 |
| Avantages sociaux | 119 790 |
| Transports et communications | 85 860 |
| Services | 1 976 629 |
| Fournitures et matériel | 85 118 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AFFAIRES FRANCOPHONES | 3 435 716 |

## OFFICE DES AFFAIRES FRANCOPHONES

## ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Mise en oeuvre de la *Loi sur les services en français* | 1 222 904 | 2 856 000 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **1 222 904** | **2 856 000** |

# OMBUDSMAN ONTARIO

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-196

OMBUDSMAN ONTARIO ..... 2-197

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-199

**OMBUDSMAN ONTARIO**

**SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 8 943 563 | Ombudsman Ontario | 8 931 600 | 8 859 263 |
| **8 943 563** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR OMBUDSMAN ONTARIO** | **8 931 600** | **8 859 263** |
| | **Actif** | | |
| | Ombudsman Ontario | 1 000 | 0 |
| | **TOTAL (ACTIF) POUR OMBUDSMAN ONTARIO** | **1 000** | **0** |
| | **IMMOBILISATIONS** | | |
| | Ombudsman Ontario | 332 100 | 165 175 |
| | **TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR OMBUDSMAN ONTARIO** | **332 100** | **165 175** |

## OMBUDSMAN ONTARIO

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par la Commission de régie interne | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2301 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME - OMBUDSMAN ONTARIO** | |
| 1 | 8 931 600 | | 8 931 600 | Ombudsman | 8 859 263 |
| | 8 931 600 | | 8 931 600 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR OMBUDSMAN ONTARIO | 8 859 263 |
| **Actif** | | | | | |
| 2 | 1 000 | | 1 000 | Ombudsman | 0 |
| | 1 000 | | 1 000 | TOTAL (ACTIF) POUR OMBUDSMAN ONTARIO | 0 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 3 | 332 100 | | 332 100 | Ombudsman | 165 175 |
| | 332 100 | | 332 100 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR OMBUDSMAN ONTARIO | 165 175 |

**Description du programme:**

Le rôle et les responsabilités de l'ombudsman sont définis dans la *Loi sur l'ombudsman*. L'ombudsman règle, après enquête, les plaintes concernant le gouvernement provincial, ses organismes, conseils, commissions et tribunaux, et recommande les mesures correctrices à prendre dans les cas où il est déterminé que la plainte est fondée. N'importe qui peut porter plainte. De plus, l'ombudsman peut, de son propre chef, entreprendre une enquête lorsqu'une mesure, prise ou omise par un agent du gouvernement, ou encore une décision ou une recommandation, est jugée injuste, déraisonnable ou arbitraire.

**OMBUDSMAN ONTARIO**

**PROGRAMME - OMBUDSMAN ONTARIO--CRÉDIT 2301**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Ombudsman (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 5 668 829 |
| Avantages sociaux | 1 094 354 |
| Transports et communications | 390 929 |
| Services | 1 496 346 |
| Fournitures et matériel | 208 805 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'OMBUDSMAN ONTARIO | 8 859 263 |
| **Actif** | |
| Ombudsman (Poste 2) | |
| Dépôts et charges payées d'avance | 0 |
| TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME D'OMBUDSMAN ONTARIO | 0 |
| **IMMOBILISATIONS** | |
| Ombudsman (Poste 3) | |
| Fournitures et matériel | 165 175 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'OMBUDSMAN ONTARIO | 165 175 |

## OMBUDSMAN ONTARIO

## ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| VENTES ET LOCATIONS | | 1 595 |
| RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Recouvrements de dépenses des années précédentes | 460 | 2 439 |
| DIVERS | | |
| Autre Recettes | 20 109 | 11 903 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **20 569** | **15 937** |

# MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-202

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 2-203

POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS ..... 2-206

SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE ..... 2-208

SERVICES JURIDIQUES ..... 2-211

SERVICES AUX TRIBUNAUX ..... 2-214

SERVICES AUX VICTIMES ..... 2-216

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-205, 2-207, 2-213, 2-215

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-218

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**

**SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 137 079 516 | Administration du ministère | 139 016 246 | 137 744 820 |
| 162 632 450 | Poursuites contre les criminels | 173 080 900 | 169 879 508 |
| 317 491 554 | Services de justice à la famille | 319 827 700 | 319 219 426 |
| 69 989 222 | Services juridiques | 57 540 300 | 144 920 315 |
| 314 675 641 | Services aux tribunaux | 353 640 900 | 348 155 501 |
| 90 013 029 | Services aux victimes | 87 402 300 | 81 288 727 |
| **1 091 881 412** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE** | **1 130 508 346** | **1 201 208 297** |
| | **Actif** | | |
| 2 763 000 | Services de justice à la famille | 3 483 000 | |
| **2 763 000** | **TOTAL (ACTIF) DU MINISTÈRE** | **3 483 000** | |
| | **IMMOBILISATIONS** | | |
| 11 037 641 | Administration du ministère | 27 978 000 | 25 922 981 |
| 10 648 623 | Services aux tribunaux | 4 821 100 | 4 372 073 |
| **21 686 264** | **TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE** | **32 799 100** | **30 295 054** |

## MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

## SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés — Prévisions | Crédits autorisés — par le Conseil | Crédits autorisés — Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **301 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** | |
| 1 | 148 797 000 | (9 829 000) | 138 968 000 | Administration du ministère | 137 704 086 |
| L | 36 057 | | 36 057 | Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 28 545 |
| L | 12 189 | | 12 189 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 12 189 |
| | 148 845 246 | (9 829 000) | 139 016 246 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 137 744 820 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 2 | 46 378 000 | (18 400 000) | 27 978 000 | Renouvellement des installations | 25 922 981 |
| | 46 378 000 | (18 400 000) | 27 978 000 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 25 922 981 |

**Description du programme:**

Ce programme est chargé de l'administration générale du ministère; il fournit les services administratifs et de soutien nécessaires aux programmes de fonctionnement. La Division de la gestion des services ministériels offre son appui et ses conseils stratégiques au ministère dans le domaine de la planification des activités et des finances; des ressources humaines; de la recherche et de l'analyse; et de la coordination des projets stratégiques clés. La Division fournit aussi des services communs en matière d'accès à l'information et de services en français aux ministères du secteur de la justice et assure la gestion des services fournis par le Secrétariat du Conseil de gestion, par le biais du Bureau des services communs : vérification; assurance de la qualité et fonctions de soutien. Il offre également au ministère des services de gestion des installations et des locaux. Le programme d'administration du ministère sert le Bureau du procureur général, le Bureau du sous-procureur général et le Bureau de l'adjoint parlementaire, ainsi que la Direction des politiques et la Direction des communications.

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**

**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 301**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 14 652 664 |
| Avantages sociaux | | 1 470 185 |
| Transports et communications | | 1 018 979 |
| Services | | 119 878 373 |
| Fournitures et matériel | | 1 017 388 |
| | | 138 037 589 |
| Moins: Recouvrements | | 333 503 |
| | | 137 704 086 |
| *Bureau principal* | | |
| Traitements et salaires | 1 221 677 | |
| Avantages sociaux | 188 341 | |
| Transports et communications | 130 100 | |
| Services | 183 086 | |
| Fournitures et matériel | 83 339 | |
| | | 1 806 543 |
| *Services communs* | | |
| Traitements et salaires | 228 639 | |
| Avantages sociaux | 44 884 | |
| Transports et communications | 4 902 202 | |
| Services | 190 182 | |
| | | 5 365 907 |
| *Services de communication* | | |
| Traitements et salaires | 932 559 | |
| Avantages sociaux | 117 028 | |
| Transports et communications | 20 077 | |
| Services | 343 013 | |
| Fournitures et matériel | 94 357 | |
| | | 1 507 034 |
| *Services de vérification* | | |
| Transports et communication | 11 | |
| Services | 1 237 545 | |
| Fournitures et matériel | 13 362 | |
| | | 1 250 918 |
| *Services des installations* | | |
| Traitements et salaires | 2 591 713 | |
| Avantages sociaux | 183 289 | |
| Transports et communications | 289 705 | |
| Services | 505 371 | |
| Fournitures et matériel | 207 093 | |
| | 3 777 171 | |
| Moins : Recouvrements d'autres activités | 331 566 | |
| | | 3 445 605 |
| *Locaux - Frais de location* | | |
| Services | 110 616 058 | |
| Fournitures et matériel | 246 | |
| | | 110 616 304 |
| *Planification opérationnelle* | | |
| Traitements et salaires | 3 218 872 | |
| Avantages sociaux | 368 780 | |
| Transports et communications | 191 766 | |
| Services | 1 387 714 | |
| Fournitures et matériel | 186 463 | |
| | | 5 353 595 |

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**

**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 301**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| *Ressources humaines* | | |
| Traitements et salaires | 3 105 025 | |
| Avantages sociaux | 298 319 | |
| Transports et communications | 76 811 | |
| Services | 254 238 | |
| Fournitures et matériel | 106 099 | |
| | 3 840 492 | |
| Moins: Recouvrements | 1 937 | |
| | | 3 838 555 |
| *Élaboration des politiques* | | |
| Traitements et salaires | 3 354 179 | |
| Avantages sociaux | 269 544 | |
| Transports et communications | 310 509 | |
| Services | 449 146 | |
| Fournitures et matériel | 136 247 | |
| | | 4 519 625 |
| Crédits législatifs | | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 28 545 |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 12 189 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | | 137 744 820 |
| **IMMOBILISATIONS** | | |
| Renouvellement des installations (Poste 2) | | |
| Autres opérations | | |
| Investissements dans les immobilisations | | 25 922 981 |
| | | 25 922 981 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | | 25 922 981 |

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **302 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS** | |
| 1 | 5 387 600 | | 5 387 600 | Unité des enquêtes spéciales | 4 736 486 |
| 2 | 170 377 600 | (6 402 100) | 163 975 500 | Droit criminel | 160 669 136 |
| 3 | 3 716 800 | | 3 716 800 | Projet de la justice applicable aux Autochtones | 3 716 798 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie* | 757 088 |
| | 179 483 000 | (6 402 100) | 173 080 900 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS | 169 879 508 |

**Description du programme:**

Ce programme assure la représentation juridique de la Couronne du chef de l'Ontario, devant tous les types de tribunaux de la province, pour l'ensemble des affaires criminelles et des appels en droit criminel. Le programme est également chargé du fonctionnement de l'Unité des enquêtes spéciales.

## MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

## PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS--CRÉDIT 302

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Unité des enquêtes spéciales (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 3 266 423 |
| Avantages sociaux | | 374 595 |
| Transports et communications | | 284 382 |
| Services | | 542 126 |
| Fournitures et matériel | | 268 960 |
| | | 4 736 486 |
| Droit criminel (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires | | 122 780 657 |
| Avantages sociaux | | 13 790 952 |
| Transports et communications | | 3 926 305 |
| Services | | 14 658 791 |
| Fournitures et matériel | | 4 887 084 |
| Paiements de transfert | | |
| Comités de justice pour la jeunesse | 605 347 | |
| Subventions - Projets spéciaux | 20 000 | 625 347 |
| | | 160 669 136 |
| Projet de la justice applicable aux Autochtones (Poste 3) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Programme des travailleurs judiciaires autochtones | 2 866 397 | |
| Projets de la justice applicable aux Autochtones | 850 401 | 3 716 798 |
| | | 3 716 798 |

| | $ |
|---|---|
| Crédits législatifs | |
| Autres opérations | |
| Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie* | 757 088 |
| | 757 088 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE POURSUITES CONTRE LES CRIMINELS | 169 879 508 |

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **303 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE** | |
| 1 | 67 167 900 | (2 056 900) | 65 111 000 | Services de justice à la famille | 64 502 726 |
| 2 | 254 716 700 | | 254 716 700 | Aide juridique Ontario | 254 716 700 |
| | 321 884 600 | (2 056 900) | 319 827 700 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE | 319 219 426 |
| **Actif** | | | | | |
| 3 | 3 483 000 | | 3 483 000 | Aide juridique Ontario | 0 |
| | 3 483 000 | | 3 483 000 | TOTAL (ACTIF) POUR LES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE | 0 |

**Description du programme:**

Ce programme administre les fonds en fiducie judiciaire et les fonds constitués pour gérer le patrimoine des mineurs et des personnes incapables; il protège l'intérêt du public dans les œuvres de bienfaisance; il enquête sur les allégations de mauvais traitements infligés à des adultes incapables; il prend des décisions en matière de traitement médical au nom des personnes incapables; il administre les successions des personnes décédées sans laisser de testament ni de plus proche parent en Ontario; il protège les intérêts juridiques, ainsi que les droits personnels et droits de propriété des enfants dans les affaires intéressant la protection des enfants, le divorce/la séparation, et les contentieux civils/les biens transmis par succession; il gère le Programme de visites surveillées dans les affaires mettant en cause la garde des enfants et le droit de visite; il administre la contribution de la province à Aide juridique Ontario et le programme de libérations sous caution.

## MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

## PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE--CRÉDIT 303

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Services de justice à la famille (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 27 938 242 |
| Avantages sociaux | | 3 568 023 |
| Transports et communications | | 1 667 795 |
| Services | | 21 739 859 |
| Fournitures et matériel | | 1 808 577 |
| Paiements de transfert | | |
| Visites surveillées | 4 423 927 | |
| Vérification et supervision des libérations sous caution | 3 399 441 | |
| Victimes de mauvais traitements | 30 000 | |
| | | 7 853 368 |
| | | 64 575 864 |
| Moins : Recouvrements | | 73 138 |
| | | 64 502 726 |
| *Gestion des programmes* | | |
| Traitements et salaires | 748 649 | |
| Avantages sociaux | 79 082 | |
| Transports et communications | 19 243 | |
| Services | 307 486 | |
| Fournitures et matériel | 23 023 | |
| | | 1 177 483 |
| *Avocat des enfants* | | |
| Traitements et salaires | 6 081 558 | |
| Avantages sociaux | 778 078 | |
| Transports et communications | 247 497 | |
| Services | 17 214 258 | |
| Fournitures et matériel | 306 042 | |
| | 24 627 433 | |
| Moins : Recouvrements | 73 138 | |
| | | 24 554 295 |
| *Tuteur et curateur public/Comptable de la Cour de l'Ontario (Division générale)* | | |
| Traitements et salaires | 20 858 264 | |
| Avantages sociaux | 2 685 113 | |
| Transports et communications | 1 359 825 | |
| Services | 4 131 206 | |
| Fournitures et matériel | 1 468 737 | |
| | | 30 503 145 |
| *Visites surveillées* | | |
| Traitements et salaires | 249 771 | |
| Avantages sociaux | 25 750 | |
| Transports et communications | 41 230 | |
| Services | 86 909 | |
| Fournitures et matériel | 10 775 | |
| Paiements de transfert | | |
| Visites surveillées | 4 423 927 | |
| | | 4 838 362 |
| *Vérification et supervision des libérations sous caution* | | |
| Paiements de transfert | | |
| Vérification et supervision des libérations sous caution | 3 399 441 | |
| | | 3 399 441 |
| *Victimes de mauvais traitements* | | |
| Paiements de transfert | | |
| Victimes de mauvais traitements | 30 000 | |
| | | 30 000 |

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**

**PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE--CRÉDIT 303**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| Aide juridique Ontario (Poste 2) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique - Services à la clientèle | 192 228 700 | |
| Certificats délivrés dans le cadre du Fonds d'aide juridique - Administration | 27 348 100 | |
| Cliniques d'aide juridique communautaires offertes dans le cadre du Fonds d'aide juridique | 33 280 900 | |
| Réinvestissement dans le Fonds d'aide juridique | 1 859 000 | 254 716 700 |
| | | 254 716 700 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES DE JUSTICE À LA FAMILLE | | 319 219 426 |

## MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **304 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES** | |
| 1 | 36 502 400 | 922 300 | 37 424 700 | Organismes, conseils et commissions | 35 867 775 |
| 2 | 20 341 000 | (4 454 500) | 15 886 500 | Services juridiques | 15 511 601 |
| 3 | 3 724 700 | 503 400 | 4 228 100 | Services des conseillers législatifs | 4 039 633 |
| L | 1 000 | | 1 000 | *Loi sur les actions contre la Couronne* | 89 501 306 |
| | 60 569 100 | (3 028 800) | 57 540 300 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES JURIDIQUES | 144 920 315 |

**Description du programme:**

Ce programme appuie le rôle du procureur général en sa qualité de premier conseiller juridique de l'État en offrant au gouvernement des conseils experts en matière de droit constitutionnel et de droit civil, et en le représentant devant tous les types de tribunaux de la province. Le gouvernement doit pouvoir obtenir rapidement des conseils et services juridiques de qualité pour élaborer et offrir ses activités de base, politiques, programmes et services.

Ce programme comprend le Bureau des conseillers législatifs, chargé de rédiger, en français et en anglais, tous les projets de loi et règlements provinciaux et d'offrir des conseils juridiques sur les questions législatives à l'Assemblée législative et au Conseil des ministres. Il s'occupe aussi de la refonte des lois et règlements et assure le fonctionnement des organismes, conseils et commissions du ministère.

## MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

## PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES--CRÉDIT 304

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Organismes, conseils et commissions (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 18 785 040 |
| Avantages sociaux | | 2 277 090 |
| Transports et communications | | 2 445 776 |
| Services | | 11 377 277 |
| Fournitures et matériel | | 982 592 |
| | | 35 867 775 |
| *Commission de révision de l'évaluation foncière* | | |
| Traitements et salaires | 4 037 987 | |
| Avantages sociaux | 559 998 | |
| Transports et communications | 841 948 | |
| Services | 1 756 273 | |
| Fournitures et matériel | 309 816 | |
| | | 7 506 022 |
| *Commission des affaires municipales de l'Ontario* | | |
| Traitements et salaires | 4 829 190 | |
| Avantages sociaux | 572 659 | |
| Transports et communications | 732 445 | |
| Services | 409 083 | |
| Fournitures et matériel | 109 682 | |
| | | 6 653 059 |
| *Commission ontarienne des droits de la personne* | | |
| Traitements et salaires | 8 860 000 | |
| Avantages sociaux | 1 051 503 | |
| Transports et communications | 614 133 | |
| Services | 1 458 954 | |
| Fournitures et matériel | 405 270 | |
| | | 12 389 860 |
| *Tribunal des droits de la personne de l'Ontario* | | |
| Traitements et salaires | 453 472 | |
| Avantages sociaux | 44 020 | |
| Transports et communications | 41 813 | |
| Services | 301 196 | |
| Fournitures et matériel | 42 325 | |
| | | 882 826 |
| *Renseignements au public* | | |
| Traitements et salaires | 604 391 | |
| Avantages sociaux | 48 910 | |
| Transports et communications | 215 437 | |
| Services | 7 451 024 | |
| Fournitures et matériel | 115 499 | |
| | | 8 435 261 |

## MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

## PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES--CRÉDIT 304

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| *Commissions royales* | | |
| Services | 747 | |
| | | 747 |
| Services juridiques (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires | | 70 602 550 |
| Avantages sociaux | | 6 940 161 |
| Transports et communications | | 516 248 |
| Services | | 6 175 370 |
| Fournitures et matériel | | 694 599 |
| | | 84 928 928 |
| Moins : Recouvrements | | 69 417 327 |
| | | 15 511 601 |
| *Droit civil et constitutionnel* | | |
| Traitements et salaires | 14 100 670 | |
| Avantages sociaux | 1 512 985 | |
| Transports et communications | 516 248 | |
| Services | 6 175 370 | |
| Fournitures et matériel | 694 599 | |
| | 22 999 872 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités | 7 490 097 | |
| | | 15 509 775 |
| *Services juridiques détachés* | | |
| Traitements et salaires | 56 501 880 | |
| Avantages sociaux | 5 427 176 | |
| | 61 929 056 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités | 61 927 230 | |
| | | 1 826 |
| Crédits législatifs | | |
| Autres opérations | | |
| *Loi sur les actions contre la Couronne* | | 89 501 306 |
| Services des conseillers législatifs (Poste 3) | | |
| Traitements et salaires | | 4 824 208 |
| Avantages sociaux | | 482 053 |
| Transports et communications | | 66 141 |
| Services | | 436 715 |
| Fournitures et matériel | | 155 993 |
| | | 5 965 110 |
| Moins : Recouvrements | | 1 925 477 |
| | | 4 039 633 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES JURIDIQUES | | 144 920 315 |

## MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **305** | | | | | |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX** | |
| 1 | 209 341 600 | 7 572 000 | 216 913 600 | Administration de la justice | 209 611 017 |
| 2 | 104 538 400 | 26 888 900 | 131 427 300 | Services judiciaires | 130 705 036 |
| L | 5 300 000 | | 5 300 000 | Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | 7 839 448 |
| | 319 180 000 | 34 460 900 | 353 640 900 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES AUX TRIBUNAUX | 348 155 501 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 3 | 4 150 000 | 671 100 | 4 821 100 | Construction de tribunaux | 4 372 073 |
| | 4 150 000 | 671 100 | 4 821 100 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LES SERVICES AUX TRIBUNAUX | 4 372 073 |

**Description du programme:**

Ce programme dispense des services administratifs aux tribunaux civils, criminels et de la famille de l'Ontario.

## MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

## PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX–CRÉDIT 305

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Administration de la justice (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 126 592 330 |
| Avantages sociaux | | 19 081 360 |
| Transports et communications | | 11 642 312 |
| Services | | 35 196 282 |
| Fournitures et matériel | | 17 098 733 |
| | | 209 611 017 |
| Crédits législatifs | | |
| Autres opérations | | |
| Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | | 7 839 448 |
| | | 7 839 448 |
| Services judiciaires (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires | | 111 253 887 |
| Avantages sociaux | | 6 920 330 |
| Transports et communications | | 4 946 714 |
| Services | | 6 661 385 |
| Fournitures et matériel | | 770 770 |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions - Institut national de la magistrature/Ontario Conference des Juges | | 151 950 |
| | | 130 705 036 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX | | 348 155 501 |
| **IMMOBILISATIONS** | | |
| Construction de tribunaux (Poste 3) | | |
| Autres opérations | | |
| Investissements dans les immobilisations | | 4 372 073 |
| | | 4 372 073 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX TRIBUNAUX | | 4 372 073 |

**MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **306 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES** | |
| 1 | 49 572 600 | (2 886 200) | 46 686 400 | Gestion des services aux victimes ..... | 42 313 853 |
| 2 | 13 574 200 | | 13 574 200 | Programme d'aide aux victimes et aux témoins ..... | 12 957 806 |
| 3 | 20 345 900 | 6 795 800 | 27 141 700 | Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels ..... | 26 017 068 |
| | 83 492 700 | 3 909 600 | 87 402 300 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES AUX VICTIMES ..... | 81 288 727 |

**Description du programme:**

Ce programme offre son soutien aux victimes par le biais du système de justice pénale et administre le financement des services d'assistance et de renvoi communautaires. L'Office des affaires des victimes d'actes criminels et la Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels sont deux organismes faisant partie de ce programme.

## MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

## PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES–CRÉDIT 306

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Gestion des services aux victimes (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 5 904 358 |
| Avantages sociaux | | 750 234 |
| Transports et communications | | 814 519 |
| Services | | 1 095 765 |
| Fournitures et matériel | | 291 460 |
| Paiements de transfert | | |
| Comités de coordination communautaire | 536 223 | |
| Subventions pour l'amélioration des services communautaires | 777 932 | |
| Subventions pour les Services d'orientation et d'aide immédiate aux victimes (y compris le projet de la stratégie pour le Nord) | 6 504 061 | |
| Subventions pour les Programmes d'intervention auprès des partenaires violents | 7 178 648 | |
| Programme de sensibilisation à la violence | 98 384 | |
| Projets spéciaux d'aide aux victimes | 412 132 | |
| Subventions pour les initiatives de lutte contre l'agression sexuelle | 11 028 640 | |
| Plan de services à l'intention des femmes francophones | 600 000 | |
| Programme de subventions pour la prévention des mauvais traitements à l'égard des personnes âgées | 820 000 | |
| Programme de subventions de recherche et de prévention de la revictimisation | 534 879 | |
| Programme de subventions pour les partenariats entre les services communautaires d'aide aux victimes et les services policiers | 2 176 233 | |
| Programme de subventions pour les projets communautaires | 1 990 385 | |
| Programme de subventions pour les projets pilotes | 75 000 | |
| Programme des enfants témoins | 305 000 | |
| SupportLink | 420 000 | 33 457 517 |
| | | 42 313 853 |
| Programme d'aide aux victimes et aux témoins (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires | | 10 147 861 |
| Avantages sociaux | | 1 421 446 |
| Transports et communications | | 531 205 |
| Services | | 395 687 |
| Fournitures et matériel | | 461 607 |
| | | 12 957 806 |
| Commission d'indemnisation des victimes d'actes criminels (Poste 3) | | |
| Traitements et salaires | | 2 037 026 |
| Avantages sociaux | | 347 896 |
| Transports et communications | | 319 306 |
| Services | | 637 419 |
| Fournitures et matériel | | 148 869 |
| Paiements de transfert | | |
| Indemnisation des victimes d'actes criminels | | 22 526 552 |
| | | 26 017 068 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX VICTIMES | | 81 288 727 |

## MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

### ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Aide juridique - Criminel | 49 772 701 | 63 401 922 |
| Lignes directrices sur les pensions alimentaires pour enfants | 8 222 510 | 3 880 000 |
| Travailleurs judiciaires autochtones | 1 055 596 | 1 164 812 |
| La Loi fédérale sur les contraventions | 2 800 000 | 4 985 000 |
| Autres | 495 285 | 465 195 |
| | 62 346 092 | 73 896 929 |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | | |
| Le tuteur et curateur public de l'Ontario | 17 317 000 | 18 000 000 |
| Avocat des enfants | 213 960 | 12 243 |
| Services juridiques | 21 000 | |
| Remboursement par les municipalités qui n'administrent pas la *Loi sur les infractions provinciales* | 15 599 244 | 13 232 714 |
| | 33 151 204 | 31 244 957 |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Registraires locaux | 46 624 574 | 49 793 320 |
| Procédure/Recherche/Shérifs | 7 808 686 | 7 065 566 |
| Droits d'autres Cours | 12 614 727 | 11 349 019 |
| Commission de révision de l'évaluation foncière (droits) | 1 184 234 | 5 411 806 |
| Droits à payer pour la Commission des affaires municipales de l'Ontario | 313 589 | 292 703 |
| Frais pour chèques refusés | 172 224 | 12 596 |
| Autres | 10 904 | |
| | 68 728 938 | 73 925 010 |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | | |
| Amendes provinciales/coûts/frais d'administration | 24 679 068 | 37 413 921 |
| Cautionnements non réclamés et restitutions[1] | (872 800) | 777 337 |
| Amendes - Paiements en trop | 19 743 | 21 062 |
| Remboursement par les municipalités qui n'administrent pas la *Loi sur les infractions provinciales* | | (1 258 173) |
| | 23 226 011 | 36 954 147 |
| VENTES ET LOCATIONS | 391 977 | 281 073 |
| TAXE DE VENTE | 86 | |

[1] Le débit de 872 800 $ enregistré en 2005 au titre des cautionnements et des restitutions s'explique par une surestimation des débiteurs totalisant 989 000 $ au 31 mars 2004 qui a entraîné une surévaluation des revenus pour ce poste en 2004 et une sous-évaluation correspondante en 2005.

## MINISTÈRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

### ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| REDEVANCES | | |
| Redevances relatives aux brefs | | 285 700 |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | 1 180 056 | 2 365 030 |
| DIVERS | | |
| Tuteur et curateur public - Biens en déshérence | 256 657 | 236 942 |
| Confiscations - Produits de la criminalité | 479 677 | 230 779 |
| Fonds d'aide aux victimes | 41 629 934 | 27 393 100 |
| CRIA - *Loi sur les recours civils* | 72 128 | |
| Autres | 1 995 544 | 1 370 665 |
| | 44 433 940 | 29 231 486 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **233 458 304** | **248 184 332** |

# MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-222

INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE / PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 2-223

LOGEMENT ABORDABLE ..... 2-225

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-224

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-227

**MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE**

**SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 18 300 233 | Infrastructure et planification de la gestion de la croissance / Programme d'administration du ministère | 30 829 446 | 16 579 323 |
| 923 | Logement abordable | 1 000 | 1 000 |
| **18 301 156** | **TOTAL ( FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE** | **30 830 446** | **16 580 323** |
| | **IMMOBILISATIONS** | | |
| 11 264 301 | Infrastructure et planification de la gestion de la croissance / Programme d'administration du ministère | 9 802 900 | 7 229 523 |
| 6 381 751 | Logement abordable | 37 975 000 | 37 537 241 |
| **17 646 052** | **TOTAL ( IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE** | **47 777 900** | **44 766 764** |

## MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **4001 FONCTIONNEMENT** | | | | **INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE/PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** | |
| 1 | 30 781 200 | | 30 781 200 | Infrastructure et planification de la gestion de la croissance / Programme d'administration du ministère | 16 538 589 |
| L | 36 057 | | 36 057 | Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 28 545 |
| L | 12 189 | | 12 189 | Adjoint parlementaire, *Loi sur le Conseil exécutif* | 12 189 |
| | 30 829 446 | | 30 829 446 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE / PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 16 579 323 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 2 | 83 002 000 | (74 898 000) | 8 104 000 | Programmes d'infrastructure | 7 229 523 |
| 3 | 150 000 000 | (148 301 100) | 1 698 900 | Fonds de prévoyance pour les immobilisations | |
| | 233 002 000 | (223 199 100) | 9 802 900 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE / PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 7 229 523 |

**Description du programme:**

Ce programme élabore et coordonne, pour le gouvernement de l'Ontario, la mise en œuvre de stratégies ingénieuses visant l'infrastructure, notamment : gestion centrale du processus de planification de l'infrastructure; aide à la préparation du Budget de l'Ontario; élaboration de stratégies sectorielles visant l'infrastructure; négociations avec le gouvernement fédéral sur les programmes d'infrastructure à frais partagés; et coordination des programmes d'infrastructure dispensés par les ministères de tutelle.

Le programme offre aussi des services d'analyse stratégique; des conseils; et de l'aide à la prise de décisions en matière d'approvisionnement, de financement, de gestion de projets et d'évaluation des investissements dans l'infrastructure publique. Il dirige également le développement d'options à long terme en matière d'approvisionnement et de financement, telles que nouveaux modèles; multiplication des investissements directs par les gouvernements; modes de financement innovateurs.

Le programme offre, par l'entremise du Secrétariat des initiatives de croissance intelligente, son leadership pour l'élaboration et la mise en oeuvre d'un programme de gestion de la croissance à l'échelle du gouvernement, notamment à travers la participation du public et des intervenants; les politiques de gestion de la croissance; et la planification de la gestion de la croissance pour promouvoir une économie florissante et concurrentielle et atteindre une qualité de vie supérieure dans la province.

Le programme offre aussi les services nécessaires pour soutenir tous les volets du mandat du ministère, tels que communications; planification stratégique; gestion et contrôle financiers; coordination des politiques; ressources humaines et locaux.

**MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIC**

**PROGRAMME D'INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE / PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 4001**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Infrastructure et planification de la gestion de la croissance / Programme d'administration du ministère (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 8 140 155 |
| Avantages sociaux | | 916 617 |
| Transports et communications | | 279 471 |
| Services | | 5 677 775 |
| Fournitures et matériel | | 1 152 117 |
| Paiements de transfert | | |
| Revitalisation du secteur riverain de Toronto | | 372 454 |
| | | 16 538 589 |
| *Planification et financement de l'infrastructure* | | |
| Traitements et salaires | 3 783 429 | |
| Avantages sociaux | 406 735 | |
| Transports et communications | 92 303 | |
| Services | 1 528 142 | |
| Fournitures et matériel | 201 178 | |
| Paiements de transfert | | |
| Revitalisation du secteur riverain de Toronto | 372 454 | |
| | | 6 384 241 |
| *Croissance intelligente* | | |
| Traitements et salaires | 1 711 286 | |
| Avantages sociaux | 222 975 | |
| Transports et communications | 47 309 | |
| Services | 1 729 119 | |
| Fournitures et matériel | 114 680 | |
| | | 3 825 369 |
| *Administration du ministère* | | |
| Traitements et salaires | 2 645 440 | |
| Avantages sociaux | 286 907 | |
| Transports et communications | 139 859 | |
| Services | 2 420 514 | |
| Fournitures et matériel | 836 259 | |
| | | 6 328 979 |
| Crédits législatifs | | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 28 545 |
| Adjoint parlementaire, *Loi sur le Conseil exécutif* | | 12 189 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE/PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | | 16 579 323 |
| **IMMOBILISATIONS** | | |
| Programmes d'infrastructure (Poste 2) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Partenariats du millénaire | | 7 229 523 |
| | | 7 229 523 |
| *Programmes d'infrastructure* | | |
| Paiements de transfert | | |
| Partenariats du millénaire | 7 229 523 | |
| | | 7 229 523 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'INFRASTRUCTURE ET PLANIFICATION DE LA GESTION DE LA CROISSANCE/PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | | 7 229 523 |

**MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIQUE**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **4002** | | | | | |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE** | |
| 1 | 1 000 | | 1 000 | Logement abordable | 1 000 |
| | 1 000 | | 1 000 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE | 1 000 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 2 | 85 000 000 | (47 025 000) | 37 975 000 | Logement abordable | 37 537 241 |
| | 85 000 000 | (47 025 000) | 37 975 000 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE | 37 537 241 |

**Description du programme:**

Le programme soutient l'élaboration et la prestation du programme de logement abordable du gouvernement, ce qui nécessite l'élaboration de stratégies transsectorielles pour assurer une approche uniforme à l'échelle gouvernementale; la négociation des programmes à frais partagés avec le gouvernement fédéral; et la prestation du Programme Canada-Ontario de logement abordable. Par l'entremise de ce programme, le ministère entreprend aussi des travaux de recherche et d'analyse pour offrir le cadre stratégique qui aidera le gouvernement à élaborer et offrir des initiatives pour promouvoir un marché du logement sain et adapté en Ontario.

**MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIC**

**PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE--CRÉDIT 4002**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Logement abordable (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 257 491 |
| Avantages sociaux | | 24 766 |
| Transports et communications | | 8 797 |
| Services | | 545 798 |
| Fournitures et matériel | | 19 463 |
| | | 856 315 |
| Moins : Recouvrements | | 855 315 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LOGEMENT ABORDABLE | | 1 000 |
| **IMMOBILISATIONS** | | |
| Logement abordable (Poste 2) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Logement abordable - Contribution fédéral | 31 696 041 | |
| Logement abordable - Contribution provinciale | 5 841 200 | 37 537 241 |
| | | 37 537 241 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME LOGEMENT ABORDABLE | | 37 537 241 |

## MINISTÈRE DU RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE PUBLIC

## ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Entente concernant le logement abordable - SCHL | 31 696 041 | 5 983 750 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **31 696 041** | **5 983 750** |

# MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-230

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 2-231

INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ..... 2-234

GESTION DES RICHESSES NATURELLES ..... 2-236

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE ..... 2-241

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-233, 2-238, 2-239

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-243

## MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

## SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 32 405 652 | Administration du ministère | 32 317 346 | 32 520 733 |
| 47 464 233 | Information géographique | 41 187 200 | 36 445 765 |
| 196 375 690 | Gestion des richesses naturelles | 228 106 600 | 223 306 781 |
| 138 729 503 | Sécurité publique et d'intervention d'urgence | 73 879 100 | 73 653 972 |
| **414 975 078** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE** | **375 490 246** | **365 927 251** |
| | **Actif** | | |
| | Information géographique | 2 600 000 | 170 031 |
| | Sécurité publique et d'intervention d'urgence | 120 000 | 89 970 |
| | **TOTAL (ACTIF) DU MINISTÈRE** | **2 720 000** | **260 001** |
| | **IMMOBILISATIONS** | | |
| 82 889 527 | Gestion des richesses naturelles | 84 826 600 | 78 953 038 |
| **82 889 527** | **TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE** | **84 826 600** | **78 953 038** |
| | **Actif** | | |
| | Gestion des richesses naturelles | 10 162 000 | 7 670 544 |
| | **TOTAL (ACTIF) DU MINISTÈRE** | **10 162 000** | **7 670 544** |

## MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2101 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** | |
| 1 | 32 268 100 | | 32 268 100 | Administration du ministère | 32 263 753 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | 216 246 |
| L | 36 057 | | 36 057 | Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 28 545 |
| L | 12 189 | | 12 189 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 12 189 |
| | 32 317 346 | | 32 317 346 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 32 520 733 |

**Description du programme:**

Le programme d'administration du ministère aide le ministère à mener à bien ses affaires et activités et donner corps à sa vision. Il fournit des conseils stratégiques et offre son leadership en gestion des fonctions ministérielles, notamment : planification axée sur les résultats et planification de l'infrastructure; coordination des politiques; gestion financière; gestion des ressources humaines; coordination des activités d'aménagement du territoire; liaisons avec l'organisme central; communications; services juridiques; contrôle financier; et santé et sécurité au travail.

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES**

**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2101**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| *Administration du ministère (Poste 1)* | | |
| Traitements et salaires | | 14 334 020 |
| Avantages sociaux | | 4 762 826 |
| Transports et communications | | 835 357 |
| Services | | 11 805 950 |
| Fournitures et matériel | | 592 644 |
| | | 32 330 797 |
| Moins : Recouvrements | | 67 044 |
| | | 32 263 753 |
| *Bureau principal* | | |
| Traitements et salaires | 1 721 780 | |
| Avantages sociaux | 193 976 | |
| Transports et communications | 168 822 | |
| Services | 294 833 | |
| Fournitures et matériel | 58 961 | |
| | 2 438 372 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités | 7 044 | |
| | | 2 431 328 |
| *Services financiers et administratifs* | | |
| Traitements et salaires | 4 008 041 | |
| Avantages sociaux | 660 262 | |
| Transports et communications | 137 742 | |
| Services | 7 024 255 | |
| Fournitures et matériel | 209 287 | |
| | 12 039 587 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités | 60 000 | |
| | | 11 979 587 |
| *Ressources humaines* | | |
| Traitements et salaires | 4 107 058 | |
| Avantages sociaux | 3 368 498 | |
| Transports et communications | 307 103 | |
| Services | 578 913 | |
| Fournitures et matériel | 114 999 | |
| | | 8 476 569 |
| *Services de communication* | | |
| Traitements et salaires | 1 906 323 | |
| Avantages sociaux | 246 998 | |
| Transports et communications | 46 435 | |
| Services | 446 017 | |
| Fournitures et matériel | 53 709 | |
| | | 2 699 482 |
| *Analyse et planification* | | |
| Traitements et salaires | 2 292 921 | |
| Avantages sociaux | 263 527 | |
| Transports et communications | 92 180 | |
| Services | 285 966 | |
| Fournitures et matériel | 47 055 | |
| | | 2 981 649 |
| *Services juridiques* | | |
| Traitements et salaires | 297 897 | |
| Avantages sociaux | 29 565 | |
| Transports et communications | 83 077 | |
| Services | 3 001 490 | |
| Fournitures et matériel | 108 633 | |
| | | 3 520 662 |

MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005

| | $ | $ |
|---|---|---|
| *Services de vérification* | | |
| Services | 174 476 | |
| | | 174 476 |
| Crédits législatifs | | |
| Autres opérations | | |
| Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | | 216 246 |
| | | 216 246 |
| Crédits législatifs | | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 28 549 |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 12 189 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | | 32 529 733 |

## MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2102 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE** | |
| 1 | 41 186 200 | | 41 186 200 | Information géographique | 36 445 765 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrecouvrables, *Loi sur l'administration financière* | |
| | 41 187 200 | | 41 187 200 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE | 36 445 765 |
| **Actif** | | | | | |
| 2 | 2 600 000 | | 2 600 000 | Information géographique | 170 031 |
| | 2 600 000 | | 2 600 000 | TOTAL (ACTIF) POUR L'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE | 170 031 |

**Description du programme:**

Le Programme d'information géographique offre son leadership pour l'élaboration et l'application des techniques de gestion de l'information et de la technologie de l'information afin d'encourager le développement durable des ressources naturelles de l'Ontario. Ce programme a pour mandat de recueillir, d'actualiser et de rendre accessibles les données géographiques sur les terres, les eaux et autres ressources naturelles de la province; de fournir des services d'information pour le compte du gouvernement provincial et de travailler avec les autres ministères, organismes et entreprises du secteur public à atteindre les objectifs qu'il s'est fixés. En tant que principal participant du Groupement pour les terres et les ressources d'ITI (information et technologie de l'information), le ministère collabore avec les autres ministères constitués en groupement à mettre en place un système de prestation coordonné et efficace des services et programmes d'ITI les reliant les uns aux autres.

## MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

## PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE–CRÉDIT 2102

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Information géographique (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | 21 052 851 | |
| Avantages sociaux | 2 704 245 | |
| Transports et communications | 1 140 893 | |
| Services | 6 956 697 | |
| Fournitures et matériel | 4 601 053 | |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour le Projet communautaire Géo-intelligence | 3 289 770 | |
| | 39 745 509 | |
| Moins : Recouvrements | 3 299 744 | |
| | 36 445 765 | |
| *Technologie de l'information* | | |
| Traitements et salaires | 4 445 857 | |
| Avantages sociaux | 572 067 | |
| Transports et communications | 387 123 | |
| Services | 1 328 137 | |
| Fournitures et matériel | 3 261 657 | |
| | 9 994 841 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités | 12 307 | |
| | | 9 982 534 |
| *Richesses naturelles et information sur les terres provinciales* | | |
| Traitements et salaires | 16 606 994 | |
| Avantages sociaux | 2 132 178 | |
| Transports et communications | 753 770 | |
| Services | 5 628 560 | |
| Fournitures et matériel | 1 339 396 | |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour le Projet communautaire Géo-intelligence | 3 289 770 | |
| | 29 750 668 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités | 3 287 437 | |
| | | 26 463 231 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE | | 36 445 765 |
| **Actif** | | |
| Information géographique (Poste 2) | | |
| Dépôts et charges payées d'avance | 170 031 | |
| | 170 031 | |
| TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE | | 170 031 |

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2103 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES** | |
| 1 | 208 259 000 | | 208 259 000 | Gestion des richesses naturelles | 203 307 777 |
| 2 | 19 845 600 | | 19 845 600 | Parcs Ontario | 19 845 032 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | 153 972 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | |
| | 228 106 600 | | 228 106 600 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA GESTION DES RICHESSES NATURELLES | 223 306 781 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 3 | 81 385 000 | | 81 385 000 | Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles | 76 771 744 |
| L | 3 441 600 | | 3 441 600 | Amortissement, *Loi sur l'administration financière* | 2 181 294 |
| | 84 826 600 | | 84 826 600 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LA GESTION DES RICHESSES NATURELLES | 78 953 038 |
| **Actif** | | | | | |
| 4 | 10 162 000 | | 10 162 000 | Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles - Actif | 7 670 544 |
| | 10 162 000 | | 10 162 000 | TOTAL (ACTIF) POUR LA GESTION DES RICHESSES NATURELLES | 7 670 544 |

**Description du programme:**

Le Programme de gestion des richesses naturelles s'efforce d'atteindre un équilibre entre l'utilisation et la protection des ressources naturelles; de reconnaître une grande variété de ressources naturelles; et de mettre en place des mécanismes facilitant la prise de décisions et la prestation efficace des programmes. Les principaux volets de ce programme sont la gestion des forêts; la gestion de la faune et de la pêche; la gestion des terres de la Couronne et de l'eau; Parcs Ontario (c.-à-d. les parcs provinciaux et autres secteurs protégés); et le soutien aux services régionaux. Le mandat du Programme comprend aussi la gestion des ressources non renouvelables, telles que les agrégats; le gaz naturel; le pétrole et la saumure (c.-à-d. le sel). La gestion de l'infrastructure du ministère (c.-à-d. les immobilisations) lui revient aussi en large part.

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES**

**PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES--CRÉDIT 2103**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Gestion des richesses naturelles (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 128 389 293 |
| Avantages sociaux | | 17 489 737 |
| Transports et communications | | 12 750 230 |
| Services | | 68 972 147 |
| Fournitures et matériel | | 17 472 291 |
| Paiements de transfert | | |
| Institut de la fourrure du Canada | 40 000 | |
| Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités | 5 587 488 | |
| Impôts acquittés sur les biens -fonds provinciaux occupés par des locataires | 2 849 423 | |
| Subventions aux Offices de protection de la nature - Frais d'administration | 133 300 | |
| Subventions aux Offices de protection de la nature - Fonctionnement des programmes | 7 599 996 | |
| Expérience Été | 302 367 | |
| Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité numéro 9 | 84 514 | |
| Fonds de protection des espaces verts du Sud de l'Ontario | 2 000 000 | |
| Premières nations - Développement de la foresterie dansle Grand Nord | 2 000 000 | |
| Mise en valeur des ressources des Premières nations | 444 679 | |
| | | 21 041 767 |
| | | 266 115 465 |
| Moins : Recouvrements | | 62 807 688 |
| | | 203 307 777 |
| *Gestion des forêts* | | |
| Traitements et salaires | 37 762 306 | |
| Avantages sociaux | 5 127 736 | |
| Transports et communications | 3 797 610 | |
| Services | 19 334 430 | |
| Fournitures et matériel | 3 706 443 | |
| | 69 728 525 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités | 2 019 901 | |
| | | 67 708 624 |
| *Gestion des pêches et de la faune* | | |
| Traitements et salaires | 39 605 196 | |
| Avantages sociaux | 5 251 202 | |
| Transports et communications | 4 195 970 | |
| Services | 21 758 752 | |
| Fournitures et matériel | 10 558 871 | |
| Paiements de transfert | | |
| Institut de la fourrure du Canada | 40 000 | |
| | 81 409 991 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités | 59 686 974 | |
| | | 21 723 017 |
| *Gestion des terres et des eaux* | | |
| Traitements et salaires | 18 279 221 | |
| Avantages sociaux | 2 511 143 | |
| Transports et communications | 1 045 540 | |
| Services | 13 398 112 | |
| Fournitures et matériel | 1 341 322 | |
| Paiements de transfert | | |
| Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités | 5 587 488 | |
| Impôts acquittés sur les biens-fonds provinciaux occupés par des locataires | 2 849 423 | |
| Subventions aux Offices de protection de la nature - Frais d'administration | 133 300 | |
| Subventions aux Offices de protection de la nature - Fonctionnement des programmes | 7 599 996 | |
| | 52 745 545 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités | 58 645 | |
| | | 52 686 900 |

## MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

## PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES--CRÉDIT 2103

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| *Soutien aux services régionaux* | | |
| Traitements et salaires | 30 956 118 | |
| Avantages sociaux | 4 365 244 | |
| Transports et communications | 3 501 971 | |
| Services | 13 410 789 | |
| Fournitures et matériel | 1 612 431 | |
| Paiements de transfert | | |
| Expérience Été | 302 367 | |
| Rentes et primes versées aux Indiens en vertu du Traité numéro 9 | 84 514 | |
| Fonds de protection des espaces verts du Sud de l'Ontario | 2 000 000 | |
| Premières nations - Développement de la foresterie dans le Grand Nord | 2 000 000 | |
| Mise en valeur des ressources des Premières nations | 444 679 | |
| | 58 678 113 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités | 1 042 168 | |
| | | 57 635 945 |
| *Aménagement des terres de la Couronne* | | |
| Traitements et salaires | 1 786 452 | |
| Avantages sociaux | 234 412 | |
| Transports et communications | 209 139 | |
| Services | 1 070 064 | |
| Fournitures et matériel | 253 224 | |
| | | 3 553 291 |
| Crédits législatifs | | |
| Autres opérations | | |
| Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | | 153 972 |
| | | 153 972 |
| Parcs Ontario (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires | | 37 388 048 |
| Avantages sociaux | | 4 571 088 |
| Transports et communications | | 2 451 418 |
| Services | | 15 207 108 |
| Fournitures et matériel | | 11 875 821 |
| | | 71 493 483 |
| Moins : Recouvrements | | 51 648 451 |
| | | 19 845 032 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES | | 223 306 781 |
| **IMMOBILISATIONS** | | |
| Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles (Poste 3) | | |
| Transports et communications | | 533 825 |
| Services | | 45 995 917 |
| Fournitures et matériel | | 14 527 478 |
| Paiements de transfert | | |
| Infrastructure des offices de protection de la nature | 4 972 813 | |
| Fonds de protection des espaces verts de l'Ontario | 6 000 000 | |
| Partenariats du millénaire - Barrage Springbank | 164 777 | |
| Partenariats du millénaire - Contribution au Programme d'infrastructures Canada-Ontario | 133 264 | 11 270 854 |
| Autres opérations | | 14 704 040 |
| | | 87 032 114 |
| Moins : Recouvrements | | 10 260 370 |
| | | 76 771 744 |

**MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES**

**PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES--CRÉDIT 2103**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| *Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles* | | |
| Transports et communications | 338 591 | |
| Services | 22 523 948 | |
| Fournitures et matériel | 8 127 390 | |
| Paiements de transferts | | |
| Southern Ontario Greenspace Conservation Fund | 6 000 000 | |
| Autres opérations | | |
| Immobilisations matérielles | 243 410 | |
| | 37 233 339 | |
| Moins : Recouvrements | 2 709 358 | |
| | | 34 523 981 |
| *Infrastructure de Parcs Ontario* | | |
| Transports et communications | 80 592 | |
| Services | 15 980 924 | |
| Fournitures et matériel | 3 552 276 | |
| Autres opérations - | | |
| Immobilisations matérielles | 10 794 040 | |
| | 30 407 832 | |
| Moins: Recouvrements | 2 173 850 | |
| | | 28 233 982 |
| *Infrastructure pour l'aviation et la lutte contre les feux de forêt* | | |
| Transports et communications | 106 101 | |
| Services | 2 033 374 | |
| Fournitures et matériel | 2 814 354 | |
| Autres opérations - | | |
| Immobilisations matérielles | 293 978 | |
| | | 5 247 807 |
| *Multiplication des débouchés en matière de gestion des richesses naturelles et de promotion du tourisme* | | |
| Transports et communications | 8 541 | |
| Services | 5 457 671 | |
| Fournitures et matériel | 33 458 | |
| Autres opérations - | | |
| Immobilisations immatérielles | 3 372 612 | |
| | 8 872 282 | |
| Moins: Recouvrements | 5 377 162 | |
| | | 3 495 120 |
| *Infrastructure des offices de protection de la nature et des municipalités* | | |
| Paiements de transfert | | |
| Infrastructure des offices de protection de la nature | 4 972 813 | |
| Partenariats du millénaire – Barrage Springbank | 164 777 | |
| Partenariats du millénaire - Contribution au Programme d'infrastructures Canada-Ontario | 133 264 | 5 270 854 |
| Crédits législatifs | | |
| Autres opérations | | |
| Amortissement, *Loi sur l'administration financière* | | 2 181 294 |
| | | 2 181 294 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES | | 78 953 038 |

## MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **Actif** | |
| Infrastructure pour la gestion des richesses naturelles - Actif (Poste 4) | |
| Immobilisations matérielles | 7 670 544 |
| | 7 670 544 |
| *Infrastructure de Parcs Ontario - Actif* | |
| Immobilisations matérielles | 2 293 382 |
| *Multiplication des débouchés dans l'infrastructure en matière de gestion des richesses naturelles et de promotion du tourisme - Actif* | |
| Immobilisations matérielles | 5 377 162 |
| TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES RICHESSES NATURELLES | 7 670 544 |

## MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2104 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE** | |
| 1 | 35 938 900 | | 35 938 900 | Aviation et lutte contre les feux de forêt | 35 912 674 |
| 2 | 66 779 200 | (28 840 000) | 37 939 200 | Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies | 37 741 298 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | |
| | 102 719 100 | (28 840 000) | 73 879 100 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET L'INTERVENTION D'URGENCE | 73 653 972 |
| **Actif** | | | | | |
| 3 | 120 000 | | 120 000 | Aviation et la lutte contre les feux de forêt | 89 970 |
| | 120 000 | | 120 000 | TOTAL (ACTIF) POUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET L'INTERVENTION D'URGENCE | 89 970 |

**Description du programme:**

Le programme de sécurité publique et d'intervention d'urgence offre ses conseils, son leadership et ses services pour protéger le public des catastrophes naturelles, comme les feux de forêt et les inondations; il fournit aussi des services d'urgence en cas de catastrophes naturelles. Le programme est également responsable de la prestation, directe ou indirecte, de services de transport non réguliers pour le gouvernement de l'Ontario.

## MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

## PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE--CRÉDIT 2104

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Aviation et lutte contre les feux de forêt (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 24 171 090 |
| Avantages sociaux | 3 263 929 |
| Transports et communications | 2 505 318 |
| Services | 18 364 711 |
| Fournitures et matériel | 4 481 192 |
| | 52 786 240 |
| Moins : Recouvrements | 16 873 566 |
| | 35 912 674 |
| Ressources supplémentaires pour la lutte contre les incendies (Poste 2) | |
| Traitements et salaires | 18 999 933 |
| Avantages sociaux | 2 097 490 |
| Transports et communications | 1 656 956 |
| Services | 16 987 154 |
| Fournitures et matériel | 3 914 765 |
| | 43 656 298 |
| Moins : Recouvrements | 5 915 000 |
| | 37 741 298 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE | 73 653 972 |

| | $ |
|---|---|
| **Actif** | |
| Aviation et lutte contre les feux de forêt (Poste 3) | |
| Dépôts et charges payées d'avance | 89 970 |
| | 89 970 |
| TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE ET D'INTERVENTION D'URGENCE | 89 970 |

## MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES

## ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Projet de gestion du Lac Supérieur | 25 000 | 50 000 |
| Payment from Federal Government | 133 264 | |
| Affaires indiennes et Nord canadien - Protection contres | 1 431 732 | 2 065 400 |
| | 1 589 996 | 2 115 400 |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | 4 647 878 | 6 381 164 |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Agrégats | 1 806 192 | 1 762 418 |
| Autres | 495 580 | 515 027 |
| | 2 301 772 | 2 277 455 |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Vente d'immobilisations | 1 386 661 | 3 689 531 |
| Autres | 10 575 929 | 13 478 023 |
| | 11 962 590 | 17 167 554 |
| REDEVANCES | | |
| Énergie hydraulique | 135 178 277 | 121 489 892 |
| Droits de la Couronne | 111 967 216 | 104 492 746 |
| Ressources pétrolières en mer | 8 875 476 | 7 519 779 |
| Agrégats | 859 818 | 803 746 |
| Autres | 1 493 | 2 205 |
| | 256 882 280 | 234 308 368 |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | 486 748 | |
| RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | 279 147 | 1 319 008 |
| DIVERS | | |
| Autres | 2 908 759 | 372 138 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **281 059 170** | **263 941 077** |

# MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-246

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 2-247

POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE ..... 2-250

SYSTÈMES INTELLIGENTS ET GESTION DES CONNAISSANCES ..... 2-252

ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO ..... 2-254

SANTÉ PUBLIQUE, DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DE PRÉVENTION DES MALADIES ..... 2-257

SERVICES EN MATIÈRE DE SOINS ACTIFS ET DE SANTÉ D'URGENCE ..... 2-259

SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET DE SANTÉ MENTALE ..... 2-261

IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ ..... 2-264

TRANSFERTS FÉDÉRAUX ..... 2-266

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-249, 2-255, 2-260, 2-263

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-268

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 152 585 264 | Administration du ministère | 170 418 335 | 181 315 476 |
| 323 073 616 | Politiques de santé et de la recherche | 423 975 900 | 413 641 456 |
| 82 756 633 | Systèmes intelligents et gestion des connaissances | 86 524 000 | 86 523 500 |
| 9 787 977 928 | Assurance-santé de l'Ontario | 10 661 147 400 | 10 574 803 807 |
| 1 414 996 167 | Santé publique, de promotion de la santé et de prévention des maladies | 959 906 600 | 941 283 306 |
| 11 774 462 039 | Services en matière de soins actifs et de santé d'urgence | 12 849 990 600 | 12 843 728 432 |
| 5 301 006 435 | Santé communautaire et de santé mentale | 5 902 496 900 | 5 886 758 725 |
| | Transferts fédéraux | | |
| **28 836 858 082** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE** | **31 054 459 735** | **30 928 054 702** |
| | **Actif** | | |
| 3 632 626 | Politiques de santé et de la recherche | 3 850 000 | 2 065 881 |
| 41 130 454 | Assurance-santé de l'Ontario | 22 427 900 | 14 787 700 |
| 1 885 000 | Santé publique, de promotion de la santé et de prévention des maladies | 1 500 000 | 1 400 000 |
| 13 500 000 | Services en matière de soins actifs et de santé d'urgence | 17 388 000 | 17 388 000 |
| 64 503 837 | Santé communautaire et de santé mentale | 71 078 800 | 40 803 476 |
| **124 651 917** | **TOTAL (ACTIF) DU MINISTÈRE** | **116 244 700** | **76 445 057** |
| | **IMMOBILISATIONS** | | |
| 350 385 642 | D'immobilisations dans le domaine de la santé | 528 039 500 | 528 039 481 |
| **350 385 642** | **TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE** | **528 039 500** | **528 039 481** |

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1401 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** | |
| 1 | 163 356 000 | 2 882 200 | 166 238 200 | Administration du ministère | 162 455 926 |
| 2 | 4 119 700 | | 4 119 700 | Commission ontarienne d'examen | 4 119 616 |
| L | 36 057 | | 36 057 | Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 28 545 |
| L | 24 378 | | 24 378 | Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 34 896 |
| L | | | | Pharmacie du gouvernement, *Loi sur l'administration financière* | 14,676,493 |
| | 167 536 135 | 2 882 200 | 170 418 335 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 181 315 476 |

**Description du programme:**

Le programme d'administration du ministère :

apporte son soutien au ministre de la Santé et des Soins de longue durée pour lui permettre de remplir les exigences de son portefeuille; veille à la mise en place des cadres de gestion, de reddition des comptes et de contrôle du ministère pour assurer l'utilisation rationnelle et efficiente des ressources et lui permettre d'atteindre ses objectifs;

offre une vaste gamme de services stratégiques et opérationnels essentiels à la prestation efficace des programmes du ministère, p. ex., planification des activités, du budget et des immobilisations; vérification; approvisionnements, services financiers et gestion des contrats; Service d'approvisionnement médico-pharmaceutique du gouvernement de l'Ontario; locaux; ressources humaines et développement organisationnel; projets ministériels; gestion du changement et amélioration des activités; accès à l'information et protection de la vie privée; coordination des soumissions et liaisons avec le Bureau du Conseil des ministres; processus de nominations; gestion de l'information et technologie de l'information; services juridiques; communications et information; unité de surveillance de l'Agence des systèmes intelligents pour la santé; politiques stratégiques et initiatives de planification mises en oeuvre par le Secrétariat des soins infirmiers sur les questions touchant la profession infirmière et la formation du personnel infirmier. Le Secrétariat des services consultatifs médicaux se charge de l'analyse factuelle et donne des conseils stratégiques aux cadres du ministère sur l'application coordonnée de nouvelles technologies et de nouveaux services de santé pour l'Ontario;

apporte son soutien administratif à la Commission ontarienne d'examen; à la Commission du consentement et de la capacité; à la Commission d'appel et de révision des services de santé; et à la Commission d'appel et de révision des professions de la santé.

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1401

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 59 093 789 |
| Avantages sociaux | | 8 090 172 |
| Transports et communications | | 9 155 388 |
| Services | | 78 392 875 |
| Fournitures et matériel | | 7 809 472 |
| | | 162 541 696 |
| Moins: Recouvrements | | 85 770 |
| | | 162 455 926 |
| *Bureau principal* | | |
| Traitements et salaires | 3 919 049 | |
| Avantages sociaux | 386 768 | |
| Transports et communications | 247 198 | |
| Services | 2 085 614 | |
| Fournitures et matériel | 1 480 826 | |
| | | 8 119 455 |
| *Services financiers et administratifs* | | |
| Traitements et salaires | 20 131 905 | |
| Avantages sociaux | 3 433 568 | |
| Transports et communications | 2 266 546 | |
| Services | 34 384 531 | |
| Fournitures et matériel | 3 243 420 | |
| | 63 459 970 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères | 85 770 | |
| | | 63 374 200 |
| *Ressources humaines* | | |
| Traitements et salaires | 4 319 114 | |
| Avantages sociaux | 562 988 | |
| Transports et communications | 64 282 | |
| Services | 3 961 976 | |
| Fournitures et matériel | 92 415 | |
| | | 9 000 775 |
| *Services de communication* | | |
| Traitements et salaires | 6 555 636 | |
| Avantages sociaux | 848 838 | |
| Transports et communications | 228 646 | |
| Services | 8 339 383 | |
| Fournitures et matériel | 297 081 | |
| | | 16 269 584 |
| *Secrétariat des soins infirmiers* | | |
| Traitements et salaires | 508 174 | |
| Avantages sociaux | 44 203 | |
| Transports et communications | 39 985 | |
| Services | 172 807 | |
| Fournitures et matériel | 61 141 | |
| | | 826 310 |
| *Services juridiques* | | |
| Traitements et salaires | 118 302 | |
| Avantages sociaux | | |
| Transports et communications | 29 816 | |
| Services | 3 586 564 | |
| Fournitures et matériel | 106 115 | |
| | | 3 840 797 |

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**

**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 1401**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| *Services de vérification* | | |
| Transports et communications | 509 | |
| Services | 1 446 476 | |
| Fournitures et matériel | 1 737 | |
| | | 1 448 722 |
| *Systèmes informatiques* | | |
| Traitements et salaires | 22 889 846 | |
| Avantages sociaux | 2 729 812 | |
| Transports et communications | 6 242 728 | |
| Services | 24 153 466 | |
| Fournitures et matériel | 2 487 497 | |
| | | 58 503 349 |
| *Secrétariat des services consultatifs médicaux* | | |
| Traitements et salaires | 651 763 | |
| Avantages sociaux | 83 995 | |
| Transports et communications | 35 678 | |
| Services | 262 058 | |
| Fournitures et matériel | 39 240 | |
| | | 1 072 734 |
| Crédits législatifs | | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 28 545 |
| Traitement versé aux adjoints parlementaires en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 34 896 |
| Pharmacie du gouvernement, *Loi sur l'administration financière* *Financial Administration Act* | | 14 676 493 |
| | | 14 739 934 |

| | $ |
|---|---|
| Commission ontarienne d'examen (Poste 2) | |
| Traitements et salaires | 868 413 |
| Avantages sociaux | 109 728 |
| Transports et communications | 534 234 |
| Services | 2 551 494 |
| Fournitures et matériel | 55 747 |
| | 4 119 616 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 181 315 476 |

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1402 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE** | |
| 1 | 413 640 500 | 10 335 400 | 423 975 900 | Politiques de santé et recherche | 413 641 456 |
| | 413 640 500 | 10 335 400 | 423 975 900 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE | 413 641 456 |
| **Actif** | | | | | |
| 2 | 3 850 000 | | 3 850 000 | Politiques de santé et recherche | 2 065 881 |
| | 3 850 000 | | 3 850 000 | TOTAL (ACTIF) POUR LES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE | 2 065 881 |

**Description du programme:**

Ce programme se charge de l'élaboration des politiques et de la planification des activités du ministère afin d'offrir rapidement une orientation stratégique claire et uniforme pour soutenir et améliorer le système de santé. Cette planification à travers tout le système permet au ministère de répartir ses ressources stratégiquement et assure la prestation homogène des services de santé dans toute la province.

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**

**PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE--CRÉDIT 1402**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Politiques de santé et recherche (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 11 116 690 |
| Avantages sociaux | | 1 248 556 |
| Transports et communications | | 623 015 |
| Services | | 9 588 338 |
| Fournitures et matériel | | 750 994 |
| Paiements de transfert | | |
| Recherches cliniques, appliquées, opérationnelles et autres poursuivies dans le domaine de la santé | 17 355 799 | |
| Plan de développement des ressources dans le domaine de la santé | 30 667 191 | |
| Ressourcement pour le mieux-être des Autochtones | 23 952 718 | |
| Enseignement clinique | 306 841 649 | |
| Programme de neurotraumatologie | 5 000 000 | |
| Réseau ontarien d'information sur la santé des femmes | 6 496 506 | 390 313 863 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE | | 413 641 456 |
| **Actif** | | |
| Politiques de santé et recherche (Poste 2) | | |
| Avances et montant récupérables | | |
| Formation clinique | 2 000 000 | |
| Plan de développement des ressources dan les domaine de la santé | 55 574 | |
| Réseau ontarien d'information sur la santé des femmes | 10 307 | 2 065 881 |
| | | 2 065 881 |
| TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES DE SANTÉ ET DE LA RECHERCHE | | 2 065 881 |

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1403 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES SYSTÈMES INTELLIGENTS ET GESTION DES CONNAISSANCES** | |
| 1 | 103 857 600 | (17 333 600) | 86 524 000 | Systèmes intelligents et gestion des connaissances | 86 523 500 |
| | 103 857 600 | (17 333 600) | 86 524 000 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SYSTÈMES INTELLIGENTS ET GESTION DES CONNAISSANCES | 86 523 500 |

**Description du programme:**

L'Agence des systèmes intelligents pour la santé offre l'infrastructure d'information nécessaire à la transmission et l'échange électroniques et sûrs des renseignements personnels entre les fournisseurs de soins de l'Ontario, et appuie les initiatives de cybersanté du ministère de la Santé et des Soins de longue durée.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

PROGRAMME DES SYSTÈMES INTELLIGENTS ET GESTION DES CONNAISSANCES--CRÉDIT 1403

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 5 |
|---|---|
| FONCTIONNEMENT | |
| Systèmes intelligents et gestion des connaissances (Poste 1) | |
| Paiements de transfert | |
| Systèmes intelligents pour la santé | 86 523 500 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SYSTÈMES INTELLIGENTS ET GESTION DES CONNAISSANCES | 86 523 500 |

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1405 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO** | |
| 1 | 7 359 459 200 | 322 276 200 | 7 681 735 400 | Assurance-santé de l'Ontario | 7 680 115 481 |
| 2 | 2 549 179 700 | 119 614 000 | 2 668 793 700 | Programmes de médicaments | 2 581 730 166 |
| 3 | 71 083 300 | (3 085 900) | 67 997 400 | Services de laboratoire | 66 014 804 |
| 4 | 242 972 400 | (352 500) | 242 619 900 | Programme d'appareils et accessoires fonctionnels | 242 082 256 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | 4 861 100 |
| | 10 222 695 600 | 438 451 800 | 10 661 147 400 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO | 10 574 803 807 |
| **Actif** | | | | | |
| 5 | 26 815 900 | (4 388 000) | 22 427 900 | Assurance-santé de l'Ontario | 14 787 700 |
| | 26 815 900 | (4 388 000) | 22 427 900 | TOTAL (ACTIF) POUR L'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO | 14 787 000 |

**Description du programme:**

L'Assurance-santé de l'Ontario administre des volets essentiels du système de santé ontarien : l'inscription des Ontariens et Ontariennes admissibles; la rémunération des médecins; la rémunération des autres praticiens; le remboursement des services hors province/hors pays; les établissements de soins autonomes; les programmes de médicaments; les services de laboratoire; les appareils et accessoires fonctionnels; et la protection contre la fraude et les activités criminelles dans les services de santé.

En Ontario, les services de santé sont dispensés par des professionnels de la santé exerçant dans divers cadres de soins, tels que cabinets de généralistes ou hôpitaux. Les services de santé sont financés par le gouvernement et offerts aux Ontariens et Ontariennes qui sont inscrits, et admissibles, au Régime d'assurance-santé de l'Ontario (OHIP).

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO--CRÉDIT 1405

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Assurance-santé de l'Ontario (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 78 015 384 |
| Avantages sociaux | | 11 042 878 |
| Transports et communications | | 17 836 497 |
| Services | | 38 054 753 |
| Fournitures et matériel | | 4 260 711 |
| Paiements de transfert | | |
| Paiements effectués au titre des services et soins fournis par les médecins et autres praticiens | 7 469 812 241 | |
| Établissements de santé autonomes | 24 135 122 | |
| Services de télétriage | 35 501 269 | |
| Comité d'étude de la médecine | 1 456 626 | 7 530 905 258 |
| | | 7 680 115 481 |
| Crédits législatifs | | |
| Autres opérations | | |
| Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | | 4 861 100 |
| | | 4 861 100 |
| Programmes de médicaments (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires | | 7 746 396 |
| Avantages sociaux | | 1 159 459 |
| Transports et communications | | 8 060 474 |
| Services | | 19 071 828 |
| Fournitures et matériel | | 1 182 983 |
| Paiements de transfert | | |
| Programme de médicaments de l'Ontario | | 2 544 509 026 |
| | | 2 581 730 166 |
| Services de laboratoire (Poste 3) | | |
| Traitements et salaires | | 28 900 951 |
| Avantages sociaux | | 4 478 557 |
| Transports et communications | | 2 569 152 |
| Services | | 7 334 212 |
| Fournitures et matériel | | 19 109 932 |
| Paiements de transfert | | |
| Programme de la gestion de la qualité - Services de laboratoire | | 3 622 000 |
| | | 66 014 804 |
| Programme d'appareils et accessoires fonctionnels (Poste 4) | | |
| Traitements et salaires | | 2 549 824 |
| Avantages sociaux | | 349 411 |
| Transports et communications | | 82 822 |
| Services | | 479 510 |
| Fournitures et matériel | | 114 530 |
| Paiements de transfert | | |
| Programme d'appareils et accessoires fonctionnels | 178 388 759 | |
| Programme d'oxygénothérapie à domicile | 60 117 400 | 238 506 159 |
| | | 242 082 256 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO | | 10 574 803 807 |

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO–CRÉDIT 1405

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **Actif** | | |
| Programme d'assurance-santé de l'Ontario (Poste 5) | | |
| Dépôts et charges payées d'avance | | |
| Fonds pour l'adaptation des soins de santé primaires | | 10 200 000 |
| Avances et montants recupérables | | |
| Paiements effectués au titre des services et soins fournis par les médecins et autres praticiens | 4 333 600 | |
| Programmes des médicaments de l'Ontario | 128 100 | |
| Programme d'appareils et accessoires fonctionnels | 99 000 | |
| Programme d'oxygénothérapie | 27 000 | 4 587 700 |
| | | 14 787 700 |
| TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME D'ASSURANCE-SANTÉ DE L'ONTARIO | | 14 787 700 |

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| | | | | **PROGRAMME DE SANTÉ PUBLIQUE, DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DE PRÉVENTION DES MALADIES** | |
| 1406 FONCTIONNEMENT | | | | | |
| 1 | 78 478 300 | (23 221 400) | 55 256 900 | Promotion de la santé et prévention des maladies | 47 730 999 |
| 4 | 916 330 100 | (11 680 400) | 904 649 700 | Santé publique | 893 552 307 |
| | 994 808 400 | (34 901 800) | 959 906 600 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA SANTÉ PUBLIQUE, LA PROMOTION DE LA SANTÉ ET LA PRÉVENTION DES MALADIES | 941 283 306 |
| Actif | | | | | |
| 6 | 1 500 000 | | 1 500 000 | Programmes de santé publique, de promotion de la santé et de prévention des maladies | 1 400 000 |
| | 1 500 000 | | 1 500 000 | TOTAL (ACTIF) POUR LA SANTÉ PUBLIQUE, LA PROMOTION DE LA SANTÉ ET LA PRÉVENTION DES MALADIES | 1 400 000 |

**Description du programme:**

L'objectif des programmes de santé publique, de promotion de la santé et de prévention des maladies est de protéger, de promouvoir et d'améliorer la santé; de prévenir ou de retarder les maladies, les blessures et le décès prématuré des Ontariens et Ontariennes à toutes les étapes de la vie. Ce programme permet aux particuliers, aux familles et aux communautés de cerner et de satisfaire leurs besoins en matière de santé. Le programme reflète aussi le changement d'orientation du ministère de la Santé et des Soins de longue durée qui a décidé de consacrer les ressources médicales de l'Ontario à la prestation de services de santé proactifs plutôt qu'au traitement réactif des maladies aiguës et chroniques. Ce programme de santé publique comprend les volets suivants : évaluation de la santé de la population; surveillance de la santé et des maladies; promotion de la santé; prévention des maladies et des blessures; et protection de la santé. Le programme accorde aussi une aide financière aux victimes de l'hépatite C et du VIH/sida contractés à la suite de transfusions sanguines. Il assume également la part des coûts revenant à l'Ontario pour le sang fourni par la Société canadienne du sang aux hôpitaux de la province.

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## PROGRAMME DE SANTÉ PUBLIQUE, DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DE PRÉVENTION DES MALADIES–CRÉDIT 1406

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Promotion de la santé et prévention des maladies (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 762 232 |
| Avantages sociaux | | 80 490 |
| Transports et communications | | 156 936 |
| Services | | 9 756 110 |
| Fournitures et matériel | | 20 123 |
| Paiements de transfert | | |
| Promotion de la santé et prévention des maladies | | 36 955 108 |
| | | 47 730 999 |
| Santé publique (Poste 4) | | |
| Traitements et salaires | | 11 305 911 |
| Avantages sociaux | | 1 258 338 |
| Transports et communications | | 602 065 |
| Services | | 14 194 926 |
| Fournitures et matériel | | 3 502 155 |
| Paiements de transfert | | |
| Organismes de santé locaux officiels | 273 928 271 | |
| Épidémies | 119 140 427 | |
| Prévention de la tuberculose | 4 700 203 | |
| Lutte contre les maladies vénériennes | 764 106 | |
| Association pour l'accréditation en services de santé communautaire | 116 000 | |
| Association pour la santé publique de l'Ontario | 305 000 | |
| Aide à la lutte contre le VIH | 5 492 000 | |
| Dépistage du cancer colorectal | 198 261 | |
| Prévention des infections | 14 298 980 | |
| Société canadienne du sang | 414 966 390 | |
| Programme ontarien de dépistage du cancer du sein | 28 779 274 | 862 688 912 |
| | | 893 552 307 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ PUBLIQUE, DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DE PRÉVENTION DES MALADIES | | 941 283 306 |

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **Actif** | | |
| Programmes de santé publique, de promotion de la santé et de prévention des maladies (Poste 6) | | |
| Avances et montants récupérables | | |
| Promotion de la santé et prévention des maladies | 400 000 | |
| Organismes locaux officiels responsables de la santé | 1 000 000 | 1 400 000 |
| | | 1 400 000 |
| TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ PUBLIQUE, DE PROMOTION DE LA SANTÉ ET DE PRÉVENTION DES MALADIES | | 1 400 000 |

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1408 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES SERVICES EN MATIÈRE DE SOINS ACTIFS ET DE SANTÉ D'URGENCE** | |
| 1 | 11 838 327 100 | 558 601 400 | 12 396 928 500 | Services en matière de soins actifs | 12 391 328 535 |
| 2 | 481 852 400 | (29 618 300) | 452 234 100 | Services de santé d'urgence | 451 571 897 |
| L | 828 000 | | 828 000 | Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | 828 000 |
| | 12 321 007 500 | 528 983 100 | 12 849 990 600 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES EN MATIÈRE DE SOINS ACTIFS ET DE SANTÉ D'URGENCE | 12 843 728 432 |
| **Actif** | | | | | |
| 3 | 13 000 000 | 4 388 000 | 17 388 000 | Services en matière de soins actifs et de santé d'urgence | 17 388 000 |
| | 13 000 000 | 4 388 000 | 17 388 000 | TOTAL (ACTIF) POUR LES SERVICES EN MATIÈRE DE SOINS ACTIFS ET DE SANTÉ D'URGENCE | 17 388 000 |

**Description du programme:**

Le programme des services en matière de soins actifs et de santé d'urgence est responsable des paiements de transfert, de l'élaboration des politiques opérationnelles, de la planification et du financement de deux secteurs d'activités importants comprenant les hôpitaux et les services de santé d'urgence (p. ex., les ambulances). Le programme apporte aussi une aide financière à Action Cancer Ontario.

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## PROGRAMME DES SERVICES EN MATIÈRE DE SOINS ACTIFS ET DE SANTÉ D'URGENCE--CRÉDIT 1408

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Services en matière de soins actifs (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 31 672 490 |
| Avantages sociaux | | 3 984 184 |
| Transports et communications | | 2 132 663 |
| Services | | 9 847 950 |
| Fournitures et matériel | | 1 406 207 |
| Paiements de transfert | | |
| Fonctionnement des hôpitaux | 11 859 234 423 | |
| Fonctionnement des établissements connexes | 107 199 518 | |
| Action Cancer Ontario | 369 521 425 | |
| Reporting Entity Project | 2 533 100 | |
| Subventions versées en compensation des taxes municipales - hôpitaux publics | 3 796 575 | 12 342 285 041 |
| | | 12 391 328 535 |
| Services de santé d'urgence (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires | | 33 556 051 |
| Avantages sociaux | | 5 795 065 |
| Transports et communications | | 7 683 935 |
| Services | | 18 272 106 |
| Fournitures et matériel | | 8 196 291 |
| Paiements de transfert | | |
| Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes : Services d'ambulance municipaux | 259 833 087 | |
| Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes : Autres services d'ambulance et services d'urgence connexes | 118 235 362 | 378 068 449 |
| | | 451 571 897 |

| | $ |
|---|---|
| Crédits législatifs | |
| Autres opérations | |
| Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | 828 000 |
| | 828 000 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES EN MATIÈRE DE SOINS ACTIFS ET DE SANTÉ D'URGENCE | 12 843 728 432 |
| **Actif** | |
| Services en matière de soins actifs et de santé d'urgence (Poste 3) | |
| Avances et montants récupérables | |
| Paiements pour les services d'ambulance et services d'urgence connexes | 388 000 |
| Fonctionnement des hôpitaux | 17 000 000 |
| | 17 388 000 |
| TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES EN MATIÈRE DE SOINS ACTIFS ET DE SANTÉ D'URGENCE | 17 388 000 |

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1409 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET DE SANTÉ MENTALE** | |
| 1 | 4 622 357 100 | (28 426 500) | 4 593 930 600 | Santé communautaire | 4 585 450 483 |
| 2 | 1 379 960 800 | (75 870 500) | 1 304 090 300 | Santé mentale | 1 301 008 242 |
| L | 4 176 000 | | 4 176 000 | Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | 0 |
| L | 300 000 | | 300 000 | Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | 300 000 |
| | 6 006 793 900 | (104 297 000) | 5 902 496 900 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET DE SANTÉ MENTALE | 5 886 758 725 |
| **Actif** | | | | | |
| 3 | 71 078 800 | | 71 078 800 | Santé communautaire et santé mentale | 40 803 476 |
| | 71 078 800 | | 71 078 800 | TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET DE SANTÉ MENTALE | 40 803 476 |

**Description du programme:**

Le programme de santé communautaire et de santé mentale est responsable des paiements de transfert, de l'élaboration des politique opérationnelles, de la planification et du financement de plusieurs services et activités de santé communautaire et de santé mentale en Ontario. Certains de ces services sont dispensés par des établissements ou par le biais d'établissements, en voici quelques exemples : établissements de soins de longue durée; centres d'accès aux soins communautaires; organismes de services communautaires de soutien; centres de santé communautaire; services communautaires de santé mentale; services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés. Il existe aussi des programmes spéciaux de prestation ou de financement qui offrent un vaste éventail de services et soutiens, parmi lesquels le Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales; les services de sages-femmes; la prévention et la lutte contre le sida; et les programmes de lutte contre la toxicomanie.

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET DE SANTÉ MENTALE–CRÉDIT 1409

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

### FONCTIONNEMENT

Santé communautaire (Poste 1)

| | $ | $ |
|---|---|---|
| Traitements et salaires | | 8 563 657 |
| Avantages sociaux | | 1 089 652 |
| Transports et communications | | 1 908 063 |
| Services | | 16 604 382 |
| Fournitures et matériel | | 577 694 |
| Paiements de transfert | | |
| Établissements de soins de longue durée | 2 485 816 614 | |
| Centres d'accès aux soins communautaires | 1 290 302 907 | |
| Services communautaires de soutien | 274 291 159 | |
| Logements avec services de soutien | 137 571 205 | |
| Centres de santé communautaire | 152 788 689 | |
| Services de sages-femmes | 37 444 497 | |
| Traumatisme crâniens | 39 492 426 | |
| Programme des services aux régions insuffisamment desservies | 37 669 979 | |
| Programme de subventions accordées aux résidents du Nord de l'Ontario pour frais de transport à des fins médicales | 25 032 911 | |
| Conseils régionaux de santé | 33 342 384 | |
| Programme de lutte contre le diabète | 18 619 472 | |
| Prévention et lutte contre le sida | 14 409 792 | |
| Réseau ontarienne de traitement du VIH | 9 925 000 | 4 556 707 035 |
| | | 4 585 450 483 |

Santé mentale (Poste 2)

| | $ | $ |
|---|---|---|
| Traitements et salaires | | 130 145 471 |
| Avantages sociaux | | 26 350 365 |
| Transports et communications | | 1 538 501 |
| Services | | 17 814 310 |
| Fournitures et matériel | | 16 366 377 |
| Paiements de transfert | | |
| Services communautaires de santé mentale | 440 148 014 | |
| Foundation ontarienne de la santé mentale | 409 254 | |
| Programme de lutte contre la toxicomanie | 133 965 154 | |
| Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés | 536 827 396 | |
| Subventions versées en compensations des taxes municipales - hôpitaux psychiatriques | 144 000 | 1 111 493 818 |
| | | 1 303 708 842 |
| Moins: Recouvrements | | 2 700 600 |
| | | 1 301 008 242 |

*Administration de la santé mentale*

| | $ | $ | $ |
|---|---|---|---|
| Traitements et salaires | | 3 984 103 | |
| Avantages sociaux | | 513 990 | |
| Transports et communications | | 163 664 | |
| Services | | 858 614 | |
| Fournitures et matériel | | 64 219 | |
| Paiements de transfert | | | |
| Services communautaires de santé mentale | 440 148 014 | | |
| Foundation ontarienne de la santé mentale | 409 254 | | |
| Programme de lutte contre la toxicomanie | 133 965 154 | 574 522 422 | |
| | | | 580 107 012 |

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET DE SANTÉ MENTALE–CRÉDIT 1409

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| *Programmes de soins aux malades externes* | | |
| Traitements et salaires | 14 913 923 | |
| Avantages sociaux | 2 861 931 | |
| Transports et communications | 346 116 | |
| Services | 1 523 675 | |
| Fournitures et matériel | 956 346 | |
| | | 20 601 991 |
| *Programmes de soins aux malades hospitalisés* | | |
| Traitements et salaires | 111 247 445 | |
| Avantages sociaux | 22 974 441 | |
| Transports et communications | 1 028 723 | |
| Services | 15 432 022 | |
| Fournitures et matériel | 15 345 812 | |
| Paiements de transfert | | |
| Services d'hôpitaux psychiatriques spécialisés | 536 827 396 | |
| Subventions versées en compensations des taxes municipales - hôpitaux psychiatriques | 144 000 | 536 971 396 |
| | | 702 999 839 |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères | | 2 700 600 |
| | | 700 299 239 |
| Crédits législatifs | | |
| Autres opérations | | |
| Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | | 300 000 |
| | | 300 000 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET DE SANTÉ MENTALE | | 5 886 758 725 |

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **Actif** | | |
| Santé communautaire et santé mentale (Poste 3) | | |
| Avances et montants récupérables | | |
| Établissements de soins de longue durée | 16 786 100 | |
| Centres d'accès aux soins communautaires | 5 000 000 | |
| Services communautaires de soutien | 3 617 376 | |
| Logement avec services de soutien | 800 000 | |
| Centre de santé communautaire | 1 500 000 | |
| Services de sages-femmes | 500 000 | |
| Traumatismes crâniens | 400 000 | |
| Programme de lutte contre la toxicomanie | 500 000 | |
| Conseils régionaux de santé | 700 000 | |
| Programme de lutte contre le diabète | 550 000 | |
| Prévention et lutte contre le sida | 75 000 | |
| Réseau ontarien de traitement du VIH | 75 000 | |
| Services communautaires de santé mentale | 10 300 000 | 40 803 476 |
| | | 40 803 476 |
| TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE ET DE SANTÉ MENTALE | | 40 803 476 |

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1407 IMMOBILISATIONS** | | | | **PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ** | |
| 1 | 344 039 500 | 184 000 000 | 528 039 500 | Immobilisations dans le domaine de la santé | 528 039 481 |
| | 344 039 500 | 184 000 000 | 528 039 500 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LES IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ | 528 039 481 |

**Description du programme:**

Le programme d'immobilisations dans le domaine de la santé est responsable du processus de planification des immobilisations; de l'élaboration des politiques en matière d'immobilisations; et de l'octroi de subventions d'immobilisations aux établissements de santé, y compris les hôpitaux publics, les centres régionaux de cancérologie, les centres de santé communautaire, les centres communautaires de santé mentale, les programmes de lutte contre la toxicomanie, et les établissements de soins de longue durée. Le programme s'occupe également du financement des nouveaux bâtiments dans le cadre de la restructuration des hôpitaux.

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ--CRÉDIT 1407

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **IMMOBILISATIONS** | | |
| Immobilisations dans le domaine de la santé (Poste 1) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Projets visant les grands hôpitaux | 315 639 500 | |
| Fonds pour le réaménagement de l'infrastructure du système de santé | 60 630 000 | |
| Planification et conception | 52 600 000 | |
| Projets visant les petits hôpitaux | 22 720 000 | |
| Fonds pour l'équipement médical et diagnostique | 33 150 000 | |
| Programmes des soins de longue durée | 7 300 000 | |
| Programmes de santé communautaire | 21 000 000 | |
| Réforme des soins primaires | 5 000 000 | 518 039 500 |
| Autres opérations | | |
| Investissements dans les immobilisations | | 9 999 981 |
| | | 528 039 481 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ | | 528 039 481 |

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1410 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE TRANSFERTS FÉDÉRAUX** | |
| 1 | 824 100 000 | (824 100 000) | - | Transferts fédéraux ..... | - |
| | 824 100 000 | (824 100 000) | - | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE TRANSFERTS FÉDÉRAUX ..... | - |

**Description du programme:**

L'objectif principal de l'Accord des premiers ministres sur le renouvellement des soins de santé est de permettte aux Canadiens et Canadiennes d'obtenir les soins dont ils ont besoin, quand ils en ont besoin. L'Accord rappelle qu'il est impératif que tous les Canadiens et toutes les Candiennes puissent rapidement accéder à des soins de qualité. Les nouveaux fonds serviront à renforcer le soutien continu que le gouvernement fédéral accorde à la santé par le biais du Transfert canadien pour la santé (TCS) - en réponse aux recommandations financières formulées par la Commission royale sur l'avenir des soins de santé au Canada - et à régler le problème des délais d'attente afin que tous les résidents du Canada aient rapidement accès aux services de santé essentiels.

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE**

**PROGRAMME DE TRANSFERTS FÉDÉRAUX--CRÉDIT 1410**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Transferts fédéraux (Poste 1) | |
| Paiements de transfert | |
| Plan de 2004 des premiers ministres | 0 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE TRANSFERTS FÉDÉRAUX | 0 |

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

### ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Langue française | 429 150 | 335 000 |
| Accord sur la réadaptation professionnelle des personnes | 12 416 240 | 13 520 285 |
| Logement en milieu de soutien | 6 607 760 | 6 702 851 |
| Accord pour le traitement et la réadaptation des toxicomanes | 4 191 049 | 4 191 049 |
| Services sociaux dispensés aux Indiens | 6 361 003 | 9 644 702 |
| Entente sur l'accès prioritaire des anciens combattants aux lits d'hôpitaux | 4 287 163 | 4 422 280 |
| Accord de contribution - Fonds pour l'adaptation des services de santé | 0 | 5 415 000 |
| Entente sur les fonds de transition médicaux - bébés en santé/enfants en santé | 0 | 7 050 000 |
| Fonds de transition pour soins primaires | 54 487 090 | 63 820 400 |
| Entente d'engagement fédéral pour l'hépatite C | 22 100 000 | 11 050 000 |
| Centre médical international | 1 175 776 | 0 |
| Programme de contribution aux meilleures pratiques | 56 672 | 0 |
| Accès aux antécédents pharmaceutiques | 861 587 | 0 |
| Gestion de l'identification et de l'enregistrement des clients - ICS | 1 532 813 | 0 |
| | 114 506 303 | 126 151 567 |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | | |
| Régime d'assurance-santé de l'Ontario - Subrogation | 12,299,244 | 11 690 911 |
| Réorganisation des services locaux | 131,087 | |
| | 12 430 331 | 11 690 911 |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Octroi de permis aux laboratoires | 339,951 | 354 081 |
| Vérification de la qualité des services des laboratoires | 1,157,509 | 1 229 653 |
| Quote-part des usagers des services d'ambulance | 2,930,854 | 3 212 444 |
| Frais d'administration de la Commission des accidents du travail | 433,333 | 400 500 |
| Frais de permis pour les ensembles d'établissements de santé mixtes | 13,600 | 11 380 |
| Droits pour effectuer le paiement des réclamations | 817,916 | 1 047 124 |
| Droits de permis - Centres de prélèvement | 288,790 | 222 998 |
| Services d'avocats - enquêtes | 1,770,886 | 0 |
| Droits d'examen - Préposés aux soins médicaux d'urgence | 210,805 | 0 |
| Autres | 105,958 | 164 180 |
| | 8 069 602 | 6 642 360 |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Atelier de formation professionnelle | 113,044 | 109 464 |
| Repas | 264,165 | 244 621 |
| Vente d'ambulance | 0 | 12 120 779 |
| Vente de matériel d'ambulance | 651,989 | 1 924 575 |
| Autres ventes et locations | 12,837 | 2 405 829 |
| | 1 042 035 | 16 805 268 |

## MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SOINS DE LONGUE DURÉE

## ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| AMENDES ET PÉNALITÉS | | |
| Amendes/pénalités | 38 450 | 0 |
| RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | 135 932 744 | 1 740 000 |
| | 135 932 744 | 1 740 000 |
| DIVERS | | |
| Divers - chèques en circulation | | 1 500 000 |
| Pénalités - intérêt | 1,517,796 | 110 114 |
| Autres | 173,082 | 4 215 662 |
| | 1 690 878 | 5 825 776 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **273 710 343** | **168 855 882** |

# SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-272

SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO ..... 2-273

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-275

## SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

## SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 15 006 007 | Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario | 20 084 300 | 18 955 565 |
| **15 006 007** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO** | **20 084 300** | **18 955 565** |
| | **IMMOBILISATIONS** | | |
| 192 188 | Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario | 1 600 000 | 1 600 000 |
| **192 188** | **TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO** | **1 600 000** | **1 600 000** |

## SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2001 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO** | |
| 1 | 14 292 000 | *1 900 000 | 16 192 000 | Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario | 15 064 215 |
| 2 | 1 000 | 3 891 300 | 3 892 300 | Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale | 3 891 350 |
| | 14 293 000 | 5 791 300 | 20 084 300 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO | 18 955 565 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 3 | 1 600 000 | | 1 600 000 | Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario | 1 600 000 |
| | 1 600 000 | | 1 600 000 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO | 1 600 000 |

**Description du programme:**

Le mandat du Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario est de représenter le gouvernement dans les affaires autochtones; de protéger les intérêts du gouvernement; de remplir ses obligations juridiques; et de travailler en collaboration avec le gouvernement fédéral au bien-être de la population autochtone de l'Ontario.

* Représente une ordonnance du Conseil du Trésor rendue après la fin de l'exercice qui a été approuvée par le Conseil de gestion du gouvernement en août 2005 pour couvrir les dépenses supplémentaires au titre des paiements de transfert d'un montant de 1,9 million de dollars qui ont été comptabilisées afin de hausser le passif lié à ces paiements à 8,7 millions de dollars à la lumière des renseignements fournis par le Conseil au ministère. Il s'agit d'une procuration de la dette non provisionnée que la province doit financer et qui est appliquée de façon rétroactive à l'exercice 2004-2005.

## SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

## PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO--CRÉDIT 2001

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

### FONCTIONNEMENT

Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario (Poste 1)

| | $ | $ |
|---|---|---|
| Traitements et salaires | | 3 948 272 |
| Avantages sociaux | | 449 310 |
| Transports et communications | | 371 160 |
| Services | | 2 061 798 |
| Fournitures et matériel | | 113 768 |
| Paiements de transfert | | |
| Soutien aux négociations tripartites et aux négociations sur l'autonomie gouvernementale et les questions constitutionnelles entre les autorités gouvernementales et les groupes autochtones | 661 721 | |
| Soutien aux négociations communautaires | 1 440 475 | |
| Les Chefs de l' Ontario | 201 885 | |
| Ontario Native Women's Association | 306 951 | |
| Ontario Federation of Indian Friendship Centres | 368 266 | |
| Grassy Narrows et d'Islington | 1 900 000 | |
| Programme ontarien de développement économique des communautés autochtones | 1 750 609 | |
| Stratégie « Une économie autochtone plus vigoureuse » | 1 490 000 | 8 119 907 |
| | | 15 064 215 |

Revendications territoriales et initiatives sur l'autonomie gouvernementale (Poste 2)

| | | |
|---|---|---|
| Paiements de transfert | | |
| Règlement des revendications territoriales | | 3 891 350 |
| | | 3 891 350 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO | | 18 955 565 |

### IMMOBILISATIONS

Secrétariat des affaires autochtones de l'Ontario (Poste 3)

| | $ |
|---|---|
| Paiements de transfert | |
| Programme de subventions d'immobilisations de la communauté autochtone | 1 600 000 |
| | 1 600 000 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO | 1 600 000 |

## SECRÉTARIAT DES AFFAIRES AUTOCHTONES DE L'ONTARIO

### ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | 21 309 | 967 895 |
| DIVERS | | |
| Divers | | 7 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **21 309** | **967 902** |

# SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-278

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 2-279

SERVICES IMMOBILIERS ..... 2-282

CONTRÔLE DE LA GESTION ..... 2-284

INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION ..... 2-286

SERVICES COMMUNS ..... 2-288

ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO ..... 2-290

AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PRIS EN CHARGE PAR LE GOUVERNEMENT) ..... 2-292

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP ET DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ..... 2-294

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-281, 2-283, 2-289

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-296

ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS ..... 2-296

**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION**

**SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 43 500 335 | Administration du ministère | 37 392 146 | 36 439 499 |
| 64 860 017 | Services immobiliers | 55 796 900 | 55 015 560 |
| 24 451 389 | Contrôle de la gestion | 54 315 000 | 23 466 756 |
| 72 314 761 | Information et de technologie de l'information | 86 835 500 | 86 180 225 |
| 31 129 176 | Services communs | 62 055 000 | 57 643 221 |
| 9 807 188 | Archives publiques de l'Ontario | 11 393 400 | 11 150 119 |
| 496 584 570 | Avantages sociaux et prestations de retraite (pris en charge par le gouvernement) | 951 661 700 | 904 229 448 |
| 39 283 500 | Centre de développement du leadership et de gestion des ressources humaines | 40 870 000 | 38 912 721 |
| **781 930 936** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION** | **1 300 319 646** | **1 213 037 549** |
| | **Actifs** | | |
| | Contrôle de la gestion | 761 300 | 761 300 |
| | Information et de technologie de l'information | 1 000 | |
| | Services communs | 1 000 | |
| | **TOTAL (ACTIF) POUR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION** | **763 300** | 761 300 |
| | **IMMOBILISATIONS** | | |
| 45 971 700 | Services immobiliers | 21 223 000 | 13 560 268 |
| | Contrôle de la gestion | 1 100 000 | 1 043 994 |
| 3 849 714 | Information et de technologie de l'information | 4 850 200 | 2 881 158 |
| **49 821 414** | **TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION** | **27 173 200** | **17 485 420** |

**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1801 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** | |
| 1 | 38 889 800 | (1 545 900) | 37 343 900 | Administration du ministère . . . . . | 36 398 765 |
| L | 36 057 | | 36 057 | Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* . . . . . | 28 545 |
| L | 12 189 | | 12 189 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* . . . | 12 189 |
| | 38 938 046 | (1 545 900) | 37 392 146 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE . | 36 439 499 |

**Description du programme:**

Le programme d'administration du ministère fournit des services opérationnels, de planification et de surveillance des résultats afin d'aider les divisions du ministère à atteindre leurs objectifs.

## SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

## PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 1801

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 8 487 940 |
| Avantages sociaux | | 1 019 453 |
| Transports et communications | | 315 919 |
| Services | | 31 095 452 |
| Fournitures et matériel | | 657 114 |
| | | 41 575 878 |
| Moins : Recouvrements | | 5 177 113 |
| | | 36 398 765 |
| *Bureau principal* | | |
| Traitements et salaires | 1 998 361 | |
| Avantages sociaux | 229 950 | |
| Transports et communications | 53 052 | |
| Services | 148 551 | |
| Fournitures et matériel | 46 051 | |
| | | 2 475 965 |
| *Services financiers et administratifs* | | |
| Traitements et salaires | 2 127 528 | |
| Avantages sociaux | 272 232 | |
| Transports et communications | 34 423 | |
| Services | 11 450 054 | |
| Fournitures et matériel | 33 284 | |
| | 13 917 521 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités | 185 200 | |
| | | 13 732 321 |
| *Services juridiques* | | |
| Traitements et salaires | 290 960 | |
| Transports et communications | 114 238 | |
| Services | 5 591 425 | |
| Fournitures et matériel | 195 265 | |
| | 6 191 888 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités | 200 800 | |
| | | 5 991 088 |
| *Services de vérification* | | |
| Services | 251 400 | |
| | | 251 400 |
| *Systèmes informatiques* | | |
| Services | 7 202 333 | |
| | | 7 202 333 |
| *Services de communication* | | |
| Traitements et salaires | 1 809 194 | |
| Avantages sociaux | 266 629 | |
| Transports et communications | 64 310 | |
| Services | 5 815 208 | |
| Fournitures et matériel | 294 077 | |
| | 8 249 418 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités | 4 066 725 | |
| | | 4 182 693 |

## SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

## PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1801

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| *Ressources humaines* | | |
| Traitements et salaires | 2 261 897 | |
| Avantages sociaux | 250 642 | |
| Transports et communications | 49 896 | |
| Services | 636 481 | |
| Fournitures et matériel | 88 437 | |
| | 3 287 353 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères et activités | 724 388 | |
| | | 2 562 965 |
| Crédits législatifs | | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 28 545 |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 12 189 |
| | | 40 734 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | | 36 439 499 |

## SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1802** | | | | | |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES SERVICES IMMOBILIERS** | |
| 1 | 56 852 000 | (1 199 100) | 55 652 900 | Services immobiliers | 54 445 060 |
| L | 144 000 | | 144 000 | Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | 570 500 |
| | 56 996 000 | (1 199 100) | 55 796 900 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES IMMOBILIERS | 55 015 560 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 2 | 29 302 400 | (8 079 400) | 21 223 000 | Services immobiliers | 13 560 268 |
| | 29 302 400 | (8 079 400) | 21 223 000 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LES SERVICES IMMOBILIERS | 13 560 268 |

**Description du programme:**

Le Programme des services immobiliers est responsable de la gestion stratégique des biens immobiliers au nom du gouvernement de l'Ontario et de ses ministères. Pour ce faire, il élabore les politiques et les normes, et négocie et administre les contrats de service et la vente des biens immobiliers excédentaires. Le programme assure l'utilisation optimale des biens immobiliers du gouvernement et la prestation économique des services de conception, de construction, de location et de gestion immobilière nécessaires pour répondre aux besoins des ministères et des organismes gouvernementaux.

**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION**

**PROGRAMME DES SERVICES IMMOBILIERS--CRÉDIT 1802**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Services immobiliers (Poste 1) | |
| Services | 54 445 060 |
| | 54 445 060 |
| Crédits législatifs | |
| Autres opérations | |
| Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | 570 500 |
| | 570 500 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES IMMOBILIERS | 55 015 560 |
| **IMMOBILISATIONS** | |
| Services immobiliers (Poste 2) | |
| Services | 13 560 268 |
| | 13 560 268 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES IMMOBILIERS | 13 560 268 |

## SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1803** | | | | | |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE CONTRÔLE DE LA GESTION** | |
| 1 | 16 460 500 | (3 859 500) | 12 601 000 | Planification et surveillance des activités et des ressources | 12 132 325 |
| 2 | 4 936 700 | (270 600) | 4 666 100 | Services intégrés de vérification interne | 4 319 481 |
| 7 | 13 156 700 | (5 294 200) | 7 862 500 | Politiques stratégiques, gestion des situations d'urgence et de la sécurité | 7 014 950 |
| 5 | 965 000 000 | (935 814 600) | 29 185 400 | Éventualités* | 0 |
| | 999 553 900 | (945 238 900) | 54 315 000 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE CONTRÔLE DE LA GESTION | 23 466 756 |
| **Actif** | | | | | |
| 8 | 1 000 | 760 300 | 761 300 | Projet de transfert des biens-fonds réservés aux couloirs de transport de l'électricité | 761 300 |
| | 1 000 | 760 300 | 761 300 | TOTAL (ACTIF) POUR LE CONTRÔLE DE LA GESTION | 761 300 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 6 | 1 200 000 | (100 000) | 1 100 000 | Gestion des situations d'urgence et sécurité | 1 043 994 |
| | 1 200 000 | (100 000) | 1 100 000 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE CONTRÔLE DE LA GESTION | 1 043 994 |

**Description du programme:**

Le programme de contrôle de la gestion appuie le Conseil de gestion du gouvernement en aidant les ministères et les organismes à atteindre les objectifs du gouvernement. Il détermine l'utilisation la plus appropriée des ressources publiques en établissant; contrôlant et redressant les ressources du gouvernement; et en établissant les normes, politiques et stratégies permettant d'atteindre les objectifs du gouvernement. Le programme offre aussi des services de vérification interne à tous les ministères; assure la gestion des situations d'urgence au sein du gouvernement; ainsi que l'orientation et la mise en oeuvre des mesures de sécurité; et administre les fonds pour éventualités afin de couvrir les indemnités de cessation d'emploi et le coût d'autres initiatives de portée générale.

* Le budget de dépenses comprenait les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles. Il n'était cependant pas pratique de répartir ces coûts entre les programmes et activités de chaque ministère. Ainsi, on a inscrit les coûts d'indemnités des employés ainsi que les coûts d'autres initiatives ministérielles sous la rubrique « Imprévus ».

L'allocation de montants de 935 814 600 $ à la rubrique « Imprévus » du fonctionnement a été approuvée à cet effet. Il s'agit de montants bruts ne prenant pas en considération les montants non dépensés dans le cadre de chaque activité. À mesure que les dépenses étaient engagées, elles étaient portées au débit de la rubrique « Imprévus ». Par conséquent, aucune dépense n'est inscrite sous cette rubrique.

## SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

## PROGRAMME DE CONTRÔLE DE LA GESTION--CRÉDIT 1803

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Planification et surveillance des activités et des ressources (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 6 158 618 |
| Avantages sociaux | 668 611 |
| Transports et communications | 105 202 |
| Services | 5 013 031 |
| Fournitures et matériel | 186 863 |
| | 12 132 325 |
| Services intégrés de vérification interne (Poste 2) | |
| Traitements et salaires | 13 287 757 |
| Avantages sociaux | 1 536 906 |
| Transports et communications | 329 133 |
| Services | 1 305 965 |
| Fournitures et matériel | 326 552 |
| | 16 786 313 |
| Moins : Recouvrements | 12 466 832 |
| | 4 319 481 |
| Politiques stratégiques, gestion des situations d'urgence et de la sécurité (Poste 7) | |
| Traitements et salaires | 2 982 013 |
| Avantages sociaux | 327 821 |
| Transports et communications | 73 436 |
| Services | 3 498 428 |
| Fournitures et matériel | 133 252 |
| | 7 014 950 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE CONTRÔLE DE LA GESTION | 23 466 756 |

| | $ |
|---|---|
| **Actif** | |
| Projet de transfert des biens-fonds réservés aux couloirs de transport de l'électricité (Poste 8) | |
| Dépôts et charges payées d'avance | 761 300 |
| | 761 300 |
| TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME DE CONTRÔLE DE LA GESTION | 761 300 |
| **IMMOBILISATIONS** | |
| Gestion des situations d'urgence et sécurité (Poste 6) | |
| Services | 1 043 994 |
| | 1 043 994 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE CONTRÔLE DE LA GESTION | 1 043 994 |

**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1804 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION** | |
| 1 | 28 218 300 | (1 344 200) | 26 874 100 | Politiques en matière d'information et de technologie de l'information | 26 512 936 |
| 2 | 6 517 100 | | 6 517 100 | Solutions d'information et de technologie de l'information | 6 432 495 |
| 3 | 54 096 300 | (652 000) | 53 444 300 | Information et technologie de l'information | 53 234 794 |
| | 88 831 700 | (1 996 200) | 86 835 500 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION | 86 180 225 |
| **Actif** | | | | | |
| 5 | 1 000 | | 1 000 | Services d'information et de technologie de l'information | - |
| | 1 000 | | 1 000 | TOTAL (ACTIF) POUR L'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION | - |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 4 | 5 000 000 | (149 800) | 4 850 200 | Information et technologie de l'information | 2 881 158 |
| | 5 000 000 | (149 800) | 4 850 200 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION | 2 881 158 |

**Description du programme:**

Le Bureau du directeur général de l'information pour la fonction publique (BDGIFP), en collaboration avec les groupements des services d'information et de technologie de l'information (ITI), offre son leadership en matière de services d'ITI gouvernementaux, notamment pour l'élaboration de politiques visant la mise en oeuvre de l'infrastructure commune; la gouvernance et la responsabilité; l'identification de nouvelles solutions et innovations technologiques et la prestation de services d'ITI économiques; le développement du leadership; les approvisionnements du gouvernement; et la transition aux services gouvernementaux électroniques (gouvernement en direct). Le BDGIFP administre et fournit une vaste gamme de services communs de la FPO, tels que traitement informatique; et services et installations informatiques à l'appui des applications gouvernementales d'envergure.

## SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

## PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION--CRÉDIT 1804

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Politiques en matière d'information et de technologie de l'information (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 11 247 414 |
| Avantages sociaux | 1 214 713 |
| Transports et communications | 1 051 115 |
| Services | 12 724 909 |
| Fournitures et matériel | 274 785 |
| | 26 512 936 |
| Solutions d'information et de technologie de l'information (Poste 2) | |
| Traitements et salaires | 2 957 008 |
| Avantages sociaux | 303 806 |
| Transports et communications | 110 627 |
| Services | 2 552 421 |
| Fournitures et matériel | 508 633 |
| | 6 432 495 |
| Information et technologie de l'information (Poste 3) | |
| Traitements et salaires | 25 490 106 |
| Avantages sociaux | 3 003 155 |
| Transports et communications | 54 716 554 |
| Services | 75 768 347 |
| Fournitures et matériel | 32 923 459 |
| | 191 901 621 |
| Moins: Recouvrements | 138 666 827 |
| | 53 234 794 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION | 86 180 225 |

| | $ |
|---|---|
| **IMMOBILISATIONS** | |
| Information et technologie de l'information (Poste 4) | |
| Services | 2 881 158 |
| | 2 881 158 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'INFORMATION ET DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION | 2 881 158 |

## SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1805 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS** | |
| 1 | 43 997 000 | 17 556 500 | 61 553 500 | Services généraux | 57 316 401 |
| 5 | 1 000 | (500) | 500 | Programme de responsabilité civile - dossiers généraux et circulation routière | 499 |
| L | 501 000 | | 501 000 | Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la *Loi sur l'administration financière* | 326 321 |
| | 44 499 000 | 17 556 000 | 62 055 000 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES COMMUNS | 57 643 221 |
| **Actif** | | | | | |
| 4 | 1 000 | | 1 000 | Services opérationnels | - |
| | 1 000 | | 1 000 | TOTAL (ACTIF) POUR LES SERVICES COMMUNS | - |

**Description du programme:**

Le Bureau des services communs de l'Ontario offre des services de soutien internes à l'ensemble de la fonction publique de l'Ontario. Ses principales activités sont les suivantes : traitement financier; recouvrements; préparation de la paie; services d'administration des avantages sociaux; services d'approvisionnement stratégique; services administratifs généraux, tels que gestion de l'information, traduction, courrier et imprimerie, gestion et affectation de l'actif excédentaire, services de gestion des risques et des assurances; et exploitation des systèmes d'information utilisés à l'échelle du gouvernement (SYSPAI, RIRH et SIGIF).

**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION**

**PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS--CRÉDIT 1805**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Services généraux (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 66 268 748 |
| Avantages sociaux | | 10 003 174 |
| Transports et communications | | 10 907 039 |
| Services | | 45 916 093 |
| Fournitures et matériel | | 5 089 055 |
| | | 138 184 109 |
| Moins : Recouvrements | | 80 867 708 |
| | | 57 316 401 |
| *Services opérationnels* | | |
| Traitements et salaires | 60 186 240 | |
| Avantages sociaux | 9 255 184 | |
| Transports et communications | 8 771 375 | |
| Services | 45 171 461 | |
| Fournitures et matériel | 4 938 333 | |
| | 128 322 593 | |
| Moins : Recouvrements | 71 022 108 | |
| | | 57 300 485 |
| *Services d'approvisionnement stratégique* | | |
| Traitements et salaires | 6 082 508 | |
| Avantages sociaux | 747 990 | |
| Transports et communications | 2 135 664 | |
| Services | 744 632 | |
| Fournitures et matériel | 150 722 | |
| | 9 861 516 | |
| Moins : Recouvrements | 9 845 600 | |
| | | 15 916 |
| Crédits législatifs | | |
| Services | | |
| Paiements versés à des agences de recouvrement du secteur privé en vertu de la *Loi sur l'administration financière* | | 326 321 |
| | | 326 321 |
| Programme de responsabilité civile - dossiers généraux et circulation routière (Poste 5) | | |
| Traitements et salaires | | 348 373 |
| Avantages sociaux | | 39 018 |
| Transports et communications | | 2 338 |
| Services | | 16 145 303 |
| Fournitures et matériel | | 5 580 |
| | | 16 540 612 |
| Moins : Recouvrements | | 16 540 113 |
| | | 499 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES COMMUNS | | 57 643 221 |

**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1806 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO** | |
| 1 | 10 752 700 | 640 700 | 11 393 400 | Archives publiques de l'Ontario ..... | 11 150 119 |
| | 10 752 700 | 640 700 | 11 393 400 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO ..... | 11 150 119 |

**Description du programme:**

Les Archives publiques de l'Ontario offrent leur leadership en matière de gestion et de préservation de l'information essentielle au fonctionnement d'un gouvernement efficace, efficient et responsable. Elles encouragent le public à découvrir le patrimoine documentaire de l'Ontario. Les Archives publique de l'Ontario remplissent trois fonctions intégrées appuyant la gestion judicieuse des collections d'art et de l'information du gouvernement de l'Ontario : gestion de l'information du gouvernement, gestion et développement des collections, et services à la clientèle.

## SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

## PROGRAMME DES ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO--CRÉDIT 1806

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Archives publiques de l'Ontario (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 4 872 361 |
| Avantages sociaux | 682 967 |
| Transports et communications | 106 693 |
| Services | 5 762 497 |
| Fournitures et matériel | 233 339 |
| Paiements de transfert | |
| Subventions à l'appui des Archives publiques de l'Ontario | 45 700 |
| | 11 703 557 |
| Moins: Recouvrements | 553 438 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ARCHIVES PUBLIQUES DE L'ONTARIO | 11 150 119 |

**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1807 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PRIS EN CHARGE PAR LE GOUVERNEMENT)** | |
| 1 | 559 100 000 | 392 561 700 | 951 661 700 | Avantages sociaux et prestations de retraite (prestations prises en charge par le gouvernement) | 904 229 448 |
| | 559 100 000 | 392 561 700 | 951 661 700 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PRIS EN CHARGE PAR LE GOUVERNEMENT) | 904 229 448 |

**Description du programme:**

Le programme des avantages sociaux et prestations de retraite, qui est relié à la part des avantages sociaux des fonctionnaires prise en charge par la province, se trouve au Secrétariat du conseil de gestion. Il est administré par le Bureau des services communs de l'Ontario pour le centre de gestion des ressources humaines.

**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION**

**PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PRIS EN CHARGE PAR LE GOUVERNEMENT)--CRÉDIT 1807**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Avantages sociaux et prestations de retraite (prestations prises en charge par le gouvernement) (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 23 925 038 |
| Avantages sociaux | | |
| Compte des avantages sociaux supplémentaires des fonctionnaires | 11 280 671 | |
| Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario | 118 521 251 | |
| Régime de retraite des fonctionnaires | 142 116 228 | |
| Fonds de prestations des juges provinciaux | 20 295 000 | |
| Fonds d'allocations complémentaires des sous-ministres | (114 000) | |
| Indemnités de départ prévues par la loi | (38 557 407) | |
| Régime de pensions du Canada | 123 075 336 | |
| Assurance-emploi | 64 528 922 | |
| Assurance-vie collective | 24 012 684 | |
| Protection du revenu à long terme | 231 769 522 | |
| Impôt-santé des employeurs | 78 863 219 | |
| Régime d'assurance complémentaire maladie et hospitalisation | 86 352 188 | |
| Régime de soins dentaires | 43 332 262 | |
| La Commisssion de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail | 80 720 027 | |
| Prestations aux employés retraités | 220 872 301 | |
| Paie de vacances | 11 801 863 | |
| Autres avantages | 137 636 297 | 1 356 506 364 |
| | | 1 380 431 402 |
| Moins : Recouvrements | | 476 201 954 |
| | | 904 229 448 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES AVANTAGES SOCIAUX ET PRESTATIONS DE RETRAITE (PRIS EN CHARGE PAR LE GOUVERNEMENT) | | 904 229 448 |

**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1808 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DU CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP ET DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES** | |
| 1 | 34 700 500 | (4 507 900) | 30 192 600 | Gestion des ressources humaines . . . . . | 28 236 531 |
| 2 | 12 927 400 | (2 250 000) | 10 677 400 | Fonds spéciaux pour l'emploi . . . . . | 10 676 190 |
| | 47 627 900 | (6 757 900) | 40 870 000 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP ET DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES . . . . . | 38 912 721 |

**Description du programme:**

Le Centre de développement du leadership et de gestion des ressources humaines est chargé de tous les aspects de la gestion des ressources humaines dans la FPO. Son mandat comprend un vaste éventail de fonctions et d'activités, notamment promouvoir l'excellence et l'innovation au sein de la fonction publique; encourager la transformation de la culture organisationnelle et la fierté dans la FPO; améliorer la qualité et la prestation des services au public; et défendre les valeurs et l'éthique au sein de la FPO. Il remplit aussi le rôle d'organisme employeur en appuyant les résultats de la Stratégie de renouvellement et de revitalisation de la FPO en offrant aux ministères clients des politiques, programmes et pratiques clairs et adaptés en matière de ressources humaines. Le programme fournit une orientation et un soutien dans le domaine de la planification des ressources humaines; du recrutement; des relations de travail; de la santé et sécurité au travail; de la formation et du perfectionnement professionnel; de la rémunération globale; de la gestion du rendement; de l'innovation et de la reconnaissance; de la gestion des talents; et de la planification des mesures d'urgence.

**SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION**

**PROGRAMME DU CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP ET DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES--CRÉDIT 1808**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Gestion des ressources humaines (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 17 947 399 |
| Avantages sociaux | | 2 290 250 |
| Transports et communications | | 390 615 |
| Services | | 7 215 216 |
| Fournitures et matériel | | 387 476 |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour l'Institut d'administration publique du Canada | | 66 500 |
| | | 28 297 456 |
| Moins : Recouvrements | | 60 925 |
| | | 28 236 531 |
| Fonds spéciaux pour l'emploi (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires | | 280 071 |
| Avantages sociaux | | 32 550 |
| Transports et communications | | 30 865 |
| Services | | 755 188 |
| Fournitures et matériel | | 76 134 |
| Autres opérations | | |
| Emplois d'été | 8 401 521 | |
| Autre | 1 099 861 | 9 501 382 |
| | | 10 676 190 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DU LEADERSHIP ET DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES | | 38 912 721 |

## SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION

### ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Droits acquittés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement pour la gestion des terrains | | 1 608 |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement - Partage de coûts pour | | 10 470 |
| | | 12 078 |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | 132 618 | 76 |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Droits, permis et autorisations | 884 617 | 849 834 |
| REDEVANCES | | |
| Autres | 2 494 | |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Locations - Terrains et bâtiments | 29 683 602 | 30 586 151 |
| Ventes et locations - Autres | 3 128 877 | 1 461 341 |
| Terrains et bâtiments - Ventes | 18 543 586 | 28 538 224 |
| | 51 356 065 | 60 585 716 |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | 5 000 | 11 851 |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | 491 029 | 1 570 991 |
| DIVERS | | |
| Société immobilière de l'Ontario | 3 953 845 | 4 861 798 |
| Autres | 16 372 714 | 119 746 618 |
| | 20 326 559 | 124 608 416 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **73 198 382** | **187 638 962** |

### ÉTAT DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| Opérations liées à la liquidation de la Société foncière de l'Ontario | | 79 000 |
| **TOTAL DES REMBOURSEMENTS DES PRÊTS ET DOTATIONS EN IMMOBILISATIONS** | | **79 000** |

# SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-298

SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE ..... 2-299

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-300

## SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

### SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| | Secrétariat du renouveau démocratique | 2 544 989 | 2 350 897 |
| | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE** | **2 544 989** | **2 350 897** |

## SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

### ÉTAT DES DÉPENSES PAR ET DES ACTIFS PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **4101 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE** | |
| 1 | 3 932 800 | (1 400 000) | 2 532 800 | Secrétariat du renouveau démocratique ..... | 2 338 708 |
| L | 12 189 | | 12 189 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* .... | 12 189 |
| | 3 944 989 | (1 400 000) | 2 544 989 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE ..... | 2 350 897 |

**Description du programme:**

Le Secrétariat du renouveau démocratique a pour mandat d'élaborer des stratégies et activités connexes en faveur de l'engagement du gouvernement de renforcer la démocratie en Ontario. Le programme du renouveau démocratique du gouvernement comporte trois volets principaux : participation des citoyens, réforme électorale et réforme institutionnelle.

## SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE

### PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE–CRÉDIT 4101

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Secrétariat du renouveau démocratique (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 1 729 270 |
| Avantages sociaux | 171 995 |
| Transports et communications | 127 714 |
| Services | 237 696 |
| Fournitures et matériel | 72 033 |
| | 2 338 708 |
| Crédits législatifs | |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 12 189 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU SECRÉTARIAT DU RENOUVEAU DÉMOCRATIQUE | 2 350 897 |

# MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-302

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 2-303

SÉCURITÉ PUBLIQUE ..... 2-306

SERVICES INTERNES DE LA POLICE ..... 2-308

POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO ..... 2-310

SERVICES CORRECTIONNELS ..... 2-312

SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE ..... 2-315

ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS ..... 2-317

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-304, 2-305, 2-311, 2-318

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-319

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS**

**SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 106 969 068 | Administration du ministère | 112 166 446 | 120 050 602 |
| 72 981 021 | Sécurité publique | 112 798 700 | 110 447 330 |
| 68 596 710 | Services internes de la police | 71 497 000 | 69 679 906 |
| 717 147 951 | Police provinciale de l'Ontario | 734 427 300 | 731 373 806 |
| 615 283 999 | Services correctionnels | 642 663 400 | 628 076 448 |
| 70 345 523 | Services technologiques pour la justice | 58 067 700 | 52 965 103 |
| 4 960 158 | Organismes, conseils et commissions | 4 831 300 | 3 733 970 |
| **1 656 284 430** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE** | **1 736 451 846** | **1 716 327 165** |
| | **Actif** | | |
| | Administration du ministère | 2 000 | 0 |
| | Sécurité publique | 2 000 | 0 |
| | Services internes de la police | 2 000 | 0 |
| | Police provinciale de l'Ontario | 2 050 700 | 2 048 723 |
| | Services correctionnels | 2 000 | 0 |
| | Services technologiques pour la justice | 2 000 | 0 |
| | Organismes, conseils et commissions | 2 000 | 0 |
| | **TOTAL (ACTIF) DU MINISTÈRE** | **2 062 700** | 2 048 723 |
| | **IMMOBILISATIONS** | | |
| 14 807 499 | Administration du ministère | 13 644 500 | 10 070 515 |
| 32 411 424 | Services correctionnels | 26 426 200 | 21 825 036 |
| **47 218 923** | **TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE** | **40 070 700** | **31 895 551** |

## MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2601 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** | |
| 1 | 114 305 100 | (3 387 900) | 110 917 200 | Administration du ministère | 102 181 190 |
| L | 36 057 | | 36 057 | Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 28 545 |
| L | 12 189 | | 12 189 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 12 189 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie* | 16 266 707 |
| L | 1 200 000 | | 1 200 000 | Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | 1 561 971 |
| | 115 554 346 | (3 387 900) | 112 166 446 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 120 050 602 |
| **Actif** | | | | | |
| 3 | 2 000 | | 2 000 | Administration du ministère | 0 |
| | 2 000 | | 2 000 | TOTAL (ACTIF) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 0 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 2 | 15 094 500 | (1 450 000) | 13 644 500 | Renouvellement des installations | 10 070 515 |
| | 15 094 500 | (1 450 000) | 13 644 500 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 10 070 515 |

**Description du programme:**

Ce programme offre une grande variété de services de soutien à tous les autres programmes du ministère, notamment : ressources humaines; planification générale; élaboration des politiques; contrôle financier; communications; services juridiques; et gestion des installations.

## MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

## PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 2601

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 14 921 835 |
| Avantages sociaux | | 1 822 395 |
| Transports et communications | | 857 443 |
| Services | | 83 552 589 |
| Fournitures et matériel | | 1 026 928 |
| | | 102 181 190 |
| *Bureau principal* | | |
| Traitements et salaires | 3 106 374 | |
| Avantages sociaux | 269 165 | |
| Transports et communications | 184 395 | |
| Services | 301 495 | |
| Fournitures et matériel | 61 654 | |
| | | 3 923 083 |
| *Planification et politiques* | | |
| Traitements et salaires | 6 140 599 | |
| Avantages sociaux | 775 081 | |
| Transports et communications | 317 337 | |
| Services | 1 651 482 | |
| Fournitures et matériel | 608 276 | |
| | | 9 472 775 |
| *Services communs* | | |
| Services | 9 891 238 | |
| | | 9 891 238 |
| *Ressources humaines* | | |
| Traitements et salaires | 3 639 774 | |
| Avantages sociaux | 538 007 | |
| Transports et communications | 216 170 | |
| Services | 345 329 | |
| Fournitures et matériel | 130 845 | |
| | | 4 870 125 |
| *Services de communication* | | |
| Traitements et salaires | 1 973 188 | |
| Avantages sociaux | 260 142 | |
| Transports et communications | 54 237 | |
| Services | 1 567 518 | |
| Fournitures et matériel | 118 361 | |
| | | 3 973 446 |
| *Locaux - Frais de location* | | |
| Services | 66 932 872 | |
| | | 66 932 872 |
| *Services juridiques* | | |
| Traitements et salaires | 61 900 | |
| Transports et communications | 85 304 | |
| Services | 2 862 655 | |
| Fournitures et matériel | 107 792 | |
| | | 3 117 651 |
| **Crédits législatifs** | | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 28 545 |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 12 189 |
| | | 40 734 |

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS**

**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 2601**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| Crédits législatifs | | |
| Autres opérations | | |
| Paiements effectués en vertu de la *Loi sur le ministère du Trésor et de l'Économie* | 16 266 707 | |
| Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | 1 561 971 | 17 828 678 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | | 120 050 602 |
| **IMMOBILISATIONS** | | |
| Renouvellement des installations (Poste 2) | | |
| Services | | 9 971 574 |
| Fournitures et matériel | | 98 941 |
| | | 10 070 515 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | | 10 070 515 |

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2602 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE** | |
| 1 | 1 719 500 | 2 267 800 | 3 987 300 | Administration du programme | 3 225 687 |
| 2 | 44 985 400 | 2 020 300 | 47 005 700 | Services de médecine légale et de coroner | 45 996 963 |
| 3 | 22 693 300 | 30 697 000 | 53 390 300 | Services de sécurité - incendie | 53 338 705 |
| 4 | 9 581 700 | (1 166 300) | 8 415 400 | Gestion des situations d'urgence Ontario | 7 885 975 |
| | 78 979 900 | 33 818 800 | 112 798 700 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE | 110 447 330 |
| **Actif** | | | | | |
| 5 | 2 000 | | 2 000 | Sécurité publique | 0 |
| | 2 000 | | 2 000 | TOTAL (ACTIF) POUR LA SÉCURITÉ PUBLIQUE | 0 |

**Description du programme:**

Le programme assure la prestation des services de médecine légale et de coroner; des enquêtes sur les incendies et initiatives de prévention des incendies; des programmes de gestion de situations d'urgence; et la coordination des initiatives de sûreté publique.

## MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

## PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE--CRÉDIT 2602

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Administration du programme (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 661 951 |
| Avantages sociaux | | 64 676 |
| Transports et communications | | 78 882 |
| Services | | 484 983 |
| Fournitures et matériel | | 16 195 |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour la sécurité publique | 119 000 | |
| Ontario Society for Prevention Cruelty to Animals | 1 800 000 | 1 919 000 |
| | | 3 225 687 |
| Services de médecine légale et de coroner (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires | | 20 752 595 |
| Avantages sociaux | | 2 507 976 |
| Transports et communications | | 1 144 888 |
| Services | | 17 100 137 |
| Fournitures et matériel | | 3 421 367 |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour les services de médecine légale | | 1 070 000 |
| | | 45 996 963 |
| Services de sécurité - incendie (Poste 3) | | |
| Traitements et salaires | | 14 123 023 |
| Avantages sociaux | | 1 825 747 |
| Transports et communications | | 1 320 798 |
| Services | | 2 821 429 |
| Fournitures et matériel | | 2 652 708 |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour la sécurité-incendie | 600 000 | |
| Programme de subventions pour les services d'incendie | 29 995 000 | 30 595 000 |
| | | 53 338 705 |
| Gestion des situations d'urgence Ontario (Poste 4) | | |
| Traitements et salaires | | 5 013 146 |
| Avantages sociaux | | 673 831 |
| Transports et communications | | 555 623 |
| Services | | 1 145 916 |
| Fournitures et matériel | | 497 459 |
| | | 7 885 975 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ PUBLIQUE | | 110 447 330 |

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2603 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES SERVICES INTERNES DE LA POLICE** | |
| 1 | 1 192 600 | 330 800 | 1 523 400 | Administration du programme | 1 438 024 |
| 2 | 15 286 500 | (111 100) | 15 175 400 | Collège de police de l'Ontario | 15 073 295 |
| 3 | 53 366 500 | 1 431 700 | 54 798 200 | Normes policières et services du soutien | 53 168 587 |
| | 69 845 600 | 1 651 400 | 71 497 000 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES INTERNES DE LA POLICE | 69 679 906 |
| **Actif** | | | | | |
| 4 | 2 000 | | 2 000 | Services policiers | 0 |
| | 2 000 | | 2 000 | TOTAL (ACTIF) POUR LES SERVICES INTERNES DE LA POLICE | 0 |

**Description du programme:**

Le programme offre son leadership et collabore avec les intervenants du secteur des services policiers afin de promouvoir la sécurité dans les collectivités et la prévention du crime; de dispenser une formation et des cours de perfectionnement professionnel; d'élaborer et de faire respecter les normes professionnelles et politiques à l'appui de la loi; d'assurer l'observation de la loi grâce aux conseils, aux inspections et aux vérifications du CIPC; d'améliorer et d'appuyer les services provinciaux de renseignements; de réglementer et de faire observer la loi en matière d'enquêtes et de sécurité privées.

## MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

## PROGRAMME DES SERVICES INTERNES DE LA POLICE--CRÉDIT 2603

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Administration du programme (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 697 952 |
| Avantages sociaux | 88 101 |
| Transports et communications | 121 486 |
| Services | 481 655 |
| Fournitures et matériel | 48 830 |
| | 1 438 024 |
| Collège de police de l'Ontario (Poste 2) | |
| Traitements et salaires | 6 949 894 |
| Avantages sociaux | 915 995 |
| Transports et communications | 394 035 |
| Services | 4 895 942 |
| Fournitures et matériel | 1 917 429 |
| | 15 073 295 |

| | $ | $ |
|---|---|---|
| Normes policières et services du soutien (Poste 3) | | |
| Traitements et salaires | | 5 606 093 |
| Avantages sociaux | | 701 811 |
| Transports et communications | | 4 698 399 |
| Services | | 7 175 282 |
| Fournitures et matériel | | 967 205 |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions pour les services de police communautaire et les programmes de prévention du crime | 31 475 389 | |
| Subventions pour les programmes municipaux RIDE | 1 162 308 | |
| Criminalité et violence juvéniles | 450 000 | |
| Subventions diverses - Services policiers | 370 700 | |
| Subventions aux enfants victimes d'agressions sexuelles et d'actes pornographiques | 561 400 | 34 019 797 |
| | | 53 168 587 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES INTERNES DE LA POLICE | | 69 679 906 |

## MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2604 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO** | |
| 1 | 115 148 500 | 3 278 200 | 118 426 700 | Services ministériels et stratégiques | 116 177 212 |
| 2 | 4 907 100 | (31 800) | 4 875 300 | Bureau du chef des préposés aux armes à feu | 4 823 191 |
| 3 | 79 496 700 | (6 780 800) | 72 715 900 | Enquêtes et crime organisé | 72 508 426 |
| 4 | 495 948 600 | (16 371 000 | 479 577 600 | Services régionaux et circulation | 479 225 336 |
| 5 | 59 076 400 | (245 600) | 58 830 800 | Gestion du parc automobile | 58 514 641 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Paiements en vertu de la *Loi sur les services policiers* | 125 000 |
| | 754 578 300 | (20 151 000) | 734 427 300 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO | 731 373 806 |
| **Actif** | | | | | |
| 6 | 2 000 | *2 048 700 | 2 050 700 | Police provinciale de l'Ontario | 2 048 723 |
| | 2 000 | 2 048 700 | 2 050 700 | TOTAL (ACTIF) POUR LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO | 2 048 723 |

**Description du programme:**

Ce programme assure l'application uniforme et impartiale de la loi et fournit, sur demande, une aide et des services à d'autres organismes chargés de l'application de la loi.

* Représente une ordonnance du Conseil du Trésor rendue après la fin de l'exercice qui a été approuvée par le Conseil de gestion du gouvernement en août 2005 pour couvrir les dépenses supplémentaires associées aux actifs d'exploitation de la Police provinciale de l'Ontario qui ont été appliquées de façon rétroactive à l'exercice 2004-2005.

## MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

## PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO--CRÉDIT 2604

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Services ministériels et stratégiques (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 32 166 643 |
| Avantages sociaux | 3 651 930 |
| Transports et communications | 15 331 577 |
| Services | 25 549 406 |
| Fournitures et matériel | 19 805 707 |
| Paiements de transfert | |
| Entente fédéral-provinciale sur les services policiers des Premières nations | 19 835 284 |
| | 116 340 547 |
| Moins: Recouvrements | 163 335 |
| | 116 177 212 |
| Bureau du chef des préposés aux armes à feu (Poste 2) | |
| Traitements et salaires | 2 341 978 |
| Avantages sociaux | 263 946 |
| Transports et communications | 80 316 |
| Services | 2 098 087 |
| Fournitures et matériel | 38 864 |
| | 4 823 191 |
| Enquêtes et crime organisé (Poste 3) | |
| Traitements et salaires | 53 559 646 |
| Avantages sociaux | 5 285 257 |
| Transports et communications | 4 545 157 |
| Services | 10 172 262 |
| Fournitures et matériel | 2 458 340 |
| | 76 020 662 |
| Moins: Recouvrements | 3 512 236 |
| | 72 508 426 |
| Services régionaux et circulation (Poste 4) | |
| Traitements et salaires | 411 978 916 |
| Avantages sociaux | 53 167 472 |
| Transports et communications | 4 591 125 |
| Services | 4 006 870 |
| Fournitures et matériel | 5 480 953 |
| | 479 225 336 |
| Gestion du parc automobile (Poste 5) | |
| Transports et communications | 13 877 |
| Services | 16 319 162 |
| Fournitures et matériel | 42 841 427 |
| | 59 174 466 |
| Moins: Recouvrements | 659 825 |
| | 58 514 641 |
| Crédits législatifs | |
| Autres opérations | |
| Paiements en vertu de la *Loi sur les services policiers* | 125 000 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO | 731 373 806 |
| **Actif** | |
| Police provinciale de l'Ontario (Poste 6) | |
| Dépôts et charges payées d'avance | 2 048 723 |
| | 2 048 723 |
| TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME DE LA POLICE PROVINCIALE DE L'ONTARIO | 2 048 723 |

## MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2605** | | | | | |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS** | |
| 1 | 20 713 000 | (1 139 800) | 19 573 200 | Administration du programme | 19 174 700 |
| 2 | 5 939 800 | 310 900 | 6 250 700 | Formation du personnel | 5 890 730 |
| 3 | 510 169 000 | 8 136 000 | 518 305 000 | Services en établissement | 506 816 665 |
| 4 | 115 338 600 | (16 804 100) | 98 534 500 | Services communautaires | 96 194 353 |
| | 652 160 400 | (9 497 000) | 642 663 400 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES CORRECTIONNELS | 628 076 448 |
| **Actif** | | | | | |
| 7 | 2 000 | | 2 000 | Services correctionnels | 0 |
| | 2 000 | | 2 000 | TOTAL (ACTIF) POUR LES SERVICES CORRECTIONNELS | 0 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 6 | 26 426 200 | | 26 426 200 | Établissements correctionnels | 21 825 036 |
| | 26 426 200 | | 26 426 200 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LES SERVICES CORRECTIONNELS | 21 825 036 |

**Description du programme:**

Le programme fournit une vaste gamme de services de garde et de services communautaires aux contrevenants et aux tribunaux pour assurer la protection et la sécurité de la population et encourager les contrevenants à améliorer leur comportement. Les principaux services offerts consistent notamment à administrer les centres correctionnels; les centres de détention; les prisons; la surveillance en milieu communautaire, notamment la surveillance des contrevenants adultes sous probation et en libération conditionnelle; les programmes éducatifs, la formation professionnelle et la préparation à la vie quotidienne; et les services de counseling et de traitement pour contrevenants adultes.

## MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

## PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS--CRÉDIT 2605

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Administration du programme (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 13 046 084 |
| Avantages sociaux | | 1 560 168 |
| Transports et communications | | 1 758 705 |
| Services | | 1 273 915 |
| Fournitures et matériel | | 1 509 728 |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions aux organismes communautaires à but non lucratif | | 26 100 |
| | | 19 174 700 |
| Formation du personnel (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires | | 3 200 716 |
| Avantages sociaux | | 385 380 |
| Transports et communications | | 358 259 |
| Services | | 1 127 855 |
| Fournitures et matériel | | 818 520 |
| | | 5 890 730 |
| Services en établissement (Poste 3) | | |
| Traitements et salaires | | 317 340 914 |
| Avantages sociaux | | 48 941 472 |
| Transports et communications | | 8 093 245 |
| Services | | 77 903 181 |
| Fournitures et matériel | | 58 995 724 |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités | 591 377 | |
| Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent | 2 361 | 593 738 |
| | | 511 868 274 |
| Moins : Recouvrements | | 5 051 609 |
| | | 506 816 665 |
| *Établissements* | | |
| Traitements et salaires | 313 956 402 | |
| Avantages sociaux | 48 473 456 | |
| Transports et communications | 8 046 713 | |
| Services | 77 471 158 | |
| Fournitures et matériel | 58 200 429 | |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités | 585 081 | |
| Allocation exceptionnelle aux détenus atteints d'un handicap permanent | 8 657 | |
| | | 506 741 896 |
| *Services industriels* | | |
| Traitements et salaires | 3 384 512 | |
| Avantages sociaux | 468 016 | |
| Transports et communications | 46 532 | |
| Services | 432 023 | |
| Fournitures et matériel | 795 295 | |
| | 5 126 378 | |
| Moins : Recouvrements | 5 051 609 | |
| | | 74 769 |
| Services communautaires (Poste 4) | | |
| Traitements et salaires | | 62 606 070 |
| Avantages sociaux | | 9 554 454 |
| Transports et communications | | 4 108 894 |
| Services | | 7 173 734 |
| Fournitures et matériel | | 4 986 631 |
| Paiements de transfert | | |
| Aide à la réinsertion sociale des détenus | 447 | |
| Services à la clientèle en résidences communautaires ou résidences externes | 7 764 123 | |
| | | 7 764 570 |
| | | 96 194 353 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS | | 628 076 448 |

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS**

**PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS--CRÉDIT 2605**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **IMMOBILISATIONS** | |
| Établissements correctionnels (Poste 6) | |
| Services | 21 743 754 |
| Fournitures et matériel | 81 282 |
| | 21 825 036 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES CORRECTIONNELS | 21 825 036 |

## MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2606 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE** | |
| 1 | 67 645 400 | (9 577 700) | 58 067 700 | Services technologiques pour la justice ..... | 52 965 103 |
| 2 | 1 224 000 | * (1 224 000) | 0 | Projet d'integration du système judiciaire ... | 0 |
| | 68 869 400 | (10 801 700) | 58 067 700 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE ..... | 52 965 103 |
| **Actif** | | | | | |
| 3 | 2 000 | | 2 000 | Services technologiques pour la justice .... | 0 |
| | 2 000 | | 2 000 | TOTAL (ACTIF) POUR LES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE ..... | 0 |

**Description du programme:**

Le programme cherche à atteindre les buts du ministère en matière de justice et de sûreté publique par la transformation intégrée des activités de justice, pour ce faire, il a recours à la technologie qui facilite l'accès du public. Il fournit des services sophistiqués, efficaces et efficients de technologie de l'information et une aide aux ministères rattachés au système judiciaire et à leurs partenaires externes.

* Comprend un montant de 1 826 000 $ traité comme une ordonnance du Conseil du Trésor rendue après la fin de l'exercice qui a été approuvée par le Conseil de gestion du gouvernement en août 2005 pour inscrire une modification administrative qui a été appliquée de façon rétroactive à l'exercice 2004-2005.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS**

**PROGRAMME DES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE--CRÉDIT 2606**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Services technologiques pour la justice (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 17 075 571 |
| Avantages sociaux | 2 077 883 |
| Transports et communications | 5 594 050 |
| Services | 28 732 907 |
| Fournitures et matériel | 1 084 192 |
| | 54 564 603 |
| Moins: Recouvrements | 1 599 500 |
| | 52 965 103 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES TECHNOLOGIQUES POUR LA JUSTICE | 52 965 103 |

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2607 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS** | |
| 1 | 5 143 000 | (312 700) | 4 830 300 | Organismes, conseils et commissions | 3 697 970 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers* | 36 000 |
| | 5 144 000 | (312 700) | 4 831 300 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS | 3 733 970 |
| **Actif** | | | | | |
| 2 | 2 000 | | 2 000 | Organismes, conseils et commissions | 0 |
| | 2 000 | | 2 000 | TOTAL (ACTIF) POUR LES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS | 0 |

**Description du programme:**

Ce programme assure le fonctionnement des organismes créés par la loi.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS**

**PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS--CRÉDIT 2607**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Organismes, conseils et commissions (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 2 369 276 |
| Avantages sociaux | | 279 744 |
| Transports et communications | | 388 335 |
| Services | | 579 588 |
| Fournitures et matériel | | 81 027 |
| | | 3 697 970 |
| *Commission civile des services policiers de l'Ontario* | | |
| Traitements et salaires | 1 027 642 | |
| Avantages sociaux | 92 855 | |
| Transports et communications | 77 179 | |
| Services | 93 344 | |
| Fournitures et matériel | 45 254 | |
| | | 1 336 274 |
| *Commission d'arbitrage de la police de l'Ontario* | | |
| Traitements et salaires | 118 229 | |
| Avantages sociaux | 13 227 | |
| Transports et communications | 37 341 | |
| Services | 142 473 | |
| Fournitures et matériel | 4 504 | |
| | | 315 774 |
| *Commission ontarienne des libérations conditionnelles et des mises en liberté méritées* | | |
| Traitements et salaires | 1 223 405 | |
| Avantages sociaux | 173 662 | |
| Transports et communications | 273 815 | |
| Services | 343 771 | |
| Fournitures et matériel | 31 268 | |
| | | 2 045 921 |
| Crédits législatifs | | |
| Autres opérations | | |
| Audiences tenues en vertu de la *Loi sur les services policiers* | | 36 000 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ORGANISMES, CONSEILS ET COMMISSIONS | | 3 733 970 |

## MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRE ET DES SERVICES CORRECTIONNELS

### ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Recouvrement du partage des coûts des jeunes contrevenants | | 69 216 259 |
| Agents de police des Premières Nations | | 2 920 356 |
| Contrôle des armes à feu | 4 806 941 | 9 302 961 |
| Planification des mesures d'urgence pour les communautés autochtones | 388 000 | 388 000 |
| Entente sur la surveillance des immigrants | 12 367 133 | 15 203 475 |
| Allocations spéciales | 40 600 | 148 445 |
| Entente de placement dans un établissement pénitencier | 3 339 354 | 3 862 956 |
| Les services policiers des Premières nations | 4 137 202 | |
| Entente sur les analyses biologiques | | 1 879 923 |
| *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* | | 3 620 528 |
| Fonds des nouvelles initiatives | | 823 162 |
| | 25 079 230 | 107 366 065 |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | | |
| Maintien de l'ordre dans les municipalités | 159 659 861 | 131 908 357 |
| Remaniement des services locaux | 74 067 643 | 77 503 735 |
| Coopérative d'automatisation des services de police provinciaux et municipaux de l'Ontario | 2 175 641 | 2 269 869 |
| Lieux de détention provisoire municipale | 198 | 1 950 |
| Acquittement - Compte Bell | 1 166 120 | 1 110 889 |
| Ontario Hydro (au titre du programme nucléaire) | 750 000 | 750 000 |
| Reimbursement of Expenditures - Paid Duty | 12 437 | 95 075 |
| Casino Rama | 300 000 | 750 000 |
| Autres | 75 070 | 863 989 |
| | 238 206 970 | 215 253 864 |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Droits, permis et autorisations | 9 381 072 | 5 908 563 |
| Frais pour chèques refusés | 940 | 2 135 |
| | 9 382 012 | 5 910 698 |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Ventes et locations | 485 564 | 6 643 970 |
| Les Industries Trilcor | 685 048 | 550 794 |
| | 1 170 612 | 7 194 764 |
| REDEVANCES | | |
| Systèmes de sélection d'agents - Association des chefs de police de l'Ontario | 275 526 | 181 417 |
| RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Recouvrements de dépenses des années précédentes | 0 | 2 480 396 |
| DIVERS | | |
| Pénalités - intérêt | 56 119 | 16 960 |
| Autres | 282 182 | 127 870 |
| | 338 301 | 144 830 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **274 452 651** | **338 532 034** |

# MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

- SOMMAIRE ..... 2-322
- ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 2-323
- SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE ..... 2-325
- IMMOBILISATIONS ..... 2-328
- DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-324

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-330

## MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

## SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 10 330 943 | Administration du ministère | 12 088 146 | 10 862 684 |
| 2 629 935 604 | Services à l'enfance et à la jeunesse | 2 845 477 900 | 2 819 831 517 |
| **2 640 266 547** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE** | **2 857 566 046** | **2 830 694 201** |
| | **Actif** | | |
| | Services à l'enfance et à la jeunesse | 2 100 000 | 0 |
| | **TOTAL (ACTIF) DU MINISTÈRE** | **2 100 000** | **0** |
| | **IMMOBILISATIONS** | | |
| | Programme d'immobilisations | 9 077 200 | 4 336 074 |
| | **TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE** | **9 077 200** | **4 336 074** |

## MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **3701 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** | |
| 1 | 11 555 800 | 484 100 | 12 039 900 | Administration du ministère . . . . . | 10 850 495 |
| L | 36 057 | | 36 057 | Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* . . . . . | 0 |
| L | 12 189 | | 12 189 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* . . . | 12 189 |
| | 11 604 046 | 484 100 | 12 088 146 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 10 862 684 |

**Description du programme:**

Offrir des conseils en matière de planification stratégique et des services de gestion des activités pour aider la haute direction à prendre ses décisions. Dans le cadre élargi de la fonction publique de l'Ontario, le soutien apporté par le ministère reflète les politiques et initiatives générales du gouvernement. Le ministère travaillera en partenariat avec le ministère des Services sociaux et communautaires pour offrir les services communs de façon efficace et efficiente.

## MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

## PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 3701

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 5 299 466 |
| Avantages sociaux | | 601 817 |
| Transports et communications | | 229 479 |
| Services | | 4 578 968 |
| Fournitures et matériel | | 140 765 |
| | | 10 850 495 |
| *Bureau de la direction (Bureau du ministre, Bureau du sous-ministre)* | | |
| Traitements et salaires | 1 374 617 | |
| Avantages sociaux | 181 617 | |
| Transports et communications | 77 947 | |
| Services | 383 248 | |
| Fournitures et matériel | 41 333 | |
| | | 2 058 762 |
| *Services opérationnels* | | |
| Traitements et salaires | 1 495 938 | |
| Avantages sociaux | 210 170 | |
| Transports et communications | 76 665 | |
| Services | 1 322 031 | |
| Fournitures et matériel | 10 615 | |
| | | 3 115 419 |
| *Services juridiques* | | |
| Traitements et salaires | 111 912 | |
| Avantages sociaux | 12 302 | |
| Transports et communications | 14 489 | |
| Services | 2 061 725 | |
| Fournitures et matériel | 58 630 | |
| | | 2 259 058 |
| *Communications et commercialisation* | | |
| Traitements et salaires | 1 021 702 | |
| Avantages sociaux | 197 228 | |
| Transports et communications | 5 572 | |
| Services | 332 424 | |
| Fournitures et matériel | 12 739 | |
| | | 1 569 665 |
| *Ressources humaines* | | |
| Traitements et salaires | 1 295 297 | |
| Avantages sociaux | 500 | |
| Transports et communications | 54 806 | |
| Services | 479 540 | |
| Fournitures et matériel | 17 448 | |
| | | 1 847 591 |
| Crédits législatifs | | |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 12 189 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | | 10 862 684 |

## MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **3702 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE** | |
| 1 | 52 258 900 | (322 500) | 51 936 400 | Soutien opérationnel aux programmes | 47 106 387 |
| 2 | 1 092 337 300 | 92 790 100 | 1 185 127 400 | Protection de l'enfance | 1 184 056 715 |
| 3 | 819 405 800 | (20 690 500) | 798 715 300 | Développement de la petite enfance | 792 917 082 |
| 4 | 63 758 200 | (4 500 000) | 59 258 200 | Services communautaires | 55 749 444 |
| 5 | 792 113 800 | (41 673 200) | 750 440 600 | Services spécialisés | 740 001 889 |
| | 2 819 874 000 | 25 603 900 | 2 845 477 900 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE | 2 819 831 517 |
| **Actif** | | | | | |
| 6 | 2 100 000 | | 2 100 000 | Services à l'enfance et à la jeunesse | 0 |
| | 2 100 000 | | 2 100 000 | TOTAL (ACTIF) POUR LES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE | 0 |

**Description du programme:**

Les programmes offerts par les Services à l'enfance et à la jeunesse comprennent : développement de la petite enfance; garde d'enfants; santé mentale des enfants; services aux enfants ayant des besoins particuliers et services d'intervention en faveur des enfants, des jeunes et de leur famille; services de justice (services de probation et de détention) pour les jeunes contrevenants de 12 à 17 ans; Bébés en santé, enfants en santé; services de santé mentale pour enfants en consultations externes et centres de traitement pour enfants.

## MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

## PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE--CRÉDIT 3702

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Soutien opérationnel aux programmes (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 22 139 746 |
| Avantages sociaux | | 3 477 451 |
| Transports et communications | | 2 384 764 |
| Services | | 15 709 021 |
| Fournitures et matériel | | 1 593 449 |
| Paiements de transfert | | |
| Recherche | | 1 801 956 |
| | | 47 106 387 |
| *Recherche* | | |
| Traitements et salaires | 142 052 | |
| Avantages sociaux | 12 188 | |
| Transports et communications | 61 888 | |
| Services | 36 105 | |
| Fournitures et matériel | 15 937 | |
| Paiements de transfert | | |
| Recherche | 1 801 956 | |
| | | 2 070 126 |
| *Soutien aux programmes* | | |
| Traitements et salaires | 21 997 694 | |
| Avantages sociaux | 3 465 263 | |
| Transports et communications | 2 322 876 | |
| Services | 15 672 916 | |
| Fournitures et matériel | 1 577 512 | |
| | | 45 036 261 |
| Protection de l'enfance (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires | | 125 200 |
| Avantages sociaux | | 20 676 |
| Transports et communications | | 31 040 |
| Services | | 293 583 |
| Fournitures et matériel | | 4 951 |
| Paiements de transfert | | |
| Services de bien-être de l'enfance | | 1 183 581 265 |
| | | 1 184 056 715 |
| Développement de la petite enfance (Poste 3) | | |
| Traitements et salaires | | 7 812 681 |
| Avantages sociaux | | 902 460 |
| Transports et communications | | 146 233 |
| Services | | 1 966 194 |
| Fournitures et matériel | | 9 459 |
| Paiements de transfert | | |
| Services de garde d'enfants | 575 362 198 | |
| Bébés en santé, enfants en santé | 71 738 522 | |
| Soutien communautaire pour le développement de la petite enfance | 134 979 335 | 782 080 055 |
| | | 792 917 082 |
| Services communautaires (Poste 4) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Soutiens communautaires | | 55 749 444 |
| | | 55 749 444 |
| Services spécialisés (Poste 5) | | |
| Traitements et salaires | | 104 368 597 |
| Avantages sociaux | | 16 806 232 |
| Transports et communications | | 3 859 623 |
| Services | | 23 469 587 |
| Fournitures et matériel | | 8 422 424 |
| Paiements de transfert | | |
| Services de traitement et de réadaption pour enfants | 56 935 783 | |
| Santé mentale des enfants - Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités | 13 800 | |
| Santé mentale des enfants | 328 141 930 | |
| Autisme | 67 298 528 | |
| Justice pour la jeunesse - Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités | 37 275 | |
| Services de justice pour la jeunesse | 130 648 110 | 583 075 426 |
| | | 740 001 889 |

## MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

## PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE–CRÉDIT 3702

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| *Services de traitement et de réadaption pour enfants* | | |
| Paiements de transfert | | |
| Services de traitement et de réadaption pour enfants | 56 935 783 | |
| | | 56 935 783 |
| *Santé mentale et des enfants* | | |
| Traitements et salaires | 29 149 368 | |
| Avantages sociaux | 5 692 068 | |
| Transports et communications | 325 668 | |
| Services | 4 782 136 | |
| Fournitures et matériel | 2 011 106 | |
| Paiements de transfert | | |
| Santé mentale des enfants - | | |
| Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités | 13 800 | |
| Santé mentale des enfants | 328 141 930 | 328 155 730 |
| | | 370 116 076 |
| *Autisme* | | |
| Traitements et salaires | 302 200 | |
| Avantages sociaux | 49 700 | |
| Transports et communications | | |
| Services | 262 039 | |
| Fournitures et matériel | | |
| Paiements de transfert | | |
| Autisme | 67 298 528 | |
| | | 67 912 467 |

| | $ | $ | $ |
|---|---|---|---|
| *Services de justice pour la jeunesse* | | | |
| Traitements et salaires | | 74 917 029 | |
| Avantages sociaux | | 11 064 464 | |
| Transports et communications | | 3 533 955 | |
| Services | | 18 425 412 | |
| Fournitures et matériel | | 6 411 318 | |
| Paiements de transfert | | | |
| Justice pour la jeunesse - | | | |
| Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités | 37 275 | | |
| Services de justice pour la jeunesse | 130 648 110 | 130 685 385 | 245 037 563 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE | | | 2 819 831 517 |

## MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **3703 IMMOBILISATIONS** | | | | **PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS** | |
| 1 | 9 077 200 | | 9 077 200 | Services à l'enfance et à la jeunesse ..... | 4 336 074 |
| | 9 077 200 | | 9 077 200 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS | 4 336 074 |

**Description du programme:**

Fournir des fonds pour l'acquisition; la construction; et la remise à neuf des immobilisations pour faciliter la prestation des programmes du ministère et la gestion efficace de ses stratégies et résultats.

**MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**

**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS--CRÉDIT 3703**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **IMMOBILISATIONS** | | |
| Services à l'enfance et à la jeunesse (Poste 1) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Renouvellement des installations des partenaires | 3 004 240 | |
| Centres de traitement pour enfants | 790 429 | |
| | | 3 794 669 |
| Autres opérations | | |
| Investissements dan les immobilisations | | 541 405 |
| | | 4 336 074 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS | | 4 336 074 |

## MINISTÈRE DES SERVICES À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE

### ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* | 68 004 283 | |
| Langue française | 144 600 | |
| Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens | 81 824 199 | 87 634 885 |
| Allocations spéciales | | 104 266 |
| Autres | 33 760 | |
| | 150 006 842 | 87 739 151 |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Garderies | 88 280 | 48 013 |
| Maison pour groupe d'enfants | 14 000 | 22 315 |
| Droits d'adoption | 10 115 | 9 269 |
| Adoption internationale | 506 395 | 554 845 |
| Autres | 1 593 | |
| | 620 383 | 634 442 |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Autres ventes générales | 196 | 0 |
| RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Subventions de fonctionnement | 1 026 000 | 6 255 165 |
| Suventions d'immobilisations | 19 742 | 0 |
| Autres Recouvrements | 0 | 315 630 |
| | 1 045 742 | 6 570 795 |
| DIVERS | | |
| Intérêts bancaires - non précisés | 299 | |
| Autres | 621 | |
| | 920 | 0 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **151 674 083** | **94 944 388** |

# MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-332

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 2-333

ENREGISTREMENTS ..... 2-335

PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE/NORMES COMMERCIALES ..... 2-337

GESTION DES ALCOOLS ET DES JEUX ..... 2-339

PRESTATION INTÉGRÉE DES SERVICES ..... 2-341

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-334

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-343

**MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES**

**SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 43 311 716 | Administration du ministère | 17 354 946 | 20 522 596 |
| 58 867 569 | Enregistrements | 86 117 000 | 85 909 855 |
| 9 555 731 | Protection du consommateur et sécurité publique/normes commerciales | 12 479 700 | 12 300 230 |
| 37 097 158 | Gestion des alcools et des jeux | 40 230 300 | 39 514 288 |
| 33 883 827 | Prestation intégrée des services | 48 411 800 | 42 129 306 |
| **182 716 001** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE** | **204 593 746** | **200 376 275** |
| | **IMMOBILISATIONS** | | |
| 854 025 | Enregistrements | 8 051 600 | 3 778 510 |
| **854 025** | **TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE** | **8 051 600** | **3 778 510** |

## MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **801 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** | |
| 1 | 17 680 800 | (375 100) | 17 305 700 | Administration du ministère . . . . . | 16 870 862 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* . . . . . | 3 611 000 |
| L | 36 057 | | 36 057 | Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* . . . . . | 28 545 |
| L | 12 189 | | 12 189 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* . . . | 12 189 |
| | 17 730 046 | (375 100) | 17 354 946 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 20 522 596 |

**Description du programme:**

Ce programme a pour objet de fournir des services d'administration et de soutien aux programmes du ministère.

## MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

## PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 801

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 7 513 613 |
| Avantages sociaux | | 996 571 |
| Transports et communications | | 296 394 |
| Services | | 8 333 471 |
| Fournitures et matériel | | 310 713 |
| | | 17 450 762 |
| Moins: Recouvrements | | 579 900 |
| | | 16 870 862 |
| *Bureau principal* | | |
| Traitements et salaires | 981 648 | |
| Avantages sociaux | 99 523 | |
| Transports et communications | 75 808 | |
| Services | 508 715 | |
| Fournitures et matériel | 69 945 | |
| | | 1 735 639 |
| *Services financiers et administratifs* | | |
| Traitements et salaires | 5 203 856 | |
| Avantages sociaux | 604 286 | |
| Transports et communications | 120 126 | |
| Services | 2 815 472 | |
| Fournitures et matériel | 149 757 | |
| | 8 893 497 | |
| Moins: Recouvrements | 378 900 | |
| | | 8 514 597 |
| *Services de communication* | | |
| Traitements et salaires | 1 323 609 | |
| Avantages sociaux | 292 762 | |
| Transports et communications | 74 702 | |
| Services | 961 654 | |
| Fournitures et matériel | 48 024 | |
| | 2 700 751 | |
| Moins: Recouvrements | 201 000 | |
| | | 2 499 751 |
| *Services juridiques* | | |
| Traitements et salaires | 4 500 | |
| Transports et communications | 25 758 | |
| Services | 3 377 170 | |
| Fournitures et matériel | 42 987 | |
| | | 3 450 415 |
| *Services de vérification* | | |
| Services | 670 460 | |
| | | 670 460 |
| Crédits législatifs | | |
| Autres opérations | | |
| Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | | 3 611 000 |
| Crédits législatifs | | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 28 545 |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 12 189 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | | 20 522 596 |

## MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **802** | | | | | |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES ENREGISTREMENTS** | |
| 1 | 2 799 000 | 248 800 | 3 047 800 | Administration des programmes ..... | 2 919 148 |
| 2 | 73 832 000 | 9 221 200 | 83 053 200 | Services d'enregistrement ..... | 82 990 707 |
| L | 15 000 | | 15 000 | Contribution de la Couronne au Régime de retraite des juges, *Loi sur l'enregistrement des actes* ..... | 0 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Demandes d'indemnisation adressées à la Caisse d'assurance des droits immobiliers, *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* .. | 0 |
| | 76 647 000 | 9 470 000 | 86 117 000 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES ENREGISTREMENTS ..... | 85 909 855 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 3 | 1 910 000 | 6 141 600 | 8 051 600 | Immobilisations - Locaux ..... | 3 778 510 |
| | 1 910 000 | 6 141 600 | 8 051 600 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LES ENREGISTREMENTS ..... | 3 778 510 |

**Description du programme:**

Ce programme assure l'enregistrement des documents et des plans relatifs à la propriété et au grèvement des biens immobiliers, l'enregistrement des contrats de vente conditionnelle, des hypothèques mobilières et d'autres documents portant sur des biens meubles donnés en garantie. Il enregistre et tient également à jour les renseignements sur les naissances, les adoptions, les mariages, les décès et les changements de nom légaux pour déterminer les droits et obligations des particuliers en matière de santé, de programmes sociaux, de soutien à l'enfance, de citoyenneté et d'application de la loi. Il administre aussi l'identification ou la création juridique de presque toutes les entreprises et entités sans but lucratif opérant en Ontario et permet au public d'avoir accès aux renseignements sur l'enregistrement de ces entités.

## MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

## PROGRAMME DES ENREGISTREMENTS--CRÉDIT 802

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Administration des programmes (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 2 101 884 |
| Avantages sociaux | | 206 078 |
| Transports et communications | | 207 392 |
| Services | | 485 867 |
| Fournitures et matériel | | 41 513 |
| | | 3 042 734 |
| Moins : Recouvrements | | 123 586 |
| | | 2 919 148 |
| Services d'enregistrement (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires | | 40 508 071 |
| Avantages sociaux | | 6 508 986 |
| Transports et communications | | 4 512 985 |
| Services | | 30 115 833 |
| Fournitures et matériel | | 1 911 115 |
| | | 83 556 990 |
| Moins : Recouvrements | | 566 283 |
| | | 82 990 707 |
| *Enregistrement des sociétés et des sûretés mobilières* | | |
| Traitements et salaires | 5 955 886 | |
| Avantages sociaux | 945 762 | |
| Transports et communications | 375 635 | |
| Services | 7 229 534 | |
| Fournitures et matériel | 407 497 | |
| | 14 914 314 | |
| Moins : Recouvrements | 57 447 | |
| | | 14 856 867 |
| *Enregistrement immobilier* | | |
| Traitements et salaires | 19 928 688 | |
| Avantages sociaux | 3 317 456 | |
| Transports et communications | 799 026 | |
| Services | 13 473 915 | |
| Fournitures et matériel | 872 963 | |
| | 38 392 048 | |
| Moins : Recouvrements | 508 836 | |
| | | 37 883 212 |
| *Bureau du registraire général de l'état civil* | | |
| Traitements et salaires | 14 623 497 | |
| Avantages sociaux | 2 245 768 | |
| Transports et communications | 3 338 324 | |
| Services | 9 412 384 | |
| Fournitures et matériel | 630 655 | |
| | | 30 250 628 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES ENREGISTREMENTS | | 85 909 855 |
| **IMMOBILISATIONS** | | |
| Immobilisations - Locaux (Poste 3) | | |
| Services | | 3 778 510 |
| | | 3 778 510 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES ENREGISTREMENTS | | 3 778 510 |

## MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **803 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE/ NORMES COMMERCIALES** | |
| 1 | 2 215 700 | * 67 000 | 2 282 700 | Administration des programmes et politiques | 2 282 365 |
| 2 | 6 928 700 | * 142 300 | 7 071 000 | Normes et services relatifs au marché ..... | 7 070 836 |
| 3 | 1 710 500 | * 15 500 | 1 726 000 | Secteur tertiaire ..... | 1 572 136 |
| 4 | 1 400 000 | | 1 400 000 | Tribunal d'appel en matière de permis ..... | 1 374 893 |
| | 12 254 900 | * 224 800 | 12 479 700 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE/ NORMES COMMERCIALES ..... | 12 300 230 |

**Description du programme:**

Ce programme s'occupe de l'élaboration des politiques centrales du ministère et fixe les règles en matière de gouvernance, de responsabilité et de gestion des relations avec les organismes du ministère, les autorités administratives et autres partenaires de la prestation des services. Le programme procède aussi à l'enregistrement des entreprises en vertu de diverses lois visant la protection du consommateur, et confie à certains groupes de l'industrie la responsabilité et les moyens de se réglementer eux-mêmes. Le Tribunal d'appel en matière de permis entend les appels relatifs à la délivrance des permis, à l'enregistrement des entreprises et aux décisions en matière d'indemnisation.

* Comprend une ordonnance du Conseil du Trésor rendue après la fin de l'exercice d'un montant 58 500 $ qui a été approuvée par le Conseil de gestion du gouvernement en juin 2005 pour couvrir les dépenses supplémentaires découlant des règlements salariaux conclus en avril 2005 et appliqués de façon rétroactive à l'exercice 2004-2005.

## MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

## PROGRAMME DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE/NORMES COMMERCIALES--CRÉDIT 803

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Administration des programmes et politiques (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 1 581 348 |
| Avantages sociaux | | 190 142 |
| Transports et communications | | 44 771 |
| Services | | 436 927 |
| Fournitures et matériel | | 29 177 |
| | | 2 282 365 |
| *Administration du programme* | | |
| Traitements et salaires | 383 264 | |
| Avantages sociaux | 37 422 | |
| Transports et communications | 11 866 | |
| Services | 208 369 | |
| Fournitures et matériel | 11 147 | |
| | | 652 068 |
| *Politiques* | | |
| Traitements et salaires | 1 198 084 | |
| Avantages sociaux | 152 720 | |
| Transports et communications | 32 905 | |
| Services | 228 558 | |
| Fournitures et matériel | 18 030 | |
| | | 1 630 297 |
| Normes et services relatifs au marché (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires | | 4 023 329 |
| Avantages sociaux | | 522 583 |
| Transports et communications | | 343 830 |
| Services | | 2 091 965 |
| Fournitures et matériel | | 96 454 |
| | | 7 078 161 |
| Moins : Recouvrements | | 7 325 |
| | | 7 070 836 |
| Secteur tertiaire (Poste 3) | | |
| Traitements et salaires | | 1 014 957 |
| Avantages sociaux | | 173 890 |
| Transports et communications | | 26 808 |
| Services | | 655 947 |
| Fournitures et matériel | | 32 534 |
| | | 1 904 136 |
| Moins: Recouvrements | | 332 000 |
| | | 1 572 136 |
| Tribunal d'appel en matière de permis (Poste 4) | | |
| Traitements et salaires | | 626 940 |
| Avantages sociaux | | 87 699 |
| Transports et communications | | 67 012 |
| Services | | 573 546 |
| Fournitures et matériel | | 19 696 |
| | | 1 374 893 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET SÉCURITÉ PUBLIQUE/NORMES COMMERCIALES | | 12 300 230 |

## MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **804 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE GESTION DES ALCOOLS ET DES JEUX** | |
| 1 | 42 100 000 | (1 869 700) | 40 230 300 | Programme de gestion des alcools et des jeux | 39 514 288 |
| | 42 100 000 | (1 869 700) | 40 230 300 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ALCOOLS ET DES JEUX | 39 514 288 |

**Description du programme:**

Ce programme établit le cadre réglementaire et fixe et fait appliquer les normes régissant certains secteurs d'activités par l'entremise de la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario. Il gère une base de données regroupant les plaintes des consommateurs; effectue des inspections et mène des enquêtes sur les pratiques commerciales douteuses; et fait appliquer la loi, au besoin. Il a également pour mandat de protéger le consommateur et de fixer les normes régissant les secteurs où le risque d'activités criminelles et les coûts sociaux potentiels sont élevés (p. ex., casinos et alcool).

**MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES**

**PROGRAMME DE GESTION DES ALCOOLS ET DES JEUX--CRÉDIT 804**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Programme de gestion des alcools et des jeux (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 30 400 717 |
| Avantages sociaux | 4 967 340 |
| Transports et communications | 2 060 212 |
| Services | 7 643 368 |
| Fournitures et matériel | 1 485 180 |
| | 46 556 817 |
| Moins : Recouvrements | 7 042 529 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ALCOOLS ET DES JEUX | 39 514 288 |

## MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **805 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE PRESTATION INTÉGRÉE DES SERVICES** | |
| 1 | 64 400 000 | (15 988 200) | 48 411 800 | Prestation intégrée des services ..... | 42 129 306 |
| | 64 400 000 | (15 988 200) | 48 411 800 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DE PRESTATION INTÉGRÉE DES SERVICES ..... | 42 129 306 |

**Description du programme:**

Ce programme joue un rôle de premier plan au sein de la fonction publique pour réaliser la vision du gouvernement consistant à offrir des services intégrés de qualité supérieure aux entreprises et aux particuliers. Le programme fournit de nombreux services au public par le biais de Publications Ontario; des Services d'accès aux renseignements; des Centres d'information du gouvernement; et d'Entreprises branchées de l'Ontario. Le programme offrira divers services et produits intégrés du gouvernement et la possibilité d'opérer d'autres transactions : par exemple, publications du gouvernement; possibilité de changer son adresse auprès de plusieurs ministères; renouvellement des cartes de plein air et des vignettes de plaque d'immatriculation; etc. Ce programme a été renommé ServiceOntario le 28 octobre 2004.

**MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES**

**PROGRAMME DE PRESTATION INTÉGRÉE DES SERVICES--CRÉDIT 805**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Prestation intégrée des services (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | 15 103 059 | |
| Avantages sociaux | 2 013 382 | |
| Transports et communications | 1 032 960 | |
| Services | 24 947 614 | |
| Fournitures et matériel | 1 527 644 | |
| | 44 624 659 | |
| Moins : Recouvrements | 2 495 353 | |
| | 42 129 306 | |
| *Gestion des programmes* | | |
| Traitements et salaires | 8 528 137 | |
| Avantages sociaux | 968 819 | |
| Transports et communications | 617 225 | |
| Services | 20 777 768 | |
| Fournitures et matériel | 465 643 | |
| | 31 357 592 | |
| *Centres d'information du gouvernement* | | |
| Traitements et salaires | 3 077 483 | |
| Avantages sociaux | 521 731 | |
| Transports et communications | 204 283 | |
| Services | 1 927 217 | |
| Fournitures et matériel | 113 358 | |
| | 5 844 072 | |
| *Services d'accès aux renseignements* | | |
| Traitements et salaires | 2 141 923 | |
| Avantages sociaux | 297 412 | |
| Transports et communications | 124 267 | |
| Services | 733 504 | |
| Fournitures et matériel | 175 841 | |
| | 3 472 947 | |
| Moins : Recouvrements | 237 729 | |
| | | 3 235 218 |
| *Publications Ontario* | | |
| Traitements et salaires | 1 355 516 | |
| Avantages sociaux | 225 420 | |
| Transports et communications | 87 185 | |
| Services | 1 509 125 | |
| Fournitures et matériel | 772 802 | |
| | 3 950 048 | |
| Moins : Recouvrements | 2 257 624 | |
| | | 1 692 424 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE PRESTATION INTÉGRÉE DES SERVICES | | 42 129 306 |

## MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

### ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| RECETTES FISCALES | | |
| Imposition - Commission des sports professionnels | 61 629 | 41 077 |
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Subvention afférente à des travaux statistiques | 44 837 | 40 048 |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Brasseurs - Provinciaux (droits et prélèvements) | 418 353 055 | 413 024 157 |
| Brasseurs - Hors province (droits et prélèvements) | 2 130 392 | 8 914 875 |
| Établissements de fabrication du vin (droits et prélèvements) | 9 682 190 | 9 121 420 |
| Fabrication - Pubs de brassage (droits et prélèvements) | 21 087 | 57 517 |
| Achat en gros - Bière et vin | 48 894 502 | 47 321 933 |
| Permis - Brasseurs provinciaux | 95 340 | 58 189 |
| Permis - Vineries ontariennes | 266 678 | 124 136 |
| Permis - Fabricants de spiritueux | 37 800 | 15 947 |
| Droits de cession de permis | 1 932 391 | 1 874 090 |
| Permis pour occasions spéciales | 3 476 001 | 3 542 645 |
| Permis - Permis de vente pour une occasion unique | 413 158 | 408 419 |
| Permis - Permis de vente pour un an | 1 250 | 1 400 |
| Permis - Permis de vente pour deux ans | 1 200 493 | 591 868 |
| Permis - Permis de vente pour trois ans | 2 458 360 | 2 508 543 |
| Droits d'enregistrement - Agents/Représentants | 22 130 | 9 836 |
| Jeux - Droits d'inscription | 7 899 080 | 8 842 635 |
| Jeux - Licences de loterie | 10 157 494 | 9 830 354 |
| Jeux - Programme provincial des billets à fenêtres | 1 492 742 | 1 671 677 |
| Jeux - Droits du programme provincial des billets à fenêtres | 15 110 765 | 16 238 480 |
| *Loi sur l'administration financière* (frais pour chèques refusé | 120 228 | 82 977 |
| *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie* | 5 313 | 3 083 |
| *Loi sur les huissiers* | 3 251 | 2 470 |
| *Loi sur les agences de recouvrement* | 768 874 | 681 966 |
| *Loi sur les renseignements concernant le consommateur* | 19 457 | 8 396 |
| *Loi sur les distributeurs de livres brochés et de périodiques* | 2 470 | 2 850 |
| *Loi sur les cimetières* | 1 119 836 | 766 700 |
| Constitutions en société | 26 093 364 | 23 608 167 |
| Déclarations annuelles obligatoires | 31 840 | 34 270 |
| Recherches, certificats et hypothèques | 3 801 605 | 3 600 730 |
| Enregistrement de noms commerciaux | 7 816 698 | 4 837 492 |
| En dehors de la province | 60 375 | 92 670 |
| Sociétés en nom collectif | 865 348 | 191 112 |
| *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* | 18 936 036 | 23 108 099 |
| *Loi sur les sûretés mobilières* | 9 795 480 | 43 174 129 |
| *Loi sur les statistiques de l'état civil* | 15 643 876 | 11 867 596 |
| *Loi sur le mariage* | 2 962 546 | 3 044 930 |
| *Loi sur le changement de nom* | 1 024 541 | 327 863 |
| Commission d'appel des enregistrements commerciaux | 63 705 | 70 733 |
| *Loi sur les cinémas* | 4 009 282 | 3 418 775 |
| Paiements des organismes d'application | 762 255 | 872 807 |
| | 617 551 288 | 643 955 936 |

## MINISTÈRE DES SERVICES AUX CONSOMMATEURS ET AUX ENTREPRISES

### ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| AMENDES ET PENALITES | 4 000 | 1 000 |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Archives | 0 | 19 |
| Publications | 500 | 2 766 |
| Publications Ontario - ventes | 159 991 | 242 819 |
| | 160 491 | 245 604 |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | 657 974 | 503 066 |
| DIVERS | | |
| Autres | 81 565 | 113 131 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **618 561 784** | **644 899 862** |

# MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


| ÉTAT DES DÉPENSES | PAGE |
|---|---|
| SOMMAIRE | 2-346 |
| ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 2-347 |
| SERVICES AUX ADULTES | 2-349 |
| DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) | 2-348, 2-350 |
| ÉTAT DES RECETTES | 2-352 |

**MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES**

**SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 23 106 060 | Administration du ministère | 31 537 846 | 29 561 674 |
| 5 972 230 064 | Services aux adultes | 6 361 966 500 | 6 339 480 957 |
| **5 995 336 124** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE** | **6 393 504 346** | **6 369 042 631** |
| | **Actif** | | |
| 18 035 009 | Services aux adultes | 22 450 000 | 20 397 000 |
| **18 035 009** | **TOTAL (ACTIF) DU MINISTÈRE** | **22 450 000** | **20 397 000** |
| | **IMMOBILISATIONS** | | |
| 9 863 110 | Services aux adultes | 21 100 000 | 20 142 352 |
| **9 863 110** | **TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE** | **21 100 000** | **20 142 352** |

## MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **701 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** | |
| 1 | 30 904 000 | 585 600 | 31 489 600 | Administration du ministère . . . . . | 29 514 710 |
| L | 36 057 | | 36 057 | Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* . . . . . | 28 545 |
| L | 12 189 | | 12 189 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* . . . . | 18 419 |
| | 30 952 246 | 585 600 | 31 537 846 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 29 561 674 |

**Description du programme:**

Le programme fournit des conseils pour la planification stratégique des activités du ministère et des services de gestion pour aider les cadres dans leurs décisions. Comme ils font partie de la fonction publique de l'Ontario, les services de soutien des activités du ministère illustrent et renforcent les politiques et activités générales du gouvernement.

## MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

## PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE–CRÉDIT 701

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 12 684 048 |
| Avantages sociaux | | 1 746 405 |
| Transports et communications | | 929 238 |
| Services | | 13 433 389 |
| Fournitures et matériel | | 721 630 |
| | | 29 514 710 |
| *Bureau principal* | | |
| Traitements et salaires | 1 348 108 | |
| Avantages sociaux | 177 361 | |
| Transports et communications | 107 012 | |
| Services | 64 291 | |
| Fournitures et matériel | 43 496 | |
| | | 1 740 268 |
| *Services financiers et administratifs* | | |
| Traitements et salaires | 2 524 033 | |
| Avantages sociaux | 419 490 | |
| Transports et communications | 186 140 | |
| Services | 2 929 381 | |
| Fournitures et matériel | 53 781 | |
| | | 6 112 825 |
| *Ressources humaines* | | |
| Traitements et salaires | 2 995 611 | |
| Avantages sociaux | 441 733 | |
| Transports et communications | 113 326 | |
| Services | 814 144 | |
| Fournitures et matériel | 80 320 | |
| | | 4 445 134 |
| *Services de communication* | | |
| Traitements et salaires | 869 639 | |
| Avantages sociaux | 86 326 | |
| Transports et communications | 29 105 | |
| Services | 279 380 | |
| Fournitures et matériel | 66 404 | |
| | | 1 330 854 |
| *Services juridiques* | | |
| Traitements et salaires | 264 906 | |
| Avantages sociaux | 21 297 | |
| Transports et communications | 38 086 | |
| Services | 2 624 124 | |
| Fournitures et matériel | 14 342 | |
| | | 2 962 755 |
| *Services de vérification* | | |
| Transports et communications | 813 | |
| Services | 813 893 | |
| Fournitures et matériel | 241 | |
| | | 832 947 |
| *Services informatiques* | | |
| Traitements et salaires | 4 681 751 | |
| Avantages sociaux | 600 198 | |
| Transports et communications | 454 756 | |
| Services | 5 890 176 | |
| Fournitures et matériel | 463 046 | |
| | | 12 089 927 |
| Crédits législatifs | | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 28 545 |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 18 419 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | | 29 561 674 |

## MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **702** | | | | | |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES** | |
| 1 | 24 494 900 | 543 900 | 25 038 800 | Administration du programme | 22 149 262 |
| 2 | 14 088 000 | | 14 088 000 | Administration régionale | 12 554 147 |
| 3 | 4 817 269 300 | 57 500 000 | 4 874 769 300 | Soutien financier et soutien à l'emploi | 4 867 233 232 |
| 4 | 188 486 400 | 2 500 000 | 190 986 400 | Services sociaux aux adultes | 186 167 039 |
| 6 | 1 178 129 100 | 20 023 600 | 1 198 152 700 | Services aux adultes et aux enfants ayant une déficience intellectuelle | 1 196 790 414 |
| 7 | 43 431 300 | (4 900 000) | 38 531 300 | Bureau des obligations familiales | 35 491 863 |
| L | 20 400 000 | | 20 400 000 | Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | 19 095 000 |
| | 6 286 299 000 | 75 667 500 | 6 361 966 500 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SERVICES AUX ADULTES | 6 339 480 957 |
| **Actif** | | | | | |
| 9 | 22 450 000 | | 22 450 000 | Services aux adultes | 20 397 000 |
| | 22 450 000 | | 22 450 000 | TOTAL (ACTIF) POUR LES SERVICES AUX ADULTES | 20 397 000 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 8 | 21 100 000 | | 21 100 000 | Services aux adultes | 20 142 352 |
| | 21 100 000 | | 21 100 000 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LES SERVICES AUX ADULTES | 20 142 352 |

**Description du programme:**

Assurer la prestation de services sociaux et communautaires efficaces et responsables aux plus démunis de la façon la plus équitable. Les Ontariens et Ontariennes dans le besoin peuvent bénéficier des soutiens du revenu et de l'emploi, et faire appel aux services du Bureau des obligations familiales afin de pouvoir un jour être autonomes. Les services communautaires pour adultes offrent leur soutien aux familles et aux communautés pour venir en aide aux citoyens les plus vulnérables, ils comprennent les initiatives de prévention de la violence faite aux femmes; l'Initiative d'aide aux sans-abri; la Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones; et les services aux personnes ayant une déficience intellectuelle et d'autres besoins particuliers.

## MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

## PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES--CRÉDIT 702

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Administration du programme (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 5 521 498 |
| Avantages sociaux | | 1 156 495 |
| Transports et communications | | 286 597 |
| Services | | 14 982 134 |
| Fournitures et matériel | | 202 538 |
| | | 22 149 262 |
| Administration régionale (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires | | 8 889 857 |
| Avantages sociaux | | 884 185 |
| Transports et communications | | 850 146 |
| Services | | 1 002 258 |
| Fournitures et matériel | | 927 701 |
| | | 12 554 147 |
| Soutien financier et soutien à l'emploi (Poste 3) | | |
| Traitements et salaires | | 107 467 199 |
| Avantages sociaux | | 17 117 053 |
| Transports et communications | | 25 514 511 |
| Services | | 49 800 355 |
| Fournitures et matériel | | 2 603 196 |
| Paiements de transfert | | |
| Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées - Soutien financier | 2 298 882 842 | |
| Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées - Soutien à l'emploi | 48 880 468 | |
| Programme Ontario au travail - Soutien financier | 1 536 738 158 | |
| Programme Ontario au travail - Soutien à l'emploi | 140 311 722 | |
| Programme de médicaments de l'Ontario | 639 917 728 | 4 664 730 918 |
| | | 4 867 233 232 |
| *Soutien financier et soutien à l'emploi* | | |
| Traitements et salaires | 105 321 421 | |
| Avantages sociaux | 16 788 033 | |
| Transports et communications | 24 993 324 | |
| Services | 46 751 573 | |
| Fournitures et matériel | 2 494 914 | |
| Paiements de transfert | | |
| Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées - Soutien financier | 2 298 882 842 | |
| Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées - Soutien à l'emploi | 48 880 468 | |
| Programme Ontario au travail - Soutien financier | 1 536 738 158 | |
| Programme Ontario au travail - Soutien à l'emploi | 140 311 722 | |
| Programme de médicaments de l'Ontario | 639 917 728 | 4 861 080 183 |
| *Tribunal de l'aide sociale* | | |
| Traitements et salaires | 2 145 778 | |
| Avantages sociaux | 329 020 | |
| Transports et communications | 521 187 | |
| Services | 3 048 782 | |
| Fournitures et matériel | 108 282 | 6 153 049 |
| Crédits législatifs | | |
| Autres opérations | | |
| Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | | 19 095 000 |
| | | 19 095 000 |

## MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

## PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES--CRÉDIT 702

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **Services sociaux aux adultes (Poste 4)** | | |
| Traitements et salaires | | 1 103 842 |
| Avantages sociaux | | 147 034 |
| Transports et communications | | 18 670 |
| Services | | 24 115 |
| Fournitures et matériel | | 4 057 |
| Paiements de transfert | | |
| Violence faite aux femmes | 102 352 253 | |
| Aide à l'intégration communautaire | 67 778 961 | |
| Stratégie de ressourcement pour le mieux-être des Autochtones | 14 738 107 | 184 869 321 |
| | | 186 167 039 |
| **Services aux adultes et aux enfants ayant une déficience intellectuelle (Poste 6)** | | |
| Traitements et salaires | | 93 866 656 |
| Avantages sociaux | | 16 718 139 |
| Transports et communications | | 1 145 263 |
| Services | | 9 419 571 |
| Fournitures et matériel | | 11 547 206 |
| Paiements de transfert | | |
| Services en établissement | 654 563 502 | |
| Services de soutient | 409 350 677 | |
| Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités | 179 400 | 1 064 093 579 |
| | | 1 196 790 414 |
| **Bureau des obligations familiales (Poste 7)** | | |
| Traitements et salaires | | 21 742 440 |
| Avantages sociaux | | 3 262 253 |
| Transports et communications | | 1 583 617 |
| Services | | 7 751 450 |
| Fournitures et matériel | | 1 152 103 |
| | | 35 491 863 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES | | 6 339 480 957 |

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **Actif** | | |
| **Services aux adultes (Poste 9)** | | |
| Avances et montants récupérables | | |
| Services de soutient | | 20 397 000 |
| | | 20 397 000 |
| *Soutien financier et soutien à l'emploi* | | |
| Avances et montants récupérables | | |
| Programme ontarien soutien aux personnes handicapées - Aide financière | 20 397 000 | 20 397 000 |
| TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES | | 20 397 000 |
| **IMMOBILISATIONS** | | |
| **Services aux adultes (Poste 8)** | | |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions d'immobilisations | | 20 142 352 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES SERVICES AUX ADULTES | | 20 142 352 |

## MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES

### ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Accord sur les jeunes contrevenants | | 1 629 306 |
| Accord sur les services d'aide sociale aux Indiens | 65 617 563 | 58 423 256 |
| Programme de tribunaux autochtones | | 66 400 |
| Services en français | 54 250 | 116 770 |
| Allocations spéciales | 35 157 | 0 |
| Logement en milieu de soutien | 2 443 882 | 2 348 753 |
| Gouvernement/Canada - Fonds pour initiative familiales | 2 057 714 | 1 313 493 |
| Entente sur le marché du travail pour les personnes handicapées | 32 681 000 | 32 346 524 |
| Divers | 146 877 | |
| | 103 036 443 | 96 244 502 |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | | |
| Paiements d'Entretient - Prestations Familiales | 14 658 491 | 13 199 940 |
| Remaniement des services locaux | 648 624 559 | 633 169 621 |
| FRO Collection of Assigned Monies | 100 494 | |
| | 663 383 544 | 646 369 561 |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Frais d'administration - FRO | 1 329 542 | 899 693 |
| FOI Fees | 13 393 | 13 599 |
| Frais pour chèques refusés | 41 676 | 39 375 |
| Unité de l'entretien et des normes | 351 304 | |
| Pensionnaires des installations d'entretien | 499 440 | 757 040 |
| | 2 235 355 | 1 709 707 |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Autres - ventes - générales | 125 693 | 93 517 |
| RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Subventions de fonctionnement | 2 433 366 | 9 409 831 |
| Subventions d'immobilisation | 0 | 133 028 |
| Frais de fonctionnement | 159 887 | 284 698 |
| Autres recouvrements | 89 171 | 736 470 |
| | 2 682 424 | 10 564 027 |
| DIVERS | | |
| Intérêts bancaires | 1 907 | 3 253 |
| Comptes de subrogation | 1 198 606 | 1 703 609 |
| Pénalités - intérêt | 824 | 1 065 |
| Autres | 1 849 | 13 530 |
| | 1 203 186 | 1 721 457 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **772 666 645** | **756 702 771** |

# MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-354

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 2-355

TOURISME ..... 2-357

SPORTS ET DES LOISIRS ..... 2-359

IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES ..... 2-361

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-356

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-363

## MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

## SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 5 191 366 | Administration du ministère | 4 919 346 | 4 852 353 |
| 145 154 412 | Tourisme | 107 929 500 | 107 921 185 |
| 15 893 597 | Sports et des loisirs | 20 782 000 | 20 145 813 |
| **166 239 375** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE** | **133 630 846** | **132 919 351** |
| | **IMMOBILISATIONS** | | |
| 46 280 909 | Immobilisations touristiques et récréatives | 61 070 700 | 59 699 336 |
| **46 280 909** | **TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE** | **61 070 700** | **59 699 336** |

## MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| 3801 FONCTIONNEMENT | | | | **PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** | |
| 1 | 6 023 500 | (1 152 400) | 4 871 100 | Administration du ministère | 4 811 619 |
| L | 36 057 | | 36 057 | Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 28 545 |
| L | 12 189 | | 12 189 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 12 189 |
| | 6 071 746 | (1 152 400) | 4 919 346 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 4 852 353 |

**Description du programme:**

Le programme d'administration du ministre comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire, le Bureau du sous-ministre, les services de communication et les Politiques ministérielles. Il est responsable de l'administration interne, des politiques stratégiques du ministère et des relations avec ses organismes.

**MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS**

**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 3801**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 3 596 668 |
| Avantages sociaux | | 375 773 |
| Transports et communications | | 176 611 |
| Services | | 586 343 |
| Fournitures et matériel | | 76 224 |
| | | 4 811 619 |
| *Bureau principal* | | |
| Traitements et salaires | 1 254 706 | |
| Avantages sociaux | 124 566 | |
| Transports et communications | 137 620 | |
| Services | 182 865 | |
| Fournitures et matériel | 34 272 | |
| | | 1 734 029 |
| *Services de communication* | | |
| Traitements et salaires | 1 740 197 | |
| Avantages sociaux | 193 247 | |
| Transports et communications | 32 892 | |
| Services | 347 891 | |
| Fournitures et matériel | 29 476 | |
| | | 2 343 703 |
| *Politiques ministérielles* | | |
| Traitements et salaires | 601 765 | |
| Avantages sociaux | 57 960 | |
| Transports et communications | 6 099 | |
| Services | 55 587 | |
| Fournitures et matériel | 12 476 | |
| | | 733 887 |
| Crédits législatifs | | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 28 545 |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 12 189 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | | 4 852 353 |

## MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **3802 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DU TOURISME** | |
| 1 | 106 667 400 | 1 262 100 | 107 929 500 | Tourisme | 107 921 185 |
| | 106 667 400 | 1 262 100 | 107 929 500 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DU TOURISME | 107 921 185 |

**Description du programme:**

Le Programme du tourisme a pour objectif de revitaliser l'industrie touristique de l'Ontario grâce à la mise en place d'une stratégie touristique ontarienne. Ses activités consistent, notamment, à offrir à l'industrie des services d'information et d'analyse stratégiques; à encourager les partenariats pour accroître la compétitivité et améliorer la qualité des services; à travailler avec les intervenants de l'industrie et d'autres ministères pour trouver des débouchés touristiques et faire la promotion de l'Ontario comme destination touristique de classe mondiale offrant des activités toute l'année. Le programme exploite aussi les centres d'information touristique et administre les attractions touristiques appartenant à l'Ontario. En outre, il aide les organismes et centres des congrès à remplir leur mandat et leurs responsabilités générales envers la province.

**MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS**

**PROGRAMME DU TOURISME--CRÉDIT 3802**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Tourisme (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 9 724 037 |
| Avantages sociaux | | 1 398 259 |
| Transports et communications | | 669 200 |
| Services | | 7 626 399 |
| Fournitures et matériel | | 1 350 491 |
| Paiements de transfert | | |
| Subvention à l'appui du développement des investissements touristiques | 6 332 870 | |
| Société du Partenariat ontarien de marketing touristique | 71 775 760 | |
| Société d'exploitation de la Place Ontario | 2 721 870 | |
| Commission des parcs du Saint - Laurent | 6 322 299 | 87 152 799 |
| | | 107 921 185 |
| *Développement des investissements* | | |
| Traitements et salaires | 3 933 276 | |
| Avantages sociaux | 537 056 | |
| Transports et communications | 339 345 | |
| Services | 2 585 174 | |
| Fournitures et matériel | 300 516 | |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions à l'appui du développement des investissements touristiques | 6 332 870 | |
| | | 14 028 237 |
| *Marketing touristique* | | |
| Paiements de transfert | | |
| Société du Partenariat ontarien de marketing touristique | 71 775 760 | |
| | | 71 775 760 |
| *Division du tourisme* | | |
| Traitements et salaires | 5 790 761 | |
| Avantages sociaux | 861 203 | |
| Transports et communications | 329 855 | |
| Services | 5 041 225 | |
| Fournitures et matériel | 1 049 975 | |
| Paiements de transfert | | |
| Société d'exploitation de la Place Ontario | 2 721 870 | |
| Commission des parcs du Saint - Laurent | 6 322 299 | 9 044 169 |
| | | 22 117 188 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DU TOURISME | | 107 921 185 |

## MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| 3803 FONCTIONNEMENT | | | | PROGRAMME DES SPORTS ET DES LOISIRS | |
| 1 | 20 891 700 | (109 700) | 20 782 000 | Sports et loisirs ..... | 20 145 813 |
| | 20 891 700 | (109 700) | 20 782 000 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES SPORTS ET DES LOISIRS ..... | 20 145 813 |

**Description du programme:**

Le mandat du Programme des sports et des loisirs est de bâtir un Ontario plus sain en encourageant le développement des sports, des activités physiques et des loisirs. Ses activités comprennent une plus grande sensibilisation aux bienfaits des activités physiques et des sports et aux possibilités de participation par la promotion et l'éducation, et la réduction des obstacles à la participation. Le Programme travaille aussi avec les intervenants et d'autres ministères pour mieux coordonner les activités au sein du secteur et faciliter les échanges; il appuie les sports provinciaux et les Jeux de l'Ontario, ainsi que les organisations sportives et récréatives communautaires.

**MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS**

**PROGRAMME DES SPORTS ET DES LOISIRS--CRÉDIT 3803**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Sports et loisirs (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 1 559 409 |
| Avantages sociaux | | 217 280 |
| Transports et communications | | (9 847) |
| Services | | 2 048 101 |
| Fournitures et matériel | | 118 678 |
| Paiements de transfert | | |
| Soutien aux loisirs communautaires | 3 428 143 | |
| Soutien aux activités sportives et récréatives provinciales | 12 784 049 | 16 212 192 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES SPORTS ET DES LOISIRS | | 20 145 813 |

**MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **3804 IMMOBILISATIONS** | | | | **PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES** | |
| 1 | 58 718 700 | 2 352 000 | 61 070 700 | Immobilisations touristiques et récréatives | 59 699 336 |
| | 58 718 700 | 2 352 000 | 61 070 700 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR L'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES | 59 699 336 |

**Description du programme:**

Le programme d'immobilisations touristiques et récréatives veille à la préservation et à la promotion des investissements réalisés par l'Ontario dans l'infrastructure touristique et récréative, notamment dans les organismes, attractions et centres des congrès du ministère.

**MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS**

**PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES--CRÉDIT 3804**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **IMMOBILISATIONS** | | |
| Immobilisations touristiques et récréatives (Poste 1) | | |
| Services | | 2 474 109 |
| Fournitures et matériel | | 890 836 |
| Paiements de transfert | | |
| Partenaires pour les sports et le tourisme | 23 998 641 | |
| Partenaires pour les sports et le tourisme - Contribution au Programme d'infrastructures Canada - Ontario | 23 265 004 | |
| Réparations et rénovations des organismes touristiques | 6 763 500 | |
| Partenariats du millénaire | 2 000 000 | |
| Subventions d'immobilisations pour le tourisme et les loisirs | 307 246 | 56 334 391 |
| | | 59 699 336 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS TOURISTIQUES ET RÉCRÉATIVES | | 59 699 336 |

## MINISTÈRE DU TOURISME ET DES LOISIRS

## ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| RECETTES FISCALES | | |
| Taxe de vente au détail | | 38 |
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Entente Canada-Ontario sur l'infrastructure - quote-part du gouvernement fédéral | 23 653 443 | 20 946 465 |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Permis d'établissement touristiques | 40 235 | 43 616 |
| Parcs historiques de la Huronie | 688 422 | 590 506 |
| Droits d'administration - Change | 242 607 | 632 991 |
| Vieux Fort William | 578 858 | 697 958 |
| Frais pour chèques refusés | 113 | 140 |
| *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les* credit unions | 85 | |
| Autres | 87 | 735 |
| | 1 550 407 | 2 043 040 |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Parcs historiques de la Huronie | | 89 216 |
| Cafétéria et distributeurs automatiques | 5 167 | 102 785 |
| Vieux Fort William | 90 261 | 37 820 |
| Autres ventes | | 6 146 |
| | 95 428 | 235 967 |
| REDEVANCES | | |
| Redevances Générales | | 2 143 |
| RECOUVREMENT DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Recouvrements de dépenses des années précédentes | 291 107 | 194 821 |
| Remboursements de dépôts de garantie | 18 254 | 10 121 |
| | 309 361 | 204 942 |
| DIVERS | | |
| Vieux Fort William | | 11 651 |
| Parcs historiques de la Huronie | | 787 |
| Services consultatifs | 4 043 | |
| Autres | 119 148 | 159 |
| | 123 191 | 12 597 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **25 731 830** | **23 445 192** |

# MINISTÈRE DES TRANSPORTS

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-366

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 2-367

POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION DES TRANSPORTS ..... 2-370

SÉCURITÉ ROUTIÈRE ..... 2-373

GESTION DES ROUTES PROVINCIALES ..... 2-375

GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS ..... 2-379

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-369, 2-374, 2-378

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-381

## MINISTÈRE DES TRANSPORTS

## SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 47 990 926 | Administration du ministère | 45 723 446 | 45 723 054 |
| 92 051 930 | Politiques et de la planification des transports | 195 779 000 | 192 949 192 |
| 191 956 757 | Sécurité routière | 159 090 500 | 159 914 499 |
| 268 578 196 | Gestion des routes provinciales | 289 244 100 | 289 242 481 |
| 71 826 560 | Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les transports | 66 290 000 | 66 289 932 |
| **672 404 369** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE** | **756 127 046** | **754 119 158** |
| | **Actif** | | |
| 8 158 000 | Politiques et de la planification des transports | 1 000 | 10 479 000 |
| 0 | Sécurité routière | 1 000 | 0 |
| 0 | Gestion des routes provinciales | 1 000 | 0 |
| 0 | Groupement de l'information et de la technologie de l'information pour les transports | 1 000 | 0 |
| **8 158 000** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT ACTIFS ) DU MINISTÈRE** | **4 000** | 10 479 000 |
| | **IMMOBILISATIONS** | | |
| 448 552 345 | Politiques et de la planification des transports | 369 239 200 | 344 678 120 |
| 647 276 930 | Gestion des routes provinciales | 782 830 300 | 764 862 640 |
| **1 095 829 275** | **TOTAL (IMMOBILISATIONS) DU MINISTÈRE** | **1 152 069 500** | **1 109 540 760** |
| | **Actif** | | |
| 647 677 855 | Gestion des routes provinciales | 707 753 000 | 659 050 615 |
| **647 677 855** | **TOTAL (IMMOBILISATIONS ACTIFS) DU MINISTÈRE** | **707 753 000** | **659 050 615** |

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2701 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** | |
| 1 | 42 672 700 | *3 001 500 | 45 674 200 | Soutien opérationnel | 45 682 320 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | - |
| L | 36 057 | | 36 057 | Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 28 545 |
| L | 12 189 | | 12 189 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 12 189 |
| | 42 721 946 | 3 001 500 | 45 723 446 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 45 723 054 |

**Description du programme:**

Le programme fournit des services de planification opérationnelle et des ressources, des conseils en matière de gestion et des services directs pour permettre au ministère des Transports de réaliser ses programmes prioritaires. Pour ce faire, il offre son leadership spécialisé et ses conseils et services pour planifier, concevoir, acquérir, affecter et gérer les installations du ministère et ses ressources financières et humaines. Il fournit aussi des services de communication stratégiques internes et externes et des produits qui appuient les programmes du ministère, assurent leur promotion et renseignent la population. Ce programme assure aussi les services de vérification interne et les services juridiques.

Le programme travaille en partenariat avec les organismes centraux et d'autres ministères, ainsi qu'avec des associations d'employés et des organismes du secteur privé, pour s'assurer que les intérêts du ministère sont préservés lors de l'élaboration des objectifs de gestion du gouvernement.

*Comprend une ordonnance du Conseil du Trésor rendue après la fin de l'exercice d'un montant de 231 700 $ qui a été approuvée par le Conseil de gestion du gouvernement en août 2005 pour couvrir les dépenses supplémentaires d'un montant de 174 948 $ qui ont été repérées pendant la vérification de fin d'exercice et appliquées de façon rétroactive à l'exercice 2004-2005.

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**

**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2701**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Soutien opérationnel (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 12 707 555 |
| Avantages sociaux | | 1 521 003 |
| Transports et communications | | 942 707 |
| Services | | 31 489 497 |
| Fournitures et matériel | | 690 022 |
| | | 47 350 784 |
| Moins : Recouvrements | | 1 668 464 |
| | | 45 682 320 |
| *Bureau principal* | | |
| Traitements et salaires | 1 189 048 | |
| Avantages sociaux | 146 424 | |
| Transports et communications | 90 946 | |
| Services | 87 686 | |
| Fournitures et matériel | 28 439 | |
| | | 1 542 543 |
| *Services financiers et administratifs* | | |
| Traitements et salaires | 2 841 446 | |
| Avantages sociaux | 372 181 | |
| Transports et communications | 461 709 | |
| Services | 24 339 656 | |
| Fournitures et matériel | 293 549 | |
| | 28 308 541 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères | 1 664 089 | |
| | | 26 644 452 |
| *Installations et services opérationnels* | | |
| Traitements et salaires | 2 349 918 | |
| Avantages sociaux | 269 020 | |
| Transports et communications | 150 011 | |
| Services | 464 309 | |
| Fournitures et matériel | 153 432 | |
| | 3 386 690 | |
| Moins : Recouvrements d'autres ministères | 4 375 | |
| | | 3 382 315 |
| *Services de communication* | | |
| Traitements et salaires | 2 659 823 | |
| Avantages sociaux | 310 710 | |
| Transports et communications | 50 838 | |
| Services | 2 187 377 | |
| Fournitures et matériel | 66 891 | |
| | | 5 275 639 |
| *Ressources humaines* | | |
| Traitements et salaires | 3 667 320 | |
| Avantages sociaux | 422 668 | |
| Transports et communications | 109 243 | |
| Services | 491 614 | |
| Fournitures et matériel | 66 101 | |
| | | 4 756 946 |

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 2701

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| *Services de vérification* | | |
| Services | 1 546 909 | |
| | | 1 546 909 |
| *Services juridiques* | | |
| Transports et communications | 79 960 | |
| Services | 2 371 946 | |
| Fournitures et matériel | 81 610 | |
| | | 2 533 516 |
| Crédits législatifs | | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 28 545 |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 12 189 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | | 45 723 054 |

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2702 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION DES TRANSPORTS** | |
| 1 | 18 939 600 | *3 626 100 | 22 565 700 | Politiques et planification | 22 565 691 |
| 2 | 169 506 500 | **3 706 800 | 173 213 300 | Transports urbains et régionaux | 170 383 501 |
| | 188 446 100 | 7 332 900 | 195 779 000 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES POLITIQUES ET DE PLANIFICATION DES TRANSPORTS | 192 949 192 |
| **Actif** | | | | | |
| 4 | 1 000 | | 1 000 | Transport urbains et régionaux | 10 479 000 |
| | 1 000 | | 1 000 | TOTAL (ACTIF) POUR LES POLITIQUES ET DE PLANIFICATION DES TRANSPORTS | 10 479 000 |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 3 | 405 549 000 | (36 309 800) | 369 239 200 | Transport urbains et régionaux | 344 678 120 |
| | 405 549 000 | (36 309 800) | 369 239 200 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LES POLITIQUES ET DE PLANIFICATION DES TRANSPORTS | 344 678 120 |

**Description du programme:**

L'objectif premier du programme des politiques et de la planification des transports est la planification et la promotion d'un système de transport multimodal sûr, efficace et fiable, notamment un réseau de transports en commun qui dessert des communautés dynamiques et sûres, crée un climat propice à une meilleure qualité de vie et aux affaires. Pour y parvenir, le programme fixe les orientations stratégiques du ministère en s'appuyant sur une planification intégrée à long terme et facilite la mise en place du cadre stratégique et réglementaire propice à ces activités.

*Comprend une ordonnance du Conseil du Trésor rendue après la fin de l'exercice d'un montant de 726 100 $ qui a été approuvée par le Conseil de gestion du gouvernement en août 2005 pour couvrir les dépenses supplémentaires d'un montant de 2 535 494 $ qui ont été repérées pendant la vérification de fin d'exercice et appliquées de façon rétroactive à l'exercice 2004-2005.

**Comprend une ordonnance du Conseil du Trésor rendue après la fin de l'exercice d'un montant de 6 606 799 $ qui a été approuvée par le Conseil de gestion du gouvernement en août 2005 pour couvrir les dépenses supplémentaires d'un montant de 6 364 000 $ qui ont été repérées pendant la vérification de fin d'exercice et appliquées de façon rétroactive à l'exercice 2004-2005.

## MINISTÈRE DES TRANSPORTS

## PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION DES TRANSPORTS--CRÉDIT 2702

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Politiques et planification (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 11 090 846 |
| Avantages sociaux | | 1 303 670 |
| Transports et communications | | 377 698 |
| Services | | 9 313 313 |
| Fournitures et matériel | | 480 164 |
| | | 22 565 691 |
| *Direction des politiques d'infrastructure urbaine et rurale* | | |
| Traitements et salaires | 2 208 322 | |
| Avantages sociaux | 276 946 | |
| Transports et communications | 101 836 | |
| Services | 457 594 | |
| Fournitures et matériel | 118 415 | |
| | | 3 163 113 |
| *Politiques et partenariats relatifs aux modes de transports* | | |
| Traitements et salaires | 2 527 762 | |
| Avantages sociaux | 318 857 | |
| Transports et communications | 59 946 | |
| Services | 7 520 394 | |
| Fournitures et matériel | 93 019 | |
| | | 10 519 978 |
| *Planification des transports* | | |
| Traitements et salaires | 4 048 674 | |
| Avantages sociaux | 460 927 | |
| Transports et communications | 129 913 | |
| Services | 642 203 | |
| Fournitures et matériel | 128 253 | |
| | | 5 409 970 |
| *Politiques stratégies* | | |
| Traitements et salaires | 2 306 088 | |
| Avantages sociaux | 246 940 | |
| Transports et communications | 86 003 | |
| Services | 693 122 | |
| Fournitures et matériel | 140 477 | |
| | | 3 472 630 |
| Transports urbains et régionaux (Poste 2) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Obligations de refinancement du Réseau GO | 46 606 501 | |
| Subventions de fonctionnement du Réseau GO | 45 777 000 | |
| Affectation de la taxe municipale sur l'essence | 78 000 000 | |
| | | 170 383 501 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION DES TRANSPORTS | | 192 949 192 |

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**

**PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION DES TRANSPORTS–CRÉDIT 2702**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **Actif** | | |
| Transports urbains et régionaux (Poste 4) | | |
| Dépôts et charges payées d'avance | | 10 479 000 |
| | | 10 479 000 |
| TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION DES TRANSPORTS | | 10 479 000 |
| **IMMOBILISATIONS** | | |
| Transports urbains et régionaux (Poste 3) | | |
| Paiements de transfert | | |
| Réseau GO | 158 600 000 | |
| Programme ontarien de développement de l'infrastructure et des technologies des transports en commun | 41 875 700 | |
| Améliorations à la TTC Sécurité | 20 000 000 | |
| Programme ontarien des véhicules de transport en commun | 87 021 277 | |
| | | 307 496 977 |
| Autres opérations | | |
| Transports en commun - Voies réservées aux véhicules multi-occupants | | 37 181 143 |
| | | 344 678 120 |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION DES TRANSPORTS | | 344 678 120 |

## MINISTÈRE DES TRANSPORTS

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2703** | | | | | |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE** | |
| 1 | 161 624 600 | (2 535 100) | 159 089 500 | Sécurité routière | 159 089 499 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | 825 000 |
| | 161 625 600 | (2 535 100) | 159 090 500 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE | 159 914 499 |
| **Actif** | | | | | |
| 2 | 1 000 | | 1 000 | Sécurité des usagers de la route | 0 |
| | 1 000 | | 1 000 | TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE | 0 |

**Description du programme:**

Le Programme de la sécurité des usagers de la route participe aux stratégies clés du ministère visant à améliorer la sécurité routière et à faciliter la circulation des personnes et des marchandises en encourageant la prudence au volant par l'éducation, l'observation et la réglementation de la conduite; et en améliorant les services à la clientèle et l'accessibilité aux services du MTO. Son principal objectif est de réduire les accidents mortels et blessures sur les routes de l'Ontario en élaborant, encourageant et participant aux programmes de sécurité des usagers de la route. Le programme continue de travailler avec ses nombreux partenaires, notamment la police; les groupes communautaires; les organisations de prévention des accidents; et le secteur privé, pour améliorer constamment la sécurité des usagers de la route.

Les principales responsabilités du programme sont l'établissement de normes de sécurité; l'élaboration et l'évaluation des politiques, programmes et règlements visant les usagers de la route, les transporteurs et les véhicules; l'inspection, la surveillance et l'application des normes de sécurité, la délivrance des permis et l'immatriculation des véhicules; la collaboration avec un vaste éventail de partenaires pour sensibiliser les usagers de la route à la conduite sécuritaire et aux politiques, lois et programmes régissant la sécurité routière.

Pour s'assurer que les politiques élaborées sont factuelles, le programme surveille ce qui se passe dans les autres compétences; étudie les travaux de recherche sur la sécurité routière; et publie l'information nécessaire.

Le programme veille à l'administration et à l'amélioration du service à la clientèle, pour ce faire, il fixe les normes et surveille la prestation des services, notamment la prestation, aux particuliers et aux secteurs privé et à but non lucratif, des services et produits du gouvernement par voie électronique. La tenue des dossiers de tous les conducteurs, véhicules et transporteurs commerciaux de l'Ontario fait partie intégrante de ses responsabilités.

Le programme a deux objectifs prioritaires :

- Améliorer le dossier de la sécurité des usagers de la route en Ontario et continuer à faire partie des trois compétences les plus sûres d'Amérique du Nord.

-Améliorer le service à la clientèle, notamment en facilitant l'accès aux produits et services du ministère et en en créant de nouveaux (p.ex., services en direct).

Le programme a également pour mandat de faciliter la prestation des programmes de base d'autres ministères (p. ex. Air pur [MEO], Programme d'aide à la famille [MSSC]).

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**

**PROGRAMME DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE--CRÉDIT 2703**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Sécurité routière (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 67 100 478 |
| Avantages sociaux | 9 868 223 |
| Transports et communications | 5 220 416 |
| Services | 64 453 300 |
| Fournitures et matériel | 15 878 251 |
| Paiements de transfert | |
| Subventions pour la sécurité publique | 195 842 |
| | 162 716 510 |
| Moins : Recouvrements | 3 627 011 |
| | 158 089 499 |
| Crédits législatifs | |
| Autres opérations | |
| Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | 825 000 |
| | 825 000 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE | 159 914 499 |

## MINISTÈRE DES TRANSPORTS

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2704 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES** | |
| 1 | 273 032 100 | *16 211 000 | 289 243 100 | Opérations et entretien | 289 242 481 |
| L | 1 000 | | 1 000 | Créances irrécouvrables, *Loi sur l'administration financière* | - |
| | 273 033 100 | 16 211 000 | 289 244 100 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LA GESTION DES ROUTES PROVINCIALES | 289 242 481 |
| **Actif** | | | | | |
| 5 | 1 000 | | 1 000 | Gestion des routes provinciales | - |
| | 1 000 | | 1 000 | TOTAL (ACTIF) POUR LA GESTION DES ROUTES PROVINCIALES | - |
| **IMMOBILISATIONS** | | | | | |
| 2 | 183 477 400 | 75 062 000 | 258 539 400 | Génie des transports et construction | 248 563 194 |
| 4 | 1 000 | | 1 000 | Travaux routiers en cours | (149 424) |
| L | 524 289 900 | | 524 289 900 | Amortissement, *Loi sur l'administration financière* | 516 448 870 |
| | 707 768 300 | 75 062 000 | 782 830 300 | TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LA GESTION DES ROUTES PROVINCIALES | 764 862 640 |
| **Actif** | | | | | |
| 3 | 684 250 000 | 23 503 000 | 707 753 000 | Infrastructure de transport | 659 050 615 |
| | 684 250 000 | 23 503 000 | 707 753 000 | TOTAL (ACTIF) POUR LA GESTION DES ROUTES PROVINCIALES | 659 050 615 |

**Description du programme:**

Ce programme supervise l'entretien et l'exploitation du réseau routier de la province; il investit stratégiquement dans l'infrastructure routière pour encourager le développement de communautés dynamiques et sûres en Ontario.

Ce programme gère les activités permettant de protéger les investissements publics dans l'infrastructure routière; et d'améliorer la circulation des personnes et des marchandises sur le réseau routier de l'Ontario, notamment sur les principaux corridors commerciaux. Ces activités comprennent, entre autres, la planification; le génie et la conception détaillée; la réfection des routes; la construction et la gestion des chantiers de construction.

Le programme élabore aussi des politiques et directives opérationnelles; fixe les normes techniques et environnementales; gère les travaux de recherche; et met au point de nouvelles technologies. En plus du réseau routier, le programme est responsable des services d'aéroports aménagés dans les régions éloignées et des traversiers.

*Comprend une ordonnance du Conseil du Trésor rendue après la fin de l'exercice d'un montant de 15 111 000 $ qui a été approuvée par le Conseil de gestion du gouvernement en août 2005 pour couvrir les dépenses supplémentaires d'un montant de 10 050 751 $ qui ont été repérées pendant la vérification de fin d'exercice et appliquées de façon rétroactive à l'exercice 2004-2005.

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**

**PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES--CRÉDIT 2704**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Opérations et entretien (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 40 815 158 |
| Avantages sociaux | | 6 798 948 |
| Transports et communications | | 3 450 146 |
| Services | | 194 433 269 |
| Fournitures et matériel | | 47 311 293 |
| Paiements de transfert | | |
| Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités | 2 824 296 | |
| Taxes on tenanted provincial properties | 532 076 | |
| Traversiers municipaux | 2 602 416 | 5 958 788 |
| | | 298 767 602 |
| Moins : Recouvrements | | 9 525 121 |
| | | 289 242 481 |
| *Exploitation et entretien des routes* | | |
| Traitements et salaires | 38 853 564 | |
| Avantages sociaux | 6 518 647 | |
| Transports et communications | 2 987 410 | |
| Services | 192 351 213 | |
| Fournitures et matériel | 45 563 871 | |
| Paiements de transfert | | |
| Paiements tenant lieu d'impôt aux municipalités | 2 824 296 | |
| Taxes on tenated provincial properties | 532 076 | |
| Traversiers municipaux | 2 602 416 | |
| | 292 233 493 | |
| Moins : Recouvrements | 9 198 716 | |
| | | 283 034 777 |
| *Transport aérien dans les régions éloignées* | | |
| Traitements et salaires | 1 961 594 | |
| Avantages sociaux | 280 301 | |
| Transports et communications | 462 736 | |
| Services | 2 082 056 | |
| Fournitures et matériel | 1 747 422 | |
| | 6 534 109 | |
| Moins : Recouvrements | 326 405 | |
| | | 6 207 704 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES | | 289 242 481 |

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**

**PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES--CRÉDIT 2704**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **IMMOBILISATIONS** | | |
| Génie des transports et construction (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires | | 44 055 819 |
| Avantages sociaux | | 9 026 078 |
| Transports et communications | | 3 045 950 |
| Services | | 33 686 303 |
| Fournitures et matériel | | 15 406 202 |
| Paiements de transfert | | |
| Routes de raccordement | 13 126 575 | |
| Partenariats du millénaire - Contribution du gouvernement provinciale | 25 675 600 | |
| Partenariats du millénaire - Fonds du Programme d'infrastructures Canada-Ontario | 8 624 057 | |
| Investissements dans l'infrastructure frontalière - Contribution du gouvernement provincial | 4 481 784 | |
| Contribution du gouvernement fédéral | 3 344 284 | |
| Fonds de transition | 65 676 323 | |
| Première nations | 2 941 588 | |
| Cessions de terres | 31 229 733 | |
| | | 155 099 944 |
| Autre opérations | | |
| Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique | | 3 112 698 |
| | | 263 432 994 |
| Moins : Recouvrements | | 14 869 800 |
| | | 248 563 194 |

| | $ | $ |
|---|---|---|
| *Paiements de transfert* | | |
| Paiements de transfert | | |
| Routes de raccordement | 13 126 575 | |
| Partenariats du millénaire - Contribution du gouvernement provinciale | 25 675 600 | |
| Partenariats du millénaire - Fonds du Programme d'infrastructures Canada-Ontario | 8 624 057 | |
| Investissements dans l'infrastructure frontalière - Contribution du gouvernement fédéral | 3 344 284 | |
| Investissements dans l'infrastructure frontalière | 4 481 784 | |
| Fonds de transition | 65 676 323 | |
| Première nations | 2 941 588 | |
| Cessions de terres | 31 229 733 | 155 099 944 |
| *Immobilisations et construction routières* | | |
| Traitements et salaires | 44 055 819 | |
| Avantages sociaux | 9 026 078 | |
| Transports et communications | 2 950 688 | |
| Services | 32 410 253 | |
| Fournitures et matériel | 15 209 115 | |
| Autres opérations Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique | 3 043 691 | |
| | 106 695 644 | |
| Moins : Recouvrements | 14 832 024 | |
| | | 91 863 620 |

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**

**PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES--CRÉDIT 2704**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| *Transport aérien dans les régions éloignées* | | |
| Transports et communications | 95 262 | |
| Services | 1 276 050 | |
| Fournitures et matériel | 197 087 | |
| Autres opérations | | |
| Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique | 69 007 | |
| | 1 637 406 | |
| Moins : Recouvrements | 37 776 | |
| | | 1 599 630 |
| Crédits législatifs | | |
| Autres opérations | | |
| Amortissement, *Loi sur l'administration financière* | | 516 448 870 |
| | | 516 448 870 |
| Travaux routiers en cours (Poste 4) | | |
| Traitements et salaires | | 51 452 410 |
| Avantages sociaux | | 6 666 145 |
| Transports et communications | | 2 474 447 |
| Services | | 144 121 683 |
| Fournitures et matériel | | 8 051 111 |
| Autres opérations | | |
| Investissements dans les immobilisations | | 730 293 048 |
| | | 943 058 844 |
| Moins : Recouvrements | | 943 208 268 |
| | | (149 424) |
| TOTAL (IMMOBILISATIONS) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES | | 764 862 640 |

| | $ |
|---|---|
| **Actif** | |
| Infrastructure de transport (Poste 3) | |
| Immobilisations matérielles | 943 657 208 |
| Moins : Recouvrements | 284 606 593 |
| | 659 050 615 |
| TOTAL (ACTIF) POUR LE PROGRAMME DE GESTION DES ROUTES PROVINCIALES | 659 050 615 |

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **2705 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS** | |
| 1 | 65 176 300 | 1 113 700 | 66 290 000 | Information et technologie de l'information | 66 289 932 |
| | 65 176 300 | 1 113 700 | 66 290 000 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS | 66 289 932 |
| **Actif** | | | | | |
| 2 | 1 000 | | 1 000 | Information et technologie de l'information | - |
| | 1 000 | | 1 000 | TOTAL (ACTIF) POUR GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS | - |

**Description du programme:**

Le programme Groupement de l'information et de la technologie de l'information (ITI) pour les transports offre son leadership au ministère des Transports (MTO) dans le domaine de l'utilisation et du déploiement de la technologie de l'information et permet aux activités de base du ministère de réaliser certains volets de la planification axée sur les résultats grâce à la gestion efficace des ressources en information et technologie de l'information du ministère. Le Groupement met l'accent sur les investissements en ITI du MTO et la prestation de services de qualité aux clients tout en mesurant et en améliorant continuellement sa performance. Pour améliorer la prestation des programmes; générer de nouvelles affaires; et mieux servir ses clients grâce aux services gouvernementaux en direct, le Groupement continue de moderniser les plate-formes et systèmes du ministère. Le MTO met aussi ses systèmes d'information au service de ses clients internes et des intervenants externes, tels que les autres ministères et ses partenaires du secteur privé (ces services sont fournis par le biais des activités de base du MTO). Le Groupement de l'ITI gère l'information et les systèmes d'information du ministère qui sont un atout majeur sur le plan commercial.

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**

**PROGRAMME GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS--CRÉDIT 2705**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Information et technologie de l'information (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 13 671 048 |
| Avantages sociaux | 1 568 478 |
| Transports et communications | 1 653 414 |
| Services | 45 380 731 |
| Fournitures et matériel | 4 016 261 |
| | 66 289 932 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME GROUPEMENT DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION POUR LES TRANSPORTS | 66 289 932 |

## MINISTÈRE DES TRANSPORTS

## ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| RECETTES FISCALES | 0 | 48 970 |
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Entente fédérale/provinciale | 1,189,510 | 1 095 198 |
| Volet Partenariats du millénaire | 8,624,057 | 6 468 748 |
| Évaluation de la sécurité des transporteurs | 0 | 1 487 707 |
| Travaux d'infrastructure Canada/Ontario | 0 | 433 427 |
| Aide Fédérale aux transports en commun | 0 | 13 700 000 |
| Code national de sécurité | 1,090,000 | 0 |
| Autres | 1,422,549 | 0 |
| | 12 346 116 | 23 185 080 |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | | |
| Remboursements de dépenses | 178 117 | 1 175 552 |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Certificat d'immatriculation et droits de transport de véhicules | 976 257 588 | 985 279 473 |
| Frais pour chèques refusés | 1 940 | 472 201 |
| Autres | 3 072 323 | 2 900 325 |
| | 979 331 851 | 988 651 999 |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | | |
| Indemnités de non - exécution | 460 365 | 437 850 |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Ventes et locations - Fonctionnement | 7 658 026 | 4 233 266 |
| Ventes et locations - Immobilisations | 39 145 181 | 2 858 754 |
| Refinancement de matériel routier lourd et de traversier | 0 | 2 338 793 |
| | 46 803 207 | 9 430 813 |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | | |
| Recouvrement de dépenses des années précédentes | 21 061 385 | 16 490 087 |
| Recouvrement des cotisations de tierce partie | 1 618 821 | 1 263 817 |
| | 22 680 206 | 17 753 904 |
| DIVERS | | |
| Pénalités - intérêt | 109 463 | 40 654 |
| Autres | 1 223 472 | 752 811 |
| | 1 332 935 | 793 465 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **1 063 132 797** | **1 041 477 633** |

# MINISTÈRE DU TRAVAIL

## EXERCICE 2004-2005

TABLE DES MATIÈRES


PAGE

ÉTAT DES DÉPENSES

SOMMAIRE ..... 2-384

ADMINISTRATION DU MINISTÈRE ..... 2-385

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE ..... 2-387

RELATIONS DE TRAVAIL ..... 2-389

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL ..... 2-391

DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI ..... 2-393

TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION -
GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES AFFAIRES ..... 2-395

DÉPENSES PRÉVUES EN VERTU DE LA LOI (L) ..... 2-386

ÉTAT DES RECETTES ..... 2-397

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**SOMMAIRE ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| 2003-2004 Dépenses réelles | PROGRAMMES | 2004-2005 Crédits autorisés | 2004-2005 Dépenses réelles |
|---|---|---|---|
| $ | | $ | $ |
| | **FONCTIONNEMENT** | | |
| 19 033 807 | Administration du ministère | 21 174 846 | 20 107 036 |
| 4 343 119 | Commission de l'équité salariale | 4 094 700 | 3 757 440 |
| 20 000 093 | Relations de travail | 21 250 800 | 20 620 712 |
| 51 378 802 | Santé et sécurité au travail | 62 734 700 | 60 973 731 |
| 22 420 328 | Droits et responsabilités en matière d'emploi | 23 737 100 | 23 493 244 |
| 244 372 | Technologie de l'information - Groupement de l'économie et des affaires | 306 200 | 162 956 |
| **117 420 521** | **TOTAL (FONCTIONNEMENT) DU MINISTÈRE** | **133 298 346** | **129 115 119** |

## MINISTÈRE DU TRAVAIL

## ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1601 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE** | |
| 1 | 21 126 600 | | 21 126 600 | Administration du ministère | 20 066 302 |
| L | 36 057 | | 36 057 | Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 28 545 |
| L | 12 189 | | 12 189 | Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | 12 189 |
| | 21 174 846 | | 21 174 846 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | 20 107 036 |

**Description du programme:**

Ce programme coordonne les processus de prise de décisions du ministère et fournit les services techniques et professionnels nécessaires à la conception, la mise en oeuvre et la prestation efficace des programmes du ministère. Il comprend le Bureau du ministre, le Bureau de l'adjoint parlementaire et le Bureau du sous-ministre.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE--CRÉDIT 1601**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Administration du ministère (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 7 064 678 |
| Avantages sociaux | | 831 368 |
| Transports et communications | | 589 693 |
| Services | | 11 175 653 |
| Fournitures et matériel | | 404 910 |
| | | 20 066 302 |
| *Bureau principal* | | |
| Traitements et salaires | 1 961 119 | |
| Avantages sociaux | 240 131 | |
| Transports et communications | 89 110 | |
| Services | 1 222 562 | |
| Fournitures et matériel | 33 846 | |
| | | 3 546 768 |
| *Services financiers et administratifs* | | |
| Traitements et salaires | 1 461 889 | |
| Avantages sociaux | 173 456 | |
| Transports et communications | 36 606 | |
| Services | 1 014 657 | |
| Fournitures et matériel | 49 802 | |
| | | 2 736 410 |
| *Ressources humaines* | | |
| Traitements et salaires | 1 602 220 | |
| Avantages sociaux | 178 855 | |
| Transports et communications | 36 763 | |
| Services | 348 299 | |
| Fournitures et matériel | 35 605 | |
| | | 2 201 742 |
| *Services de communication* | | |
| Traitements et salaires | 1 916 613 | |
| Avantages sociaux | 237 036 | |
| Transports et communications | 45 248 | |
| Services | 687 148 | |
| Fournitures et matériel | 170 493 | |
| | | 3 056 538 |
| *Services juridiques* | | |
| Traitements et salaires | 122 837 | |
| Avantages sociaux | 1 890 | |
| Transports et communications | 381 966 | |
| Services | 4 322 626 | |
| Fournitures et matériel | 115 164 | |
| | | 4 944 483 |
| *Services de vérification* | | |
| Services | 252 100 | |
| | | 252 100 |
| *Systèmes informatiques* | | |
| Services | 3 328 261 | |
| | | 3 328 261 |
| Crédits législatifs | | |
| Traitement versé au ministre en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 28 545 |
| Traitement versé à l'adjoint parlementaire en vertu de la *Loi sur le Conseil exécutif* | | 12 189 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME D'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE | | 20 107 036 |

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1602 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE** | |
| 1 | 3 337 000 | | 3 337 000 | Bureau de l'équité salariale | 3 081 730 |
| 2 | 1 057 700 | (300 000) | 757 700 | Tribunal de l'équité salariale | 675 710 |
| | 4 394 700 | (300 000) | 4 094 700 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE | 3 757 440 |

**Description du programme:**

Le Bureau de l'équité salariale administre la *Loi sur l'équité salariale* afin d'assurer l'instauration et le maintien de l'équité salariale en Ontario, aussi bien dans le secteur public que dans le secteur privé, grâce à un processus indépendant s'appuyant sur la sensibilisation, les politiques et la recherche, et le règlement des différends.

Le Tribunal de l'équité salariale, un tribunal administratif tripartite quasi-judiciaire, est chargé de statuer sur les litiges découlant de la *Loi sur l'équité salariale*. Le programme offre aussi des services de soutien administratif et financier au Tribunal des droits de la personne de l'Ontario.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE--CRÉDIT 1602**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Bureau de l'équité salariale (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 2 302 915 |
| Avantages sociaux | 255 527 |
| Transports et communications | 131 071 |
| Services | 365 464 |
| Fournitures et matériel | 26 753 |
| | 3 081 730 |
| Tribunal de l'équité salariale (Poste 2) | |
| Traitements et salaires | 593 734 |
| Avantages sociaux | 76 187 |
| Transports et communications | 52 237 |
| Services | 422 635 |
| Fournitures et matériel | 7 371 |
| | 1 152 164 |
| Moins: Recouvrements | 476 454 |
| | 675 710 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE LA COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE | 3 757 440 |

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1603** | | | | | |
| **FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL** | |
| 1 | 11 930 300 | | 11 930 300 | Commission des relations de travail ..... | 11 869 999 |
| 2 | 1 224 200 | | 1 224 200 | Commissions d'appel de la fonction publique ..... | 1 074 745 |
| 3 | 8 096 300 | | 8 096 300 | Relations patronales - syndicales ..... | 7 675 968 |
| | 21 250 800 | | 21 250 800 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES RELATIONS DE TRAVAIL ..... | 20 620 712 |

**Description du programme:**

Le rôle des relations de travail est de promouvoir un climat propice aux relations de travail et des rapports harmonieux sur les lieux de travail de la province.

La Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTO) est un tribunal quasi-judiciaire indépendant qui assure la médiation et l'arbitrage de questions touchant l'emploi et les relations de travail en vertu de diverses lois de l'Ontario. La CRTO s'occupe, notamment, de l'accréditation des syndicats; de la résiliation des droits de négociation; des pratiques déloyales de travail; des demandes des employeurs liées aux ventes d'entreprises; et des grèves et lock-out illégaux dans le secteur de la construction et d'autres secteurs. La CRTO veille aussi à l'observation des normes minimales d'emploi en étudiant les décisions rendues par les agents des normes d'emploi et les inspecteurs de la santé et sécurité au travail; et participe à la médiation et à l'arbitrage d'autres conflits en matière de relations de travail et d'emploi afin de promouvoir des conditions de travail sécuritaires, équitables et harmonieuses sur les lieux de travail de l'Ontario.

Les deux commissions d'appel de la fonction publique sont aussi des tribunaux statutaires, indépendants et quasi-judiciaires qui supervisent les relations de travail des employés de la Couronne de l'Ontario. Il s'agit de la Commission de règlement des griefs des employés de la Couronne et de la Commission des griefs de la fonction publique.

Le programme des Relations patronales-syndicales fournit une aide neutre et indépendante aux syndicats et aux employeurs en leur offrant des services de conciliation et de médiation en matière de conventions collectives; en nommant des arbitres; et en fournissant des renseignements sur les négociations collectives.

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL–CRÉDIT 1603**

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Commission des relations de travail (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 7 416 827 |
| Avantages sociaux | 977 747 |
| Transports et communications | 686 612 |
| Services | 2 667 590 |
| Fournitures et matériel | 121 223 |
| | 11 869 999 |
| Commissions d'appel de la fonction publique (Poste 2) | |
| Traitements et salaires | 334 269 |
| Avantages sociaux | 42 965 |
| Transports et communications | 176 118 |
| Services | 1 304 162 |
| Fournitures et matériel | 16 672 |
| | 1 874 186 |
| Moins: Recouvrements | 799 441 |
| | 1 074 745 |
| Relations patronales - syndicales (Poste 3) | |
| Traitements et salaires | 5 177 748 |
| Avantages sociaux | 640 682 |
| Transports et communications | 625 969 |
| Services | 1 295 652 |
| Fournitures et matériel | 70 125 |
| | 7 810 176 |
| Moins: Recouvrements | 134 208 |
| | 7 675 968 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES RELATIONS DE TRAVAIL | 20 620 712 |

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1604 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL** | |
| 1 | 62 731 700 | | 62 731 700 | Santé et sécurité au travail | 60 973 731 |
| 2 | 1 000 | | 1 000 | Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail | |
| 3 | 1 000 | | 1 000 | Bureau des conseillers des travailleurs | |
| 4 | 1 000 | | 1 000 | Bureau des conseillers des employeurs | |
| | 62 734 700 | | 62 734 700 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL | 60 973 731 |

**Description du programme:**

Le programme de santé et sécurité au travail a pour principal rôle d'élaborer; de communiquer; et d'appliquer les lois et règlements en matière de santé et sécurité au travail afin de réduire ou d'éliminer les blessures ou maladies sur le lieu de travail.

Le programme assure le respect de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* (la Loi); et aide à créer des lieux de travail sains et sécuritaires. Grâce à l'administration et l'application de la *Loi* et de ses règlements, le programme encourage les employeurs et les employés à identifier et prévenir ensemble les dangers pour la santé et la sécurité.

Le Bureau des conseillers des travailleurs et le Bureau des conseillers des employeurs offrent (respectivement) des services consultatifs et éducatifs aux travailleurs non syndiqués victimes d'accident et aux patrons de petites entreprises ayant moins de 100 employés, et les représentent devant la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail et devant le Tribunal d'appel de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail.

## MINISTÈRE DU TRAVAIL

## PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL–CRÉDIT 1604

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ | $ |
|---|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | | |
| Santé et sécurité au travail (Poste 1) | | |
| Traitements et salaires | | 38 034 052 |
| Avantages sociaux | | 4 802 118 |
| Transports et communications | | 3 602 401 |
| Services | | 11 804 988 |
| Fournitures et matériel | | 2 999 030 |
| Paiements de transfert | | |
| Subventions à l'Institut de radioprotection du Canada | 40 000 | |
| Subventions pour la promotion de l'amélioration des pratiques de santé et sécurité | 15 000 | |
| | | 55 000 |
| | | 61 297 589 |
| Moins: Recouvrements | | 323 858 |
| | | 60 973 731 |
| Administration du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail (Poste 2) | | |
| Traitements et salaires | | 452 900 |
| Avantages sociaux | | 71 000 |
| Transports et communications | | 8 200 |
| Services | | 5 600 |
| Fournitures et matériel | | 10 400 |
| | | 548 100 |
| Moins: Recouvrements | | 548 100 |
| | | 0 |
| Bureau des conseillers des travailleurs (Poste 3) | | |
| Traitements et salaires | | 5 654 863 |
| Avantages sociaux | | 1 334 909 |
| Transports et communications | | 373 246 |
| Services | | 1 476 743 |
| Fournitures et matériel | | 124 864 |
| Paiements de transfert | | |
| Initiative de formation du Programme de consultation portant sur la sécurité professionnelle et l'assurance contre les accidents du travail | 225 000 | |
| | | 9 189 625 |
| Moins: Recouvrements | | 9 189 625 |
| | | 0 |
| Bureau des conseillers des employeurs (Poste 4) | | |
| Traitements et salaires | | 1 853 086 |
| Avantages sociaux | | 362 597 |
| Transports et communications | | 109 766 |
| Services | | 319 086 |
| Fournitures et matériel | | 84 337 |
| | | 2 728 872 |
| Moins: Recouvrements | | 2 728 872 |
| | | 0 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL | | 60 973 731 |

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1605 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI** | |
| 1 | 23 437 100 | 300 000 | 23 737 100 | Normes d'emploi | 23 493 244 |
| | 23 437 100 | 300 000 | 23 737 100 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI | 23 493 244 |

**Description du programme:**

Le programme assure l'administration et l'application de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi* et de ses règlements.

Le programme assure la protection des travailleurs de l'Ontario grâce à l'instauration de normes minimales d'emploi régissant les salaires et les conditions de travail. Il assure le respect de ces normes au moyen d'inspections; d'enquêtes et de mesures d'application; et encourage l'autonomie par le biais d'initiatives de prévention.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI--CRÉDIT 1605

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Normes d'emploi (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 15 089 436 |
| Avantages sociaux | 2 063 774 |
| Transports et communications | 919 362 |
| Services | 5 127 882 |
| Fournitures et matériel | 354 023 |
| | 23 554 477 |
| Moins: Recouvrements | 61 233 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DES DROITS ET RESPONSABILITÉS EN MATIÈRE D'EMPLOI | 23 493 244 |

**MINISTÈRE DU TRAVAIL**

**ÉTAT DES DÉPENSES ET DES ACTIFS PAR PROGRAMME ET ACTIVITÉ**

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| CRÉDIT et poste | Crédits autorisés: Prévisions | Crédits autorisés: par le Conseil | Crédits autorisés: Total | PROGRAMME ET ACTIVITÉS | Dépenses réelles |
|---|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | | $ |
| **1606 FONCTIONNEMENT** | | | | **PROGRAMME DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES AFFAIRES** | |
| 1 | 306 200 | | 306 200 | Technologie de l'information - Groupement de l'économie et des affaires | 162 956 |
| | 306 200 | | 306 200 | TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES AFFAIRES | 162 956 |

**Description du programme:**

Le Programme de technologie de l'information - Groupement de l'économie et des affaires est chargé de fournir des services de gestion de l'information et de technologie de l'information aux ministères suivants : Services aux consommateurs et aux entreprises; Développement économique et Commerce; Énergie; et Travail. Grâce à la structure en groupement, les ministères clients peuvent obtenir rapidement et économiquement le soutien dont ils ont besoin pour atteindre leurs objectifs communs et individuels de promotion des affaires électroniques et des services gouvernementaux en direct et améliorer ainsi la prestation des services publics.

MINISTÈRE DU TRAVAIL

PROGRAMME DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION -
GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES AFFAIRES--CRÉDIT 1606

**Détail des dépenses et des actifs par activité et selon la classification par catégorie de dépenses**
**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | $ |
|---|---|
| **FONCTIONNEMENT** | |
| Technologie de l'information - Groupement de l'économie et des affaires (Poste 1) | |
| Traitements et salaires | 9 187 720 |
| Avantages sociaux | 1 027 354 |
| Transports et communications | 6 680 730 |
| Services | 16 285 886 |
| Fournitures et matériel | 6 264 216 |
| | 39 445 906 |
| Moins: Recouvrements | 39 282 950 |
| TOTAL (FONCTIONNEMENT) POUR LE PROGRAMME DE TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION - GROUPEMENT DE L'ÉCONOMIE ET DES AFFAIRES | 162 956 |

## MINISTÈRE DU TRAVAIL

## ÉTAT DES RECETTES

**Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005**

| | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| | $ | $ |
| GOUVERNEMENT DU CANADA | | |
| Inspections des mines d'uranium | | 1 334 |
| Entente relative aux travailleurs du secteur nucléaire | 8 510 | 10 926 |
| | 8 510 | 12 260 |
| REMBOURSEMENTS DE DÉPENSES | | |
| *Loi sur la santé et la sécurité au travail* | 61 487 451 | 43 480 100 |
| Programme de protection des salaires des employés | 117 833 | 47 442 |
| Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par le SEFPO | 932 636 | 937 831 |
| Part des coûts de la Commission de règlement des griefs assumée par l'employeur | 142 646 | 164 718 |
| | 62 680 566 | 44 630 091 |
| DROITS, PERMIS ET AUTORISATIONS | | |
| Laboratoire de manipulation de matériaux | 368 754 | 369 735 |
| Étude de plans de bâtiments | 578 800 | 617 650 |
| Frais pour chèques refusés | 4 934 | 4 926 |
| Application Fee | 4 511 | 5 173 |
| Frais pour chèques refusés | 70 | 35 |
| Arbitrator's Development Program | 600 | 550 |
| | 957 669 | 998 069 |
| AMENDES ET PÉNALITÉS | | |
| *Loi sur les normes d'emploi* | 389 264 | 361 253 |
| Normes d'emploi - Frais judiciaires | 1 501 | |
| Pénalté monétaire | 103 952 | 38 250 |
| | 494 717 | 399 503 |
| VENTES ET LOCATIONS | | |
| Publications, imprimés, photocopies etc. | 69 397 | 71 773 |
| Transcriptions/diplômes/prix et récompenses | | 4 400 |
| Abonnements | 44 008 | 48 400 |
| | 113 405 | 124 573 |
| RECOUVREMENTS DE DÉPENSES DES ANNÉES PRÉCÉDENTES | 60 207 | 1 217 146 |
| DIVERS | | |
| Audiences de grief dans l'industrie de la construction | 431 508 | 397 866 |
| Intérêts bancaires | 60 719 | 217 927 |
| Traitements non - réclamés et chèques périmés | (1 195) | 154 330 |
| Autres | 8 841 | 4 996 |
| | 499 873 | 775 119 |
| **TOTAL DES RECETTES** | **64 814 947** | **48 156 761** |

# section 3

# Annexes- Dette

## PRODUIT DE LA DETTE

**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2005**

La présente annexe contient des renseignements sur les opérations d'emprunt effectuées pendant l'exercice qui ont eu pour effet d'augmenter l'encours de la dette de la province. On trouvera aux pages 3-15 à 3-45 le solde enregistré à la fin de l'exercice pour les comptes de passif, ainsi que des renseignements complémentaires.

| Série | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Produit |
|---|---|---|---|
| | % | | $ |
| **PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS** | | | |
| **ÉMISSIONS HORS DES MARCHÉS PUBLICS** | | | |
| Au ministre des Finances du Canada - Fonds de placement du Régime de pensions du Canada : | | | |
| RP712 | 5,32 | 2 avril 2024 | 40 000 000 |
| RP713 | 5,31 | 3 avril 2024 | 40 000 000 |
| RP714 | 5,31 | 4 avril 2024 | 50 000 000 |
| RP715 | 5,31 | 5 avril 2024 | 33 805 000 |
| RP716 | 5,62 | 3 mai 2024 | 180 000 000 |
| RP717 | 5,63 | 4 mai 2024 | 35 189 000 |
| RP718 | 5,63 | 1er juin 2024 | 25 259 000 |
| RP719 | 5,69 | 4 juin 2024 | 75 000 000 |
| RP720 | 5,75 | 7 juin 2024 | 125 000 000 |
| RP721 | 5,79 | 5 juillet 2024 | 110 000 000 |
| RP722 | 5,72 | 6 juillet 2024 | 47 309 000 |
| RP723 | 5,71 | 3 août 2024 | 60 000 000 |
| RP724 | 5,60 | 9 août 2024 | 44 180 000 |
| RP726 | 5,46 | 7 septembre 2024 | 90 451 000 |
| RP727 | 5,35 | 1er octobre 2024 | 23 513 000 |
| RP728 | 5,40 | 2 octobre 2024 | 20 000 000 |
| RP729 | 5,30 | 1er novembre 2024 | 30 000 000 |
| RP730 | 5,32 | 2 novembre 2024 | 30 000 000 |
| RP731 | 5,30 | 5 novembre 2024 | 41 700 000 |
| RP732 | 5,15 | 10 janvier 2025 | 31 776 000 |
| | | | 1 133 182 000 |

## PRODUIT DE LA DETTE

**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2005**

| Série | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Produit |
|---|---|---|---|
| | % | | $ |
| Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : | | | |
| OIIC62 | Variable | 14 février 2006 | 800 000 |
| OIIC51 | Zéro | 24 mars 2009 | 1 750 624 |
| OIIC52 | Zéro | 23 avril 2009 | 4 874 852 |
| OIIC53 | Zéro | 25 mai 2009 | 4 069 265 |
| OIIC54 | Zéro | 23 juin 2009 | 8 981 214 |
| OIIC55 | Zéro | 24 juillet 2009 | 10 175 494 |
| OIIC56 | Zéro | 24 août 2009 | 11 382 756 |
| OIIC57 | Zéro | 23 septembre 2009 | 16 117 230 |
| OIIC58 | Zéro | 23 octobre 2009 | 15 560 886 |
| OIIC59 | Zéro | 23 novembre 2009 | 12 430 534 |
| OIIC60 | Zéro | 24 décembre 2009 | 17 005 218 |
| OIIC61 | Zéro | 25 janvier 2010 | 12 035 227 |
| OIIC63 | Zéro | 21 février 2010 | 10 848 473 |
| | | | 126 031 773 |
| Plus : Escompte amorti pour l'exercice terminé le 31 mars 2005 | | | 5 321 026 |
| | | | 131 352 799 |
| **AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS - HORS DES MARCHÉS PUBLICS** | | | **1 264 534 799** |
| **ÉMISSIONS SUR LES MARCHÉS PUBLICS** | | | |
| DMTN34 | 3 CAB+0,03 | 1er février 2006 | 100 000 000 |
| DMTN76 | 3 CAB | 1er mai 2006 | 650 000 000 |
| DMTN108 | Accélérateur | 3 mai 2006 | 25 000 000 |
| DMTN107 | Accélérateur | 5 mai 2006 | 60 000 000 |
| DMTN115 | Accélérateur | 2 juillet 2006 | 35 000 000 |
| DMTN114 | Accélérateur | 7 juillet 2006 | 26 000 000 |
| DMTN118 | Accélérateur | 7 septembre 2006 | 31 000 000 |

## PRODUIT DE LA DETTE

**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2005**

| Série | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Produit |
|---|---|---|---|
| | % | | $ |
| DMTN78 | 3,50 | 8 septembre 2006 | 500 000 000 |
| DMTN121 | Accélérateur | 20 septembre 2006 | 25 000 000 |
| DMTN122 | 3 CAB-0,02 | 22 septembre 2006 | 50 000 000 |
| DMTN124 | 1 CAB-0,01 | 27 septembre 2006 | 250 000 000 |
| DMTN123 | Accélérateur | 1er octobre 2006 | 25 000 000 |
| DMTN127 | Accélérateur | 14 octobre 2006 | 25 000 000 |
| DMTN125 | Accélérateur | 27 octobre 2006 | 25 000 000 |
| DMTN128 | Accélérateur | 27 octobre 2006 | 25 000 000 |
| DMTN129 | Accélérateur | 29 octobre 2006 | 35 000 000 |
| DMTN134 | Accélérateur | 19 janvier 2007 | 35 000 000 |
| DMTN137 | Accélérateur | 28 janvier 2007 | 30 000 000 |
| DMTN139 | Accélérateur | 25 février 2007 | 25 000 000 |
| DMTN16 | 5,20 | 8 mars 2007 | 500 000 000 |
| LE | 6,125 | 12 septembre 2007 | 500 000 000 |
| DMTN136 | 3 CAB+0,19 | 25 janvier 2008 | 50 000 000 |
| DMTN85 | 3 CAB+0,03 | 1er octobre 2008 | 100 000 000 |
| DMTN143 | 3 CAB+0,01 | 6 avril 2009 | 500 000 000 |
| DMTN106 | 4,00 | 19 mai 2009 | 750 000 000 |
| DMTN130 | 3 CAB | 7 novembre 2009 | 900 000 000 |
| DMTN142 | 3 CAB+0,25 | 14 décembre 2009 | 88 000 000 |
| DMTN69 | 4,75 | 2 juin 2013 | 30 000 000 |
| DMTN116 | Accélérateur | 8 septembre 2013 | 100 000 000 |
| DMTN93 | 5,00 | 8 mars 2014 | 1 500 000 000 |
| DMTN135 | 4,50 | 8 mars 2015 | 500 000 000 |
| DMTN132 | 4,875 | 2 décembre 2016 | 200 000 000 |
| DMTN79 | 5,50 | 2 juin 2018 | 25 000 000 |
| DMTN105 | 5,35 | 2 juin 2019 | 100 000 000 |
| DMTN140 | 4,85 | 2 juin 2020 | 171 000 000 |
| HP | 8,10 | 8 septembre 2023 | 25 000 000 |

## PRODUIT DE LA DETTE

**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2005**

| Série | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Produit |
|---|---|---|---|
| | % | | $ |
| KJ | 7,60 | 2 juin 2027 | 497 000 000 |
| LK | 6,50 | 8 mars 2029 | 50 000 000 |
| DMTN141 | 5,20 | 15 janvier 2031 | 230 000 000 |
| DMTN110 | Accélérateur | 8 mars 2033 | 200 000 000 |
| DMTN61 | 5,85 | 8 mars 2033 | 500 000 000 |
| DMTN119 | 5,60 | 2 juin 2035 | 3 500 000 000 |
| DMTN133 | Accélérateur | 2 juin 2035 | 150 000 000 |
| DMTN138 | 5,20 | 2 décembre 2037 | 100 000 000 |
| DMTN117 | 10,00 | 2 juin 2038 | 75 000 000 |
| NE | 5,70 | 2 décembre 2039 | 220 000 000 |
| Obligations d'épargne de l'Ontario | Divers | 21 juin 2007 au 21 juin 2011 | 1 155 782 100 |
| BONS DU TRÉSOR | Divers | 1er avril 2005 au 14 mars 2006 | 350 693 000 |
| | | | 15 044 475 100 |
| **PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS** | | | |
| EMTN64 | 4,75 | 27 juillet 2011 | 250 000 000 |
| | | | 250 000 000 |
| **AUGMENTATION DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS - SUR LES MARCHÉS PUBLICS** | | | **15 294 475 100** |
| **AUGMENTATION TOTALE DE L'EMPRUNT EN DOLLARS CANADIENS** | | | **16 559 009 899** |
| **PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS** | | | |
| DMTN109 | 3 TIOL+0,053 | 26 juillet 2006 | 68 000 000 |
| DMTN131 | 4,50 | 18 novembre 2014 | 300 000 000 |
| | | | 368 000 000 |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,22224 $ | | | 449 786 000 |

## PRODUIT DE LA DETTE

**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2005**

| Série | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Produit |
|---|---|---|---|
| | % | | $ |
| **PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS** | | | |
| EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS | Divers | 8 avril 2005 au 17 juin 2005 | 140 000 000 |
| | | | 140 000 000 |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,48132 $ | | | 207 384 802 |
| **PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS AMÉRICAINS** | | | |
| GLB-PB | 3,35 | 16 juillet 2007 | 1 000 000 000 |
| GLB-PD | 3,375 | 15 janvier 2008 | 1 000 000 000 |
| GLB-PC | 3,625 | 21 octobre 2009 | 1 000 000 000 |
| GLB-PE | 4,50 | 3 février 2015 | 500 000 000 |
| | | | 3 500 000 000 |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,25879 $ | | | 4 405 786 000 |
| **PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS** | | | |
| EMTN68 | Accélérateur | 26 novembre 2008 | 30 000 000 |
| | | | 30 000 000 |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,18264 $ | | | 35 479 200 |
| **PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING** | | | |
| EMTN65 | 5,375 | 28 juillet 2009 | 200 000 000 |
| | | | 200 000 000 |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 2,43535 $ | | | 487 070 000 |

## PRODUIT DE LA DETTE

**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2005**

| Série | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Produit |
|---|---|---|---|
| | % | | $ |
| **PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES** | | | |
| EMTN66 | 2,00 | 15 septembre 2009 | 250 000 000 |
| | | | 250 000 000 |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,02143 $ | | | 255 357 142 |
| **TOTAL DE L'EMPRUNT EN DEVISES ÉTRANGÈRES** | | | **5 840 863 144** |
| PRODUIT BRUT DE LA DETTE | | | 22 399 873 043 |
| MOINS : ÉCARTS DUS À LA CONVERSION EN DOLLARS CANADIENS DE LA DETTE CONTRACTÉE EN DEVISES ÉTRANGÈRES | | | (662 759 814) |
| PRODUIT NET DE LA DETTE AUX FINS DE LA PROVINCE | | | 21 737 113 229 |
| Redressements de consolidation et autres | | | 4 402 839 568 |
| **PRODUIT TOTAL APRÈS CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS** | | | **26 139 952 797** |

## REMBOURSEMENT DE LA DETTE

**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2005**

| Série | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur nominale |
|---|---|---|---|
| | % | | $ |
| **PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS** | | | |
| **DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS** | | | |
| Au ministre des Finances du Canada - Fonds de placement du Régime de pensions du Canada : | | | |
| RPC | 12,08 à 14,06 | 2 avril 2004 au 10 janvier 2005 | 1 133 182 000 |
| À la Société canadienne d'hypothèques et de logement : | | | |
| SCHL | 5,125 à 15,75 | 1er avril 2004 au 1er mars 2005 | 8 386 728 |
| À la Caisse de retraite des fonctionnaires : | | | |
| CRF | 9,82 à 12,78 | 16 avril 2004 au 15 mars 2005 | 166 321 997 |
| Au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario : | | | |
| SEFPO | 9,82 à 12,78 | 15 avril 2004 au 15 mars 2005 | 79 012 032 |
| Au Régime de retraite de Ryerson : | | | |
| RYERS | 13,33 | 31 mars 2005 | 1 229 597 |
| À la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario : | | | |
| TI | 12,60 à 13,27 | 1er avril 2004 au 1er mars 2005 | 821 000 000 |
| À la Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants : | | | |
| SOGFII | Variable | 13 février 2004 | 800 000 |
| SOGFII | Zéro | 24 décembre 2004 au 24 mars 2005 | 1 790 802 |
| REMBOURSEMENT DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS . . . | | | 2 211 723 156 |

## REMBOURSEMENT DE LA DETTE

**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2005**

| Série | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur nominale |
|---|---|---|---|
| | % | | $ |
| **DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS** | | | |
| DMTN42 | Accélérateur | 5 avril 2004 | 45 000 000 |
| DMTN43 | Accélérateur | 3 mai 2004 | 30 000 000 |
| DMTN45 | Accélérateur | 6 mai 2004 | 36 000 000 |
| MG | 4,875 | 2 juin 2004 | 200 000 000 |
| DMTN20 | 1 CAB+0,05 | 4 juin 2004 | 75 500 000 |
| DMTN28 | Accélérateur | 4 juin 2004 | 30 000 000 |
| DMTN21 | 3 CAB+0,05 | 11 juin 2004 | 50 000 000 |
| DMTN31 | Accélérateur | 18 juin 2004 | 33 000 000 |
| DMTN50 | 3 CAB-0,02 | 2 juillet 2004 | 50 000 000 |
| DMTN46 | Zéro | 7 juillet 2004 | 3 024 140 |
| JA | 9,4688 | 12 juillet 2004 | 644 392 |
| DMTN49 | Accélérateur | 15 juillet 2004 | 50 000 000 |
| DMTN32 | Accélérateur | 21 juillet 2004 | 35 000 000 |
| DMTN51 | Accélérateur | 23 juillet 2004 | 25 000 000 |
| DMTN99 | 3,21 | 13 août 2004 | 12 576 876 |
| DMTN52 | Accélérateur | 10 septembre 2004 | 35 000 000 |
| HU | 9,00 | 15 septembre 2004 | 1 450 000 000 |
| DMTN83 | Accélérateur | 30 septembre 2004 | 25 000 000 |
| DMTN54 | Accélérateur | 15 octobre 2004 | 30 000 000 |
| DMTN55 | Accélérateur | 4 novembre 2004 | 25 000 000 |
| DMTN47 | Accélérateur | 15 novembre 2004 | 25 000 000 |
| DMTN56 | Accélérateur | 27 novembre 2004 | 25 000 000 |
| MV | Accélérateur | 2 décembre 2004 | 1 260 000 |
| DMTN48 | 6,40 | 2 décembre 2004 | 94 290 000 |
| DMTN57 | Accélérateur | 18 décembre 2004 | 25 000 000 |
| DMTN72 | Accélérateur | 4 janvier 2005 | 25 000 000 |
| DMTN46 | Zéro | 7 janvier 2005 | 2 847 717 |

## REMBOURSEMENT DE LA DETTE

**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2005**

| Série | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur nominale |
|---|---|---|---|
| | % | | $ |
| JA | 9,4688 | 10 janvier 2005 | 610 107 |
| DMTN73 | Accélérateur | 24 janvier 2005 | 25 000 000 |
| DMTN58 | Accélérateur | 31 janvier 2005 | 25 000 000 |
| DMTN99 | 3,21 | 14 février 2005 | 12 778 735 |
| DMTN59 | Accélérateur | 18 février 2005 | 25 000 000 |
| DMTN38 | Variable | 1er mars 2005 | 50 000 000 |
| DMTN60 | Accélérateur | 3 mars 2005 | 25 000 000 |
| MZ | 6,25 | 8 mars 2005 | 1 052 875 000 |
| DMTN63 | Accélérateur | 17 mars 2005 | 25 000 000 |
| OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO | | | |
| 1995 | Divers | 1er mars 2000 | 1 074 100 |
| 1996 | Divers | 21 juin 2000 | 1 031 900 |
| 1997 | Divers | 21 juin 2000 au 21 juin 2004 | 809 494 950 |
| 1998 | Divers | 21 juin 2001 au 21 juin 2005 | 36 334 200 |
| 1999 | Divers | 21 juin 2002 au 21 juin 2006 | 500 585 350 |
| 2000 | Divers | 21 juin 2003 au 21 juin 2007 | 66 452 900 |
| 2001 | Divers | 21 juin 2004 au 21 juin 2008 | 1 329 305 700 |
| 2002 | Divers | 21 juin 2005 au 21 juin 2009 | 166 005 650 |
| 2003 | Divers | 21 juin 2006 au 21 juin 2010 | 849 450 700 |
| 2004 | Divers | 21 juin 2007 au 21 juin 2011 | 156 285 600 |
| | | | 7 596 428 017 |
| **PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS CANADIENS** | | | |
| HS | 7,50 | 8 juin 2004 au 21 octobre 2004 | 88 100 000 |
| NC | 3 CAB | 24 janvier 2005 | 500 000 000 |
| | | | 588 100 000 |

## REMBOURSEMENT DE LA DETTE

**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2005**

| Série | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur nominale |
|---|---|---|---|
| | % | | $ |
| **PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS** | | | |
| EMTN56 | 5,50 | 25 novembre 2004 | 30 000 000 |
| | | | 30 000 000 |
| TOTAL DU REMBOURSEMENT DE LA DETTE - DOLLARS CANADIENS | | | 10 426 251 173 |
| **PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS** | | | |
| EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS | | | |
| Arrivant à échéance | Divers | 6 avril 2004 au 17 mars 2005 | 744 400 000 |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,334792 $ | | | 993 619 072 |
| **PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS AMÉRICAINS** | | | |
| HV | 7,625 | 22 juin 2004 | 1 000 000 000 |
| | | | 1 000 000 000 |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,39500 $ | | | 1 395 000 000 |
| **PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS** | | | |
| YL005 | 4,40 | 6 juillet 2004 | 10 000 000 000 |
| YL006 | 4,53 | 21 juillet 2004 | 10 000 000 000 |
| YL008 | 4,71 | 8 septembre 2004 | 7 000 000 000 |
| YL009 | 2,50 | 25 octobre 2004 | 10 000 000 000 |
| YL010 | 4,80 | 20 décembre 2004 | 5 000 000 000 |
| | | | 42 000 000 000 |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,013927 $ | | | 584 953 381 |

## REMBOURSEMENT DE LA DETTE

**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2005**

| Série | Taux d'intérêt | Date d'échéance | Valeur nominale |
|---|---|---|---|
| | % | | $ |
| **PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS** | | | |
| EMTN15 | 6,00 | 15 mars 2005 | 2 000 000 000 |
| | | | 2 000 000 000 |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,014311 $ | | | 28 622 620 |
| **PAYABLE EN EUROPE EN EUROS** | | | |
| HX | 7,75 | 27 septembre 2004 | 181 512 086 |
| | | | 181 512 086 |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,70880 $ | | | 310 168 000 |
| **PAYABLE EN EUROPE EN COURONNES NORVÉGIENNES** | | | |
| EMTN22 | 7,00 | 29 décembre 2004 | 300 000 000 |
| | | | 300 000 000 |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,21235 $ | | | 63 704 048 |
| **PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING** | | | |
| EMTN39 | 6,375 | 10 juin 2004 | 200 000 000 |
| | | | 200 000 000 |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 2,36350 $ | | | 472 700 000 |
| REMBOURSEMENT EN DOLLARS CANADIENS DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS EN DEVISES ENTRANGÈRES | | | 3 848 767 121 |
| TOTAL DU REMBOURSEMENT DE LA DETTE AUX FINS DE LA PROVINCE | | | 14 275 018 294 |
| Redressements de consolidation et autres | | | 3 797 824 070 |
| **REMBOURSEMENTS TOTAL APRÈS CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS** | | | **18 072 842 364** |

## SOMMAIRE DE LA DETTE CONTRACTÉE

### Au 31 mars 2005

| Dette contractée aux fins de la province : | 2005 | 2004 |
|---|---|---|
| PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS | $ | $ |
| Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario | 8 666 000 000 | 9 487 000 000 |
| Fonds de placement du Régime de pensions du Canada | 6 852 633 000 | 6 852 633 000 |
| Caisse de retraite des fonctionnaires | 2 885 737 174 | 3 052 059 169 |
| Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario | 1 370 882 759 | 1 449 994 791 |
| Société de logement de l'Ontario | 1 157 212 297 | 1 157 212 297 |
| À la Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants | 193 935 101 | 65 173 105 |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) | 185 658 441 | 194 045 169 |
| Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario | 102 675 000 | 102 675 000 |
| Régime de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie | 18 625 000 | 18 625 000 |
| Régime de retraite de Ryerson | 3 082 684 | 4 312 281 |
| | 21 436 441 456 | 22 383 629 812 |
| INVESTISSEURS PUBLICS | 93 003 430 314 | 81 398 366 901 |
| OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO | 8 078 282 000 | 10 838 520 950 |
| BONS DU TRÉSOR | 3 256 703 000 | 2 906 010 000 |
| DETTE DE LA SCHOOL BOARD TRUST | 876 145 840 | 891 000 000 |
| EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS | 207 384 802 | 993 619 072 |
| TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE | 126 858 387 412 | 119 411 146 735 |
| Redressements de consolidation et autres | 2 000 720 947 | 1 392 786 737 |
| **DETTE TOTALE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS** | **128 859 108 359** | **120 803 933 472** |
| Dette contractée aux fins d'investissement : * | | |
| Ontario Power Generation Inc. | 5 126 000 000 | 5 126 000 000 |
| Hydro One Inc. | 3 759 000 000 | 3 759 000 000 |
| **TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT** | **8 885 000 000** | **8 885 000 000** |
| Dette contractée pour la Société financière de l'industrie de l'électricité (SFIEO) : | | |
| PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS | | |
| Fonds de placement du Régime de pensions du Canada | 1 978 212 000 | 1 978 212 000 |
| | 1 978 212 000 | 1 978 212 000 |
| INVESTISSEURS PUBLICS | 13 685 092 799 | 13 365 679 954 |
| BONS DU TRÉSOR | 953 000 000 | 885 000 000 |
| EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS | 61 631 500 | 162 336 250 |
| TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LA SFIEO | 16 677 936 299 | 16 391 424 204 |
| Dette directe de la SFIEO | 10 839 963 000 | 11 161 447 300 |
| **DETTE TOTALE DE LA SFIEO** | **27 517 899 299** | **27 552 871 504** |

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, d'une part, et l'Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc., d'autre part, est éliminée au moment de la consolidation.

## SOMMAIRE DE LA DETTE CONTRACTÉE

### Au 31 mars 2005

La Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est gérée par le Conseil du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. La Caisse de retraite des fonctionnaires et le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario sont administrés respectivement par la Commission du Régime de retraite de l'Ontario et le Fonds en fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario. Le Régime de retraite de Ryerson est administré par l'Université polytechnique Ryerson.

Le Fonds de placement du Régime de pensions du Canada a permis à la province d'obtenir des fonds provenant des cotisations mensuelles au Régime de pensions du Canada, les montants sont à peu près équivalents aux contributions versées par les cotisants de l'Ontario. La province émet des débentures non négociables pour le compte du Fonds à des taux d'intérêt indexés sur le coût des emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics canadiens.

La dette contractée auprès de la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario, de la Caisse de retraite des fonctionnaires, du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario et du Régime de retraite de Ryerson consistent en débentures non négociables de la province.

À l'origine, la Société de logement de l'Ontario (SDLO) a emprunté des fonds à long terme au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada (RPC) pour accorder des prêts hypothécaires à des groupes sans but lucratif dans le cadre du projet « Maisons pour de bon ». À mesure que ces groupes refinancent dans le secteur privé les prêts hypothécaires qui leur sont consentis par la SDLO, cette dernière prête au gouvernement provincial les fonds devenus disponibles en échange de débentures provinciales. Cette dette est éliminée lors de la consolidation des états financiers des Comptes publics de l'Ontario.

La Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants (SOGFII) est un organisme opérationnel du gouvernement de l'Ontario constitué en personne morale le 30 avril 1999 en vertu de la *Loi sur les sociétés de développement*. La Société a été créée dans le but de recevoir, pour le compte de la province, les fonds d'investisseurs immigrants dans le cadre du Programme Immigrants Investisseurs (PII) offert par le gouvernement fédéral. L'Office ontarien de financement administre ces fonds en vertu d'une entente de gestion des investissements conclue avec la SOGFII, et les investit dans des obligations à coupon zéro.

La Société canadienne d'hypothèques et de logement a accepté d'acheter des débentures en série émises par la province pour financer une grande partie des coûts liés à la construction de ses installations d'élimination des déchets. Le taux d'intérêt de ces débentures est établi en fonction du taux qui, au moment où la Société a accepté de participer au projet, était applicable aux emprunts à long terme contractés par le gouvernement du Canada sur les marchés publics nationaux.

La Caisse de retraite des employés municipaux de l'Ontario et le Régime de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie ont investi l'excédent de leurs fonds dans des titres non négociables émis par la province. Le taux d'intérêt de ces titres a été établi en fonction des taux applicables aux débentures à long terme achetées sur les marchés publics canadiens, émises ou garanties par la province.

La province de l'Ontario a émis sur les marchés publics des débentures en dollars canadiens, en dollars américains, en yens japonais, en dollars australiens, en dollars néo-zélandais, en livres sterling, en dollars de Hong Kong et en francs suisses.

Les Obligations d'épargne de l'Ontario (OÉO) ont été émises pour la première fois en 1995. Les OÉO sont vendues par la province aux résidents de l'Ontario. Elles sont émises une fois par an et peuvent être achetées dans la plupart des institutions financières, ou commandées directement par téléphone ou par courrier postal. Il existe trois types d'obligations : une obligation à taux variable sur 7 ans, une obligation à taux accélérateur sur 5 ans, et une obligation à taux fixe sur trois ans. Toutes les obligations sont offertes avec un choix d'intérêt annuel ou composé. Les obligations à taux accélérateur et les obligations à taux variable sont remboursables semestriellement au gré du porteur. Les obligations à taux fixe ne sont remboursables qu'à la date d'échéance.

## SOMMAIRE DE LA DETTE CONTRACTÉE - Fin

### Au 31 mars 2005

Des bons du Trésor ne portant pas intérêt, et ayant des dates d'échéance qui peuvent varier jusqu'à trois ans, sont vendus régulièrement par mise en adjudication dans le cadre du programme de financement par bons du Trésor.

La School Board Trust (fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires pour leurs projets d'immobilisations avant l'introduction, en 1998, du modèle de financement axé sur les élèves. En juin 2003, la fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars. La fiducie a versé 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province au titre de cette dette. Ces montants seront diminués sur la période de 30 ans par les paiements de transfert versés par le ministère de l'Éducation à la fiducie dans le cadre du programme de subventions de fonctionnement aux conseils scolaires. (Au 31 mars 2005, l'avance de 867 millions de dollars consentie à la fiducie figure à la rubrique « Autres éléments d'actif » et les 876 millions de dollars de débentures à la rubrique « Dette ».)

Les émissions d'effets de commerce américains ne portent pas intérêt et ont des dates d'échéance pouvant aller jusqu'à 92 jours.

Le 1er avril 1999, cinq sociétés et leurs filiales ont été créées en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie* pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro. L'Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. (anciennement Ontario Hydro Services Company) sont deux de ces sociétés. L'OPG et Hydro One Inc. ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs afin que leur structure financière leur permette de livrer concurrence aux autres intervenants de l'industrie. La province a assumé la dette de 8 885 millions de dollars contractée par les deux sociétés en échange d'un droit sur l'actif de l'OPG (5 126 millions de dollars) et d'Ontario Hydro One Inc. (3 759 millions de dollars).

La province a emprunté, au nom de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO), la somme de 1 978 212 000 $ au Régime de pensions du Canada et émis sur les marchés publics des débentures, des bons du trésor et des effets de commerce américains d'une valeur de 14 699 724 299 $ CAN. Les produits de tous ces emprunts ont été avancés à la SFIEO en échange d'obligations, à des conditions semblables à celles qui s'appliquent aux titres détenus par la province, à l'exception d'une émission de 500 millions de dollars, arrivant à échéance le 2 juin 2031, qui a été rétrocédée à la SFIEO jusqu'au 2 juin 2010. Après cette date, l'émission sera prise en charge par la province jusqu'à la date d'échéance. De plus, la province a consenti un prêt à terme de 131 738 400 $ à la SFIEO le 31 mars 2005.

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

**Au 31 mars 2005**

| Date d'échéance | Date d'émission | Séries | Taux d'intérêt | Encours | Référence |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | % | $ | |
| | | **Dette contractée aux fins de la province** | | | |
| **PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS** | | | | | |
| **DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS** | | | | | |
| **À la Caisse de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario :** | | | | | |
| Exercice se terminant le 31 mars | | | | | |
| 2006 | 1985-1991 | TI | 11,07 à 14,40 | 1 070 000 000 | |
| 2007 | 1985-1991 | TI | 10,26 à 13,01 | 1 185 000 000 | |
| 2008 | 1983-1991 | TI | 10,15 à 15,38 | 1 945 000 000 | |
| 2009 | 1986-1991 | TI | 10,98 à 11,50 | 1 465 000 000 | |
| 2010 | 1986-1991 | TI | 10,22 à 11,24 | 1 236 000 000 | |
| 2011 | 1987 | TI | 10,11 à 10,32 | 560 000 000 | |
| 2012 | 1988-1991 | TI | 10,68 à 11,24 | 580 000 000 | |
| 2013 | 1980-1991 | TI | 11,06 à 11,31 | 625 000 000 | |
| | | | | 8 666 000 000 | |
| **Au ministre des Finances du Canada - Fonds de placement du Régime de pensions du Canada :** | | | | | |
| Exercice se terminant le 31 mars | | | | | |
| 2006 | 1986 | RPC | 10,58 à 12,57 | 1 213 502 000 | |
| 2007 | 1987 | RPC | 9,36 à 10,17 | 232 269 000 | |
| 2008 | 1988 | RPC | 10,79 | 42 300 000 | |
| 2012 | 1992 | RPC | 9,81 à 10,04 | 987 249 000 | |
| 2013 | 1993 | RPC | 9,17 à 9,45 | 700 137 000 | |
| 2019 | 1999 | RPC | 5,81 à 5,84 | 45 270 000 | |
| 2020 | 1999 | RPC | 5,50 à 6,91 | 869 889 000 | |
| 2021 | 2000 | RPC | 6,33 à 6,67 | 609 834 000 | |
| 2022 | 2001 | RPC | 6,22 à 6,47 | 330 994 000 | |
| 2024 | 2004 | RPC | 5,26 à 5,97 | 688 007 000 | |
| 2025 | 2005 | RPC | 5,15 à 5,79 | 1 133 182 000 | |
| | | | | 6 852 633 000 | (5) |

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

**Au 31 mars 2005**

| Date d'échéance | Date d'émission | Séries | Taux d'intérêt | Encours | Référence |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | % | $ | |
| **À la Caisse de retraite des fonctionnaires :** | | | | | |
| Exercice se terminant le 31 mars | | | | | |
| 2006 | 1997 | OPB | 11,05 à 13,33 | 86 106 258 | |
| 2007 | 1997 | OPB | 11,16 à 13,33 | 188 766 466 | |
| 2008 | 1997 | OPB | 15,38 | 218 362 903 | |
| 2009 | 1997 | OPB | 12,79 | 264 512 886 | |
| 2010 | 1997 | OPB | 12,88 | 273 669 452 | |
| 2011 | 1997 | OPB | 13,33 | 282 994 558 | |
| 2012 | 1997 | OPB | 11,55 | 336 229 108 | |
| 2013 | 1997 | OPB | 10,38 | 374 479 804 | |
| 2014 | 1997 | OPB | 11,10 | 409 677 031 | |
| 2015 | 1997 | OPB | 11,19 | 450 938 708 | |
| | | | | 2 885 737 174 | (65) |
| **Au Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique :** | | | | | |
| Exercice se terminant le 31 mars | | | | | |
| 2006 | 1997 | OPPT | 11,05 à 13,33 | 40 905 175 | |
| 2007 | 1997 | OPPT | 11,16 à 13,33 | 89 674 381 | |
| 2008 | 1997 | OPPT | 15,38 | 103 734 305 | |
| 2009 | 1997 | OPPT | 12,79 | 125 658 067 | |
| 2010 | 1997 | OPPT | 12,88 | 130 007 936 | |
| 2011 | 1997 | OPPT | 13,33 | 134 437 870 | |
| 2012 | 1997 | OPPT | 11,55 | 159 727 189 | |
| 2013 | 1997 | OPPT | 10,38 | 177 898 359 | |
| 2014 | 1997 | OPPT | 11,10 | 194 618 964 | |
| 2015 | 1997 | OPPT | 11,19 | 214 220 513 | |
| | | | | 1 370 882 759 | (65) |
| **À la Société de logement de l'Ontario :** | | | | | |
| Exercice se terminant le 31 mars | | | | | |
| 2010 | 1994 | OHC | 8,264 à 9,215 | 422 388 939 | |
| 2011 | 1994 à 1995 | OHC | 8,242 à 9,898 | 694 880 091 | |
| 2012 | 1995 | OHC | 9,655 | 33 382 267 | |
| 2013 | 1995 | OHC | 9,655 | 6 561 000 | |
| | | | | 1 157 212 297 | (96) |

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

**Au 31 mars 2005**

| Date d'échéance | Date d'émission | Séries | Taux d'intérêt | Encours | Référence |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | % | $ | |
| **À la Société canadienne d'hypothèques et de logement :** | | | | | |
| Exercice se terminant le 31 mars | | | | | |
| 2000-2006 | 1973 à 1976 | CMHC | 5,125 à 10,375 | 195 429 | |
| 2000-2007 | 1974 à 1977 | CMHC | 5,375 à 10,375 | 1 096 628 | |
| 2000-2010 | 1970 à 1975 | CMHC | 5,75 à 6,875 | 1 147 635 | |
| 2000-2011 | 1971 à 1976 | CMHC | 5,375 à 8,25 | 2 278 202 | |
| 2000-2012 | 1972 | CMHC | 6,875 à 8,25 | 3 042 528 | |
| 2000-2013 | 1973 | CMHC | 7,25 à 8,25 | 599 232 | |
| 2000-2014 | 1974 | CMHC | 6,125 à 8,25 | 9 843 879 | |
| 2000-2015 | 1975 | CMHC | 7,50 à 10,375 | 6 346 708 | |
| 2000-2016 | 1976 | CMHC | 5,375 à 10,75 | 13 885 252 | |
| 2000-2017 | 1977 | CMHC | 7,625 à 10,75 | 10 542 446 | |
| 2000-2018 | 1977 à 1978 | CMHC | 7,625 à 13,00 | 27 614 998 | |
| 2000-2019 | 1977 à 1980 | CMHC | 7,625 à 15,25 | 31 810 528 | |
| 2000-2020 | 1978 à 1980 | CMHC | 7,625 à 15,75 | 51 327 166 | |
| 2000-2021 | 1981 | CMHC | 9,50 à 15,75 | 24 927 660 | |
| 2000-2022 | 1982 | CMHC | 9,75 à 15,75 | 1 000 150 | |
| | | | | 185 658 441 | (7) |
| **Au Régime de retraite des employés municipaux de l'Ontario :** | | | | | |
| Exercice se terminant le 31 mars | | | | | |
| 2007 | 1996 | CAAT | 9,77 | 102 675 000 | |
| | | | | 102 675 000 | |
| **À la Société ontarienne de gestion des fonds des investisseurs immigrants :** | | | | | |
| Exercice se terminant le 31 mars | | | | | |
| 2006 | 2005 | OIIC 62 | 1 CAB-0,09 | 800 000 | |
| 2006 | 2003 | OIIC 04-14 | Zéro | 6 480 212 | (123) |
| 2007 | 2003 | OIIC 15-25 | Zéro | 17 760 419 | (123) |
| 2008 | 2003 | OIIC 26-38 | Zéro | 21 319 044 | (123) |
| 2009 | 2004 | OIIC 39-51 | Zéro | 21 625 522 | (123) |
| 2010 | 2005 | OIIC 52-63 | Zéro | 125 949 904 | (123) |
| | | | | 193 935 101 | |

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

**Au 31 mars 2005**

| Date d'échéance | Date d'émission | Séries | Taux d'intérêt | Encours | Référence |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | % | $ | |
| **À la Caisse de retraite des collèges d'arts appliqués et de technologie :** | | | | | |
| Exercice se terminant le 31mars | | | | | |
| 2007 | 1996 | CAAT | 9,77 | 18 625 000 | |
| | | | | 18 625 000 | |
| **Au Régime de retraite de Ryerson :** | | | | | |
| Exercice se terminant le 31mars | | | | | |
| 2006 | 1995 | RRPF | 11,16 | 1 464 199 | |
| 2007 | 1995 | RRPF | 9,64 | 1 618 485 | |
| | | | | 3 082 684 | |
| TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS | | | | **21 436 441 456** | |

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

**Au 31 mars 2005**

| Date d'échéance | Date d'émission | Séries | Taux d'intérêt | Encours | Référence |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | % | $ | |
| **PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS** | | | | | |
| **DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS** | | | | | |
| 18 avril 2005 | 17 avril 2003 | DMTN64 | Accélérateur | 25 000 000 | (11) |
| 25 avril 2005 | 25 avril 2003 | DMTN65 | Accélérateur | 25 000 000 | (6) |
| 20 mai 2005 | 20 mai 2003 | DMTN66 | Accélérateur | 25 000 000 | (18) |
| 26 mai 2005 | 26 mai 2003 | DMTN68 | Accélérateur | 40 000 000 | (22) |
| 2 juin 2005 | 2 juin 2003 | DMTN67 | Accélérateur | 25 000 000 | (25) |
| 27 juin 2005 | 27 juin 2003 | DMTN71 | Accélérateur | 25 000 000 | (31) |
| 18 juillet 2005 | 18 juillet 2003 | DMTN75 | Accélérateur | 135 000 000 | (42) |
| 5 août 2005 | 5 août 2003 | DMTN74 | Accélérateur | 45 000 000 | (44) |
| 25 août 2005 | 25 août 2003 | DMTN77 | Accélérateur | 30 000 000 | (49) |
| 4 septembre 2005 | 4 septembre 2003 | DMTN80 | Accélérateur | 28 000 000 | (32) |
| 10 septembre 2005 | 10 septembre 2003 | DMTN81 | Accélérateur | 25 000 000 | (36) |
| 26 septembre 2005 | 26 septembre 2003 | DMTN84 | Accélérateur | 43 000 000 | (52) |
| 21 novembre 2005 | 20 novembre 2001 | DMTN24 | Accélérateur | 100 000 000 | (95) |
| 1er décembre 2005 | 13 septembre 1995 | JP | 8,25 | 1 000 000 000 | |
| 1er décembre 2005 | 1er décembre 2003 | DMTN88 | Accélérateur | 35 000 000 | (71) |
| 5 décembre 2005 | 5 décembre 2001 | DMTN30 | Accélérateur | 50 000 000 | (110) |
| 16 janvier 2006 | 16 janvier 2004 | DMTN94 | 3 CAB+0,1 | 100 000 000 | (73) |
| 20 janvier 2006 | 20 janvier 2004 | DMTN95 | 3 CAB+0,1 | 75 000 000 | (74) |
| 26 janvier 2006 | 26 janvier 2004 | DMTN91 | Accélérateur | 25 000 000 | (75) |
| 27 janvier 2006 | 27 janvier 2004 | DMTN92 | Accélérateur | 28 000 000 | (77) |
| 1er février 2006 | 1er février 1999 | MJ | 5,00 | 90 000 000 | |
| 1er février 2006 | 1er février 2002 | DMTN34 | 3 CAB+0,03 | 600 000 000 | (105) |
| 12 février 2006 | 12 février 2004 | DMTN98 | Accélérateur | 25 000 000 | (78) |
| 20 février 2006 | 20 février 1996 | JZ | 17,25 | 107 000 000 | (40) |
| 8 mars 2006 | 26 octobre 2000 | NL | 5,90 | 1 000 000 000 | |
| 19 mars 2006 | 19 mars 2004 | DMTN101 | Accélérateur | 30 000 000 | (87) |
| 24 mars 2006 | 24 mars 2004 | DMTN104 | Accélérateur | 64 000 000 | (94) |
| 26 mars 2006 | 26 mars 2004 | DMTN103 | Accélérateur | 30 000 000 | (101) |

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

**Au 31 mars 2005**

| Date d'échéance | Date d'émission | Séries | Taux d'intérêt | Encours | Référence |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | % | $ | |
| 1er mai 2006 | 22 septembre 2004 | DMTN76 | 3 CAB | 650 000 000 | |
| 3 mai 2006 | 3 mai 2004 | DMTN108 | Accélérateur | 25 000 000 | (132) |
| 5 mai 2006 | 5 mai 2004 | DMTN107 | Accélérateur | 60 000 000 | (133) |
| 30 mai 2006 | 2 octobre 2003 | DMTN86 | 3 CAB | 58 000 000 | (16) |
| 2 juillet 2006 | 2 juillet 2004 | DMTN115 | Accélérateur | 35 000 000 | (102) |
| 7 juillet 2006 | 7 juillet 2004 | DMTN114 | Accélérateur | 26 000 000 | (100) |
| 24 juillet 2006 | 24 juillet 1996 | KE | 7,75 | 700 000 000 | |
| 7 septembre 2006 | 7 septembre 2004 | DMTN118 | Accélérateur | 31 000 000 | (85) |
| 8 septembre 2006 | 17 août 2004 | DMTN78 | 3,50 | 500 000 000 | |
| 20 septembre 2006 | 20 septembre 2004 | DMTN121 | Accélérateur | 25 000 000 | (120) |
| 22 septembre 2006 | 22 septembre 2004 | DMTN122 | 3 CAB-0,12 | 50 000 000 | (113) |
| 27 septembre 2006 | 27 septembre 2004 | DMTN124 | 1 CAB-0,01 | 250 000 000 | (86) |
| 1er octobre 2006 | 1er octobre2004 | DMTN123 | Accélérateur | 25 000 000 | (76) |
| 14 octobre 2006 | 14 octobre 2004 | DMTN127 | Accélérateur | 25 000 000 | (33) |
| 27 octobre 2006 | 27 octobre 2004 | DMTN125 | Accélérateur | 25 000 000 | (99) |
| 27 octobre 2006 | 27 octobre 2004 | DMTN128 | Accélérateur | 25 000 000 | (2) |
| 29 octobre 2006 | 29 octobre 2004 | DMTN129 | Accélérateur | 35 000 000 | (3) |
| 15 décembre 2006 | 15 décembre 2003 | DMTN90 | 3 CAB+0,12 | 50 000 000 | (103) |
| 12 janvier 2007 | 12 janvier 1995 | JF | 9,50 | 132 950 000 | (21) |
| 19 janvier 2007 | 19 janvier 2005 | DMTN134 | Accélérateur | 35 000 000 | (48) |
| 29 janvier 2007 | 29 janvier 2004 | DMTN97 | 3 CAB +0,155 | 155 000 000 | (104) |
| 28 janvier 2007 | 31 janvier 2005 | DMTN137 | Accélérateur | 30 000 000 | (26) |
| 25 février 2007 | 25 février 2005 | DMTN139 | Accélérateur | 25 000 000 | (81) |
| 8 mars 2007 | 11 septembre 2001 | DMTN16 | 5,20 | 2 000 000 000 | (72) |
| 18 juin 2007 | 26 janvier 2004 | DMTN96 | 3 CAB | 150 000 000 | (106) |
| 12 septembre 2007 | 12 septembre 1997 | LE | 6,125 | 1 660 000 000 | (130) |
| 10 décembre 2007 | 10 décembre 1997 | LH | 5,875 | 66 475 000 | |
| 25 janvier 2008 | 25 janvier 2005 | DMTN136 | 3 CAB+0,19 | 50 000 000 | (50) |
| 30 mai 2008 | 30 mai 2003 | DMTN70 | 3 CAB +0,03 | 1 025 000 000 | (53) |
| 3 juin 2008 | 3 juin 1999 | MN | 5,75 | 50 000 000 | (46) |

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

**Au 31 mars 2005**

| Date d'échéance | Date d'émission | Séries | Taux d'intérêt | Encours | Référence |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | % | $ | |
| **DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS** - Suite | | | | | |
| 15 juillet 2008 | 6 février 1998 | LM | 5,50 | 75 000 000 | |
| 4 septembre 2008 | 4 septembre 1998 | LW | 6,30 | 50 000 000 | |
| 12 septembre 2008 | 12 septembre 2003 | DMTN82 | 4,935 | 62 000 000 | (119) |
| 1er octobre 2008 | 1er octobre 2003 | DMTN85 | 3 CAB+0,03 | 1 860 000 000 | (68)(107) |
| 19 novembre 2008 | 12 novembre 2003 | DMTN87 | 4,40 | 500 000 000 | |
| 1er décembre 2008 | 15 septembre 1998 | LZ | 5,70 | 1 550 000 000 | |
| 1er décembre 2008 | 5 mars 2002 | DMTN39 | 3 CAB+0,59 | 150 000 000 | (116) |
| 2 mars 2009 | 2 mars 2004 | DMTN100 | 3 CAB+0,025 | 275 000 000 | |
| 8 mars 2009 | 11 mars 2004 | DMTN102 | Accélérateur | 174 000 000 | (128) |
| 6 avril 2009 | 24 mars 2005 | DMTN143 | 3 CAB+ 0,01 | 500 000 000 | |
| 19 mai 2009 | 20 avril 2004 | DMTN106 | 4,00 | 750 000 000 | |
| 13 août 2009 | 2 mars 2004 | DMTN99 | 3,21 | 124 644 389 | (124) |
| 7 novembre 2009 | 9 novembre 2004 | DMTN130 | 3 CAB | 900 000 000 | |
| 19 novembre 2009 | 19 mars 1999 | MU | 6,20 | 900 000 000 | |
| 14 décembre 2009 | 14 mars 2005 | DMTN142 | 3 CAB+0,25 | 88 000 000 | (108) |
| 19 novembre 2010 | 24 novembre 2000 | NK | 6,10 | 1 620 000 000 | (111) |
| 2 décembre 2011 | 27 février 2002 | DMTN108 | 6,10 | 1 000 000 000 | (97) |
| 7 juillet 2012 | 8 mai 2002 | DMTN46 | Zéro | 10 330 561 | (60)(98) |
| 2 décembre 2012 | 2 décembre 2002 | DMTN53 | 5,375 | 2 000 000 000 | |
| 2 juin 2013 | 22 septembre2003 | DMTN69 | 4,75 | 1 030 000 000 | (127) |
| 8 septembre 2013 | 23 juillet 2004 | DMTN116 | Accélérateur | 100 000 000 | (56) |
| 8 mars 2014 | 12 janvier 2004 | DMTN93 | 5,00 | 2 500 000 000 | (109) |
| 2 décembre 2014 | 2 décembre 2004 | MW | 6,80 | 11 450 000 | (34) |
| 8 mars 2015 | 9 mai 2005 | DMTN135 | 4,50 | 500 000 000 | (135) |
| 1er septembre 2015 | 1er septembre 2000 | DMTN1 | 6,25 | 34 000 000 | (45) |
| 2 décembre 2016 | 7 décembre 2004 | DMTN132 | 4,875 | 200 000 000 | |
| 2 juin 2018 | 28 août 2003 | DMTN79 | 5,50 | 150 000 000 | |
| 2 juin 2019 | 19 avril 2004 | DMTN105 | 5,35 | 100 000 000 | |
| 2 juin 2020 | 22 février 2005 | DMTN140 | 4,85 | 171 000 000 | (92) |

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

**Au 31 mars 2005**

| Date d'échéance | Date d'émission | Séries | Taux d'intérêt | Encours | Référence |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | % | $ | |
| 4 septembre 2020 | 4 septembre 1998 | LY | 6,30 | 50 000 000 | |
| 13 juillet 2022 | 13 juillet 1992 | HC | 9,50 | 1 590 438 000 | |
| 8 septembre 2023 | 8 septembre 1993 | HP | 8,10 | 940 570 000 | (59) |
| 2 juin 2025 | 20 décembre 1994 | JE | 9,50 | 500 000 000 | |
| 2 décembre 2025 | 5 octobre 1995 | JQ | 8,50 | 1 000 000 000 | |
| 6 février 2026 | 6 février 1996 | JY | 8,00 | 12 500 000 | |
| 2 juin 2026 | 21 décembre 1995 | JU | 8,00 | 1 000 000 000 | |
| 2 décembre 2026 | 13 février 1997 | KR | 8,00 | 386 500 000 | |
| 2 décembre 2026 | 20 janvier 1999 | MH | 7,00 | 124 584 000 | (90) |
| 3 février 2027 | 5 août 1997 | KN | 7,50 | 58 220 000 | |
| 3 février 2027 | 5 août 1997 | KT | 6,95 | 8 726 000 | |
| 3 février 2027 | 1er août 1997 | KY | 7,50 | 11 549 000 | |
| 3 février 2027 | 4 décembre 1998 | LA | 7,50 | 5 507 000 | |
| 4 février 2027 | 4 février 1998 | KQ | 7,375 | 990 000 | |
| 2 juin 2027 | 17 octobre 1996 | KJ | 7,60 | 4 734 700 000 | (61) |
| 25 août 2028 | 25 février 1998 | LQ | 6,25 | 2 020 000 | |
| 8 mars 2029 | 8 janvier 1998 | LK | 6,50 | 4 727 000 000 | (63) |
| 13 janvier 2031 | 8 septembre 1995 | JN | 9,50 | 125 000 000 | |
| 15 janvier 2031 | 8 mars 2005 | DMTN141 | 5,20 | 230 000 000 | |
| 2 juin 2031 | 27 mars 2000 | NF | 6,20 | 2 500 000 000 | (58) |
| 8 mars 2033 | 17 février 2003 | DMTN61 | 5,85 | 4 500 000 000 | (115) |
| 8 mars 2033 | 29 avril 2004 | DMTN110 | Accélérateur | 200 000 000 | |
| 3 novembre 2034 | 3 novembre 1994 | HY | 9,75 | 280 000 000 | |
| 10 janvier 1995 - 10 janvier 2035 | 30 novembre 1994 | HZ | 9,4688 | 2 315 904 | (24) |
| " " | " " | JA | 9,4688 | 13 990 865 | (24)(82) |
| " " | " " | JB | 9,4688 | 8 482 324 | (24) |
| " " | " " | JC | 9,4688 | 4 764 354 | (24) |
| " " | " " | JD | 9,4688 | 3 171 134 | (24) |
| 8 février 2035 | 8 février 1995 | JJ | 9,875 | 73 000 000 | (19) |

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

**Au 31 mars 2005**

| Date d'échéance | Date d'émission | Séries | Taux d'intérêt | Encours | Référence |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | % | $ | |
| 2 juin 2035 | 25 août 2004 | DMTN119 | 5,60 | 3 500 000 000 | |
| 2 juin 2035 | 12 janvier 2005 | DMTN133 | Accélérateur | 150 000 000 | (38) |
| 20 juin 2036 | 28 juin 1996 | KC | 8,25 | 211 000 000 | |
| 2 décembre 2037 | 1er février 2005 | DMTN138 | 5,20 | 100 000 000 | |
| 2 juin 2038 | 28 juillet 2004 | DMTN117 | 10,00 | 75 000 000 | (134) |
| 20 juin 2038 | 16 septembre 1996 | KG | 8,10 | 120 000 000 | |
| 13 juillet 2038 | 29 juillet 1998 | LS | 5,75 | 50 000 000 | |
| 25 août 2038 | 17 août 1998 | LT | 6,00 | 100 000 000 | |
| 13 juillet 2039 | 2 février 1999 | MK | 5,65 | 300 000 000 | |
| 2 décembre 2039 | 25 février 2000 | NE | 5,70 | 773 700 000 | (64) |
| 13 juillet 2040 | 18 avril 2002 | DMTN44 | 6,20 | 50 000 000 | |
| 2 décembre 2041 | 15 août 2001 | DMTN10 | 6,20 | 290 000 000 | |
| 8 mars 2042 | 4 décembre 2001 | DMTN29 | 6,00 | 41 000 000 | |
| 2 juin 2042 | 18 janvier 2002 | DMTN33 | 6,00 | 240 000 000 | |
| 2 juin 2043 | 24 février 2003 | DMTN62 | 5,75 | 50 000 000 | |
| 10 janvier 2045 | 25 mai 1995 | JL | 8,435 | 35 531 176 | (41) |
| 1er mars 2045 | 1er mars 1995 | JK | 9,50 | 150 000 000 | (20) |
| | | | | 58 520 109 707 | |

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

**Au 31 mars 2005**

| Date d'échéance | Date d'émission | Séries | Taux d'intérêt | Encours | Référence |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | % | $ | |
| **OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DE L'ONTARIO** | | | | | |
| 1er mars 2000 | 1er mars 1995 | Annuel | Variable | 1 104 000 | (29) |
| 1er mars 2000 | 1er mars 1995 | Composé | Variable | 2 218 950 | (29) |
| 21 juin 2000 | 21 juin 1997 | Annuel | 5,25 | 198 700 | (29) |
| 21 juin 2000 | 21 juin 1997 | Composé | 5,25 | 96 700 | (29) |
| 21 juin 2001 | 21 juin 1996 | Annuel | Accélérateur | 399 400 | (29) |
| 21 juin 2001 | 21 juin 1996 | Composé | Accélérateur | 1 144 200 | (29) |
| 21 juin 2001 | 21 juin 1996 | Annuel | Variable | 386 900 | (29) |
| 21 juin 2001 | 21 juin 1996 | Composé | Variable | 134 100 | (29) |
| 21 juin 2001 | 21 juin 1998 | Annuel | 5,25 | 124 000 | (29) |
| 21 juin 2001 | 21 juin 1998 | Composé | 5,25 | 240 100 | (29) |
| 21 juin 2002 | 21 juin 1999 | Annuel | 5,50 | 281 300 | (29) |
| 21 juin 2002 | 21 juin 1999 | Composé | 5,50 | 892 100 | (29) |
| 21 juin 2003 | 21 juin 1998 | Composé | Accélérateur | 2 035 200 | (29) |
| 21 juin 2003 | 21 juin 1998 | Annuel | Accélérateur | 876 600 | (29) |
| 21 juin 2003 | 21 juin 2000 | Annuel | 6,50 | 1 015 900 | (29) |
| 21 juin 2003 | 21 juin 2000 | Composé | 6,50 | 1 288 400 | (29) |
| 21 juin 2004 | 21 juin 1997 | Annuel | Accélérateur | 3 490 400 | (29) |
| 21 juin 2004 | 21 juin 1997 | Composé | Accélérateur | 4 234 550 | (29) |
| 21 juin 2004 | 21 juin 1997 | Annuel | Variable | 257 700 | (29) |
| 21 juin 2004 | 21 juin 1997 | Composé | Variable | 221 700 | (29) |
| 21 juin 2004 | 21 juin 1999 | Composé | Accélérateur | 6 191 000 | (29) |
| 21 juin 2004 | 21 juin 1999 | Annuel | Accélérateur | 2 766 800 | (29) |
| 21 juin 2004 | 21 juin 2001 | Annuel | 5,50 | 5 098 600 | (29) |
| 21 juin 2004 | 21 juin 2001 | Composé | 5,50 | 9 599 300 | (29) |
| 21 juin 2005 | 21 juin 1998 | Annuel | Variable | 35 092 800 | (67) |
| 21 juin 2005 | 21 juin 1998 | Composé | Variable | 46 805 100 | (67) |
| 21 juin 2005 | 21 juin 2000 | Annuel | Accélérateur | 717 706 800 | (66) |
| 21 juin 2005 | 21 juin 2000 | Composé | Accélérateur | 573 683 950 | (66) |

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

**Au 31 mars 2005**

| Date d'échéance | Date d'émission | Séries | Taux d'intérêt | Encours | Référence |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | % | $ | |
| 21 juin 2005 | 21 juin 2002 | Annuel | 4 ,625 | 540 403 000 | (30) |
| 21 juin 2005 | 21 juin 2002 | Composé | 4,625 | 489 335 000 | (30) |
| 21 juin 2006 | 21 juin 1999 | Composé | Variable | 41 329 800 | (67) |
| 21 juin 2006 | 21 juin 1999 | Annuel | Variable | 24 375 300 | (67) |
| 21 juin 2006 | 21 juin 2001 | Annuel | Accélérateur | 878 063 400 | (66) |
| 21 juin 2006 | 21 juin 2001 | Composé | Accélérateur | 1 026 634 400 | (66) |
| 21 juin 2006 | 21 juin 2003 | Annuel | 3,45 | 271 910 600 | (30) |
| 21 juin 2006 | 21 juin 2003 | Composé | 3,45 | 241 340 700 | (30) |
| 21 juin 2007 | 21 juin 2000 | Composé | Variable | 60 561 850 | (67) |
| 21 juin 2007 | 21 juin 2000 | Annuel | Variable | 36 688 400 | (67) |
| 21 juin 2007 | 21 juin 2002 | Annuel | Accélérateur | 205 611 700 | (66) |
| 21 juin 2007 | 21 juin 2002 | Composé | Accélérateur | 227 091 200 | (66) |
| 21 juin 2007 | 21 juin 2004 | Annuel | 3,30 | 105 262 400 | (30) |
| 21 juin 2007 | 21 juin 2004 | Composé | 3,30 | 93 487 700 | (30) |
| 21 juin 2008 | 21 juin 2001 | Annuel | Variable | 32 450 000 | (67) |
| 21 juin 2008 | 21 juin 2001 | Composé | Variable | 45 985 500 | (67) |
| 21 juin 2008 | 21 juin 2003 | Annuel | Accélérateur | 560 741 700 | (66) |
| 21 juin 2008 | 21 juin 2003 | Composé | Accélérateur | 648 776 800 | (66) |
| 21 juin 2009 | 21 juin 2002 | Annuel | Variable | 53 271 400 | (67) |
| 21 juin 2009 | 21 juin 2002 | Composé | Variable | 56 281 200 | (67) |
| 21 juin 2009 | 21 juin 2004 | Annuel | Accélérateur | 352 900 800 | (66) |
| 21 juin 2009 | 21 juin 2004 | Composé | Accélérateur | 378 451 400 | (66) |
| 21 juin 2010 | 21 juin 2003 | Annuel | Variable | 117 522 400 | (67) |
| 21 juin 2010 | 21 juin 2003 | Composé | Variable | 102 825 900 | (67) |
| 21 juin 2011 | 21 juin 2004 | Annuel | Variable | 36 400 600 | (67) |
| 21 juin 2011 | 21 juin 2004 | Composé | Variable | 32 993 600 | (62) |
| | | | | 8 078 282 000 | (62) |
| TOTAL PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS ..... | | | | 66 598 391 707 | |

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

**Au 31 mars 2005**

| Date d'échéance | Date d'émission | Séries | Taux d'intérêt | Encours | Référence |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | % | $ | |
| **PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS CANADIENS** | | | | | |
| 19 janvier 2006 | 19 janvier 1996 | JV | 7,50 | 1 250 000 000 | (39) |
| 7 février 2024 | 7 février 1994 | HS | 7,50 | 1 106 700 000 | (70) |
| TOTAL PAYABLE EN DOLLARS CANADIENS | | | | 2 356 700 000 | |
| **PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS** | | | | | |
| 27 septembre 2005 | 27 février 1993 | HQ | 7,25 | 500 000 000 | |
| 1er déc. 2005 | 1er déc. 1999 | EMTN045 | 6,50 | 375 000 000 | |
| 23 janvier 2006 | 23 janvier 2003 | EMTN053 | 3,50 | 100 000 000 | |
| 9 août 2006 | 9 août 2001 | EMTN049 | 5,75 | 100 000 000 | |
| 10 sept. 2007 | 10 sept. 2002 | EMTN052 | 4,375 | 750 000 000 | |
| 31 décembre 2005 | 16 janvier 2002 | EMTN051 | 5,125 | 350 000 000 | |
| 17 avril 2008 | 17 avril 2003 | EMTN58 | 4,50 | 1 000 000 000 | |
| 17 janvier 2009 | 2 janvier 2004 | EMTN62 | 4,00 | 500 000 000 | |
| 22 janvier 2009 | 27 janvier 1999 | EMTN042 | 5,00 | 350 000 000 | |
| 27 juillet 2011 | 27 juillet 2004 | EMTN64 | 4,75 | 250 000 000 | |
| 30 novembre 2005 | 30 novembre 2001 | EMTN050 | 5,25 | 450 000 000 | |
| 17 avril 2013 | 17 avril 2003 | EMTN56 | 5,50 | 320 000 000 | |
| 13 juillet 2034 | 13 juillet 1994 | EMTN005 | 9,40 | 300 000 000 | |
| TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS | | | | 5 345 000 000 | |
| **PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS** | | | | | |
| 18 février 2013 | 18 février 1993 | HJ | 9,24 | 250 000 000 | |
| TOTAL PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS CANADIENS | | | | 250 000 000 | |
| **PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS** | | | | | |
| 30 juin 2005 | 13 mars 2002 | NP | 4,20 | 250 000 000 | |
| TOTAL PAYABLE AUX ÉTATS-UNIS EN DOLLARS AMÉRICAINS | | | | 250 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,58850 $ | | | | 397 125 000 | (39) |

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

**Au 31 mars 2005**

| Date d'échéance | Date d'émission | Séries | Taux d'intérêt | Encours | Référence |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | % | $ | |
| **PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS AMÉRICAINS** | | | | | |
| 4 août 2005 | 4 août 1995 | JM | 7,00 | 1 250 000 000 | |
| 15 décembre 2005 | 26 novembre 2002 | NT | 2,625 | 481 691 920 | (125) |
| 21 février 2006 | 21 février 1996 | KA | 6,00 | 2 050 00 000 | |
| 26 décembre 2006 | 26 novembre 2003 | PA | 2,65 | 1 000 000 000 | |
| 16 juillet 2007 | 16 juillet 2004 | PB | 3,35 | 1 000 000 000 | |
| 17 septembre 2007 | 17 septembre 2002 | NR | 3,50 | 1 000 000 000 | |
| 15 janvier 2008 | 26 novembre 2004 | PD | 3,375 | 1 000 000 000 | |
| 2 mai 2008 | 5 mai 2003 | NY | 3,125 | 500 000 000 | |
| 1er octobre 2008 | 1er octobre 1998 | MB | 5,50 | 1 750 000 000 | |
| 21 octobre 2009 | 21 octobre 2004 | PC | 3,625 | 1 000 000 000 | |
| 15 décembre 2009 | 1er octobre 2002 | NS | 3,75 | 300 000 000 | |
| 17 juillet 2012 | 17 juillet 2002 | NQ | 5,125 | 750 000 000 | |
| 15 février 2013 | 7 février 2003 | NU | 4,375 | 500 000 000 | |
| 3 février 2015 | 3 février 2005 | PE | 4,50 | 500 000 000 | |
| TOTAL PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS AMÉRICAINS | | | | 13 081 691 920 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,36783 $ | | | | 17 893 588 134 | (43) |
| **PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS** | | | | | |
| 24 avril 2005 | 24 avril 1995 | DMTN1 | 6 TIOL+0,0475 | 100 000 000 | |
| 1er mai 2005 | 1er mai 1995 | DMTN2 | 6 TIOL+0,0475 | 100 000 000 | |
| 9 mai 2005 | 9 mai 1995 | DMTN3 | 6 TIOL+0,0475 | 100 000 000 | |
| 16 mai 2005 | 16 mai 1995 | DMTN4 | 6 TIOL+0,0475 | 100 000 000 | |
| 26 juillet 2006 | 26 avril 2004 | DMTN109 | 3 TIOL+0,053 | 68 000 000 | |
| 18 nov. 2014 | 18 nov. 2004 | DMTN131 | 4,50 | 300 000 000 | (89) |
| TOTAL PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS | | | | 768 000 000 | |

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

**Au 31 mars 2005**

| Date d'échéance | Date d'émission | Séries | Taux d'intérêt | Encours | Référence |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | % | $ | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 1,29725$ | | | | 996 286 000 | (9) |
| **PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS** | | | | | |
| 26 novembre 2008 | 26 novembre 2005 | EMTN68 | Accélérateur | 30 000 000 | |
| TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AMÉRICAINS | | | | 30 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 1,24400 $ | | | | 37 320 000 | (17) |
| **PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS** | | | | | |
| 31 août 2005 | 31 août 1995 | YL011 | 3,10 | 25 000 000 000 | |
| 16 mars 2007 | 18 mars 1997 | KU | 3,10 | 5 000 000 000 | (54) |
| 16 mars 2007 | 18 mars 1997 | KV | 3,25 | 15 000 000 000 | (55) |
| 18 juillet 2007 | 18 juillet 1997 | YL012 | 2,615 | 10 000 000 000 | |
| 12 novembre 2009 | 12 novembre 1999 | YL014 | 2,00 | 10 000 000 000 | |
| 28 juillet 2014 | 28 juillet 2003 | YL015 | 0,76 | 5 000 000 000 | |
| TOTAL PAYABLE AU JAPON EN YENS JAPONAIS | | | | 70 000 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 0,012799 $ | | | | 895 974 874 | (14) |
| **PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN YENS JAPONAIS** | | | | | |
| 25 janvier 2010 | 25 janvier 2000 | ND | 1,875 | 50 000 000 000 | |
| TOTAL PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN YENS JAPONAIS | | | | 50 000 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 0,011446 $ | | | | 572 312 136 | (122) |
| **PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS** | | | | | |
| 8 septembre 2005 | 23 mars 1998 | EMTN037 | 6,21 | 10 000 000 000 | |
| 19 septembre 2005 | 4 septembre 1998 | EMTN038 | 6,205 | 10 000 000 000 | |
| 29 août 2006 | 29 août 1996 | EMTN021 | 4,28 | 10 000 000 000 | (57) |

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

**Au 31 mars 2005**

| Date d'échéance | Date d'émission | Séries | Taux d'intérêt | Encours | Référence |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | % | $ | |
| 26 mars 2007 | 3 avril 1997 | EMTN033 | 3,20 | 10 000 000 000 | (47) |
| 13 juin 2007 | 13 juin 1997 | EMTN034 | 3,58 | 10 000 000 000 | (79) |
| 25 février 2008 | 25 février 1998 | EMTN036 | 2,60 | 7 100 000 000 | (80) |
| 19 novembre 2009 | 24 novembre 1999 | EMTN046 | 2,00 | 10 000 000 000 | |
| 24 juin 2013 | 24 juin 2003 | EMTN59 | 0,50 | 5 000 000 000 | |
| TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN YENS JAPONAIS | | | | 72 100 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,012458 $ | | | | 898 187 123 | (15) |
| **PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS** | | | | | |
| 7 mars 2008 | 7 mars 2003 | EMTN054 | 4,75 | 100 000 000 | |
| 23 avril 2013 | 23 avril 2003 | EMTN057 | 5,50 | 100 000 000 | |
| TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS | | | | 200 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,80982 $ | | | | 161 964 820 | (117) |
| **PAYABLE EN EUROPE EN EUROS** | | | | | |
| 17 février 2006 | 17 février 1999 | EMTN043 | 3,50 | 27 000 000 | |
| 29 juillet 2008 | 29 juillet 1996 | KD | 6,875 | 457 347 051 | (121) |
| 21 juillet 2009 | 21 juillet 1997 | EMTN035 | 5,875 | 457 347 051 | (118) |
| 12 mars 2010 | 12 mars 2003 | EMTN055 | 3,50 | 400 000 000 | |
| 14 mai 2013 | 7 mai 2003 | NZ | 4,125 | 750 000 000 | |
| TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN EUROS | | | | 2 091 694 102 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,65967 $ | | | | 3 471 511 433 | (27) |
| **PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES** | | | | | |
| 15 septembre 2009 | 15 septembre 2004 | EMTN66 | 2,00 | 250 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,02143 $ | | | | 255 357 142 | (131) |

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

Au 31 mars 2005

| Date d'échéance | Date d'émission | Séries | Taux d'intérêt | Encours | Référence |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | % | $ | |
| **PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS** | | | | | |
| 3 mars 2008 | 3 mars 2003 | NV | 5,75 | 250 000 000 | |
| 3 décembre 2008 | 3 décembre 1998 | MF | 6,25 | 250 000 000 | |
| TOTAL PAYABLE EN DOLLARS NÉO-ZÉLANDAIS | | | | 500 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 0,75575 $ | | | | 377 872 750 | (69) |
| **PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING** | | | | | |
| 28 juillet 2009 | 28 juillet 1998 | EMTN65 | 5,375 | 200 000 000 | |
| TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN LIVRES STERLING | | | | 200 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 2,43535 $ | | | | 487 070 000 | (114) |
| **PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG** | | | | | |
| 26 juin 2013 | 12 juin 2003 | EMTN61 | 4,10 | 500 000 000 | |
| TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS DE HONG KONG | | | | 500 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 0,17410 $ | | | | 87 051 195 | (13) |
| **TOTAL DES DÉBENTURES ET OBLIGATIONS** | | | | **101 081 712 134** | |
| **BONS DU TRÉSOR** | | | | **3 256 703 000** | (84) |
| **EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS (en dollars américains)** | | | | **140 000 000** | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 1,48132 $ | | | | 207 384 802 | (91) |
| **TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS** | | | | **104 545 800 116** | |

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

**Au 31 mars 2005**

| Date d'échéance | Date d'émission | Séries | Taux d'intérêt | Encours | Référence |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | % | $ | |
| **AUTRE DETTE** | | | | | |
| **DETTE DE LA SCHOOL BOARD TRUST** | | | | | |
| Exercice se terminant le 31 mars | | | | | |
| 2037 | 2004 | | 5,90 | 891 000 000 | |
| Moins : Réserve pour fonds d'amortissement | | | | (14 854 160) | |
| | | | | 876 145 840 | (23) |
| TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE | | | | 126 858 387 412 | (83) |
| Redressements de consolidation et autres | | | | 2 000 720 947 | |
| **DETTE TOTALE CONTRACTÉE AUX FINS DE LA PROVINCE APRÈS CONSOLIDATION ET AUTRES REDRESSEMENTS** | | | | **128 859 108 359** | |
| **DETTE CONTRACTÉE AUX FINS D'INVESTISSEMENT *** | | | | | |
| ONTARIO POWER GENERATION INC. | | | | 5 126 000 000 | |
| HYDRO ONE INC. | | | | 3 759 000 000 | |
| | | | | **8 885 000 000** | (126) |

*La dette contractée aux fins d'investissement à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province, d'une part, et l'Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc., d'autre part, est éliminée au moment de la consolidation.

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

**Au 31 mars 2005**

| Date d'échéance | Date d'émission | Séries | Taux d'intérêt | Encours | Référence |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | % | $ | |
| **Dette contractée pour la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO)** | | | | | |
| **PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS** | | | | | |
| **DETTE CONTRACTÉE HORS DES MARCHÉS PUBLICS** | | | | | |
| **Fonds de placement du Régime de pensions du Canada** | | | | | |
| 2007 | 1986 | RPC | 9,64 | 119 000 000 | |
| 2008 | 1988 | RPC | 9,13 to 9,72 | 388 715 000 | |
| 2009 | 1989 | RPC | 9,62 to 10,31 | 589 319 000 | |
| 2010 | 1990 | RPC | 9,61 to 10,31 | 650 712 000 | |
| 2021 | 2001 | RPC | 6,08 | 19 375 000 | |
| 2022 | 2002 | RPC | 6,17 to 6,29 | 172 961 000 | |
| 2023 | 2003 | RPC | 6,16 | 38 130 000 | |
| TOTAL PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS ..... | | | | 1 978 212 000 | (5) |
| **PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS CANADIENS** | | | | | |
| **DETTE CONTRACTÉE SUR LES MARCHÉS PUBLICS** | | | | | |
| 8 mars 2006 | 8 mars 2001 | CDB-NLA | 5,90 | 500 000 000 | |
| 1er mai 2006 | 1er août 2003 | DMTN76 | 3 CAB | 720 000 000 | |
| 1er juin 2006 | 25 novembre 2003 | DMTN89 | 3 CAB | 100 000 000 | |
| 2 juin 2006 | 29 avril 2004 | DMTN111 | 3 CAB+0,15 | 110 500 000 | (4) |
| 8 septembre 2006 | 16 septembre 2003 | DMTN78 | 3,50 | 1 000 000 000 | |
| 27 septembre 2006 | 27 septembre 2004 | DMTN124 | 1 CAC-0,01 | 100 000 000 | |
| 1er octobre 2008 | 13 février 2004 | DMTN85 | 3 CAB+0,03 | 736 000 000 | (28)(107) |
| 1er décembre 2008 | 22 janvier 1999 | HC-LZ | 5,70 | 650 000 000 | |
| 19 mai 2009 | 30 avril 2004 | DMTN112 | 4,00 | 30 000 000 | (8) |
| 19 mai 2009 | 4 mai 2004 | DMTN113 | Accélérateur | 25 000 000 | (12) |
| 13 août 2009 | 13 février 2004 | DMTN99 | 3,21 | 623 221 944 | (124) |
| 1 octobre 2009 | 5 octobre 2004 | DMTN126 | 3 CAB+0,03 | 350 000 000 | |
| 19 novembre 2009 | 26 juillet 2000 | HC-MU | 6,20 | 500 000 000 | |
| 19 novembre 2010 | 1er septembre 2000 | HC-NK | 6,10 | 500 000 000 | |
| 15 mars 2011 | 15 mars 2001 | DMTN3 | Accélérateur | 50 000 000 | (37) |

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

**Au 31 mars 2005**

| Date d'échéance | Date d'émission | Séries | Taux d'intérêt | Encours | Référence |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | % | $ | |
| 2 décembre 2011 | 20 juillet 2001 | DMTN8 | 6,10 | 500 000 000 | |
| 2 décembre 2012 | 12 mai 2003 | DMTN53 | 5,375 | 500 000 000 | |
| 2 juin 2013 | 28 mai 2003 | DMTN69 | 4,75 | 500 000 000 | (127) |
| 8 mars 2014 | 28 janvier 2004 | DMTN93 | 5,00 | 1 000 000 000 | (109) |
| 8 mars 2015 | 24 janvier 2005 | DMTN135 | 4,50 | 500 000 000 | |
| 2 juin 2027 | 22 février 2005 | DMTN140 | 4,85 | 29 000 000 | (92) |
| 8 septembre 2023 | 29 novembre 2004 | HP | 8,10 | 50 000 000 | (59) |
| 2 juin 2027 | 4 février 2000 | HC-KJA | 7,60 | 100 500 000 | (61) |
| 25 août 2028 | 6 avril 1999 | HC-LQA | 6,25 | 78 600 000 | |
| 2 juin 2031 | 24 février 2000 | HC-NF | 6,20 | 500 000 000 | (51) |
| | | | | 9 752 821 944 | |
| **PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS CANADIENS** | | | | | |
| 17 avril 2013 | 3 juin 2003 | EMTN56 | 5,50 | 150 000 000 | |
| 8 juillet 2014 | 8 juillet 2004 | EMTM63 | 3 CAB+0,07 | 500 000 000 | |
| 17 février 2015 | 17 février 2005 | EMTN69 | 4,50 | 200 000 000 | |
| | | | | 850 000 000 | |
| **PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES** | | | | | |
| 8 juillet 2013 | 8 juillet 2003 | EMTN60 | 2,50 | 300 000 000 | |
| TOTAL PAYABLE EN EUROPE EN FRANCS SUISSES | | | | 300 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,02348 $ | | | | 307 045 455 | (35) |
| **PAYABLE EN EUROPE EN DOLLARS AUSTRALIENS** | | | | | |
| 2 septembre 2009 | 2 septembre 2004 | EMTN67 | 5,75 | 150 000 000 | |
| | | | | 150 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 0,92997 $ | | | | 139 495 400 | (112) |

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

**Au 31 mars 2005**

| Date d'échéance | Date d'émission | Séries | Taux d'intérêt | Encours | Référence |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | % | $ | |
| **PAYABLE AU CANADA EN DOLLARS AMÉRICAINS** | | | | | |
| 15 septembre 2006 | 15 septembre 2004 | DMTN120 | 3 TIOL-0,15 | 70 000 000 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | | 70 000 000 | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 1,28900 $ | | | | 90 230 000 | (129) |
| **PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS AMÉRICAINS** | | | | | |
| 15 déc. 2005 | 26 nov. 2002 | GLB-NTB | 2,625 | 268 308 080 | (125) |
| 30 juin 2006 | 10 avril 2003 | GLB-NX | 2,35 | 500 000 000 | |
| 28 mars 2008 | 26 févr. 2003 | GLB-NW | 3,282 | 300 000 000 | (88) |
| 1er oct. 2008 | 19 mars 2001 | GLB-MBb | 5,50 | 250 000 000 | |
| 3 février 2015 | 3 février 2005 | GLB-PE | 4,50 | 500 000 000 | |
| TOTAL PAYABLE SUR LE MARCHÉ MONDIAL EN DOLLARS | | | | 1 818 308 080 | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS | | | | | |
| AU TAUX DE CHANGE DE 1,39992$ | | | | 2 545 500 000 | (93) |
| **TOTAL DES DÉBENTURES ET OBLIGATIONS** | | | | **13 685 092 799** | |
| **BONS DU TRÉSOR** | | | | **953 000 000** | |
| **EFFETS DE COMMERCE AMÉRICAINS (en dollars américains)** | | | | **50 000 000** | |
| ÉQUIVALENT EN DOLLARS CANADIENS AU TAUX DE CHANGE DE 1,23263 $ | | | | 61 631 500 | |
| TOTAL DE LA DETTE CONTRACTÉE POUR LA SFIEO | | | | 16 677 936 299 | |
| Dette directe de la SFIEO | | | | 10 839 963 000 | |
| **DETTE TOTALE DE LA SFIEO** | | | | **27 517 899 299** | |

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

### Au 31 mars 2005

**Références :**

1. Toutes les dettes sont non remboursables, sauf tel qu'indiqué ci-dessous. CAB signifie taux canadien d'acceptation bancaire; 3 CAB correspond à un taux flottant de trois ans; le TIOL est le taux interbancaire offert à Londres.Toutes les dettes en devises étrangères ont été converties en dollars canadiens aux taux des contrats de change, lorsqu'elles étaient couvertes, ou aux taux de change de fin d'exercice, lorsqu'elles n'étaient pas couvertes. Au 31 mars 2005, les taux de change de fin d'exercice des devises étrangères en dollars canadiens sont les suivants : dollar australien 0,9349 $, euro 1,5689 $, dollar de Hong Kong 0,155092 $, yen japonais 0,011283 $, dollar néo-zélandais 0,8617 $, livre sterling 2,2848 $, franc suisse 1,0118 $, et dollar américain 1,2096 $.
2. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 27 octobre 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 27 octobre 2011, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4 % les deux premières années, 4,2 % la troisième année, 4,5 % la quatrième année, 4,9 % la cinquième année, 5,35 % la sixième année, et 5,8 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,14 %.
3. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 29 octobre 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 29 octobre 2014, date d'échéance finale. L'intérêt est payable mensuellement au taux de 4,2 % la première année, 4,25 % la deuxième année, 4,35 % la troisième année, 4,5 % la quatrième année, 4,65 % la cinquième année, 4,85 % la sixième année, 5,25% la septième année, 5,5% la huitième année, 6 % la neuvième année, et 7 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,09 %.
4. Le taux d'intérêt révisé maximal sur cette dette est de 4 %.
5. Les titres vendus au Fonds de placement du Régime de pensions du Canada sont payables 20 ans après leur date d'émission respective. Ils ne sont ni négociables, ni transférables, ni cessibles, mais peuvent être remboursés en totalité ou en partie avant l'échéance au gré du ministre des Finances du Canada, sur préavis de six mois, s'il juge que cela est nécessaire pour répondre aux exigences du Régime de pensions du Canada. En cas de rachat avant l'échéance, les titres de l'Ontario doivent être rachetés selon l'ordre d'émission et le nombre de titres de l'Ontario devant être rachetés doit être proportionnel au nombre total de titres alors détenus au nom du fonds représenté par les titres de l'Ontario.
6. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 25 avril 2005, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente, jusqu'au 25 avril 2008, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,3 % les deux premières années, 4,7 % la troisième année, 5,35 % la quatrième année, et 6,4 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,66 %.
7. Selon les conditions de ces débentures, des montants égaux, consistant en un versement de capital et d'intérêt confondus, doivent être versés chaque année jusqu'à l'échéance.
8. Les obligations sont remboursables en totalité mais non en partie au gré de la province le 19 mai 2006 ou convertibles en totalité ou en partie au gré des porteurs le 26 mai 2006.
9. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,29725 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 6,73 %.
10. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,58850 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux de 3,70 %.
11. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 18 avril 2005, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 18 avril 2008, date d'échéance finale L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,30 % les deux premières années, 4,70 % la troisième année, 5,40 % la quatrième année, et 6,50 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,84 %.
12. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,5 % les deux premières années, et par la suite au taux de 4 % jusqu'à la date d'échéance.
13. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars de Hong Kong en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,17410 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 4,99 %.
14. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir 55 milliards de ces obligations en yens

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

### Au 31 mars 2005

japonais en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,013213 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 8,11 % sur 507 millions de dollars, à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,051 % sur 220 millions de dollars, et à un taux d'intérêt nominal de 1,59 % sur le solde de la dette s'élevant à 169 millions de dollars.

15. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir 57 milliards de ces obligations en yens japonais en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,012766 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 7,49 % sur 729 $ millions de dollars, et à un taux d'intérêt nominal de 1,51 % sur le solde de la dette s'élevant à 169 millions de dollars.

16. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,42 %.

17. Les obligations sont remboursables au gré de la province au pair le 16 novembre 2005. L'intérêt est payable annuellement au taux de 3,72 % la première année, 3,87 % la deuxième année, 4,02 % la troisième année, et 4,17 % la dernière année. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,24400 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un TIOL (pour dollars américains) flottant de trois mois moins 0,24 %.

18. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 20 mai 2005, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 20 mai 2008, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,15 % les deux premières années, 4,35 % la troisième année, 5 % la quatrième année, 5,35 % la cinquième année, et 6 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,47 %.

19. Les obligations sont encaissables en totalité ou en partie au gré des porteurs le 8 février 2007.

20. Les obligations sont rachetables en totalité ou en partie au gré des porteurs le 1er mars 2010.

21. L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs (pour la totalité ou une partie des obligations) avant le 12 janvier 2007 et jusqu'au 12 janvier 2035, date d'échéance finale.

22. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 26 mai 2005, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 26 mai 2011, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,20 % les deux premières années, 4,40 % la troisième année, 4,65 % la quatrième année, 5 % la cinquième année, 5,50 % la sixième année, 6,50 % la septième année, et 7,75 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,21 %.

23. La School Board Trust (fiducie) a été créée en juin 2003 pour refinancer à long terme la dette contractée par 55 conseils scolaires pour leurs projets d'immobilisations avant l'introduction, en 1998, du modèle de financement axé sur les élèves. En juin 2003, la fiducie a émis des débentures à fonds d'amortissement sur 30 ans d'une valeur de 891 millions de dollars. La fiducie a versé 882 millions de dollars provenant du produit de ces débentures aux 55 conseils scolaires qui ont renoncé en échange à leur droit irrévocable de recevoir d'autres paiements de transfert de la province au titre de cette dette. Ces montants seront diminués sur la période de 30 ans par les paiements de transfert versés par le ministère de l'Éducation à la fiducie dans le cadre du programme de subventions de fonctionnement aux conseils scolaires. (Au 31 mars 2005, l'avance de 867 millions de dollars consentie à la fiducie figure à la rubrique Autres éléments d'actif et les 876 millions de dollars de débentures à la rubrique Dette.)

24. Selon les conditions de ces débentures, des montant inégaux, consistant en un versement de capital et d'intérêt confondus, doivent être versés à intervalles irréguliers fixés d'avance. D'ici le 10 janvier 2035, le capital à rembourser sur chaque débenture sera de 230,8 millions de dollars.

25. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 2 juin 2005, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 2 juin 2010, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,05 % les deux premières années, 4,25 % la troisième année, 4,70 % la quatrième année, 5,20 % la cinquième année, 5,70 % la sixième année, et 6,50 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,27 %.

26. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 28 janvier 2007, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 28 janvier 2015, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,1 % les deux premières années, 4,15 % la troisième année, 4,25 % la quatrième année, 4,35

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

### Au 31 mars 2005

% la cinquième année, 4,5 % la sixième année, 4,75 % la septième année, 5 % la huitième année, 5,75 % la neuvième année, et 6,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,39 %.

27. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en euros en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,65967 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux de 5,53 % sur 3 426 millions de dollars, et à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,55 % sur 46 millions de dollars.
28. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,60 %.
29. L'encours représente les obligations arrivées à échéance, mais dont le rachat n'a pas encore été demandé.
30. La province émet chaque année des OÉO à taux fixe pour un terme de trois ans.
31. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 27 juin 2005, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 27 juin 2010, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,50 % les deux premières années, 3,75 % la troisième année, 4 % la quatrième année, 4,625 % la cinquième année, 5,50 % la sixième année, et 6,25 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 2,93 %.
32. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 4 septembre 2005, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 4 septembre 2013, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,35 % les deux premières années, 4,50 % la troisième année, 4,65 % la quatrième année, 4,90 % la cinquième année, 5,50 % la sixième année, 6 % la septième année, 6,75 % la huitième année, 7,50 % la neuvième année, et 8 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,01 %.
33. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 14 octobre 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au14 octobre 2009, date d'échéance finale. L'intérêt est payable annuellement au taux de 4 % les deux premières années, 4,1% la troisième année, 4,4% la quatrième année, et 5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,13 %.
34. Les porteurs inscrits ont exercé leur droit d'échanger les obligations de la série MV pour des obligations de la série MW le 2 décembre 2004. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux canadien d'acceptation bancaire flottant de trois mois moins 0,45 %.
35. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en francs suisses en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,02348 $. De plus, la province a conclu une entente sur taux d'intérêt qui a eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 4,99 %.
36. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 10 septembre 2005, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 10 septembre 2008, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4 % les deux premières années, 4,30 % la troisième année, 4,85 % la quatrième année, et 5,45 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,18 %.
37. Les obligations sont rachetables en totalité ou en partie au gré des porteurs le 15 mars 2005. L'intérêt est payable au taux de 5,50 % pour les quatre premières années, et 6,80 % pour les six dernières années.
38. Les obligations sont rachetables au gré des porteurs le 2 décembre 2014, ou peuvent être échangées au pair contre des obligations de la série DMTN119 le 15 décembre 2014. L'intérêt est payable au taux de 4 % jusqu'au 2 décembre 2014, et 5,35 % par la suite jusqu'à la date d'échéance finale. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux de 5,26 %.
39. L'encours comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, s'élevant à 10 millions de dollars (Série JV).
40. Aucun intérêt n'est payable pendant les cinq premières années, par la suite, l'intérêt est payable mensuellement au taux de 17,25 %.
41. Selon les conditions de ces débentures, des montant inégaux, consistant en un versement de capital et d'intérêt confondus, doivent être versés à intervalles irréguliers fixés d'avance, le dernier versement devant être effectué le 10 janvier 2045. Le montant total du capital et de l'intérêt payable sur le terme des débentures s'élève à 1 325 millions de dollars.

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

### Au 31 mars 2005

42. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 18 juillet 2005 jusqu'au 18 juillet 2008, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,75 % les deux premières années, et 5,15 % par la suite, si l'échéance est prorogée. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,15 %.
43. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,36783 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux de 5,32 % sur 17 130 millions de dollars, à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois plus 0,024 % sur 193 millions de dollars, et à un taux canadien d'acceptation bancaire d'un mois plus 0,046% sur 570 millions de dollars.
44. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 5 août 2005, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 5 août 2010, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4 % les trois premières années, 4,25 % la quatrième année, 5 % la cinquième année, 5,25 % la sixième année, et 7,50 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,20 %.
45. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,02 %.
46. L'intérêt est payable trimestriellement à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois plus 0,85 % pour les deux premières années, et 5,75 % semestriellement par la suite. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,07 %.
47. Le produit de l'émission et le remboursement sont exprimés en yens japonais. L'intérêt est payable annuellement en dollars australiens, sur la base d'un montant nominal de référence de 103,2 millions de dollars australiens au taux de 3,2 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 6,86 %.
48. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 19 janvier 2007, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 19 janvier 2017, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,2 % les deux premières années, 4,5 % les troisième et quatrième années, 4,75 % la cinquième année, 5 % la sixième année, 5,25 % la septième année, 5,5 % la huitième année, 5,75 % la neuvième année, 6 % la dixième année, 6,5 % la onzième année, et 7 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,39 %.
49. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 25 août 2005, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 5 août 2008, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4 % les deux premières années, 4,10 % la troisième année, 4,60 % la quatrième année, et 5,30 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,26 %.
50. Le taux d'intérêt sur cette dette est plafonné à 3,25 % la première année, 3,90 % la deuxième année, et 4,65 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,67 %.
51. Cette émission a été rétrocédée à la SFIEO jusqu'au 2 juin 2010, après quoi elle sera assumée par la province jusqu'à la date d'échéance.
52. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 26 septembre 2005, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 26 septembre 2013, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,25 % les deux premières années, 4,35 % la troisième année, 4,50 % la quatrième année, 4,75 % la cinquième année, 5,25 % la sixième année, 5,75 % la septième année, 6,25 % la huitième année, 7 % la neuvième année, et 8,25 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 2,98 %.
53. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 4,02 %.
54. Le produit de l'émission et le remboursement sont exprimés en yens japonais. L'intérêt est payable en dollars australiens, sur la base d'un montant nominal de référence de 52,5 millions de dollars australiens au taux de 3,10 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,051 %.

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

**Au 31 mars 2005**

55. Le produit de l'émission et le remboursement sont exprimés en yens japonais. L'intérêt est payable en dollars américains, sur la base d'un montant nominal de référence de 120,8 millions de dollars américains au taux de 3,25 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,051 %.

56. L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs le 8 septembre 2013, date d'échéance initiale, jusqu'au 8 mars 2033, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,625 % jusqu'à la date d'échéance initiale, et de 5,85 % si l'échéance est prorogée. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux de 5,08 %.

57. Le produit de l'émission et le remboursement sont exprimés en yens japonais. L'intérêt est payable en dollars australiens, sur la base d'un montant nominal de référence de 121,1 millions de dollars australiens au taux de 4,28 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 7,38 %.

58. Pendant l'exercice 2004-2005, la série DMTN61 a été rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 4 500 millions de dollars.

59. Pendant l'exercice 2004-2005, la série HP a été rouverte deux fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 991 millions de dollars, dont 50 millions de dollars pour la SFIEO.

60. Pendant l'exercice 2004-2005, la province a racheté 5,9 millions de dollars d'obligations de la série DMTN46 pour les annuler.

61. Pendant l'exercice 2004-2005, la série KJ a été rouverte cinq fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 4 835 millions de dollars, dont 101 millions de dollars pour la SFIEO.

62. Les séries émises pendant les exercices 1999 à 2004 sont remboursables au gré du porteur le 21 juin et le 21 décembre, et pendant les 14 jours civils suivant immédiatement ces dates, à l'exception des obligations à taux fixe qui sont remboursables à échéance uniquement. Toutes les OÉO actuellement en circulation sont remboursables au décès du propriétaire véritable.

63. Pendant l'exercice 2004-2005, la série LK a été rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 4 727 millions de dollars.

64. Pendant l'exercice 2004-2005, la série NE a été rouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 774 millions de dollars.

65. En vertu de la *Loi de 1994 sur le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario* et de l'Entente de transfert d'éléments d'actif du 12 décembre 1994, la province est tenue de procéder à une nouvelle répartition des débentures entre la Caisse de retraite des fonctionnaires (CRF) et la Fiducie du Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (Fiducie du SEFPO) en fonction des données exactes disponibles. Le 13 juin 1997, une Entente mise à jour relative à la modification de l'entente de promotion et au transfert d'éléments d'actif a été signée, remplaçant l'entente de 1994 et entraînant la répartition actuelle après remboursement de la dette. Selon les conditions de ces débentures, le capital doit être remboursé en 12 versements mensuels égaux dans l'année précédant la date d'échéance.

66. Série émise en 2000 : L'intérêt est payable au taux de 5,75 % la première année, 6,25 % la deuxième année, 6,50 % la troisième année, 6,75 % la quatrième année, et 7 % la dernière année. Série émise en 2001 : L'intérêt est payable au taux de 4,25 % la première année, 5 % la deuxième année, 5,75 % la troisième année, 6,25 % la quatrième année, et 6,75 % la dernière année. Série émise en 2002 : L'intérêt est payable au taux de 2,50 % la première année, 3,75 % la deuxième année, 4,50 % la troisième année, 5 % la quatrième année, et 5,50 % la dernière année. Série émise en 2003: L'intérêt est payable au taux de 2,75 % la première année, 3,25 % la deuxième année, 3,5 % la troisième année, 4 % la quatrième année, et 4,25 % la dernière année. Série émise en 2004: L'intérêt est payable au taux de 1,7 % la première année, 3 % la deuxième année, 3,5 % la troisième année, 4,5% la quatrième année, et 6 % la dernière année.

67. Le ministre des Finances révisera le taux d'intérêt tous les six mois. Le taux d'intérêt a été fixé à 2,2 % le 21 décembre 2004.

68. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,87 % sur 1 560 millions de dollars.

69. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars néo-zélandais en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,75575 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 5,24 %.

70. Pendant l'exercice 2004-2005,la province a racheté 88,1 millions de dollars d'obligations de la série HS pour les annuler.

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

### Au 31 mars 2005

71. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 1er décembre 2005, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 1er décembre 2009, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4 % les deux premières années, 4,20 % la troisième année, 4,65 % la quatrième année, et 5,65 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,22 %.

72. Pendant l'exercice 2004-2005, la série DMTN16 a été ouverte une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 2 000 millions de dollars. L'encours comprend les obligations détenues par Aide juridique, un organisme gouvernemental, s'élevant à 3,6 millions de dollars.

73. La province a conclu une entente sur taux d'intérêt qui a eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,09 %.

74. La province a conclu une entente sur taux d'intérêt qui a eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 2,91 %.

75. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 26 janvier 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 26 janvier 2009, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,75 % les deux premières années, 3,90 % et 4,05 % la troisième année (deux versements), 4,20 % et 4,45 % la quatrième année (deux versements), et 5,25 % et 6 % la dernière année (deux versements). De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 2,70 %.

76. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 1er octobre 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 1er octobre 2010, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4 % les deux premières années, 4,1 % la troisième année, 4,3 % la quatrième année, 4,9 % la cinquième année, et 5,75 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,12%.

77. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 27 janvier 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 27 janvier 2011, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4 % les deux premières années, 4,20 % la troisième année, 4,40 % la quatrième année, 5 % la cinquième année, 5,20 % la sixième année, et 6 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 2,71 %.

78. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 12 février 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 12 février 2009, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,25 % les deux premières années, 3,40 % et 3,60 % la troisième année (deux versements), 3,80 % et 4,30 % la quatrième année (deux versements), et 5 % et 6 % la dernière année (deux versements). De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 2,49%.

79. Le produit de l'émission et le remboursement du capital sont en yens japonais. L'intérêt est payable annuellement en dollars américains, sur la base d'un montant nominal de référence de 86,3 millions de dollars américains au taux de 3,58 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 6,35 %.

80. Le produit de l'émission et le remboursement du capital sont en yens japonais. L'intérêt est payable semestriellement en dollars américains, sur la base d'un montant nominal de référence de 57,1 millions de dollars américains au taux de 2,6 %. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 5,57 %.

81. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 25 février 2007, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 25 février 2010, date d'échéance finale. L'intérêt est payable annuellement au taux de 3,25 % les deux premières années, 3,6 % la troisième année, 4,25 % la quatrième année, et 5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,42%.

82. Pendant l'exercice 2004-2005, la province a racheté 1,3 million de dollars d'obligations de la série 316 pour les annuités

83. La dette totale contractée aux fins de la province ne comprend pas la dette suivante contractée par des organismes gouvernementaux : 2 140,5 millions de dollars contractés par la Société de logement de l'Ontario, 750 millions de dollars par la Société ontarienne d'aménagement municipal, 404 millions de dollars par la Régie de transports en commun de la région de Toronto (Réseau Go), 1 288 millions de dollars par l'Office ontarien de financement de l'infrastructure

**ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE**

**Au 31 mars 2005**

stratégique, 25,6 millions de dollars par le Musée royal de l'Ontario.

84. Les bons du Trésor comprennent les titres suivants détenus par des organismes gouvernementaux : 191 millions de dollars que détient la Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, 105 millions de dollars que détient la Fondation Trillium de l'Ontario, 132 millions de dollars que détient la Société immobilière de l'Ontario, et 33 millions de dollars que détient la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario.

85. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 7 septembre 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 7 septembre 2011, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,1 % les deux premières années, 4,25 % la troisième année, 4,6 % la quatrième année, 4,85 % la cinquième année, 5 % la sixième année, et 6 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,11 %.

86. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,31 %.

87. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 19 mars 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 19 mars 2011, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,25 % les deux premières années, 3,50 % la troisième année, 3,90 % la quatrième année, 5 % la cinquième année, 5,40 % la sixième année, et 6,35 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 2,31 %.

88. Les obligations sont remboursables en totalité mais non en partie au gré de la province le 7 mars 2005, et tous les six mois par la suite jusqu'au 28 mars 2008, date d'échéance finale.

89. Pendant l'exercice 2004-2005, la série DMTN131 a été renouvelée une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 500 millions de dollars américains.

90. Selon les conditions de ces débentures, un montant d'intérêt ponctuel de 31,1 millions de dollars doit être versé à l'échéance.

91. Les effets de commerces américains ne portent aucun intérêt et ont des termes de 92 jours ou moins.

92. Pendant l'exercice 2004-2005, la série DMTN140 a été renouvelée trois fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 200 millions de dollars, dont 29 millions de dollars pour la MFH3.

93. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,39992 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 4,96 % sur 2 175 millions de dollars, et à un TIOL (pour dollars américains) flottant de trois mois moins 0,1 % sur 374 millions de dollars.

94. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 24 mars 2006 jusqu'au 24 mars 2011, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3 % les deux premières années, et 5,05 % si l'échéance est prorogée. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 2,40 %.

95. Les obligations ont été prorogées au gré des porteurs le 20 novembre 2002, date d'échéance initiale, et sont prorogeables tous les ans à chaque nouvelle date d'échéance subséquente jusqu'au 20 février 2007, date d'échéance finale. L'intérêt est payable trimestriellement à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,05 % la première année, à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,01 % la deuxième année, à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois plus 0,03 % la troisième année, à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois plus 0,05 % la quatrième année, et à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois plus 0,07 % pour la même raison.

96. Les débentures émises à l'ordre de la Société de logement de l'Ontario (SOL) ne sont ni négociables, ni transférables, ni vendibles, mais peuvent être remboursées en totalité ou en partie au gré de la Société de logement de l'Ontario, sur préavis écrit de six mois.

97. L'encours comprend les obligations délaissées par des organismes gouvernementaux : 4,6 millions de dollars pour Aide juridique et 9 millions de dollars pour Agricorp.

98. Cette série est composée d'obligations à coupon zéro, à paiement variable, ayant un rendement de 8,54 %.

99. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 27 octobre 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 27 octobre 2010, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,45 % les deux premières années, 4,55 % la troisième année, 4,65 % la quatrième année, 4,75% la cinquième année, 4,85% la sixième année, 5 % la septième année, 5,25 % la huitième année, 6 % la neuvième

ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

Au 31 mars 2005

année, et 7 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,14 %.

100. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province 7 juillet 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 7 juillet 2009, date d'échéance finale. L'intérêt est payable annuellement au taux de 4,2 % les deux premières années, 4,55 % la troisième année, 5 % la quatrième année, et 5,5 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,18 %.

101. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 26 mars 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 26 mars 2014, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4 % les deux premières années, 4,10 % la troisième année, 4,15 % la quatrième année, 4,30 % la cinquième année, 4,50 % la sixième année, 4,75 % la septième année, 5 % la huitième année, 5,25 % la neuvième année, et 5,75 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 2,35 %.

102. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 2 juillet 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 2 juillet 2010, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,35 % les deux premières années, 4,6 % la troisième année, 5 % la quatrième année, 5,25% la cinquième année, et 5,75 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,18 %.

103. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,71 %.

104. La province a conclu une entente sur taux d'intérêt qui a eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,29 %.

105. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 4,65 % sur 425 millions de dollars.

106. La province a conclu une entente sur taux d'intérêt qui a eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,37 %.

107. Pendant l'exercice 2004-2005, la série DMTN85 a été ouverte deux fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 2 596 millions de dollars, dont 736 millions de dollars pour la SFIEO.

108. L'intérêt est plafonné à 5 %.

109. Pendant l'exercice 2004-2005, la série DMTN93 a été ouverte quatre fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 3 500 millions de dollars, dont 1 000 millions de dollars pour la SFIEO. L'encours comprend les obligations détenues par l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique s'élevant à 250 millions de dollars.

110. Les obligations ont été prorogées au gré des porteurs le 5 décembre 2002, date d'échéance initiale, et sont prorogeable tous les ans à chaque nouvelle date d'échéance subséquente jusqu'au 5 décembre 2008, date d'échéance finale. L'intérêt est payable trimestriellement à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,05 % la première année, à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,01 % la deuxième année, à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois plus 0,03 % la troisième année, à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois plus 0,05 % la quatrième année, à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois plus 0,07 % la cinquième année, et à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois plus 0,08 % les deux dernières années.

111. L'encours comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, s'élevant à 11 millions de dollars (aître NR).

112. La province a conclu un contrat de change qui a eu pour effet de convertir ces obligations en dollars australiens en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,92997 $. De plus, la province a conclu une entente sur taux d'intérêt qui a eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 4,36 %.

113. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,29 %.

114. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en livres sterling en obligations en dollars canadiens au taux de change de 2,43525 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 4,27 %.

115. Les obligations sont remboursables au gré des porteurs le 8 mars 2012 ou peuvent être échangées le 21 mars 2012 contre des obligations de la série DMTN81 qui arrivent à échéance le 8 mars 2033. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 5,25 % jusqu'au 8 mars 2012, et 5,85 % jusqu'au 8 mars 2033. De plus, la province a conclu des ententes sur

**ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE**

**Au 31 mars 2005**

taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux de 5,72 %.

116. Les obligations sont remboursables au gré de la province le 1er juin 2005. L'intérêt est payable trimestriellement à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois plus 0,59 % les trois premières années, et semestriellement au taux de 5,70 % si elles ne sont pas rachetées. Si les obligations ne sont pas rachetées, le porteur a le droit d'échanger cette série contre la série LZ. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,03 %.

117. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en dollars australiens en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,80982 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 5,26 %.

118. Le cours en monnaie légale s'élève à 3 milliards de francs français. Le franc français a été converti en euros au taux de 6,55957 francs français conformément au règlement du conseil (UE) n° 2866/98. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 5,35 %.

119. Les obligations sont remboursables au gré de la province le 12 septembre 2005. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,17 %.

120. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 20 septembre 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 20 septembre 2011, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4,15% les deux premières années, 4,25 % la troisième année, 4,4 % la quatrième année, 4,6 % la cinquième année, 4,90 % la sixième année, et 6 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,12 %.

121. L'encours en monnaie légale s'élève à 3 milliards de francs français. Le franc français a été converti en euros au taux de 6,55957 francs français conformément au règlement du conseil (UE) n° 2866/98. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 6,61 %.

122. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en yens japonais en obligations en dollars canadiens au taux de change de 0,012099 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 6,48 % sur 121 millions de dollars, et à un taux d'intérêt nominal de 1,88 % sur le solde de la dette s'élevant à 451 millions de dollars.

123. Il s'agit d'obligations à coupon zéro dont le capital et l'intérêt doivent être remboursés à l'échéance. Le montant total du capital et de l'intérêt payable sur le terme de ces obligations s'élève à 225,7 millions de dollars.

124. Le capital et l'intérêt sont remboursables sous forme de versement semestriel de 89,9 millions de dollars à compter du 13 août 2004. Le total de la dette contractée s'élève à 747,9 millions de dollars, dont 623,2 millions de dollars pour la SFIEO. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 3,17 % sur 623,2 millions de dollars pour la SFIEO et à un taux de 2,95 % sur les 124,6 millions de dollars restants.

125. Le montant de l'émission est de 750 millions de dollars américains, dont 268,3 millions de dollars américains pour la SFIO.

126. La dette contractée aux fins d'investissement comprend les billets à payer à la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario à la suite d'un échange de créances contre actifs entre la province et les deux filiales lui appartenant à part entière, Ontario Power Generation Inc. et Hydro One Inc. La dette est payable en trois versements égaux arrivant à échéance les 31 mars 2039, 2040 et 2041, et porte intérêt au taux de 5,85 % payable mensuellement.

127. Pendant l'exercice 2004-2005, la série DMTN69 a été renouvelée une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 1 550 millions de dollars, dont 500 millions de dollars pour la SFIEO.

128. L'échéance des obligations est prorogeable au gré des porteurs le 8 mars 2009 jusqu'au 8 mars 2033, date d'échéance finale. De plus, les porteurs peuvent échanger les obligations de cette série contre celle de la série DMTN63 le 18 mars 2009. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,0 % jusqu'au 8 mars 2009, et de 5,85 % par la suite, si l'échéance est prorogée.

129. La province a conclu un contrat de change qui a eu pour effet de convertir ces obligations en dollars américains en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,299 $. De plus, la province a conclu une entente sur taux d'intérêt qui a eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 3,30 %.

130. L'encours comprend les obligations détenues par Agricorp, un organisme gouvernemental, s'élevant à 15 millions de dollars. Pendant l'exercice 2004-2005, la série LI a été renouvelée une fois, ce qui a porté le montant total de l'émission à 1 660 millions de dollars. La province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les

## ENCOURS DE LA DETTE CONTRACTÉE - SUITE

### Au 31 mars 2005

engagements d'intérêt sur cette dette à un taux canadien d'acceptation bancaire de trois mois moins 0,125 % sur 100 millions de dollars.

131. La province a conclu des contrats de change qui ont eu pour effet de convertir ces obligations en francs suisses en obligations en dollars canadiens au taux de change de 1,02143 $. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt à un taux fixe de 4,26 %.

132. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 3 mai 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 3 mai 2010, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 3,5 % les deux premières années, 3,75 % la troisième année, 4,25 % la quatrième année, 5,5 % la cinquième année, et 6,75 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 2,71 %.

133. L'échéance des obligations est prorogeable au gré de la province le 5 mai 2006, date d'échéance initiale, et à chaque date d'échéance prorogée subséquente jusqu'au 5 mai 2011, date d'échéance finale. L'intérêt est payable semestriellement au taux de 4 % les deux premières années, 4,15 % la troisième année, 4,25 % la quatrième année, 4,75 % la cinquième année, 5 % la sixième année, et 6 % la dernière année. De plus, la province a conclu des ententes sur taux d'intérêt qui ont eu pour effet de convertir les engagements d'intérêt sur cette dette à un taux fixe de 2,66 %.

134. Les obligations ont été émises à un coût excédant leur valeur nominale de 47,5 millions de dollars.

135. L'encours comprend les obligations détenues par l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique s'élevant à 25 millions de dollars.

## OPÉRATIONS DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DE L'INDUSTRIE DE L'ÉLECTRICITÉ DE L'ONTARIO (SFIEO)

**Pour l'exercice terminé le 31 mars 2005**

| | 2005<br>$ | 2004<br>$ |
|---|---|---|
| Emprunts remboursés à partir : | | |
| de titres émis sur les marchés publics | | |
| à long terme | (3 376 778 056) | (350 000 000) |
| à court terme (net) | (32 704 750) | (1 668 537 350) |
| Produit d'emprunts provenant : | | |
| de titres émis sur les marchés publics | | |
| à long terme | 3 695 994 900 | 5 552 275 955 |
| Augmentation (diminution) nette des débentures et billets aux fins de la SFIEO | 286 512 094 | 3 533 738 605 |
| Intérêt sur titres provenant : | | |
| de titres émis sur les marchés publics | | |
| à long terme | 557 747 876 | 507 886 934 |
| à court terme | 41 683 237 | 48 203 096 |
| du Régime de pensions du Canada | 186 368 802 | 186 368 802 |
| | 785 799 915 | 742 458 832 |
| Recouvrements de la SFIEO | | |
| Remboursements d'emprunt à partir : | | |
| de titres émis sur les marchés publics | | |
| à long terme | 3 376 778 056 | 350 000 000 |
| à court terme (net) | 32 704 750 | 1 668 537 350 |
| Produit d'emprunts provenant : | | |
| de titres émis sur les marchés publics | | |
| à long terme | (3 695 994 900) | (5 552 275 955) |
| Avances nettes | (286 512 094) | (3 533 738 605) |
| Intérêts sur avances provenant : | | |
| de titres émis sur les marchés publics | | |
| à long terme | (557 747 876) | (507 886 934) |
| à court terme | (41 683 237) | (48 203 096) |
| du Régime de pensions du Canada | (186 368 802) | (186 368 802) |
| | (785 799 915) | (742 458 832) |

# section 4

# Autres annexes supplémentaires

## PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2005**

| | Solde au 1er avril 2004 | Prêts[1] | Remboursements[2] | Solde au 31 mars 2005 |
|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | $ |
| **Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation :** | | | | |
| Déb. pour drainage au moyen de tuyaux | 29 817 946 | 3 903 500 | 6 945 600 | 26 775 846 |
| Débentures pour drainage au moyen de tuyaux - territoires non érigés en municipalités | 92 649 | 32 100 | 21 519 | 103 230 |
| **Ministère de la Culture :** | | | | |
| Science Nord - Cinéma Imax | 75 837 | - | - | 75 837 |
| **Ministère de Développement économique et du Commerce :** | | | | |
| Palladium Finance Corporation III | 19 321 096 | - | - | 19 321 096 |
| Moins : Provision pour créances douteuses | (19 321 096) | - | - | (19 321 096) |
| Solde - Palladium Finance Corporation | - | | | - |
| Constitution en pers. morale - Bombardier | 39 200 000 | - | 4 900 000 | 34 300 000 |
| **Ministère des Finances :** | | | | |
| Prêts de l'Office ontarien de financement : | | | | |
| Société des loteries et des jeux de l'Ont.* | - | 794 000 000 | 108 510 084 | 685 489 916 |
| Commission de transport Ontario Northland* | 26 984 847 | 3 800 000 | 2 210 602 | 28 574 245 |
| Commission de transport Ontario Northland - marge de crédit | 24 000 000 | 3 000 000 | 20 277 000 | 6 723 000 |
| Corporation de la ville de Windsor | 24 220 563 | - | 827 834 | 23 392 729 |
| Office de l'électricité de l'Ontario* | - | 6 774 540 | - | 6 774 540 |
| Centre Centennial des sciences et de la technologie* | 500 000 | - | 250 000 | 250 000 |
| Toronto District School Board | 55 200 000 | - | 55 200 000 | - |
| Total des prêts - Office ont. de financement | 130 905 410 | 807 574 540 | 187 275 520 | 751 204 430 |
| Ontario Power Generation* | 5 126 000 000 | - | - | 5 126 000 000 |
| Hydro One Inc.* | 3 637 000 000 | - | - | 3 637 000 000 |
| Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique (OSIFA)* | 1 000 000 000 | - | - | 1 000 000 000 |
| Fiducie pour les prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario | 756 266 712 | 342 135 961 | 155 200 000 | 943 202 693 |
| Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario - prêt à court terme | 2 500 000 | 131 738 400 | 2 500 000 | 131 738 400 |
| Société ind. d'empl. du réseau d'électricité* | 150 000 000 | - | 50 000 000 | 100 000 000 |
| Effet à recevoir de Teranet | 20 000 000 | - | - | 20 000 000 |

## PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2005**

| | Solde au 1er avril 2004 | Prêts[1] | Remboursements[2] | Solde au 31 mars 2005 |
|---|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ | $ |
| **Ministère des Finances (suite) :** | | | | |
| Fonds de garantie des prestations de retraite (FGPR)* | 330 000 000 | - | 11 000 000 | 319 000 000 |
| Moins : Escompte non amorti | (161 610 600) | 5 387 020 | - | (156 223 580) |
| Solde du Fonds de garantie des prestations de retraite | 168 389 400 | 5 387 020 | 11 000 000 | 162 776 420 |
| Hypothèques de la Société foncière de l'Ont. | 356 943 | - | - | 356 943 |
| Fins municipales | 22 000 | | 6 000 | 16 000 |
| **Secrétariat du Conseil de gestion :** | | | | |
| Actif net de la Société foncière de l'Ontario | 5 369 578 | - | - | 5 369 578 |
| **Ministère des Affaires municipales et du Logement :** | | | | |
| Prêt à la Ville de Toronto | 175 251 784 | - | 5 080 659 | 170 171 125 |
| Moins : Escompte non amorti | (22 877 965) | 2 287 796 | - | (20 590 169) |
| Solde du prêt à la Ville de Toronto | 152 373 819 | 2 287 796 | 5 080 659 | 149 580 956 |
| Société d'aménagement de North Pickering | 7 818 885 | 2 157 306 | 9 976 191 | - |
| Intérêts courus à payer | 2 132 454 | 229 647 | 2 362 101 | - |
| Société d'aménagement de North Pickering | 9 951 339 | 2 386 953 | 12 338 292 | - |
| *Loi sur l'aide aux propriétaires riverains* | 638 090 | 21 100 | 210 590 | 448 600 |
| Crédits d'impôt pour les municipalités et les écoles | 460 548 | - | 45 074 | 415 474 |
| **Ministère du Développement du Nord et des Mines :** | | | | |
| Commission du transport Ontario Northland | 35 207 935 | - | - | 35 207 935 |
| **Ministère de la Formation, des Collèges et des Universités :** | | | | |
| Collège Sheridan | 5 700 000 | - | 2 000 000 | 3 700 000 |
| Prêts pour l'acquisition d'outils de travail | 9 762 960 | 2 207 000 | 556 186 | 11 353 774 |
| Moins : Provision pour créances douteuses | (149 000) | - | 148 000 | (296 000) |
| Solde, prêts acquisition d'outils de travail | 9 554 960 | 2 207 000 | 704 186 | 11 057 774 |

1. Comprend les montants d'amortissement.
2. Les remboursements comprennent les provisions pour créances douteuses et les libérations de prêts.
Les prêts et investissements au montant de la consolidation ne sont pas inclus ci-dessus.
* Les états financiers de ces sociétés, compris et consolidés au besoin dans le volume 2 des Comptes publics de l'Ontario.

## PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

### Pour l'exercice clos le 31 mars 2005

En vertu de la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux*, le ministre des Finances est autorisé à acheter, à acquérir et à détenir des débentures émises par les municipalités pour financer la construction d'ouvrages privés de drainage au moyen de tuyaux. Ces débentures sont remboursables dans les dix ans suivant leur date d'émission.

Les prêts au titre du drainage au moyen de tuyaux sont consentis directement aux particuliers habitant des territoires non érigés en municipalité. Ils sont régis par la *Loi sur le drainage au moyen de tuyaux* et sont garantis par des privilèges grevant les biens immobiliers.

Le ministère a octroyé une subvention remboursable de 500 000 $ à Science Nord pour financer la conception, la construction et l'installation d'un cinéma Imax. Les remboursements ont commencé au cours de l'exercice 1996-1997 et représentent 50 % des recettes annuelles nettes.

Au cours de l'exercice, Palladium Finance Corporation III a manqué aux modalités des actions privilégiées de renflouement établies par Revenu Canada, et l'institution financière a exercé son droit de mettre fin au régime en août 2002. L'Ontario a repris sa position initiale à titre de prêteur à Palladium Corporation. Une provision pour créances douteuses a été imputée relativement à la valeur nominale totale du prêt. Au cours d'une période de dix ans commençant en 2005, environ un dixième de la valeur nominale du prêt sera radié en contrepartie de la provision pour créances douteuses.

En 1997-1998, dans le cadre du démantèlement de la Société ontarienne de l'aérospatiale, cette dernière a transféré un billet à ordre de 49 millions de dollars de Bombardier Inc. à la province. On prévoit que ce billet sera remboursé en entier d'ici 2011-2012.

Pour le compte de la province et de divers organismes de la Couronne de l'Ontario et autres organismes publics, l'Office ontarien de financement (OOF) coordonne les activités d'emprunt et de gestion des risques financiers, offre des services de gestion des investissements à court terme, donne des conseils sur le financement de projets, et fournit des services centralisés de gestion des finances et de la trésorerie. Agissant à titre d'intermédiaire pour la province, l'OOF verse des fonds à plusieurs organismes publics. On s'attend à ce que les revenus de tierces parties servent au remboursement de ces fonds. Les sommes nécessaires à l'octroi de ces prêts sont empruntées auprès de la province. L'OOF continue à gérer les activités postérieures à la vente de l'ancienne Caisse d'épargne de l'Ontario. Elle s'occupe notamment des exigences juridiques et de la liaison avec les anciens clients de la Caisse pour s'assurer qu'on répond adéquatement à leurs besoins.

La Société des loteries et des jeux de l'Ontario (SLJO) est un organisme de la Couronne de la province créé en vertu de la *Loi de 1999 sur la Société des loteries et des jeux de l'Ontario*. Les membres du conseil d'administration de la Société sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Le prêt de 794 millions de dollars à la SLJO (encours au 31 mars 2005 : 685 489 916 $) a été accordé le 30 juin 2004 pour l'achat du complexe du casino de Niagara Falls. Ce prêt de cinq ans, au taux de 4,3021 %, vient à échéance en juin 2009.

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) est un organisme de la Couronne de la province créé en vertu de la *Loi sur la Commission de transport Ontario Northland*. Les membres de la Commission sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Les débentures de la CTON au 31 mars 2005, encours de 24,9 millions de dollars, ont été émises en trois étapes : 3,9 millions de dollars au taux de 5,84 %, venant à échéance en avril 2006; 12,7 millions de dollars au taux de 6,37 % venant à échéance en août 2014; et 19 millions de dollars au taux de 5,6 % venant à échéance en décembre 2014. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2005, la CTON a reçu des prêts à court terme totalisant 3,8 millions de dollars, à des taux variant de 3,0 % à 3,21 %. Ces prêts ont été consolidés le 1er janvier 2005 en une débenture de 15 ans au taux de 5,22 %, venant à échéance en janvier 2020.

En outre, le 31 mars 2004, le ministre des Finances a demandé à l'OOF de prendre en charge les marges de crédit accordées par la province à la CTON d'un montant maximal de 27 millions de dollars, qui expiraient le 31 mars 2005. Le montant total de 27 millions de dollars de ces marges de crédit avait été retiré en date du 31 mars 2005. Toutefois, par voie d'un décret daté du 31 mars 2005, la CTON a été libérée de son obligation de rembourser 20,3 millions de dollars en vertu des facilités de crédit existantes et on a approuvé la prolongation des marges de crédit de fonctionnement de la CTON jusqu'en mars 2009 pour un montant maximal de 13 millions de dollars. Au 31 mars 2005, le montant retiré des marges de crédit prolongées était de 6 723 000 $.

## PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

### Pour l'exercice clos le 31 mars 2005

La corporation de la ville de Windsorest une municipalité au sens de la *Loi sur les municipalités*. Des fonds ont été accordés pour l'achat, la conception et la construction du Complexe judiciaire de Windsor, qui comprend le palais de justice de la Division provinciale et le quartier général de la police municipale. Cette débenture de 20 ans, au taux de 6,41 %, vient à échéance en mars 2021.

L'Office de l'électricité de l'Ontario (OEO), créé en décembre 2004, n'est pas un organisme de la Couronne, mais une société sans but lucratif. On a accordé à l'OEOdes prêts à court terme totalisant 76,6 millions de dollars à des taux variant de 2,63 % à 2,6 %. Sur ce montant, 69,8 millions ô dollars ont été remboursés avant la fin de l'exercice.

Le Centre Centennial des sciences et te la technologie est un organisme de la Couronne de la province créé en vertu de la *Loi sur le Cent e Centennial des sciences etde la technologie*. Les membres de son conseil d'administration sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Aux termes de l'entente de prêt, le taux d'intérêt sur le principal impayé (qui ne doit pas dépasser 1,0 million de dollars) estl'autau taux d'intérêt débiteur de l'OOF, qui est établi et payable tous les mois. Au 31 mars 2005, le taux d'intérêt était de 2,75 %. L'emprunteur a convenu de rembourser le quart du montant total en capital à la fin de chaque exercice, le dernier remboursement du principal devant avoir lieu le 31 mars 2006.

Le Toronto District School Board a été constitué en personne morale en vertu de la *Loi sur l'éducation* et existe en vertu des lois de l'Ontario. Les conseillers des écoles publiques sont nommés pour représenter les personnes qui appuient les écoles publiques dans la ville de Toronto. La débenture de 10 ans, d'un montant de 55,2 millions de dollars, a été émise le 31 mars 2004 à un taux de 3,999 %. Les paiements d'intérêt et de principal commencent en mars 2008. En vertu du décret daté du 18 août 2005, le TDSB a été libéré de son obligation de rembourser 55,2 millions de dollars.

Le 1er avril 1999, les cinq sociétés mères et leurs filiales ont été constituées, en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*, pour succéder à l'ancienne société Ontario Hydro : la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario, l'Ontario Power Generationlnc., Hydro One Inc. (anciennement la société Ontario Hydro Services Company), la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité et l'Office de la sécurité des installations électriques.

L'Ontario Power Generation Inc. (OPG) et Hydro One Inc. (HOI) ont procédé, avec la province de l'Ontario, à un échange de créances contre actifs pour que la structurede leur capital leur permette de livrer concurrence aux autres entrevenants de l'industrie. La province s'est chargée de la dette de 9 85 millions de dollars des deux sociétés contractée à l'endroit de la SFEO en échange d'un droit sur l'actif de l'OPG (5 129 millions de dollars) et de HOI (3 759 millions de dollars). De plus, la SFEO était redevable à HOI pour un remboursement du fonds de roulement d'une valeur de 122 millions de dollars relativement au transfert initial des actifs à HOI le 1er avril 1999. En guise de règlement, HOI a diminué le compte de capital de ses actionnaires. En pratique, la province a acquitté la dette au nom de la SFEO, cqui s'est traduit par une baisse des capitaux propres dans HOI, qui sont passés à 3 637 millions de dollars.

Le 19 mai 2004, l'Office ontarien de financement de l'infrastructure économique des municipalités (OOFIEM) est devenu l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique (OSIFA). L'OSIFA est un organisme de la Couronne créé en vertu de la Loi de 2002 sur l'Office ontarien de financement de l'infrastructure stratégique. Tous les actifs et les passifs de l'OOFIEM demeurent des actifs et des passifs de l'OSIFA, y compris les engagements pris dans le cadre du programme de prêts municipaux à des conditions de faveur 2003-2004 (programme de l'OOFIEM) et les Obligations de financement de projets de l'Ontario, série 2003-1. L'OSIFA a mis sur pied un programme de renouvellement de l'infrastructure (programme de l'OSIFA) qui fonctionne selon le principe du recouvrement des coûts.

Le Fonds pour les prêts aux étudiants étudiants de l'Ontario a été créé en août 2001 pour accorder des fonds aux étudiants par l'intermédiaire des établissements d'enseignement approuvés de la province. Ces fonds sont empruntés à la province et accordés aux étudiants approuvés ayant présenté sa demande à la Direction des soutiens aux étudiantes et étudiants du ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

La Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) est l'entité qui assure la continuité de l'ancienne société Ontario Hydro sur le plan légal. La SFIEO est un organisme de la province de l'Ontario et est responsable des services et du remboursement de la dette de l'ancienne société Ontario Hydro ainsi que de la gestion de certaines autres obligations de cette

## PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2005**

dernière. La province a emprunté, au nom de la SFIEO, 1 978 212 000 $ du Régime de pensions du Canada et a émis des obligations, des bons du Trésor et des effets de commerce américains sur le marché public d'une valeur de 14 699 724 299 $CAN. Les montants obtenus grâce à ces emprunts ont été versés à la SFIEO en échange d'obligations selon les mêmes modalités. De plus, la province a accordé à la SFIEO un prêt au jour le jour de 131 738 400 $ au 31 mars 2005.

Le 1er avril 1999, la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (anciennement la Société indépendante de gestion du marché de l'électricité) a été créée en vertu de la *Loi de 1998 sur la concurrence dans le secteur de l'énergie*. Il s'agit d'une des cinq sociétés formées à partir de l'ancienne société Ontario Hydro. Elle a pour but de veiller à l'équité, à la fiabilité et à la sécurité du nouveau marché de l'électricité.

La province a terminé la vente de la part de 50 % qu'elle détenait dans Teranet en 2003-2004. Dans le cadre de cette transaction, elle a convenu de suspendre le versement de redevances par Teranet pour une période de 13,67 années en échange d'un paiement forfaitaire de 205 millions de dollars. Par conséquent, une partie du produit de la vente (205 millions de dollars) a été reportée et imputée aux revenus pendant la période de suspension des redevances de 13,67 années.

Conformément au paragraphe 82 (4) de la *Loi sur les régimes de retraite*, le ministre des Finances est autorisé à consentir des prêts sans intérêt au Fonds de garantie des prestations de retraite s'il arrive que le montant que le Fonds de garantie possède à son crédit est insuffisant pour payer des réclamations, notamment celles qui découlent du régime non contributif touchant les employés de l'unité de négociation des travailleurs horaires d'Algoma Steel Inc. et du régime de retraite des salariés d'Algoma Steel Inc. au Canada. En 2003-2004, la province a consenti un prêt de 330 millions de dollars au Fonds de garantie, remboursable en trente paiements annuels égaux de 11 millions de dollars à compter du 1er décembre 2004. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

Les hypothèques sont celles qu'assume la province depuis la dissolution de la Société foncière de l'Ontario, le 31 mars 1987.

La Société d'hypothèques de l'Ontario a assumé les hypothèques de la Société foncière de l'Ontario lors de sa dissolution, le 31 mars 1987.

Le ministère des Affaires municipales et du Logement a accordé un financement transitoire à la nouvelle Ville de Toronto sous forme de prêt sans intérêt remboursable au cours des dix prochaines années. L'escompte non amorti représente la valeur de la concession d'intérêt s'appliquant au prêt.

La province a accordé à la Société d'aménagement de North Pickering une avance portant intérêt de 1 761 198 $ pour lui permettre de couvrir ses frais d'exploitation. L'encours totalise maintenant 9 952 408 $, y compris des intérêts courus de 2 132 453 $ et des avances de 1 129 350 $ en 2003-2004. Les avances et les intérêts seront remboursés à partir du produit de la vente éventuelle de biens-fonds.

La *Loi sur l'aide aux propriétaires ruraux* est destinée à venir en aide aux personnes désireuses de remettre en état ou de protéger leurs biens immeubles situés sur les rives de cours d'eau, ou adjacents à ceux-ci.

En vertu des dispositions de la *Loi sur les subventions tenant lieu d'impôt aux municipalités et aux sociétés*, des prêts ont été accordés aux municipalités par la province sous forme de remboursements et de crédits d'impôt.

La Commission de transport Ontario Northland (CTON) exploite un réseau ferroviaire et assure les communications avec les régions du Nord de la province, notamment au moyen de services de transport par autocar et bateau. La Commission a reçu de la province une avance totale de 39 207 459 $ exempte d'intérêts. La province a versé des subsides s'élevant à 31 791 500 $ pour l'exercice 2004-2005 (27 570 100 $ en 2003-2004). Après versement des subsides, la Commission a enregistré une perte nette de 61 892 000 $ pour l'année civile 2004 (perte nette de 7 010 000 $ en 2003).

Le prêt consenti au Collège Sheridan est pour la construction d'une installation à la fine pointe de la technologie appelée Sheridan Centre for Automotive and Emerging Technologies (SCAET), qui a ouvert ses portes en septembre 2004. Cette installation a pour but de répondre aux nombreux besoins des industries canadiennes du spectacle et des communications et de

## PRÊTS ET INVESTISSEMENTS

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2005**

favoriser le développement économique des secteurs cinématographique, numérique et multimédia ainsi que des secteurs connexes de l'Ontario. Le remboursement du prêt a commencé en janvier 2001.

Le Programme ontarien de prêts pour l'acquisition d'outils de travail est entré en vigueur en septembre 1998 dans le but d'accorder des prêts pouvant atteindre 8000 $ aux nouveaux apprentis qui résident en Ontario, afin de les aider à acheter les outils dont ils ont besoin pour leur programme d'apprentissage. Le remboursement du prêt doit commencer un an après la fin de leurs études.

## FONDS ET AUTRE PASSIF

### Pour l'exercice clos le 31 mars 2005

Le ministre des Finances est le détenteur de ces comptes. Toutes les sommes reçues accroissent les passifs de la province. Tous les paiements faits à partir de ces comptes réduisent les passifs de la province.

| | Solde au 1er avril 2004 | Transactions nettes | Solde au 31 mars 2005 |
|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ |
| **Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation :** | | | |
| Programme d'assurance du revenu du marché | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| **Ministère du Procureur général :** | | | |
| Fonds d'aide aux victimes | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Produits de la criminalité | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| **Ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels :** | | | |
| Produits de la criminalité | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Fonds de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| **Ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises :** | | | |
| Orpalo — jeux et alcools | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Caisse d'assurance des valeurs mobilières | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| **Ministère de l'Environnement :** | | | |
| Fonds en fiducie d'[illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Fonds en fiducie des lieux d'élimination des déchets | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Caisse de garantie des propriétaires de parcs d'élimination des déchets | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| **Ministère des Finances :** | | | |
| Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Intérêt non réclamé sur les obligations [illegible] | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Réserve pour chèques en circulation | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| **Ministère de la Santé et Soins de longue durée :** | | | |
| Réserve pour chèques en circulation | [illegible] | [illegible] | [illegible] |
| Fonds de recherche Terry Fox | [illegible] | [illegible] | — |

## FONDS ET AUTRE PASSIF

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2005**

| | Solde au 1er avril 2004 | Transactions nettes | Solde au 31 mars 2005 |
|---|---|---|---|
| | $ | $ | $ |
| **Secrétariat du Conseil de gestion :** | | | |
| Pensions et prestations supplémentaires : | | | |
| Caisse de retraite des juges provinciaux | 383 898 724 | 31 927 954 | 415 826 678 |
| Au-delà des prestations suppl. max. - RRF | 57 396 262 | 10 929 459 | 68 325 721 |
| Compte des prestations supplémentaires des sous-ministres - Dépôts | 42 814 870 | (1 434 551) | 41 380 319 |
| Au-delà des prestations suppl. max. - SEFPO | 1 208 298 | 415 452 | 1 623 750 |
| Fonds de rendement du projet Réseau intégré | 3 179 724 | 30 347 | 3 210 071 |
| **Ministère des Richesses naturelles :** | | | |
| Pêche et faune | 7 041 404 | 11 835 968 | 18 877 372 |
| Parcs de l'Ontario - *Loi sur les parcs provinciaux* | 11 262 281 | (1 769 357) | 9 492 924 |
| Fonds de reboisement | 9 804 917 | (1 959 470) | 7 845 447 |
| **Ministère du Développement du Nord et des Mines :** | | | |
| Fonds de réhabilitation des mines | 13 403 884 | 1 982 103 | 15 385 987 |
| **Ministère des Transports :** | | | |
| Prestation des services - Examen des conducteurs | 1 287 619 | 2 119 988 | 3 407 607 |
| Régies des routes locales | 2 564 617 | (589 950) | 1 974 667 |
| Passif - programme international d'immatriculation | 13 110 969 | (13 110 969) | - |
| **Divers ministères - Autres dépôts :** | 6 125 904 | 4 739 513 | 10 865 417 |

## FONDS ET AUTRE PASSIF

### Pour l'exercice clos le 31 mars 2005

Le Programme d'assurance du revenu de marché a été instauré en 1991 pour réduire le risque de perte de revenu en raison de prix de marché trop bas. Les gouvernements du Canada et de l'Ontario versent des contributions dans ce compte. Le fonds comprend également les contributions des années précédentes des personnes inscrites au programme. L'intérêt est inscrit au crédit de ce fonds à chaque trimestre.

Grâce au Fonds d'aide aux victimes, on pourra veiller à ce que les fonds provenant des amendes supplémentaires fédérales et provinciales servent à aider les victimes. On pourra ainsi garder un compte séparé de ces fonds et reporter les fonds non utilisés à l'exercice suivant.

Le ministère de la Sécurité communautaire et des Services correctionnels et le ministère du Procureur général gèrent tous deux un compte spécial qui a été créé pour détenir des sommes d'argent relatives aux produits de la criminalité qui sont recueillies par la Couronne ou en son nom. La province de l'Ontario a conclu un protocole d'entente avec le gouvernement fédéral selon lequel la province s'engage à utiliser les produits de la criminalité pour financer des programmes d'application de la loi et de prévention du crime et pour administrer les frais de justice pénale liés aux causes relatives aux produits de la criminalité. Les ministères effectuent des paiements sur ces comptes selon les modalités établies, et des intérêts sont crédités à ces comptes tous les trois mois.

Dans le budget de mai 1997, le gouvernement avait promis de créer un fonds de cinq millions de dollars prévoyant des bourses d'études pour les conjoints et les enfants d'agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Comme les agents de sécurité publique sont exposés à des risques accrus pour le bien du reste de la société, on estime que la province a une certaine responsabilité à l'égard du bien-être des familles des agents de sécurité publique tués dans l'exercice de leurs fonctions. Le Fonds Joe MacDonald de bourses d'études à l'intention des survivants d'agents de sécurité publique a été établi par décret. Il est géré par un comité consultatif. Le ministère effectue des paiements de ce compte conformément aux modalités établies, et l'intérêt est crédité au compte tous les trois mois.

Les dépôts relatifs aux jeux et alcools ont été créés en vertu de l'article 14 de la *Loi de 1996 sur la réglementation des alcools et des jeux et la protection du public*, qui autorise la Commission des alcools et des jeux à établir des droits et d'autres frais pour veiller à l'application de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux* et de la *Loi sur les permis d'alcool*. En vertu de l'article 9 de la *Loi de 1992 sur la réglementation des jeux*, tous les auteurs d'une demande et personnes inscrites doivent payer les coûts raisonnables d'une enquête pour l'inscription relative aux jeux. En vertu de l'article 7 de la *Loi sur les permis d'alcool*, un avis public d'une demande de permis de vente d'alcool doit être donné de la manière prescrite. Les dépôts servent à payer les coûts exigés. Au 31 mars 2005, les dépôts relatifs aux jeux s'élevaient à 2 440 987,52 $ et ceux relatifs aux alcools à 719 506,19 $, soit un montant total pour ce compte de 3 160 493,71 $.

La Caisse d'assurance des sûretés immobilières a été créée en vertu de la *Loi sur les sûretés mobilières* et des règlements connexes et comprend les demandes d'indemnisation faites en vertu de la *Loi sur le privilège des réparateurs et des entreposeurs*. Toute personne qui subit une perte ou des dommages attribuables à une erreur ou une omission touchant un dossier d'enregistrement de sûretés mobilières peut avoir droit à une indemnité. En vertu des règlements, 1 % des droits d'enregistrement et des paiements d'intérêts annuels déterminés par le gouvernement par voie de décret sont versés dans la Caisse.

Des personnes et des sociétés sont tenues de verser un dépôt de garantie au ministère de l'Environnement en vue du financement d'opérations de dépollution et de réhabilitation d'un site ordonnées ou autorisées par le ministère. Ces dépôts sont remboursables et sont versés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances.

Les exploitants des lieux d'élimination des déchets sont tenus de verser un dépôt de garantie basé sur les certificats d'autorisation délivrés par le ministère de l'Environnement aux termes de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces dépôts sont remboursables et sont versés dans un compte portant intérêt auprès du ministre des Finances. Ces dépôts assurent la conformité aux règles d'entretien, de remise en état et de fermeture des lieux.

Les exploitants des puits d'élimination des déchets sont tenus de verser des droits au ministère de l'Environnement, sur les déchets éliminés dans les puits d'élimination des déchets autorisés en vertu de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Ces paiements versés par les particuliers et les sociétés ne sont pas remboursables et sont placés dans un compte portant intérêt auprès

du ministre des Finances; ils servent à dédommager toute personne ou organisation, en cas de dommages causés par l'exploitation du puits d'élimination des déchets à des étendues ou à des cours d'eau, qui les rendraient inutilisables.

Le Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles est régi par la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'accidents de véhicules automobiles*. Le Fonds puise ses recettes de deux sources : des droits versés chaque année pour la délivrance ou le renouvellement des permis de conduire et des remboursements des créances (les automobilistes responsables non assurés). Les paiements du Fonds ont fait l'objet de plusieurs modifications législatives depuis que le Fonds a été mis sur pied; ces changements sont décrits plus en détail dans les notes afférentes aux états financiers du Fonds que l'on retrouvera au volume 2.

L'intérêt non réclamé sur les obligations entièrement nominatives englobe l'intérêt sur les Obligations d'épargne de l'Ontario arrivées à échéance mais n'ayant pas été remboursées au 31 mars 2005.

Les chèques en circulation sont les chèques émis par le ministre des Finances et le ministère de la Santé et Soins de longue durée et qui n'avaient pas encore été encaissés au 31 mars 2005.

Le Fonds de recherche Terry Fox a été créé en 1981 pour contribuer à la recherche sur le cancer. La somme de 1 000 000 $ a été affectée à un compte en fiducie portant intérêt. Les retraits de fonds sont conformes aux dispositions d'un accord signé par le ministre de la Santé et des Soins de longue durée et la Fondation ontarienne pour la recherche en cancérologie et le traitement du cancer.

Le compte de la Caisse de retraite des juges provinciaux, le Compte des avantages sociaux supplémentaires des sous-ministres et d'autres comptes d'avantages sociaux supplémentaires font partie du Trésor de la province. Ces comptes renferment toutes les cotisations et tous les intérêts gagnés moins les prestations de retraite et avantages connexes versés. Les montants qui y sont comptabilisés par la province constituent le seul actif de ces régimes.

Le Fonds de rendement du projet Réseau intégré comprend un montant déposé par EDS Canada Inc. et certaines contributions du gouvernement qui serviront au financement de la portion assumée par le gouvernement des investissements potentiels visant à réduire les frais de service et à l'accumulation d'économies réalisées avant que celles-ci ne soient partagées entre EDS Canada Inc. et le gouvernement.

Un compte distinct figure dans le Trésor pour le programme de la pêche et de la faune, lequel représente les recettes provenant spécifiquement de la vente de permis ainsi que d'autres sources de recettes. Ces fonds servent à couvrir les dépenses occasionnées par le programme.

En vertu de la *Loi sur les parcs provinciaux*, un compte spécial a été créé au sein du Trésor à l'intention du programme Parcs Ontario. On y recueille les recettes des parcs provinciaux et d'autres sources connexes et les fonds ainsi accumulés servent à compenser les dépenses du programme.

L'Assemblée législative a adopté récemment des modifications à la *Loi sur le bois de la Couronne* (la « Loi ») afin de prévoir l'établissement de fonds de reboisement. Ces fonds visent à assurer la durabilité des forêts de la Couronne et, en accord avec cet objectif, gérer ces forêts de façon à répondre aux besoins sociaux, économiques et environnementaux des générations actuelles et futures. Les paiements pour le reboisement sont versés au ministre des Finances par les titulaires d'un permis qui coupent du bois dans une région assujettie à une entente en vertu de l'article 6 de la Loi.

Le Fonds de réhabilitation des mines est un compte particulier qui a été établi au sein du Trésor en 1994. On y dépose l'argent reçu comme garantie financière pour les fermetures de mines, conformément à l'article 145 de la *Loi sur les mines*, L.R.O. 1990, chap. M.14.

Le compte particulier créé pour la diversification des modes de prestation des services d'examen de conduite prévoit que Serco DES Inc. remettra tous les mois au gouvernement la somme de 200 000 $ pour toute la durée du contrat de dix ans. Le ministère des transports puisera dans ce compte pour payer les coûts de surveillance du délégué, gérer les rapports établis avec ce dernier

## FONDS ET AUTRE PASSIF

**Pour l'exercice clos le 31 mars 2005**

et s'assurer qu'il respecte les exigences. Ces fonds sont utilisés pour fournir un moyen neutre, sur le plan financier, de contrebalancer les coûts engagés pour s'assurer que Serco respecte les exigences et d'établir, au sein du ministère, un bureau chargé de surveiller cette société et de gérer les rapports établis avec elle.

Le compte de passifs des régies des routes locales représente des fonds déposés au Trésor par diverses régies des routes locales pour des travaux de voirie que le ministère n'a pas encore effectués. Une régie des routes locales est constituée d'un ou de plusieurs propriétaires de terrains dans un territoire non érigé en municipalité; on dénombre de 300 à 350 régies des routes locales en activité dans la province. Les travaux de voirie qui doivent être effectués sont déterminés au cours d'une rencontre annuelle entre les régies des routes locales et les représentants du ministère, et ces travaux peuvent être des réparations urgentes, de l'entretien général ou des travaux de modernisation des immobilisations.

Les autres dépôts correspondent aux sommes versées au ministre des Finances ou détenues en fiducie à diverses fins telles que des bourses d'études et des garanties.

## PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO

**Au 31 mars 2005**

### PRÊTS GARANTIS

| | Année d'émission | Taux d'intérêt | Encours au 31 mars 2005 | Références |
|---|---|---|---|---|
| | | % | $ | |
| MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION | | | | |
| Programme de garantie de prêts des marchandises agricoles | 2004-2005 | Variable | 12 968 218 | (1) |
| Programme ontarien de garanties d'emprunt pour l'élevage des bovins | 2004-2005 | Variable | 7 123 455 | |
| Régime agriPLUS | 2004-2005 | Variable | 7 847 725 | (2) |
| TOTAL, MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION | | | 27 939 398 | |
| MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES | | | | |
| Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario | 1999 | Préférentiel - 0,6 | 3 100 000 | (3) |
| TOTAL, MINISTÈRE DES SERVICES SOCIAUX ET COMMUNAUTAIRES | | | 3 100 000 | |
| MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE | | | | |
| *Loi sur les sociétés de développement* | | | | |
| Total des prêts garantis à diverses sociétés | Variable | Préférentiel+1 | 245 348 | |
| Jeunes entrepreneurs | 2001-2002 | Préférentiel+1 | 1 839 623 | |
| TOTAL, MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DU COMMERCE | | | 2 084 971 | |
| SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION | | | | |
| Garanties hypothécaires - Dissolution de la Société foncière de l'Ontario | 1971-1976 | S.O. | 30 956 | (4) |
| TOTAL, SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE GESTION | | | 30 956 | |
| MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT | | | | |
| Société de logement de l'Ontario, Programme de financement hypothécaire dans le cadre du programme « Maisons...pour de bon » | 1989 | Variable | 166 127 703 | (5) |
| TOTAL, MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DU LOGEMENT | | | 166 127 703 | |

## PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO

**Au 31 mars 2005**

**PRÊTS GARANTIS**

| | Année d'émission | Taux d'intérêt | Encours au 31 mars 2005 | Références |
|---|---|---|---|---|
| | | % | $ | |
| MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES | | | | |
| Office de commercialisation du poisson d'eau douce | 1969 | Variable | 1 000 000 | |
| TOTAL, MINISTÈRE DES RICHESSES NATURELLES | | | 1 000 000 | |
| MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES | | | | |
| Algoma Central Railway | 1995 | S.O. | 3 800 000 | |
| TOTAL, MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DU NORD ET DES MINES | | | 3 800 000 | |
| MINISTÈRE DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS | | | | |
| Régime de prêts aux étudiantes et étudiants de l'Ontario : | | | | |
| Catégorie A | Variable | Préférentiel | 691 773 288 | |
| Catégorie B | Variable | Préférentiel+1 | 584 311 682 | |
| Catégorie C | Variable | Préférentiel+1 | 1 191 892 924 | |
| TOTAL, MIN. DE LA FORMATION ET DES COLLÈGES ET UNIVERSITÉS | | | 2 467 977 894 | |
| TOTAL DES PRÊTS GARANTIS | | | 2 672 060 922 | |
| **AUTRES** | | | | |
| MINISTÈRE DES FINANCES | | | | |
| Refinancement du Réseau GO (RTCRT) | 1994 | S.O. | 403 542 345 | (6) |
| Société ontarienne d'assurance-dépôts | 2004 | S.O. | 20 000 000 | (9) |
| Société ontarienne d'aménagement municipal | 1991 | S.O. | 79 021 000 | (7) |
| Caisse d'épargne de l'Ont. - Dépôts à terme | 2003 | S.O. | 326 489 732 | (8) |
| TOTAL POUR LE MINISTÈRE DES FINANCES | | | 829 053 077 | |
| TOTAL DES AUTRES GARANTIES | | | 829 053 077 | |
| **TOTAL DU PASSIF ÉVENTUEL** | | | **3 501 113 999** | |

## PASSIF ÉVENTUEL - OBLIGATIONS GARANTIES PAR LA PROVINCE DE L'ONTARIO (fin)

**Au 31 mars 2005**

**Références :**

1. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 200 000 000 $.
2. Le passif maximal de la province pour le programme se situe à 50 000 000 $.
3. Montant de la garantie accordée aux emprunts contractés par l'Ordre des travailleurs sociaux et des techniciens en travail social de l'Ontario auprès de la Banque Royale du Canada à concurrence de 3 100 000 $ jusqu'au 31 décembre 2006.
4. Le ministère des Finances s'est chargé de la dette éventuelle à l'égard du Fonds de garanties hypothécaires de la Société foncière de l'Ontario dissoute le 31 mars 1987.
5. Le gouvernement provincial a garanti des prêts totalisant 1 323 millions de dollars tirés du RPC par la SLO aux fins du projet « Maisons... pour de bon ». Depuis 1993, la plupart de ces prêts ont été refinancés dans le secteur privé, sauf les prêts liés au logement des étudiants (166 127 703 $) et les fonds mis en disponibilité ont été avancés au ministère des Finances. Comme ce ministère comptabilisera son prêt de 1 157 millions de dollars en tant que passif, ce montant devrait être exclu de la garantie.
6. Le gouvernement provincial a signé un contrat de vente avec réserve de rachat du Réseau GO avec la société Asset Finance Bermuda Limited. Le marché conclu a procuré environ 431 millions de dollars au gouvernement provincial pour l'exercice 1993-1994 avec option d'emprunt supplémentaire et de rachat en 2006. Le Réseau GO maintiendra le contrôle de ses biens et de ses activités et des dispositions seront prises à l'intérieur d'une période de douze ans en vue du rachat des biens.
7. Conformément à la *Loi de 1993 sur le plan d'investissement*, la Société ontarienne d'aménagement municipal (SOAM) a cessé d'exister, et son actif et son passif ont été transférés à l'Office ontarien de financement le 15 novembre 1993. La SOAM a contracté des emprunts auprès du Régime de pensions du Canada et de la province, dont la SOAM s'est servie pour accorder des prêts à des municipalités et à des conseils scolaires selon des modalités semblables à celles de ces emprunts.
8. Lors de la vente de l'ancienne Caisse d'épargne de l'Ontario (CEO) à Desjardins Credit Union le 31 mars 2003, la province a accordé une garantie d'au plus cinq ans, soit jusqu'au 31 mars 2008, pour les dépôts à terme de la CEO (principal et intérêt) achetés au plus tard le 31 mars 2003. Au 31 mars 2005, le solde des dépôts à terme garantis était de 326 millions de dollars.
9. La province a garanti le remboursement de la facilité de crédit renouvelable offerte par la Banque Canadienne Impériale de Commerce à la Société d'assurance-dépôts de l'Ontario (SOAD) pour une période commençant le 1er janvier 2005 et se terminant le 31 décembre 2005. Le montant maximal garanti est de 20 millions de dollars, incluant les intérêts, les coûts et les charges connexes. La SOAD versera à la province une commission de garantie équivalant à 0,005 % de la facilité de crédit plus 0,05 % des emprunts réels.

## CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE

### Au 31 mars 2005

La Couronne fait actuellement l'objet d'un certain nombre d'actions en justice déjà entamées ou non, par les parties énumérées ci-dessous. Ces poursuites concernent notamment des ruptures de contrat, des dégâts matériels ou des préjudices causés à des particuliers. Bien qu'on ne connaisse pas encore les montants en cause, on prévoit cependant qu'ils devraient, dans chaque cas, être supérieurs à 50 millions de dollars.

1. Dudley Abbot et al. (détenteurs d'actions privilégiées de Crown Trust).
2. Theriault en ce qui concerne les concessions minières à Hemlo Gold Mines.
3. Les chefs de l'Ontario c. Sa Majesté la Reine contestant le droit de la province de toucher 20 % des profits réalisés par Casino Rama.
4. Mary Lou LaPratte, Roland LaPratte, Sheila Horrell, Arthur Horrell et al. (recours collectif proposé).
5. Monaghan, John Richard c. Sa Majesté la Reine, le procureur général et le solliciteur général avec la Police provinciale de l'Ontario.
6. Alberto Docouto c. Sa Majesté la Reine et le ministère du Procureur général concernant le dirigeant de Mater's Management Inc. - poursuite en raison d'une infraction à un règlement ou une négligence qui aurait entraîné une infraction à la Charte canadienne des droits.
7. Vance Hamilton Egglestone et Daniel Joanisse c. Sa Majesté la Reine et les D[rs] Barker et Maier concernant le manquement à l'obligation fiduciaire, faute professionnelle médicale.
8. Arnold Guettler, Neo-Form Corporation et Neo-Form North America Corporation c. Sa Majesté la Reine et al. concernant une accusation malveillante de la part de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario et la saisie de biens par le procureur général sans autorisation légale.
9. R. Shawn A. Cantlon, soi-disant avis d'action projetée dans lesquels le plaignant demande une compensation financière. Il est impossible de déterminer les fondements d'une soi-disant demande.
10. Anne et Alexander Larcade; cette demande proposée en dommages-intérêts a été présentée au nom d'enfants ayant des besoins particuliers, tels que définis dans la *Loi de 1984 sur les services à l'enfance et à la famille*.
11. Pearson c. Inco Ltd., ministère de l'Environnement, etc. La demande fait suite à la contamination présumée de Port Colborne par des polluants déversés par une raffinerie d'Inco.
12. Timothy Natyshak c. Sa Majesté la Reine et al. Dossier du tribunal 99-CV-194603. Divers fonctionnaires municipaux sont nommés.
13. Ayok, Chol c. l'Université York; demande de révision judiciaire présentée contre l'Université York à la suite du refus de la Commission ontarienne des droits de la personne (CODP) de soumettre la demande du plaignant à une commission d'enquête. On demande la prise d'une ordonnance annulant la décision de la CODP et obligeant cette dernière à effectuer une autre enquête. À titre de solution de rechange, on demande des dommages-intérêts de 55 millions de dollars.
14. Frank Defazio et al c. Sa Majesté du chef de l'Ontario, la Toronto Transit Commission, Pinchen Environmental Consultants et al.; les plaignants soutiennent qu'ils ont été exposés à de la poussière d'amiante pendant la reconstruction de la station de métro Sheppard au cours de l'été 1999.
15. Dumoulin c. la Société immobilière de l'Ontario et Sa Majesté la Reine; le plaignant demande des dommages-intérêts au nom de tous les membres du groupe proposé de personnes qui auraient pu être affectées par de la moisissure et d'autres substances nocives présentes dans le palais de justice de Newmarket.
16. Adrian, Shirley et al c. le Canada et l'Ontario concernant l'hépatite C contractée à partir du système d'approvisionnement en sang avant 1986 ou après 1990.
17. Palahnuk, Robert E, demande au Bureau des avocats de la Couronne - Droit civil concernant la condamnation du plaignant à la suite d'accusations liées à des armes et l'ordonnance d'interdiction en résultant.
18. Deutsch, Melvin P, demande dans laquelle le plaignant nomme les greffiers et le personnel de la cour, les poursuivants provinciaux, les agents de police, etc., à la suite d'une intervention de la police de Toronto, qui a eu comme conséquence qu'il a été accusé d'un certain nombre d'infractions.
19. Augier, Gideon McGuire allégation de complot mettant en cause diverses autorités, dont le ministère du Procureur général, l'OPP et la GRC dans le but d'influencer la conduite du procès criminel du plaignant.
20. Mortune, Felicia, dans laquelle la plaignante allègue de la discrimination raciale et ethnique à l'égard d'elle-même et toutes les autres femmes africaines de race noire ayant poursuivi des études universitaires et possédant des compétences recherchées.
21. Deep, D[r] Albert Ross, avis de demande alléguant que le vérificateur du ministère de la Santé et Soins de longue durée a communiqué ses conclusions aux policiers de Toronto, entraînant l'arrestation illégale, la poursuite malveillante et la diffamation du plaignant.
22. Mastronardi, Giovanna, avis de demande de dommages-intérêts à la suite de nombreuses insinuations et déclarations fausses,

## CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE

### Au 31 mars 2005

diffamatoires et trompeuses faites de vive voix aux membres de la famille de la plaignante pendant une enquête de la CSPAAT.

23. Koumoundouros, Terry, demande de dommages-intérêts pour libelle diffamatoire. Allégations selon lesquelles un rapport de la Police provinciale de l'Ontario est diffamatoire.
24. Société General Motors, demande de contribution et indemnité par un tiers à la suite d'un accident survenu le 22 mars 1996 à l'angle de l'autoroute 401 et de Wellington Road alors que le plaignant a perdu la maîtrise de son véhicule à cause de la glace sur la route.
25. Virus du Nil occidental. Les plaignants allèguent que la province n'a pas fait de tests suffisants et n'a pas pris les mesures qui s'imposaient pour lutter contre la flambée de la maladie qui a eu des effets débilitants et a même entraîné la mort.
26. Adam's Mine Rail Haul, avis de demande de dommages-intérêts pour le non-respect d'une convention d'achat conclue entre le plaignant et le ministère des Richesses naturelles.
27. Twain, Jim, chef, demande de dommages-intérêts pour négligence et violation de contrat, d'obligations fiduciaires et de droits issus d'un traité.
28. Aylmer Meat Packers Inc. Le plaignant allègue que le ministère des Richesses natuelles et le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation ont injustement saisi ses installations de conditionnement de la viande au 9450 Springfield Road le 21 août 2003 et que cette pratique se poursuit encore aujourd'hui.
29. Mosher, Donald B., allégations de fraude parce que le ministère de l'Environnement a refusé de renouveler un permis de prélèvement d'eau et diverses autres poursuites réintroduites à la suite de demandes non accueillies. Motion en poursuites vexatoires en vertu de la règle 21 des *Règles de procédure civile* et de l'art. 140 de la *Loi sur les tribunaux judiciaires*.
30. Williams Andrea, la plaignante, infirmière auxiliaire autorisée, a été admise à l'hôpital général de North York le 2 mai 2003 pour une intervention chirurgicale et en est sortie le 22 mai 2003 pour être admise de nouveau le 30 mai 2003; un diagnostic de SRAS a alors été posé.
31. Syndicat international des employés professionnels et de bureau et Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario, allégations de négligence, de déclaration trompeuse, de manquement à l'obligation fiduciaire, de dépossession sans indemnisation et d'incitation à rompre son contrat relativement aux régimes de retraite lorsque le gouvernement a fait passer les emplois des municipalités aux nouveaux centres d'accès aux soins communautaires en 1996.
32. Harrison, John Arthur, avis d'action et demande de dommages-intérêts pour manquement aux devoirs et abus de procédure.
33. Benjamin, Candice D^re^ : dommages découlant de discrimination présumée, de profilage racial et de préjudice personnel à la suite du refus d'entrée aux États-Unis en l'absence de casier judiciaire et de participation à des activités criminelles.
34. Whole World Trade Ltd. pour des dommages découlant de violations présumées aux règles de stationnement et au code du bâtiment et corruption par la police et un conseiller municipal relativement aux biens-fonds situés au 418 et 422, avenue Brookdale.
35. Shokri-Razghi, Sarah, allègue que, pendant qu'elle demandait un prêt d'entreprise à la Banque TD, on lui a demandé de signer des documents. Elle a rejeté le prêt et a demandé qu'on lui rende ces documents. Elle prétend qu'elle a été arrêtée et torturée puis accusée de méfait.
36. Sarazin, Daniel Lynden : recours collectif sur le délit de génocide découlant de la prise de conscience permanente du génocide dont font preuve tous les paliers de gouvernement à l'endroit de la nation Algonquin.
37. Wong, Anthony, allègue qu'il a été arrêté et accusé du meurtre de Damien Barnaby en 2001. Il a subi un procès et été acquitté le 29 juillet 2004.
38. Demandes relatives à l'hépatite avant 1986 et après 1990, - indemnisation des personnes qui ont contracté l'hépatite C par une transfusion sanguine.
39. Brett, L. Brenda et Wells, C. Thomas : recours collectif portant sur la contamination d'un bien-fonds situé à proximité de la mine dans le village de Deloro.
40. Robyn Wynberg et les demandeurs en tant que tuteurs conjoints à l'instance ont intenté une poursuite contre la province en raison du non-financement de la thérapie fondée sur l'analyse comportementale appliquée pour les enfants autistiques.
41. Hamilton Kilty Hockey Club Inc. c. l'Ontario; l'auteur de la demande est un organisme de bienfaisance autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil en vertu du *Code criminel* du Canada à administrer une loterie de billets à fenêtre (billet de loterie que l'on ouvre pour savoir si on a gagné ou non un prix). L'Ontario perçoit des droits équivalant à 5 % de la valeur nominale de chaque billet de loterie avant la distribution du produit de la loterie. L'auteur de la demande estime que les droits perçus ne sont pas conformes aux dispositions du *Code criminel*.
42. Peter Fallis c. l'Ontario, relativement aux droits exigés aux termes de la *Loi sur l'enregistrement des actes* et de la *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers* pour l'enregistrement foncier constituent des taxes, ce qui n'est pas permis aux termes des lois.

## CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE

### Au 31 mars 2005

43. Robert Fenn c. l'Ontario, demande au nom de toutes les personnes touchées par le Programme de suspension administrative des permis de conduire.
44. Hartley, Mason, demande de dommages-intérêts pour cause de négligence de la part du MSSC et de violation des droits conférés par la Charte à la suite du défaut de créer et de dispenser adéquatement le Programme intensif d'intervention précoce auprès des enfants autistes.
45. Rigillio c. l'Ontario : demande présentée en vertu de la Charte relativement aux services offerts aux personnes sourdes et aveugles. À l'étape des plaidoiries et de la certification.
46. Kam-Tim Tong et Chatterjee et al. Demande portant sur la conversion d'un bien confisqué en vertu de la *Loi sur les recours civils de l'Ontario*, que l'on allègue être non constitutionnelle.
47. Anderlis Leasing Enterprises et al. (recours collectif) concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos de bienfaisance permanents.
48. Northern Diamond Gaming Services Limited et Diamond Gaming Services Inc. et al.
49. First Class Casinos et Mr. Casino Inc. c. Sa Majesté la Reine concernant l'élimination des activités de Monte Carlo itinérantes et leur remplacement par des casinos de bienfaisance permanents.
50. 1191067 Ontario Inc., Silvo Di Gregorio et Tom Jones concernant l'exploitation de casinos de bienfaisance permanents.
51. Les Chippewas de Sarnia, les Chippewas de Kettle Point et al. contre l'Ontario, Polysar Hydrocarbons Limited et al.
52. Roy Michano et al., en leurs noms et en celui des membres des bandes indiennes de Pic Heron Bay, Pays Plat, Rocky Bay, Whitesand, Pic Mobert, Red Rock, Sand Point et Long-Lake n° 58.
53. Clifford Meness et al., en leurs noms et en celui des autres membres de la bande indienne des Algonquins de Golden Lake.
54. Roger Southwind au nom de la bande indienne du Lac Seul.
55. Première nation de Moose Factory et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
56. Première nation de New Post et al. contre Spruce Falls Power and Paper Company Limited.
57. Première nation de Beaver House contre Sa Majesté la Reine.
58. Les Premières nations des Chippewas de Saugeen et de Nawash concernant la péninsule Bruce.
59. Première nation de Missanabie Cree contre l'Ontario et le Canada.
60. Chapleau Cree PACA, avis de rupture de traité et de violation de devoir fiducial. Le plaignant allègue qu'il avait droit à une réserve en vertu du traité de la baie James de 1906 mais qu'aucune réserve n'a été accordée.
61. Six-Nations de la Bande indienne de la rivière Grand.
62. La Première nation de Mishkeegogamang et 17 autres.
63. Bande indienne de Wikwemikong en ce qui concerne le titre autochtone sur les îles du lac Huron et la baie Georgienne.
64. Les Chippewas de Sarnia en ce qui concerne le titre autochtone sur une large parcelle de terre dans la ville de Sarnia.
65. Mississauga de Alderville, Beausoleil, Chippewas de Georgia Island, Mnjikaning (Rama), Curve Lake Hiawatha et la Première nation de Scugog Island.
66. Wesley Big George au nom de sept Premières nations du lac des Bois c. Sa Majesté la Reine.
67. Première nation Big Grassy (Mishkosiimiiniiziibing) et Premières nations Ojibways de Onigaming dont les territoires sont adjacents à la région du lac des Bois et de la rivière Winnipeg qui sont signataires du traité 3 et qui réclament des dommages-intérêts pour les inondations qui se sont produites entre 1887 et 1892.
68. Première nation Wauzhushk Onigum et Première nation Ochiichagwe'babig o'ining et Premières nations de Washagamis Bay.
69. Premières nations de Walpole Island en ce qui concerne le titre autochtone de certaines sections du Sud-Ouest de l'Ontario quant à l'utilisation des terres et l'indemnisation.
70. Chef Roy Michano de la Première nation Begetikong Anishnabe (aussi appelée les Ojibways de Pic River), le conseiller Duncan Michano et le conseiller Arthur H. Fisher, concernant le titre autochtone d'une vaste superficie de terres sur la rive nord-est du lac Supérieur.
71. Demande de rente présentée par la Première nation de Whitesand; le plaignant sollicite un jugement déclaratoire selon lequel la rente plus élevée payable en vertu du Traité Robinson-Supérieur de 1850 n'a pas été payée.
72. Demande de rente présentée par la Première nation de Red Rock; le plaignant sollicite un jugement déclaratoire selon lequel la rente plus élevée payable en vertu du Traité Robinson-Supérieur de 1850 n'a pas été payée.
73. Première nation de Moose Deer Point; déclaration d'indemnisation pour cause de manquement à l'obligation fiduciaire et jugement déclaratoire selon lequel les plaignants ont des droits issus d'un traité tels qu'indiqués dans l'allocution de Samuel Peters Jarvis en 1837.
74. Kinew, Tobasonakwut c. le Canada et l'Ontario concernant le manquement à l'obligation fiduciaire associée à la gestion des pêches.
75. Première nation de Garden River, réserve n° 14, demande concernant les limites des terres des Premières nations en vertu

## CRÉANCES EXIGIBLES DE LA COURONNE

**Au 31 mars 2005**

du traité Robinson-Huron.

76. Conseil Mushkegouk (Onasburgh), demande concernant les Cris du bassin versant de la baie d'Hudson et de la baie James et la concession promise de la Terre de Rupert.
77. Kakeway, George, demande concernant cinq poursuites par la bande de Partage près de Kenora relativement à un jugement déclaratoire selon lequel certaines îles font partie de la réserve de la bande et que l'Ontario a manqué à ses devoirs envers la bande etc., et demande de dommages-intérêts.
78. Sinclare, Alfred, concernant cinq poursuites par la bande de Washagainis Bay près de Kenora relativement à des jugements déclaratoires selon lesquels 10 îles du lac des Bois constituent une réserve et que l'Ontario a manqué à ses devoirs envers la bande.

Ce document est publié en français et en anglais. On peut obtenir l'une ou l'autre de ces versions par la poste en écrivant à Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8 ou en téléphonant au 416 326-5300 ou au 1 800 668-9938 (interurbains sans frais). On peut aller en chercher des exemplaires à la librairie de Publications Ontario, située au 880, rue Bay, Toronto. On peut aussi accéder au document par voie électronique en visitant le site Web du ministère des Finances à : www.fin.gov.on.ca. Pour d'autres renseignements, notamment sur les commandes en ligne, veuillez visiter le site Web de Publications Ontario à www.publications.gov.on.ca.

This publication is available in English and in French. Copies in either language may be obtained by mail from Publications Ontario, 50 Grosvenor Street, Toronto, Ontario M7A 1N8; by calling (416) 326-5300, toll-free 1-800-668-9938; or by visiting the Publications Ontario Bookstore at 880 Bay Street, Toronto. For further options, including on-line ordering, please visit the Publications Ontario website at www.publications.gov.on.ca. For electronic access, visit the Ministry of Finance website at www.fin.gov.on.ca.

©Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2005
Toronto (Ontario)